

Version de signature

RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

Travail - Justice - Solidarité

MINISTÈRE DES MINES ET DE LA GÉOLOGIE

**CONVENTION DE CONCESSION MINIÈRE
AMENDÉE ET CONSOLIDÉE**

ENTRE

LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

SMFG

ET

EURONIMBA

**POUR L'EXPLOITATION DES GISEMENTS DE
FER DES MONTS NIMBA**

EN DATE DU 5 SEPTEMBRE 2019



CONVENTION DE CONCESSION MINIÈRE AMENDÉE ET CONSOLIDÉE

Entre les soussignées

- La **RÉPUBLIQUE DE GUINÉE**, dûment représentée aux fins des présentes par Son Excellence, Monsieur Abdoulaye MAGASSOUBA, Ministre des Mines et de la Géologie, et Son Excellence Monsieur Ismaël DIOUBATÉ, Ministre du Budget,

ci-après désignée « **l'État** »
DE PREMIÈRE PART

- **EURONIMBA LIMITED**, une société régie par le Droit de Jersey, dont le siège social est situé à First Floor, Osprey House, 5-7 Old Street, St Helier, Jersey, JE2 3RG, Iles Anglo-Normandes, représentée aux fins des présentes par Eric Finlayson, en qualité d'Administrateur, dûment habilité,

ci-après désignée l' « **Investisseur** »
DE DEUXIÈME PART

et

- La **SOCIÉTÉ DES MINES DE FER DE GUINÉE**, une société anonyme avec Conseil d'Administration, dont le siège social est situé à la Residence Jeaninne, 3eme étage, Camayenne, Dixinn, Conakry et immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier de Conakry sous le numéro RCCM/GC-KAL/01861A/2003, représentée aux fins des présentes par le Président Kgalema Motlanthe, en qualité de Président, dûment habilité,

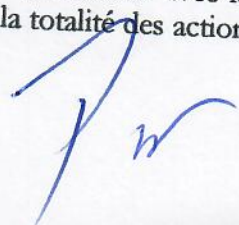
ci-après désignée la « **Société** » ou « **SMFG** »
DE TROISIÈME PART

L'Investisseur agira conjointement et solidairement avec la Société pour les besoins de la présente Convention.

L'État, l'Investisseur et la Société sont ci-après collectivement désignés les « **Parties** » et individuellement une « **Partie** ».

DECLARATIONS PRELIMINAIRES

ATTENDU QUE :

- A. La réglementation minière applicable en République de Guinée prévoit que les substances minérales ou fossiles contenues dans le sous-sol ou existant en surface, ainsi que les eaux souterraines et les gîtes géothermiques sont, sur le territoire de l'État, la propriété de plein droit de ce dernier ; et que ces substances minérales ou fossiles ne peuvent être, sous réserve des dispositions spécifiques de la réglementation minière et foncière applicable en République de Guinée, susceptibles d'aucune forme d'appropriation privée.
- B. Les personnes privées peuvent toutefois se voir conférer le droit de se livrer à des activités minières sur le territoire de l'État, et acquérir la propriété des substances qu'elles extraient, sous réserve d'être munies d'un titre minier en cours de validité et formellement délivré par l'État.
- C. En vertu de la loi L/95/036/CTRN du 30 juin 1995 (le « **Code Minier de 1995** »), l'Investisseur et SMFG se sont vues octroyer, aux termes du décret D/2003/068/PRG/SGG en date du 29 juillet 2003, une concession de recherche et d'exploitation minières du minerai de fer sur un périmètre spécifique des Monts Nimba (la « **Concession Minière** »), et l'Investisseur a signé avec l'État, le 25 avril 2003, une convention de concession minière pour l'exploitation des gisements de fer des Monts Nimba, à laquelle la Société a subséquentement adhéré le 16 mars 2006 (la « **Convention Initiale** »).
- D. A la date des présentes :
- i) le projet d'exploitation du minerai de fer des Monts Nimba (le « **Projet** ») est mis en œuvre par l'Investisseur et la Société en vertu de la Concession Minière et de la Convention Initiale, qui prévoit notamment les termes et conditions selon lesquels le Projet est régi par les dispositions du Code Minier de 1995 ; et
 - ii) la Société est également titulaire de quatre (4) permis de recherche, à savoir le permis de recherche de Yomou n°Q2017/3604/MMG/SGG en date du 23 août 2017, ainsi que les permis de recherche de Lola n°A2017/3602/MMG/SGG, A2017/3603/MMG/SGG et A2017/3605/MMG/SGG en date du 23 août 2017 (ensemble, les « **Permis de Recherche** »).
- E. En vertu de l'article 217 de la loi L/006/CNT du 9 septembre 2011, telle que modifiée par la loi L/2013/053/CNT du 8 avril 2013 (le « **Code Minier de 2011** »), l'État a initié des discussions avec l'Investisseur et ses actionnaires entre 2012 et 2015 destinées à déterminer les conditions selon lesquelles l'exploitation du Projet pourrait (i) être réalisée par le biais d'une voie d'évacuation ferroviaire transitant par le Libéria et (ii) être soumise à certaines dispositions du Code Minier de 2011. Ces discussions n'ont toutefois pas pu aboutir.
- F. Dans ce contexte, le groupe HIGH POWER EXPLORATION, agissant par l'intermédiaire de la société HPX Nimba Holdings Inc, une société immatriculée aux Îles Vierges Britanniques, ayant son siège social situé à Craigmuir Chambers, Road Town, Tortola, VG1110 (Îles Vierges Britanniques) (« **HPX** »), a initié des discussions avec les actionnaires de l'Investisseur et l'État en vue du rachat par HPX de la totalité des actions composant le capital social de l'Investisseur.
- 

- G. Ces discussions ont abouti à :
- i) la signature par l'État et HPX, le 17 novembre 2018, d'un protocole d'accord déterminant les modalités selon lesquelles l'État pourrait octroyer son consentement formel à l'acquisition par HPX de la totalité des actions composant le capital social de l'Investisseur ;
 - ii) la conclusion d'un accord entre l'État et HPX pour procéder à la modification de la Convention Initiale selon les termes convenus dans la présente Convention ; et
 - iii) l'octroi par l'État, conformément à un courrier du Ministre en date du 5 septembre 2019, de son consentement à la réalisation de la cession de la totalité des actions composant le capital social de l'Investisseur au bénéfice de HPX.
- H. A la date des présentes, HPX est ainsi propriétaire de l'intégralité des actions de l'Investisseur.
- I. Par conséquent, la présente convention amendée et consolidée (la « **Convention** ») a pour objet de définir les nouvelles conditions générales, économiques, juridiques, administratives, financières, fiscales, douanières et sociales de développement du Projet.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT

Titre I

INTRODUCTION

Article 1 – Définitions et interprétations

À moins qu'il n'en soit expressément stipulé autrement par les Parties dans la présente Convention, les définitions et règles d'interprétation applicables à la présente Convention figurent en **Annexe 1** aux présentes.

Article 2 - Objet de la Convention

2.1 La présente Convention a pour objet de définir les conditions générales, économiques, juridiques, administratives, financières, fiscales, douanières et sociales sur la base desquelles la Société procédera à l'extraction du minerai de fer situé à l'intérieur du Périmètre Minier et assurera son évacuation et sa commercialisation sur le marché national et international.

Dans ce cadre, elle a également pour objet de :

- (i) préciser les engagements de l'Investisseur et de la Société en termes notamment d'objectifs de production, de calendriers et de financement, applicables au développement et à l'extraction du minerai de fer situé à l'intérieur du Périmètre Minier ;



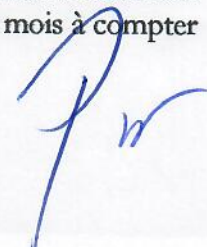
- (ii) prévoir le processus permettant de déterminer la voie d'évacuation de la production minière ;
 - (iii) préciser les obligations auxquelles l'État accepte de souscrire vis-à-vis de l'Investisseur et de la Société, en contrepartie des engagements de ces derniers de développer le Projet conformément aux termes et conditions de la présente Convention ; et
 - (iv) définir les conséquences pour les Parties d'une violation de leurs engagements respectifs aux termes de la présente Convention.
- 2.2 Compte tenu de la localisation particulière des gisements des Monts Nimba, à proximité d'une réserve inscrite sur la liste des sites du Patrimoine Mondial de l'UNESCO, la présente Convention accorde la plus grande attention aux détails afférents aux questions et mesures nécessaires en matière de protection de l'environnement. Elle définit notamment les relations et formes de collaboration entre, d'une part, l'État et/ou les organismes le représentant et, d'autre part, la Société et l'Investisseur.
- 2.3 D'une façon générale, l'objet de la présente Convention est de favoriser un esprit de coopération entre les Parties. Elle définit les termes aux fins de la mise en place d'une production durable et compétitive de minerai de fer et/ou de concentré, sur la base de choix techniques et d'exploitation respectueux des Bonnes Pratiques Minières.
- 2.4 La présente Convention prend en compte le fait qu'une exploitation de minerai de fer, par l'importance des investissements et des financements mobilisés, par l'ampleur et la diversité des activités industrielles qu'elle comporte et par le tissu des relations économiques, financières, commerciales et sociales qu'elle engendre, est une activité internationale par nature.
- 2.5 Enfin, la Convention a également pour objet de déterminer les modalités d'application au Projet de certaines dispositions spécifiques du Code Minier de 2011.

Titre II

LE PROJET

Article 3 - Description du Projet

- 3.1 Le Projet, objet de la présente Convention, comporte un enchaînement d'opérations interconnectées devant être réalisé par la Société sur la base des garanties et du financement apportés ou mobilisés par l'Investisseur, et notamment les opérations suivantes :
- (i) la poursuite des opérations de recherche minière sur le Périmètre Minier, pour la mise en évidence éventuelle de réserves additionnelles de minerai de fer, dans la mesure raisonnablement jugée nécessaire par l'Investisseur et la Société ;
 - (ii) la mise en œuvre d'une production anticipée d'une capacité maximum de cinq millions de tonnes par an (5 000 000 t / an), la première production de Production Minière Anticipée devant commencer dans un délai de douze (12) mois à compter



de la Date d'Entrée en Vigueur de l'Avenant, sous réserve et dans les conditions prévues à l'Article 4.2 ;

- (iii) la conception, le développement, la construction, l'exploitation et la maintenance d'une mine de minerai de fer d'une capacité initiale prévue de vingt millions de tonnes par an (20 000 000 t / an) ;
- (iv) la conception, le développement, la construction, l'exploitation et la maintenance d'infrastructures, d'installations et d'équipements industriels nécessaires pour la Production Minière et son évacuation ; et
- (v) la commercialisation de la Production Minière.

3.2 Phases du Projet

3.2.1 Le Projet sera réalisé selon les trois (3) phases suivantes :

- (a) une phase d'étude et de conception, au cours de laquelle (i) la Production Anticipée débutera et (ii) seront réalisées des études visant notamment à évaluer la viabilité et/ou la faisabilité de plusieurs voies d'évacuation du Projet, la faisabilité du Projet et l'impact du Projet sur l'environnement (la « **Phase d'Étude** ») ;
- (b) une phase de financement et de développement, au cours de laquelle :
 - (i) les accords relatifs au financement par emprunt et par fonds propres nécessaires au Projet et à son développement seront finalisés ;
 - (ii) la construction, l'achèvement et la mise en service des infrastructures, installations, équipements et matériels nécessaires au Projet seront réalisés ; et
 - (iii) tous les contrats et accords nécessaires à la mise en œuvre de la voie d'évacuation de la Production Minière retenue par les Parties seront signés (sous réserve des stipulations de l'Article 26.4 portant sur le calendrier convenu pour la signature des Accords Libériens),
(la « **Phase de Financement et de Développement** »), et
- (c) une phase d'exploitation, au cours de laquelle interviendra la production commerciale, la commercialisation et la vente de la Production Minière issue du Projet (la « **Phase d'Exploitation** »).

3.2.2 Les phases identifiées à l'Article 3.2.1 ci-dessus sont décrites plus en détails aux Article 4 à 6 ci-dessous et devront être achevées conformément aux délais prévus à l'Article 7.

3.2.3 Il est précisé en tant que de besoin que le Projet sera, à tout moment, réputé être dans l'une des trois phases identifiées à l'Article 3.2.1 ci-dessus. L'Investisseur et la Société pourront néanmoins exercer des activités relevant d'autres phases, nonobstant le fait que le Projet soit réputé être dans une phase quelconque à un moment donné.



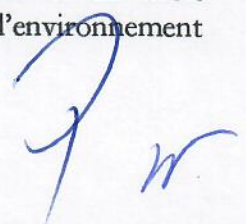
Article 4 – La Phase d'Étude

4.1 Durant la Phase d'Étude, les Parties procéderont aux activités et opérations suivantes :

- (a) la réalisation par la Société et l'Investisseur d'une étude sur la viabilité de l'option d'évacuation de la Production Minière à travers l'Option TGR (l'« **Étude de Viabilité** »), conformément aux stipulations de l'Article 13 de la présente Convention ;
- (b) l'initiation de discussions avec les parties prenantes concernées aux fins de convenir et d'évaluer les modalités d'évacuation de la Production Minière depuis le Périmètre Minier, une fois arrêtée la voie d'évacuation devant être retenue pour le Projet après réalisation de l'Étude de Viabilité ;
- (c) la réalisation de travaux de recherche et d'exploration, dans la mesure raisonnablement jugée nécessaire par l'Investisseur et la Société, sur le Périmètre Minier et le périmètre couvert par les Permis de Recherche et/ou les Nouveaux PR ;
- (d) la sélection d'un Partenaire pour la réalisation conjointe du Projet avec HPX, en qualité d'actionnaire direct de la Société ou de l'Investisseur, selon les conditions prévues à l'Article 12 de la présente Convention ;
- (e) la réalisation par la Société et l'Investisseur d'une étude de pré faisabilité du Projet (l'« **Étude de Pré faisabilité** ») ;
- (f) la réalisation par la Société et l'Investisseur et l'approbation par l'État d'une étude de faisabilité du Projet (l'« **Étude de Faisabilité Bancable** »), selon les conditions prévues à l'Article 13 de la présente Convention ; et
- (g) la réalisation par la Société et l'Investisseur et l'approbation par l'État d'une étude d'impact environnemental et social du Projet (l'« **Étude d'Impact** »), selon les conditions prévues à l'Article 13 de la présente Convention.

4.2 Pendant la Phase d'Étude, l'Investisseur et la Société devront également mettre en œuvre, de manière temporaire, une production anticipée de minerai de fer d'une capacité maximum de cinq millions (5 000 000) de tonnes par an (la « **Production Anticipée** »), dans les conditions suivantes :

- (a) Les études requises pour la mise en œuvre de la Production Anticipée, seront entreprises par l'Investisseur et la Société au cours de la Phase d'Étude, conformément aux stipulations de l'Article 13 ;
- (b) La production de la Production Minière Anticipée dans le cadre d'une Production Anticipée devra intervenir dans un délai maximum de douze (12) mois à compter de la Date d'Entrée en Vigueur de l'Avenant, sous réserve que :
 - (i) les Études Anticipées démontrent que la Production Anticipée est économiquement et techniquement viable, et ce, en prenant dûment en considération, les exigences de la présente Convention et du droit applicable, en particulier celles relatives à la protection de l'environnement et à la sécurité ;




- (ii) dans l'hypothèse où les Études Anticipées indiquent que le développement de la Production Anticipée nécessitera une période supérieure à douze (12) mois pour atteindre la première production de la Production Minière Anticipée, les Parties conviennent de se concerter en vue de convenir d'une alternative commercialement et techniquement viable pour la mise en œuvre de ladite Production Anticipée. Dans ce cas, la période de douze (12) mois sera prolongée de la durée de cette concertation ;
 - (iii) les stipulations de l'Article 7.4 de la présente Convention s'appliqueront, de sorte que les délais prévus par le présent Article 4.2 seront prolongés afin de refléter les délais et les retards visés à l'Article 7.4(a) et (b) ; et
 - (iv) dans l'hypothèse où les Études Anticipées démontrent que la Production Anticipée n'est pas économiquement et techniquement viable, l'Investisseur et la Société ne seront pas tenus de soumettre lesdites études au Ministre pour approbation. Toutefois, dans ce cas, l'Investisseur et la Société devront fournir des copies desdites études au Ministre et discuter avec ce dernier de leurs conclusions. Il est précisé en tant que de besoin que l'Investisseur et la Société ne seront pas tenus de réaliser la Production Anticipée dans de telles circonstances.
- (c) La Production Anticipée sera réalisée par la Société et l'Investisseur jusqu'à l'expiration de la période maximum autorisée par le Ministre conformément à l'Article 13.3.3. Il est précisé en tant que de besoin que la Production Anticipée n'a pas vocation à prévaloir ou se substituer à l'engagement de la Société et de l'Investisseur de concevoir, développer, construire, exploiter et entretenir une mine de minerai de fer ayant une capacité prévue de vingt millions de tonnes par année (20 000 000 t/an) dans les délais prévus par le Chronogramme Définitif. Dans l'hypothèse où, en raison d'un changement de circonstances, la Production Anticipée cesserait d'être économiquement ou techniquement viable, et ce, en prenant dûment en considération, les exigences de la présente Convention et du droit applicable, en particulier celles relatives à la protection de l'environnement et à la sécurité, la Société et l'Investisseur se concerteront avec le Ministre afin de rechercher des mesures d'atténuation appropriées pour que la Production Anticipée puisse être réalisée d'une manière économiquement et techniquement viable, sur la base de ce qui précède. Toutefois, si, à l'issue de ces discussions, de telles mesures d'atténuation ne peuvent être identifiées et adoptées, la Société et l'Investisseur auront le droit de suspendre ou de cesser la Production Anticipée. Nonobstant ce qui précède, l'Investisseur et la Société ont le droit de suspendre la Production Anticipée, à tout moment, par suite ou en réponse à toute situation de santé, de sécurité ou d'urgence qui nécessite la suspension de la Production Anticipée.

4.3 Les délais applicables à la réalisation de la Phase d'Étude sont fixés à l'Article 7 ci-dessous.

Article 5 – La Phase de Financement et de Développement

5.1 Durant la Phase de Financement et de Développement, l'Investisseur et la Société finaliseront les arrangements nécessaires au financement du Projet (les « **Arrangements Financiers** »), au moyen :


- (a) d'investissements en fonds propres des actionnaires ; et



- (b) d'emprunts auprès de banques commerciales et/ou de développement.
- 5.2 L'Investisseur et la Société mettront en place les Arrangements Financiers nécessaires afin d'obtenir le financement suffisant pour faire face aux besoins d'investissement du Projet, en ce compris le développement des infrastructures ferroviaires et portuaires éventuellement nécessaires pour l'évacuation de la Production Minière, conformément aux stipulations de l'Article 14 ci-dessous.
- 5.3 Durant la Phase de Financement et de Développement, les Parties procéderont également aux activités et opérations suivantes (les « **Opérations de Développement** ») :
 - (a) l'achèvement de la conception technique finale du Projet ;
 - (b) la construction, la réalisation et la mise en service des infrastructures et des installations et équipements industriels nécessaires au Projet ; et
 - (c) dans la mesure raisonnablement jugée nécessaire par l'Investisseur et la Société, la poursuite éventuelle de travaux de recherche et d'exploration dans le Périmètre Minier et le périmètre couvert par les Permis de Recherche et/ou les Nouveaux PR.
- 5.4 Les délais applicables à la réalisation de la Phase de Financement et de Développement sont fixés à l'Article 7 ci-dessous

Article 6 – La Phase d'Exploitation

- 6.1 La Phase d'Exploitation est réputée débuter à la date de Première Production Commerciale, dont la survenance sera notifiée par la Société à l'État. Durant la Phase d'Exploitation, les Parties procéderont aux activités et opérations suivantes :
 - (a) la production de minerai de fer à partir des gisements situés à l'intérieur du Périmètre Minier ;
 - (b) la maintenance et l'entretien des infrastructures, installations, usines et équipements nécessaires au Projet, en ce compris les infrastructures ferroviaires et portuaires nécessaires à l'évacuation du minerai de fer issu du Projet ;
 - (c) dans la mesure raisonnablement jugée nécessaire par l'Investisseur et la Société, la poursuite éventuelle de travaux de recherche et d'exploration sur le Périmètre Minier et le périmètre couvert par les Permis de Recherche et/ou les Nouveaux PR ; et
 - (d) la réhabilitation et la fermeture du Projet après épuisement des gisements de minerai de fer situés à l'intérieur du Périmètre Minier, conformément à l'Article 23 ci-dessous.
- 6.2 Les délais applicables à la réalisation de la Phase d'Exploitation sont fixés à l'Article 7 ci-dessous.



Article 7 – Chronogrammes

7.1 Les phases du Projet figurant aux Articles 4 à 6 ci-dessous seront réalisées conformément, et sous réserve, des chronogrammes suivants :

- (a) un chronogramme indicatif vers lequel les Parties sont convenues de tendre lors de la mise en œuvre des phases décrites aux Articles 4 à 6 (le « **Chronogramme Indicatif** »), et figurant en **Annexe 2** de la présente Convention ;

Le Chronogramme Indicatif sera mis à jour par la Société dans le cadre de l'Étude de Faisabilité Bancable, étant précisé toutefois qu'une telle mise à jour ne saurait proroger le Chronogramme Indicatif au-delà des périodes maximales fixées dans le Chronogramme Définitif.

- (b) un chronogramme contenant les engagements définitifs convenus entre les Parties en termes de délai de réalisation des phases décrites aux Articles 4 à 6 (le « **Chronogramme Définitif** ») (mais sous la réserve expresse des stipulations de l'Article 7.4), comme suit :

(i) la Phase d'Étude devra être achevée dans un délai maximum de vingt-quatre (24) mois à compter de la Date d'Entrée en Vigueur de l'Avenant ;

(ii) les Arrangements Financiers, faisant partie de la Phase de Financement et de Développement, devront être achevés dans un délai maximum de onze (11) mois à compter de la date d'approbation par l'État de l'Étude de Faisabilité Bancable selon la procédure prévue à l'Article 13.4.1 ; et

(iii) outre le délai prévu à l'Article 7.1(d), les Opérations de Développement, faisant partie de la Phase de Financement et de Développement, devront être achevées dans un délai maximum de cinquante-trois (53) mois à compter de la date d'achèvement des Arrangements Financiers.

- (c) Dans l'hypothèse où l'Investisseur et la Société ne se conformeraient pas à l'un des délais prévus dans le Chronogramme Définitif, et sous réserve des stipulations de l'Article 7.4 ci-dessous, l'État pourra adresser une notification (une « **Notification de Retard** ») exigeant que des mesures soient prises pour remédier à un tel retard dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la date de réception de ladite Notification de Retard.

L'État devra, dans toute Notification de Retard, identifier de manière suffisamment détaillée les mesures qu'il considère comme devant raisonnablement être prises par l'Investisseur et la Société. L'État agira à tout moment d'une manière raisonnable lorsqu'il émettra une Notification de Retard.

- (d) Nonobstant ce qui précède, mais sous réserve des stipulations de l'Article 7.4, l'État aura également le droit d'émettre une Notification de Retard dans l'hypothèse où les Opérations de Développement ne seraient pas achevées dans un délai maximum de soixante-dix-neuf (79) mois à compter de la Date d'Entrée en Vigueur de l'Avenant.

- (e) Dans l'hypothèse où l'Investisseur et la Société ne respecteraient pas le délai de trente (30) jours mentionné dans une Notification de Retard, l'État aura le droit de

résilier la Convention et d'annuler la Concession Minière conformément aux stipulations de l'Article Article 48.

7.2 Les Parties conviennent que les stipulations suivantes s'appliquent en ce qui concerne le calendrier des phases du Projet :

- (a) Les Parties reconnaissent et acceptent que la Société et l'Investisseur auront le droit, dans le cadre des obligations qui leur incombent en vertu de la présente Convention, de compléter, de développer et de prendre dûment en considération les études et travaux effectués avant la Date d'Entrée en Vigueur de l'Avenant en vertu de la Convention Initiale, étant toutefois précisé que ceci ne saurait en aucun cas limiter, d'une quelconque manière, le droit de l'État de commenter, d'approuver ou de rejeter les études préparées par la Société et/ou l'Investisseur qui lui seront soumises pour approbation, lorsqu'une telle approbation est prévue en vertu de la présente Convention.
- (b) L'État reconnaît que l'Investisseur et la Société ont été et continuent à être autorisés à effectuer des études et des travaux faisant partie de la Phase d'Étude conformément à la présente Convention à compter de la date du Consentement. Les études et travaux ainsi réalisés devront être dûment pris en compte dans le cadre des obligations de la Société et de l'Investisseur au titre de la présente Convention.
- (c) Les Parties reconnaissent et conviennent que les étapes énoncées dans la présente Convention ne se dérouleront pas de manière entièrement séquentielle. En conséquence, il est possible que certaines actions, activités et opérations soient menées à bien par l'Investisseur et la Société dans le cadre d'une phase donnée, même si la phase précédente n'est pas encore achevée.

7.3 Les phases du Projet seront réputées démarrer et se terminer aux périodes suivantes :

- (a) la Phase d'Étude sera réputée débiter à la Date d'Entrée en Vigueur de l'Avenant et sera réputée achevée à la date à laquelle la Société soumettra à l'État une version de l'Étude de Faisabilité Bancable conforme aux exigences de la présente Convention ;
- (b) la Phase de Financement et de Développement sera réputée débiter à la date d'approbation par l'État de l'Étude de Faisabilité Bancable, conformément aux stipulations de l'Article 13.4, et :
 - (i) les Arrangements Financiers (faisant partie de la Phase de Financement et de Développement) seront réputés achevés à la date à laquelle la Société notifiera à l'État avoir obtenu des accords de financement en fonds propres et par emprunt suffisants pour répondre aux besoins en investissement du Projet, en joignant à cette notification une copie de tous les accords signés à cet effet ;
 - (ii) les Opérations de Développement (faisant partie de la Phase de Financement et de Développement) seront réputées achevées à la date à laquelle la Société notifiera à l'État la survenance de la Première Production Commerciale.




- (c) la Phase d'Exploitation sera réputée débiter à la date de survenance de la Première Production Commerciale et être achevée au jour du complet achèvement des Activités de Réhabilitation, tel que confirmé par l'État.
- 7.4 Nonobstant toute clause contraire de la présente Convention, pour la computation de tous les délais prévus dans le Chronogramme Indicatif ou le Chronogramme Définitif, (y compris, mais sans s'y limiter les délais relatifs à la Production Anticipée visés à l'Article 4.2), ou tout autre délai convenu entre les Parties, ces délais seront prorogés afin de tenir compte :
- (a) des périodes pendant lesquelles l'exécution de leurs obligations par la Société, l'État ou l'Investisseur, est empêchée du fait de la survenance d'un Cas de Force Majeure ; et
- (b) de tout retard dont l'Investisseur ou la Société n'est pas responsable, qu'il soit causé par l'État ou autrement, y compris, mais sans s'y limiter, tout retard découlant d'un manquement de l'État à ses obligations au titre de la présente Convention. Il est toutefois précisé en tant que de besoin que la Société et l'Investisseur seront considérés comme responsables de tout retard causé par les actions de leurs sous-traitants, Partenaire, actionnaires et Affiliés engagés ou impliqués dans la conduite du Projet.
- 7.5 Le Ministère et la Société se rencontreront tous les six (6) mois pour examiner la conformité de la mise en œuvre du Projet par rapport aux périodes prévues dans le Chronogramme Indicatif et le Chronogramme Définitif et, le cas échéant, mettront à jour lesdits chronogrammes afin de refléter les extensions éventuelles découlant des stipulations de l'Article 7.4.
- 7.6 Le cas échéant, et sous réserve de l'accord des Parties, des phases supplémentaires pourront être ajoutées au Projet ou des modifications pourront être apportées aux activités et opérations prévues pour chacune des phases identifiées ci-dessus. L'Investisseur et la Société soumettront à l'État une étude de faisabilité mise à jour pour tenir compte d'une telle modification, lorsque cela est requis en vertu de l'Article 33 (*Extension des Activités du Projet*).

Article 8 – Coopération de l'État

8.1 Assistance de l'État

L'État confirme par les présentes son intention d'assister la Société et l'Investisseur, pendant la durée de la Concession Minière, dans la réalisation de tous les travaux et études devant être entrepris par ces derniers, par tous les moyens raisonnables jugés appropriés par l'État et permis par la législation applicable.



8.2 Engagements supplémentaires de l'État

Les autres engagements de l'État en matière d'assistance et de coopération vis-à-vis de l'Investisseur et de la Société sont stipulés dans la présente Convention, notamment mais de manière non-exhaustive, l'engagement de l'État de :

- (a) fournir un soutien et une assistance à l'Investisseur en vertu de l'Article 26.3 de la présente Convention, lorsque l'Option Libérienne est utilisée comme voie d'évacuation pour le Projet ;
- (b) donner accès à la Société au guichet unique mis en place par l'État pour faciliter le développement des projets miniers, conformément aux stipulations de l'Article 32.2 de la présente Convention ;
- (c) déclarer le Projet comme constituant un Projet d'Intérêt National en vertu de l'Article 31.1 de la présente Convention et accorder à la Société les droits fonciers exclusifs prévus à l'Article 31.3 de la présente Convention.

8.3 Disponibilité des employés

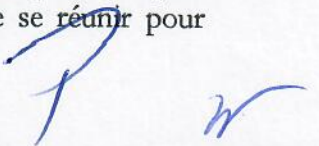
À la demande raisonnable de l'Investisseur, des employés seront mis à la disposition de la Société par le Ministre pour participer à la préparation et à l'exécution des programmes de travaux prévus par la présente Convention. La Société et l'Investisseur pourront librement sélectionner lesdits employés parmi ceux proposés par le Ministre. Ces employés seront rémunérés par l'Investisseur ou la Société et dépendront et relèveront de l'autorité de l'Investisseur et de la Société.

Le statut de ces employés sera clarifié et convenu dans le cadre d'accords distincts qui seront conclus entre la Société et l'État (agissant par l'intermédiaire du Ministère). Ces accords contiendront des obligations de conformité aux lois anti-corruption applicables, ainsi qu'aux politiques de la Société en matière de lutte contre la corruption.

Il est précisé en tant que de besoin que ce personnel ne sera en aucun cas compétent pour octroyer à la Société ou à l'Investisseur toute autorisation, accord, consentement ou approbation devant être délivré par l'État aux termes de la présente Convention ou des lois applicables.

Article 9 – Titres miniers de la Société

- 9.1 La Concession Minière se poursuivra pour une période de vingt-cinq (25) ans à compter de la date de la Concession Minière. À l'expiration de cette période, la Concession Minière sera, sous réserve des stipulations de l'Article 9.3, renouvelée par l'État dans les mêmes termes que ceux contenus dans la présente Convention (telle que modifiée le cas échéant) pour des périodes successives de vingt-cinq (25) ans jusqu'à l'épuisement des gisements de minerai de fer régis par la présente Convention, à l'exception du dernier renouvellement, dont la durée s'écoulera jusqu'à l'épuisement de ces gisements (la « **Durée Renouvelée** »). Tout renouvellement ne donnera lieu à aucun paiement de taxes, redevances ou compensations financières à l'État, sans préjudice des droits fixes dus par la Société en vertu des lois applicables et de la présente Convention.

- 9.2 Aux fins de ces renouvellements, la Société soumettra, au plus tard six (6) mois avant l'expiration de la Concession Minière ou de la Durée Renouvelée, selon le cas, une demande de renouvellement comprenant les documents spécifiés en **Annexe 8**.
- 9.3 Sous réserve que les principales opérations et activités liées au Projet se poursuivent, et que la Phase d'Exploitation ne soit pas encore achevée en application de l'Article 7.3(c), l'État ne pourra refuser un tel renouvellement qu'en cas de survenance d'un Cas de Résiliation qui n'aurait pas été remédié ou contesté conformément aux stipulations de l'Article 48. En l'absence de décision de l'État à la date d'expiration de la Concession Minière ou de la Durée Renouvelée, selon le cas, alors qu'une demande de renouvellement conforme aux exigences de la présente Convention a été soumise par la Société, la durée de la Concession Minière sera automatiquement prolongée jusqu'à la date de la décision finale de l'État sur ladite demande de renouvellement.
- 9.4 En ce qui concerne les Permis de Recherche, les Parties conviennent que :
- (a) à l'expiration des Permis de Recherche, la Société demandera l'octroi, et l'État délivrera à la Société, de nouveaux permis de recherche couvrant exactement le même périmètre que celui actuellement couvert par les Permis de Recherche (les « **Nouveaux PR** ») ;
 - (b) Sous réserve des stipulations de l'alinéa (c) ci-dessous, la procédure de demande et d'octroi des Nouveaux PR, ainsi que toutes les activités entreprises par la Société et l'Investisseur en vertu des Nouveaux PR et sur le périmètre couvert par les Nouveaux PR, seront exclusivement régies par les dispositions du Code Minier de 2011. Par conséquent, à moins qu'il n'en soit expressément autrement stipulé dans la présente Convention, la présente Convention et tous les droits et avantages accordés à l'Investisseur et à la Société dans le cadre du Projet en vertu de la présente Convention ou du Code Minier de 1995, ne s'appliqueront pas aux Nouveaux PR ou aux activités entreprises par la Société et l'Investisseur en vertu des Nouveaux PR ou sur le périmètre couvert par les Nouveaux PR ;
 - (c) Par dérogation aux stipulations de l'alinéa (b) ci-dessus, toutes les activités entreprises par la Société, qui, cumulativement (i) concernent des ressources de minerai de fer découvertes dans les périmètres couverts par les Nouveaux PR ; et (ii) sont entreprises de manière à constituer une partie ou une extension du Projet, seront réputées constituer une Extension du Projet (tel que défini à l'Article 33) et, sous réserve du respect par la Société et l'Investisseur des stipulations de l'Article 33, seront régies par les stipulations de la présente Convention ;
 - (d) L'Investisseur et la Société seront (sous réserve de l'obtention de toute autorisation ou accord de tiers éventuellement nécessaire à cet effet) autorisés à utiliser les actifs et infrastructures construits ou utilisés par l'Investisseur ou la Société en République de Guinée dans le cadre du Projet pour la mise en œuvre de tout autre projet réalisé par l'Investisseur ou la Société à la suite de toute découverte sur les périmètres couverts par les Nouveaux PR.
- 9.5 Les Parties reconnaissent qu'il existe une différence entre les coordonnées géographiques du Périmètre Minier (détaillées dans la Partie 1 de l'**Annexe 5**) et celles fournies dans le rapport d'audit intitulé « *the UNESCO World Heritage Boundary, Datum Establishment and Survey Audit* » daté d'août 2007 (détaillées dans la Partie 2 de l'**Annexe 5**). Dès que possible après la Date d'Entrée en Vigueur de l'Avenant, les Parties conviennent de se réunir pour
- 

confirmer de bonne foi les coordonnées exactes du Périmètre Minier. Il est précisé en tant que de besoin que jusqu'à la date d'une telle confirmation, les coordonnées du Périmètre Minier seront considérées comme étant celles indiquées dans la Concession Minière (et détaillées dans la Partie 1 de l'Annexe 5).

Titre III

PRINCIPALES ACTIVITÉS DU PROJET

Article 10 – Travaux de Recherches et d'Exploration

- 10.1 Toutes les analyses des échantillons prélevés sur le Périmètre Minier devront être effectuées en Guinée dans la mesure du possible soit dans des laboratoires existants, soit dans un laboratoire fixe ou mobile créé à cet effet par la Société. Les résultats des analyses ainsi que des échantillons représentatifs, devront être adressés au Ministre.
- 10.2 Les doubles des échantillons analysés seront stockés et répertoriés en Guinée.
- 10.3 La Société s'engage à mener les activités de recherches conformément :
- (i) aux lois applicables ;
 - (ii) aux Bonnes Pratiques Minières ;
 - (iii) aux Programmes et Budgets applicables, étant précisé que la Société notifiera à l'État tout écart important intervenant dans la réalisation des activités du Projet par rapport aux Programmes et Budgets pertinents ; et
 - (iv) aux stipulations de la présente Convention, y compris les obligations relatives à l'environnement prévues à l'Article 37.

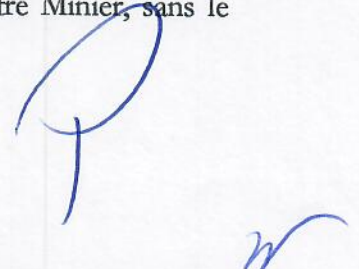
Article 11 – Découverte d'autres ressources minérales à l'intérieur du Périmètre Minier

- 11.1 Dans l'hypothèse où la Société découvrirait, au cours des études et travaux menés à l'intérieur du Périmètre Minier, des indices de substances minérales autres que le minerai de fer, l'Investisseur devra en informer immédiatement le Ministre.

Cette notification devra être accompagnée d'un rapport indiquant la nature de la substance découverte et fournissant tout autre renseignement utile susceptible de faciliter l'évaluation de la découverte.

Dans un délai de trois (3) mois à compter de la date de réception de cette notification par le Ministre, les Parties entameront des discussions de bonne foi sur les opportunités commerciales découlant de la découverte notifiée.

- 11.2 Sauf dans les cas prévus à l'Article 11.3, l'État n'accordera, pendant toute la durée de la Concession Minière, aucun permis à un tiers à l'intérieur du Périmètre Minier, sans le consentement préalable et écrit de la Société.



- 11.3 Nonobstant les stipulations de l'Article 11.2, l'État aura le droit d'accorder des permis à des tiers à l'intérieur du Périmètre Minier lorsque chacune des conditions suivantes est satisfaite :
- (a) des ressources minérales autres que du minerai de fer ont été découvertes à l'intérieur du Périmètre Minier (les « **Ressources Additionnelles** ») ;
 - (b) la Société et l'Investisseur décident, à la suite des discussions de bonne foi visées à l'Article 11.1, de ne pas procéder à la recherche et au développement de ces Ressources Additionnelles ;
 - (c) il n'existe pas de minéralisation de fer susceptible d'être rentable ou commercialement exploitable à l'intérieur de la zone dans laquelle les Ressources Additionnelles ont été découvertes ; et
 - (d) les activités et opérations nécessaires à la recherche, au développement et/ou à l'exploitation des Ressources Additionnelles ne sont pas susceptibles d'avoir un effet préjudiciable ou d'interrompre de manière significative les activités et opérations menées par la Société (ou pour son compte) dans le cadre du Projet

Article 12 – Sélection d'un partenaire pour la réalisation du Projet

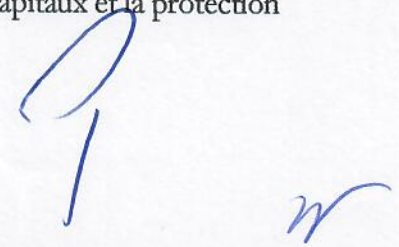
- 12.1 Les Parties conviennent que HPX conclura un accord avec un groupe minier réputé disposant d'une compétence et d'une expérience avérées dans l'exploitation minière à ciel ouvert (le « **Partenaire** »), aux termes duquel le Partenaire deviendra actionnaire direct de l'Investisseur ou de la Société.
- 12.2 L'Investisseur accepte de conclure un tel accord avec un Partenaire avant la soumission de l'Étude de Faisabilité Bancable à l'État, et s'engage à ce que le Partenaire examine et approuve l'Étude de Faisabilité Bancable avant sa soumission à l'État conformément à l'Article 13.4.
- 12.3 Le Partenaire pourra détenir sa participation directe dans le capital social de l'Investisseur ou la Société par l'intermédiaire d'une entité (l'« **Entité Partenaire** ») qui pourra soit être (i) une Entité de Substance; ou (ii) une entité créée spécialement pour les besoins de la détention de ladite participation ou une personne morale similaire sans constituer une Entité de Substance.
- Pour les besoins de la présente Convention, une « **Entité de Substance** » désigne une entité qui satisfait aux Exigences Relatives au Partenaire (ensemble avec le Groupe du Partenaire, lorsque cela est prévu aux Exigences Relatives au Partenaire).
- 12.4 Lorsque l'Entité Partenaire n'est pas une Entité de Substance au sens de la présente Convention, une société membre du Groupe du Partenaire et constituant une Entité de Substance au sens de la présente Convention (l'« **Affilié Compétent** ») devra fournir à la Société ou à l'Investisseur (selon le cas) une garantie à première demande de premier rang, garantissant la mise à disposition de la quote-part de l'Entité Partenaire dans les apports en fonds propres requis et qui seront autorisés à être appelés par le conseil d'administration de l'Investisseur ou la Société (selon le cas).



12.5 Engagements additionnels du Partenaire :

- (a) Dans l'hypothèse où l'Entité Partenaire constituerait une Entité de Substance au sens de la présente Convention, il devra s'engager envers l'État, d'une manière compatible avec ses droits et obligations en tant qu'actionnaire de l'Investisseur ou de la Société, à :
- (i) exercer ses droits de vote en tant qu'actionnaire de l'Investisseur ou de la Société de manière à ce que la Société agisse à tout moment en conformité avec les Bonnes Pratiques Minières et ses obligations en vertu de la présente Convention ; et
 - (ii) fournir, à la demande du conseil d'administration de l'Investisseur ou de la Société (selon le cas), un soutien opérationnel, environnemental et financier, dans des conditions de pleine concurrence, de manière à permettre à la Société d'agir en conformité avec les Bonnes Pratiques Minières et ses obligations au titre de la présente Convention.
- (b) Dans l'hypothèse où l'Entité Partenaire ne constituerait pas une Entité de Substance au sens de la présente Convention, l'Affilié Compétent devra s'engager envers l'État à :
- (i) assurer que l'Entité Partenaire exerce, d'une manière compatible avec ses droits et obligations en tant qu'actionnaire de l'Investisseur ou de la Société, ses droits de vote en tant qu'actionnaire de l'Investisseur ou de la Société de manière à ce que la Société agisse à tout moment en conformité avec les Bonnes Pratiques Minières et ses obligations en vertu de la présente Convention ; et
 - (ii) fournir, à la demande du conseil d'administration de l'Investisseur ou de la Société (selon le cas), un soutien opérationnel, environnemental et financier, dans des conditions de pleine concurrence, de manière à permettre à la Société d'agir en conformité avec les Bonnes Pratiques Minières et ses obligations au titre de la présente Convention.

12.6 Préalablement à toute prise de participation de l'Entité Partenaire dans le capital social de l'Investisseur ou de la Société, selon le cas, l'Investisseur devra démontrer à l'État que le Partenaire ou le Groupe du Partenaire satisfait aux exigences suivantes (les « **Exigences Relatives au Partenaire** ») :

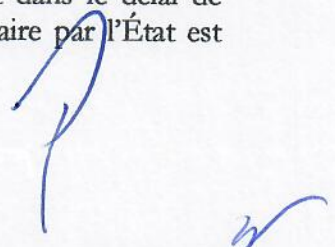
- (a) être adéquatement qualifié pour participer au Projet, ce qui devra être attesté par le fait que le Groupe du Partenaire dispose d'au moins dix (10) années d'expérience dans (i) l'exploitation et/ou (ii) la détention et la participation de manière active dans l'exploitation ou la gestion, d'installations minières à ciel ouvert ;
- (b) être une organisation réputée, ce qui devra être attesté par le fait que l'Entité Partenaire et, si applicable, l'Affilié Compétent, ne soit pas une Personne Sanctionnée et qu'elle ait mis en œuvre des politiques internationales appropriées en matière de lutte contre la corruption, le blanchiment de capitaux et la protection de l'environnement ; et
- 

- (c) être en bonne santé financière, ce qui devra être attesté par le fait que l'Entité Partenaire, toute entité Contrôlant l'Entité Partenaire et, le cas échéant, l'Affilié Compétent :
 - (i) ne fait l'objet d'aucune procédure d'insolvabilité, de liquidation ou de faillite en vertu des lois de toute juridiction compétente;
 - (ii) n'est pas en incapacité de payer ses dettes à leurs échéances ;
 - (iii) n'a fait l'objet d'aucune procédure visant à obtenir un jugement d'insolvabilité ou de faillite ou d'une requête en liquidation judiciaire ;
 - (iv) n'a pas fait face à une situation où un de ses créanciers garantis a réalisé sa sûreté sur tout ou la quasi-totalité de ses biens ; et
 - (v) n'a pas nommé d'administrateur, de liquidateur provisoire, de séquestre, de fiduciaire, de dépositaire ou mandataire semblable pour lui ou pour la totalité ou la quasi-totalité de ses biens.
- (d) le Groupe du Partenaire dispose d'une expérience avérée en matière de financement des activités minières.

12.7 L'identité du Partenaire choisi par l'Investisseur devra être soumise à l'État, accompagnée des éléments suivants :

- (a) une approbation écrite et expresse de l'Étude de Faisabilité Bancable par l'Entité Partenaire (lorsqu'il s'agit d'une Entité de Substance au sens de la présente Convention) ou par l'Affilié Compétent, et une confirmation écrite par le Partenaire que son accord à devenir actionnaire direct de l'Investisseur ou de la Société, selon le cas, n'est en aucune façon conditionné par la modification préalable de la Convention ;
- (b) une confirmation écrite par l'Entité Partenaire ou l'Affilié Compétent (selon le cas) de ses engagements envers l'État, conformément à l'Article 12.5;
- (c) tout document que l'Investisseur souhaiterait soumettre afin de démontrer que le Partenaire satisfait aux Exigences Relatives au Partenaire, ou tout document raisonnablement demandé par l'État aux fins de démontrer que les Exigences Relatives au Partenaire sont satisfaites par le Partenaire ou le Groupe du Partenaire ; et
- (d) une copie du pacte d'actionnaires ou de l'accord de partenariat relatif à la prise de participation du Partenaire dans l'Investisseur ou la Société (selon le cas).

12.8 L'État approuvera la participation du Partenaire dans le Projet dans les soixante (60) jours à compter de la date de réception par l'État de l'ensemble des documents et informations mentionnés à l'Article 12.7 ci-dessus, et ne pourra s'opposer à cette participation que s'il peut démontrer sur une base raisonnable et objective que le Partenaire ne satisfait pas aux Exigences Relatives au Partenaire. En l'absence de réponse de l'État dans le délai de soixante (60) jours prévu au présent Article, l'approbation du Partenaire par l'État est réputée avoir été donnée.



Article 13 – Réalisation et approbation des Études

13.1 Étude de Viabilité

13.1.1 L'Étude de Viabilité devant être réalisée pendant la Phase d'Étude (tel que prévu à l'Article 4 ci-dessus) sera financée par la Société et réalisée conformément aux Termes de Référence figurant en **Annexe 3** de la présente Convention. L'Étude de Viabilité sera réalisée par un Contractant Indépendant.

13.1.2 Les Parties s'engagent à permettre l'accès par le Contractant Indépendant (sous réserve de la conclusion préalable d'accords de confidentialité et de l'obtention préalable de toute autorisation de tiers éventuellement requise) à tous les sites, informations, documents ou autres éléments nécessaires à la réalisation de l'Étude de Viabilité. En particulier, l'État s'assurera que le Contractant Indépendant puisse avoir accès aux sociétés et investisseurs en charge du développement des Infrastructures du TGR.

13.1.3 Dans l'hypothèse où le Contractant Indépendant confirmerait, dans le Rapport de Viabilité du TGR, que l'Option TGR n'est pas viable, conformément au test de viabilité figurant en **Annexe 3** de la présente Convention, les stipulations de l'Article 26 s'appliqueront.

13.1.4 Le Rapport de Viabilité du TGR devra être soumis à l'État, et l'État devra approuver les conclusions dudit rapport dans les 30 jours suivant sa soumission, étant entendu que l'État n'aura le droit de refuser une telle approbation que si :

- (i) le Contractant Indépendant s'est significativement écarté des Termes de Référence dans la réalisation de l'Étude de Viabilité ; ou
- (ii) le Contractant Indépendant a commis une erreur matérielle et manifeste dans son évaluation de la viabilité, ressortant du Rapport de Viabilité du TGR.

13.2 Étude de Préfaisabilité

13.2.1 Les Parties reconnaissent et acceptent que la Société présentera l'Étude de Préfaisabilité au Ministre uniquement à des fins d'information.

13.2.2 L'Étude de Préfaisabilité ne requerra pas l'approbation ou le consentement de l'État.

13.3 Études sur la Production Anticipée

13.3.1 La Société et l'Investisseur devront réaliser toute étude de leur choix en vue de la mise en place de la Production Anticipée visée à l'Article 4 ci-dessus (les « **Études Anticipées** »), étant toutefois précisé que lesdites études (i) devront inclure au minimum celles visées à l'Article 13.3.2 ci-après et (ii) dans l'hypothèse où elles sont soumises à l'approbation de la Société et de l'Investisseur, devront être approuvées par l'État conformément à l'Article 13.3.3 ci-dessous.

13.3.2 Les Etudes Anticipées devront comprendre au minimum les études suivantes :

- (a) une étude de faisabilité simplifiée (l'« **Étude de Faisabilité des Opérations Initiales** ») comprenant les éléments suivants :
 - (i) un plan minier pour la Production Anticipée ;



- (ii) un schéma de production préparé sur la base de niveaux de production maximum de cinq (5 000 000) de tonnes de minerai de fer par an ;
- (iii) les modalités d'évacuation de la Production Minière Anticipée ;
- (iv) l'itinéraire de transport routier constituant la base de l'évacuation de la Production Anticipée, cet itinéraire devant être convenu par les Parties dès que possible (lesquelles reconnaissent que le temps est un facteur essentiel et que le Projet doit être développé dans le respect des Bonnes Pratiques Minières) ;
- (v) un calendrier de mise en œuvre de la Production Anticipée, sous la forme d'un chronogramme.

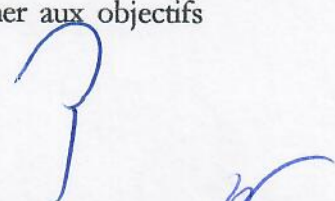
Pendant la période précédant l'achèvement de l'Étude de Faisabilité des Opérations Initiales, les Parties se réuniront, sur une base mensuelle, afin de discuter de la progression de la réalisation de cette étude.

- (b) l'Étude de Faisabilité des Opérations Initiales devra être conforme aux approbations existantes accordées à la Société et/ou à l'Investisseur avant la date des présentes et devra également comprendre une étude d'impact environnementale et sociale relative à la Production Anticipée (l'« **Étude d'Impact Initiale** »), qui devra être :

- (i) réalisée uniquement en rapport avec le périmètre du développement et de l'exploitation proposés de la Production Anticipée, et en fonction des délais prévus pour ces activités. Il est précisé en tant que de besoin, que le développement et l'exploitation proposés du projet de vingt millions de tonnes par an qui est envisagé par la présente Convention seront inclus dans le périmètre de l'Étude d'Impact, laquelle doit être réalisée conformément à l'Article 13.5 ;
- (ii) réalisée conformément aux principes spécifiques de protection de l'environnement prévus à l'Article 37 de la présente Convention ;
- (iii) réalisée par un consultant reconnu sur le sujet qui sera choisi par la Société et approuvé par l'État ;
- (iv) effectuée conformément aux dispositions de la législation applicable et aux Bonnes Pratiques Minières ; et
- (v) conforme aux normes internationales de bancabilité, afin d'être jugée acceptable par des institutions financières réputées pour l'obtention du financement du Projet ;

Dans le cadre de la réalisation de l'Étude d'Impact Initiale, les Parties pourront s'appuyer sur les études déjà réalisées par la Société et/ou l'Investisseur ou en leur nom, les compléter et les développer.

- (c) l'Investisseur et la Société prépareront un rapport résumant la manière dont la Production Anticipée devra prendre en compte et se conformer aux objectifs



généraux de développement d'une mine de fer d'une capacité de vingt millions (20 000 000) de tonnes par an ; et

- (d) l'Investisseur et la Société fourniront des mises à jour régulières et des notes de résumés à l'État au fur et à mesure de la conception de la Production Anticipée, et de la réalisation des études visées à l'Article 13.3.2(a) et (b) ci-dessus.

13.3.3 Dans l'hypothèse où l'Étude de Faisabilité des Opérations Initiales et l'Étude d'Impact Initiale démontreront que la Production Anticipée est économiquement et techniquement viable (et ce, en prenant dûment en considération, les exigences de la présente Convention et du droit applicable, en particulier celles relatives à la protection de l'environnement et à la sécurité), ces études devront être soumises à l'approbation du Ministre. Le Ministre pourra autoriser la mise en œuvre de la Production Anticipée pour une durée maximum expirant à la date de la Première Production Commerciale. Une telle Production Anticipée devra être entreprise parallèlement avec, et ne devra pas prévaloir ou remplacer, le développement des installations et infrastructures permettant de supporter des niveaux de production de vingt millions (20 000 000) de tonnes par an.

L'État ne peut refuser d'octroyer son approbation à l'Étude de Faisabilité des Opérations Initiales et à l'Étude d'Impact Initiale sans juste motif. L'État devra statuer dans un délai de deux (2) mois à compter de la date à laquelle ces études lui sont présentées, à condition que ces études soient conformes aux stipulations de la présente Convention.

Dans l'hypothèse où le Ministre octroie son approbation à la Production Anticipée :

- (a) la Société et l'Investisseur seront autorisés à évacuer la Production Minière Anticipée via le Liberia (et, il est précisé en tant que besoin que l'obligation de mener l'Étude de Viabilité ne s'appliquera pas ni la Production Anticipée, ni à l'évacuation de la Production Minière Anticipée) ;
- (b) l'État fournira à la Société et à l'Investisseur le support, les actions, la coopération et l'assistance prévus à l'Article 26.3 de la présente Convention en ce qui concerne la Production Anticipée et tous accords, arrangements, permis, autorisations et études associés. Pour les besoins du présent Article 13.3.3(b) seulement, toute référence à « l'Option Libérienne » à l'Article 26.3 est réputée être une référence à la « Production Anticipée », et les références à l'Article 26.426.3 qui figurent à l'Article 26.3 sont réputées non applicables ; et
- (c) Les Parties conviennent, en tant que besoin, que les stipulations de l'Article 32 de la présente Convention s'appliqueront à la Production Anticipée (y compris, sans toutefois s'y limiter, à l'accès au "guichet unique" de l'État pour les projets miniers) afin de faciliter l'obtention par la Société et l'Investisseur de toute approbation, autorisation, consentement et permis nécessaires pour mettre en œuvre la Production Anticipée aussi rapidement que possible.

13.4 Étude de Faisabilité Bancable

13.4.1 Lorsque, sur la base des études et travaux déjà réalisés et de ceux complétés dans le cadre de la présente Convention, la Société a confirmé qu'il y a à l'intérieur du Périmètre Minier, des réserves de minerai de fer en quantité et qualité suffisantes pour supporter une

production de vingt millions de tonnes de minerai de fer par an (20 000 000 t / an) et mettre en œuvre leur exploitation industrielle et commerciale, l'Investisseur soumettra à l'État l'Étude de Faisabilité Bancable du Projet.

L'État ne pourra refuser d'approuver l'Étude de Faisabilité Bancable sans juste motif. L'État devra émettre sa décision dans un délai de cinq (5) mois à compter de la date de soumission de l'Étude de Faisabilité Bancable par la Société et l'Investisseur.

13.4.2 L'Étude de Faisabilité Bancable devra être établie conformément aux Bonnes Pratiques Minières et devra confirmer la viabilité économique du Projet afin de pouvoir être soumise à des établissements financiers réputés aux fins d'assurer le financement du développement et de l'exploitation de la ou des substance(s) minérale(s) mise(s) en évidence. Elle comportera notamment, sans que cette liste ne soit limitative :

- (a) l'emplacement du gisement et sa superficie ;
- (b) la nature, la forme, les dimensions et les caractéristiques métallurgiques et minéralogiques du gisement ;
- (c) une conception technique suffisante pour permettre aux prêteurs du Projet, aux actionnaires de la Société et à l'Investisseur d'obtenir les informations nécessaires pour évaluer, de manière raisonnablement précise, les coûts en capital nécessaires pour le Projet, en tenant compte des contingences appropriés ;
- (d) un plan minier initial établi sur la durée de vie de la mine ;
- (e) des précisions sur le développement proposé pour la construction des infrastructures et des installations nécessaires aux opérations, ainsi que les calendriers correspondants ;
- (f) un plan de production, contenant des informations détaillées sur la nature et la portée du traitement de la Production Minière, ainsi que sur les types et les quantités de minerai de fer ou de produits dérivés commercialisables ;
- (g) les détails s'agissant de la voie d'évacuation et la méthodologie utilisée ;
- (h) les besoins en matière de personnel et d'approvisionnement ;
- (i) les effets matériels du développement du Projet sur l'environnement et les mesures appropriées pour éliminer, réduire ou compenser ces effets ;
- (j) un plan de travail pour le développement du Projet (y compris les fonds d'amorçage et de roulement nécessaires) ;
- (k) une étude de marché ;
- (l) les études de financement exposant les marges bénéficiaires anticipées, les recettes anticipées, les frais d'exploitation anticipés, le rendement sur investissement anticipé, sur la base des prix projetés du minerai et des autres produits dérivés ;
- (m) les sources, types et termes probables de financement du Projet ;
- (n) les retombées économiques, financières et sociales du Projet pour la Guinée ;

- (o) les stipulations relatives à l'évaluation de la viabilité économique ; et
- (p) les stipulations relatives à l'approche à adopter en matière de passation des marchés.

13.5 Étude d'Impact

13.5.1 La Société devra réaliser une Étude d'Impact qui sera annexée à l'Étude de Faisabilité Bancable dont elle fera partie intégrante.

13.5.2 L'Étude d'Impact devra être :

- (a) conforme aux principes spécifiques de protection de l'environnement visés à l'Article 37 de la présente Convention ;
- (b) réalisée par un consultant reconnu en la matière qui sera choisi par la Société et approuvé par l'État ;
- (c) réalisée conformément aux dispositions de la législation applicable, et aux Bonnes Pratiques Minières ; et
- (d) conforme aux standards internationaux de bancabilité, afin d'être jugée acceptable par des institutions financières réputées pour l'obtention du financement du Projet.

13.5.3 L'Étude d'Impact contiendra, sans que cette liste ne soit limitative, un plan de gestion environnementale et sociale définissant les engagements de la Société en matière de gestion des impacts environnementaux et sociaux identifiés dans l'Étude d'Impact et listant pour chacun de ces impacts les actions que la Société mettra en œuvre en vue de leur prévention, leur réduction, leur suppression et/ou leur compensation, et comprenant également :

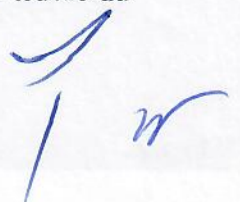
- (a) un plan d'urgence ;
- (b) un plan de gestion des risques ;
- (c) un plan d'hygiène, de santé et de sécurité ; et
- (d) un Plan de Compensation et de Réinstallation relatif aux Personnes Affectées.

13.5.4 L'Étude d'Impact sera approuvée par l'État dans le cadre de et selon la même procédure que l'approbation de l'Étude de Faisabilité Bancable.

Article 14 – Mobilisation et obtention du Financement du Projet

14.1 L'Investisseur sera responsable de la mobilisation du Financement du Projet conformément aux Bonnes Pratiques Minières et aux principes adéquats des financements de projets internationaux appliqués aux projets de minerai de fer de cette nature.

Les Parties reconnaissent que, selon une étude réalisée par la Société en 2008, l'investissement total requis pour la mise en œuvre du Projet était estimé à trois milliards six cent trente-deux millions de USD (3 632 000 000 USD). Ce montant sera revu et ajusté par la Société et l'Investisseur dans l'Étude de Faisabilité Bancable, étant précisé que l'Investisseur estime que le montant de l'investissement requis pour la mise en œuvre du Projet restera supérieur à un milliard de USD (1 000 000 000 USD).



- 14.2 L'Investisseur s'assurera que les accords financiers nécessaires au Projet soient conclus avec un syndicat bancaire international de premier rang (les « **Banques** »), à des conditions acceptables et appropriées pour les institutions financières internationales.

Le ratio d'endettement maximal dette/capitaux propres pouvant être utilisé par la Société dans le cadre du Financement du Projet sera de 65:35, sauf dans l'hypothèse où les Banques intervenant dans le Financement du Projet conditionneraient leur participation audit Financement par le recours à un ratio dette/capitaux propres différent.

L'Investisseur et la Société devront, dans le cadre de l'Étude de Faisabilité Bancable, effectuer une analyse du Financement du Projet fondée sur un ratio d'endettement de 60:40, étant toutefois précisé que les Parties reconnaissent expressément que les résultats de cette analyse ne lieront en aucune façon l'Investisseur ou la Société, ni ne seront contraignants en ce qui concerne les termes du Financement du Projet.

- 14.3 Le financement par capitaux propres sera fourni par l'Investisseur à la Société sous forme de souscription d'actions et de prêts d'actionnaires, étant précisé que les prêts d'actionnaires ne pourront pas être assortis d'un taux d'intérêt supérieur à LIBOR USD 12 mois plus 8 % par an. Tout prêt d'actionnaire consenti à la Société par l'Investisseur ou un Affilié de la Société sera notifié au Ministre dans les meilleurs délais raisonnables après leur conclusion, accompagné d'une copie de la convention de prêt d'actionnaire.

- 14.4 L'État ne sera pas tenu de participer au Financement du Projet et ne sera pas tenu de consentir à l'octroi d'une quelconque Sûreté sur les actions qu'il détient dans le capital social de la Société ou sur tout autre bien ou actif de l'État. Les Parties conviennent qu'une sûreté pourra être octroyée sur la Concession Minière pour garantir le remboursement des sommes dues aux Banques dans le cadre du Financement du Projet. Par ailleurs, l'État devra, à la demande de l'Investisseur et de la Société, conclure avec les Banques tout accord direct standard éventuellement requis pour le Financement du Projet.

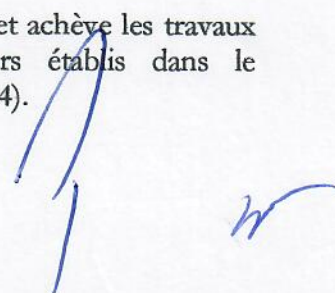
- 14.5 L'État autorise par les présentes l'Investisseur et la Société à donner en gage, nantissement, garantie ou hypothèque la Concession Minière, les actions détenues par l'Investisseur (et, le cas échéant, les actions détenues par l'Entité Partenaire) dans le capital social de la Société et tous les droits que l'Investisseur et/ou la Société peuvent détenir en vertu des stipulations de la présente Convention, à la condition expresse que de tels gages, nantissements, garanties ou hypothèques soient conclus exclusivement en vue de l'obtention du Financement du Projet auprès des Banques.

Article 15 – Développement d'une Industrie Sidérurgique en Guinée

L'État et la Société se concerteront de bonne foi pour déterminer la possibilité d'une coopération éventuelle en vue de l'implantation d'une industrie sidérurgique en République de Guinée, pour autant que les conditions techniques, économiques, industrielles et de marché national le permettent.

Article 16 – Réalisation des travaux de construction

- 16.1 L'Investisseur sera responsable de s'assurer que la Société démarre et achève les travaux de construction liés au Projet conformément aux échéanciers établis dans le Chronogramme Définitif (sous réserve des stipulations de l'Article 7.4).



16.2 Les travaux de construction seront entrepris conformément :

- (a) aux Bonnes Pratiques Minières et aux techniques éprouvées utilisées dans l'industrie minière pour les projets de cette nature ;
- (b) aux Programmes et Budgets applicables ;
- (c) aux lois applicables ;
- (d) à l'Étude de Faisabilité Bancable ; et
- (e) aux obligations contenues dans la présente Convention (y compris, mais sans s'y limiter, les obligations en matière d'environnement, telles que prévues à l'Article 37 de la présente Convention).

L'État aura le droit de désigner une société d'ingénierie indépendante pour contrôler la qualité des travaux de construction entrepris par la Société et le respect par celle-ci des exigences de l'Article 16.2 ci-dessus. Cette société d'ingénierie indépendante ne pourra être désignée sans que l'Investisseur n'ait au préalable approuvé son identité et le montant de ses honoraires, qui seront alors pris en charge par la Société. L'État veillera à ce que la désignation de cette société d'ingénierie indépendante soit réalisée en conformité avec toutes les lois et réglementations applicables en matière de lutte contre la corruption.

Article 17 – Utilisation des Infrastructures Publiques Existantes

- 17.1 Conformément aux dispositions de la législation applicable, la Société aura accès aux et pourra utiliser les routes, ponts, aéroports, infrastructures portuaires et ferroviaires, installations de transport, réseaux d'eau et d'assainissement, installations électriques ou de communication, et toute autre infrastructure construite, détenue ou exploitée par l'État ou toute entité détenue ou contrôlée par lui, à l'exception des forces armées (ci-après les « **Infrastructures Publiques Existantes** »).
- 17.2 Aux fins de l'utilisation par la Société des Infrastructures Publiques Existantes et sous réserve des stipulations de l'Article 17.3 ci-dessous, l'État ne peut imposer à la Société le paiement de redevances, droits d'utilisation, droits d'accès ou autres redevances similaires dépassant ceux payés par d'autres utilisateurs placés dans une situation similaire à celle de la Société.
- 17.3 Nonobstant ce qui précède, l'État et la Société conviendront d'un programme annuel d'entretien et de remise en état des Infrastructures Publiques Existantes que la Société utilise régulièrement dans le cadre du Projet, incluant notamment une répartition (i) des coûts liés aux travaux prévus dans le cadre de ce programme et (ii) des coûts supplémentaires en matière de sécurité ou d'environnement découlant de l'utilisation par la Société des Infrastructures Publiques Existantes concernées, le cas échéant.

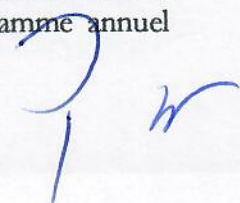
Article 18 – Construction des Infrastructures et des Installations et Équipements Industriels

- 18.1 Le détail des infrastructures, installations et équipements devant être construits par la Société dans le cadre du Projet figurera dans l'Étude de Faisabilité Bancable (les « **Infrastructures du Projet** »).

- 18.2 La construction de toute Infrastructure du Projet sera entreprise en conformité avec les termes des Conventions sur les Infrastructures.
- 18.3 La Société pourra acquérir, posséder, transférer, céder, donner en garantie, exporter et importer toute installation ou équipement requis dans le cadre du Projet. Lors de la clôture définitive du Projet, l'État et/ou les communautés locales peuvent, à leur discrétion, acquérir ces biens à leur valeur comptable à la date de ladite vente, ressortant des états financiers certifiés de la Société. L'État et les communautés locales disposeront d'un délai de trente (30) jours à compter de la réception d'un Avis de Fermeture pour exercer cette option d'acquisition.
- 18.4 Les activités de construction relatives aux Infrastructures du Projet seront exécutées conformément :
- (a) aux Bonnes Pratiques Minières et aux normes internationales de construction applicables à un projet de ce type ;
 - (b) aux Programmes et Budgets applicables ;
 - (c) aux lois applicables ;
 - (d) à l'Étude de Faisabilité Bancable ; et
 - (e) aux stipulations de la présente Convention (y compris, mais sans s'y limiter, les obligations en matière d'environnement, telles que prévues à l'Article 37 de la présente Convention).
- 18.5 La Société et l'Investisseur reconnaissent et acceptent que certaines Infrastructures du Projet construites par la Société ou l'Investisseur devront être transférées à l'État dans un certain délai (à convenir entre les Parties) après que la Société ou l'Investisseur (le cas échéant) ait obtenu un retour sur son investissement. La liste des Infrastructures du Projet devant être transférées à l'État, ainsi que les termes et conditions spécifiques de ce transfert, seront détaillés dans les Conventions sur les Infrastructures.
- 18.6 Les infrastructures routières construites par la Société à l'intérieur ou à l'extérieur du Périmètre Minier seront mises à la disposition de l'État ou de tiers (sous réserve que ces tiers, à l'exception des communautés locales, aient préalablement conclu un accord d'utilisation avec la Société, si la Société l'exige) dans l'hypothèse où cette utilisation n'entraînerait aucun obstacle ou inconvénient majeur pour les activités du Projet.

Par exception à ce qui précède, la Société peut restreindre ou interdire l'accès aux routes situées à l'intérieur du Périmètre Minier si cet accès présente un danger pour les utilisateurs ou le personnel, ainsi que pour des raisons de nuisance ou d'obstruction aux activités du Projet.

Toutes les règles relatives à l'utilisation de ces infrastructures routières (telles que les limites de vitesse et de poids pour les véhicules) seront fixées par la Société à sa seule discrétion, sous réserve des lois et normes applicables en Guinée, ainsi que des meilleures pratiques internationales. Lorsque l'accès à des infrastructures routières est accordé par la Société à l'État ou à des tiers conformément au présent Article 18.6 pour un usage industriel ou commercial, l'État (ou les tiers concernés) et la Société conviendront (notamment dans le cadre des accords d'utilisation visés au présent Article 18.6), d'un programme annuel



d'entretien et de remise en état de ces infrastructures routières, incluant notamment une répartition des coûts liés aux travaux d'entretien et de restauration qui sont requis.

Article 19 – Modalités d'exploitation

- 19.1 L'Investisseur devra notifier au Ministre la date de survenance de la Première Production Commerciale au moins trente (30) jours calendaires à l'avance.
- 19.2 Les activités d'exploitation au cours de la Phase d'Exploitation seront entreprises conformément :
- (a) aux Bonnes Pratiques Minières ;
 - (b) aux Programmes et Budgets applicables ;
 - (c) aux lois applicables ;
 - (d) à l'Étude de Faisabilité Bancable ; et
 - (e) aux stipulations de la présente Convention, y compris, mais sans s'y limiter, les stipulations relatives à la protection de l'environnement, telles qu'énoncées à l'Article 37.

Article 20 – Détermination des quantités de produits

- 20.1 L'Investisseur et la Société s'assureront que tous les équipements de pesage de la Production Minière et de la Production Minière Anticipée utilisés en République de Guinée sont en bon état de fonctionnement et fonctionnent conformément aux exigences des Bonnes Pratiques Minières. Les équipements de pesage en République de Guinée pourront, moyennant un préavis raisonnable donné à la Société, être inspectés par un organisme certifié agissant au nom de l'État.
- 20.2 L'Investisseur et la Société s'assureront que la pesée et la mesure de la Production Minière et de la Production Minière Anticipée en dehors de la République de Guinée soient effectuées conformément aux bonnes pratiques internationales.

Article 21 – Maintien de la production

- 21.1 Après la date de Première Production Commerciale, la Société notifiera au Ministre toute variation de plus de quinze pour cent (15 %) (à la hausse comme à la baisse) des niveaux de Production Minière sur une année donnée par rapport aux niveaux de production prévus dans l'Étude de Faisabilité Bancable pour cette même année. Une telle notification sera également requise lorsque la Société anticipe raisonnablement qu'une telle variation pourrait intervenir au cours de l'année civile suivante.
- 21.2 La notification visée à l'Article 21.1 exposera de façon suffisamment détaillée les raisons de l'excédent ou de l'insuffisance des niveaux de production déclarés par la Société.
- 21.3 Il est précisé en tant que de besoin que tout écart dans les niveaux de production par rapport à ceux établis dans l'Étude de Faisabilité Bancable ne constituera pas un manquement aux obligations de l'Investisseur ou de la Société en vertu de la présente



Convention, à condition que cet écart soit (i) dûment notifié à l'État conformément aux stipulations de l'Article 21.1, et (ii) raisonnablement justifié.

Article 22 – Commercialisation de la production

22.1 Prix de marché

La Société sera responsable de la commercialisation de la Production Minière et de la Production Minière Anticipée. À cet effet, elle mettra en place des structures, moyens et mesures appropriés pour entreprendre ces activités de commercialisation.

La Production Minière et la Production Minière Anticipée seront vendues aux conditions et selon les usages du marché international, en recherchant notamment des contrats de vente à long terme pour la majorité de la Production Minière et de la Production Minière Anticipée. La Société pourra commercialiser la Production Minière et la Production Minière Anticipée en appliquant, à sa seule discrétion, tout Incoterm de son choix (CIF, FOB, etc.).

La Société et l'État se réuniront annuellement pour discuter des modalités de vente et de commercialisation envisagées par la Société pour l'année civile à venir, en ce compris (i) les contrats à long terme en cours d'application et les nouveaux contrats dont la conclusion est proposée au cours de l'année civile concernée, (ii) la proportion de la Production Minière et de la Production Minière Anticipée qui est destinée à être vendue sur les marchés dits « *spot* » et (iii) l'intention de l'État d'exercer ses droits de commercialisation conformément à l'Article 22.3.

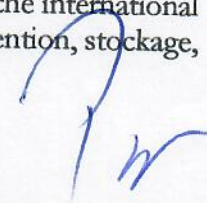
La Société vendra la Production Minière et la Production Minière Anticipée à des Conditions de Pleine Concurrence. A défaut, le revenu imposable de la Société sera ajusté en conséquence, conformément aux dispositions du Code Minier de 2011 (dans sa forme existante à la date du Consentement), sans préjudice de toute application éventuelle des sanctions fiscales, pénales ou autres prévues par les lois applicables.

La Société fournira un rapport trimestriel à l'État détaillant les prix de vente, les quantités et qualités des expéditions de Production Minière et de Production Minière Anticipée intervenues au cours du trimestre précédent.

22.2 Fret et Transport Maritime

22.2.1 Sous réserve des stipulations de l'Article 22.2.2 la Société pourra à son entière discrétion choisir tout moyen de transport maritime de son choix et affréter tout navire de son choix aux conditions techniques et financières les plus compétitives au regard du marché international du transport maritime du minerai de fer.

22.2.2 Les Parties discuteront de bonne foi des opportunités d'accorder une préférence aux sociétés guinéennes de manutention et de stockage et à l'affrètement de navires battant pavillon guinéen, à la condition que les services fournis par ces sociétés et les conditions de transport maritime par des navires battant pavillon guinéen soient comparables, en termes de disponibilité, qualité, délais de chargement et de déchargement et de volumes transportés, à ceux offerts sur le marché international et soient fournis à des prix compétitifs et à un niveau de service comparable à celui offert sur le marché international par des armateurs internationaux spécialisés dans les opérations de manutention, stockage, chargement, transport et déchargement de minerai de fer.



22.2.3 Dans l'hypothèse où l'Option Libérienne serait utilisée comme voie d'évacuation de la Production Minière et de la Production Minière Anticipée, les Parties conviennent que les accords relatifs au fret et au transport maritime feront partie, dans la mesure où le Gouvernement du Liberia souhaite participer à ces accords, des accords inter-pays entre l'État et le Libéria.

22.2.4 L'État ou toute autre agence et autorité administrative guinéennes ne devra établir aucune discrimination au détriment des opérateurs non guinéens de manutention, stockage, chargement, transport et déchargement de minerai de fer, sous réserve du respect des stipulations des paragraphes précédents du présent Article 22.2.

22.3 Droits de commercialisation de l'État

(a) L'État aura le droit d'acheter et de commercialiser une partie de la Production Minière, sous réserve que les conditions suivantes soient satisfaites :

(i) une portion de la Production Minière est disponible, étant précisé que toute portion de la Production Minière n'étant pas couverte par un contrat d'achat ou de vente conclu entre la Société (ou en son nom) et un tiers sera considéré comme étant disponible ;

(ii) le droit de commercialisation de l'État prévu dans le présent Article, ne saurait permettre à l'État d'acquérir, au cours de chaque année civile, une proportion de la Production Minière supérieure au pourcentage de participation de l'État dans le capital social de la Société au cours de cette même année civile ; et

(iii) l'État ne sera autorisé à exercer son droit de commercialisation qu'à condition qu'il détienne une offre écrite et valable d'un tiers portant sur l'acquisition d'une portion de la Production Minière à un prix FOB supérieur au prix FOB de pleine concurrence de la Production Minière.

Il est précisé en tant que de besoin et sous réserve que les conditions énoncées au présent Article 22.3(a) soient satisfaites, que l'État aura le droit d'acheter sa proportion correspondante de la Production Minière au prix FOB de pleine concurrence et de conserver (et d'utiliser à son entière discrétion), la différence entre (i) le prix FOB payable par l'État à la Société et (ii) le prix FOB de pleine concurrence payable par le tiers à l'État. Le cas échéant, l'État pourra demander au tiers concerné de payer directement à la Société la portion du prix FOB de la Production Minière lui revenant aux termes du présent Article.

(b) L'État et la Société s'engagent à (ou se portent fort de l'engagement de toute entité effectuant des opérations de commercialisation ou de vente pour leur compte à) se consulter de bonne foi en ce qui concerne la mise en œuvre d'accords de commercialisation uniques de la Production Minière. Les Parties conviennent que ces accords de commercialisation uniques seront mis en œuvre sans qu'aucun coût supplémentaire ne soit supporté par l'État.

(c) Les Parties conviennent enfin que dans l'hypothèse où les conditions prévues aux paragraphes (ii) et (iii) visés à l'Article 22.3(a) seraient satisfaites, mais qu'aucune portion de la Production Minière ne serait disponible (empêchant ainsi de satisfaire la condition visée au paragraphe (i) du même Article), les Parties entameront des

discussions de bonne foi entre elles sur les solutions envisageables pour permettre à l'État et à la Société de répondre positivement à l'offre de tiers obtenue par l'État.

- (d) S'agissant de la Production Minière Anticipée et dans l'hypothèse où les conditions énoncées à l'Article 22.3(a) seraient satisfaites, les Parties se réuniront afin de discuter de bonne foi sur l'opportunité (i) de la commercialisation de la portion de la Production Minière Anticipée par l'État en vertu de l'Article 22.3(a) ou à défaut, (ii) de la mise en place de modalités alternatives de commercialisation.

Article 23 – Réhabilitation et fermeture

23.1 Stipulations générales

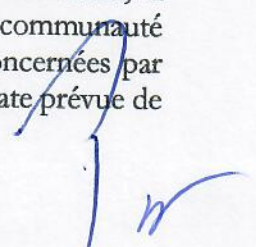
- (a) La Société fermera les Infrastructures du Projet qui ne sont plus utilisées, (à l'exception de celles transférées à l'État) et réhabilitera les Sites à Réhabiliter, conformément aux dispositions de la législation applicable et de la présente Convention, et de façon cohérente avec les Bonnes Pratiques Minières et les standards internationaux, en ce compris les Normes de Performance en matière de Viabilité Sociale et Environnementale de la Société Financière Internationale (SFI), les bonnes pratiques environnementales et sociales établies par la Banque Mondiale et les Principes de l'Équateur (*Equator Principles, June 2013*)
- (b) Dans l'hypothèse où la Société manquerait à ses obligations ci-dessus mentionnées, et sans préjudice de toutes autres actions pouvant être entreprises contre la Société, les travaux de fermeture des Infrastructures du Projet et de réhabilitation des Sites à Réhabiliter pourront être exécutés par l'État ou tout tiers désigné par l'État à cet effet, aux frais de la Société.

Lorsque l'État choisit de désigner un tiers pour procéder à la fermeture des Infrastructures du Projet et à la réhabilitation des Sites à Réhabiliter, l'identité de ce tiers et la rémunération proposée doivent être préalablement approuvés par la Société (cette approbation ne devant pas être refusée ou retardée indûment), à condition que :

- (i) cette approbation sera réputée obtenue si la Société n'a pas contesté la nomination proposée dans les soixante (60) jours suivant la date indiquée dans la notification envoyée par l'État à la Société à cet effet ;
- (ii) toute contestation de la nomination proposée par la Société sera considérée comme un différend en vertu de la présente Convention et sera faite conformément aux stipulations de l'Article 45.

23.2 Avis de fermeture et plan de fermeture

La Société devra adresser au Ministre un avis l'informant de son intention de cesser l'exploitation de toute (ou d'une partie significative d'une) Infrastructure du Projet dont elle n'a plus l'utilité et ce, au moins douze (12) mois avant la date prévue de ladite fermeture (un « **Avis de Fermeture** »). En cas d'envoi par la Société d'un Avis de Fermeture, la Société développera, en collaboration avec l'Administration minière et la communauté locale concernée, un Plan de Fermeture détaillant les actions et activités concernées par ladite fermeture, qui devra être disponible au plus tard six (6) mois avant la date prévue de fermeture.



Le Plan de Fermeture devra permettre aux Sites à Réhabiliter d'être restitués, autant que possible, (et en tenant dûment compte des questions relatives à la nature des activités qui sont menées dans le cadre du Projet, des exigences de sécurité, des considérations agricoles et sylvicoles et des considérations d'aspect visuel des terrains) dans un état proche de leur état d'origine de manière durable et d'une manière raisonnablement jugée acceptable par le Ministre et le Ministre chargé de l'environnement.

Le Plan de Fermeture sera soumis à l'avis des prestataires de services techniques environnementaux compétents désignés par les Parties en vue de déterminer la conformité et l'adéquation des mesures prévues aux présentes, en prenant dûment en compte les besoins :

- (i) d'élimination des risques nuisibles à la santé et à la sécurité des personnes ;
- (ii) de restitution des Sites à Réhabiliter dans un état acceptable par la communauté locale ; et
- (iii) d'assurer le rétablissement de la végétation avec des caractéristiques similaires à celles de la végétation du milieu environnant.

Dans la mesure nécessaire, l'État et la Société s'engageront avec les Parties Prenantes Environnementales dans le cadre de la préparation, de l'examen et de la validation du Plan de Fermeture.

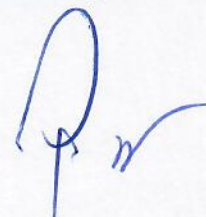
23.3 Mise en œuvre du plan de fermeture

La Société mettra tout en œuvre afin de procéder à la fermeture des Infrastructures du Projet dont elle n'a plus l'utilité de manière progressive, ordonnée et planifiée, ceci afin de préparer la communauté locale à une cessation des activités du Projet.

La Société procèdera à la fermeture des différentes Infrastructures du Projet dont elle n'a plus l'utilité, et à la réhabilitation des Sites à Réhabiliter, de manière à assurer la sécurité du public et des occupants ultérieurs. À cette fin, la Société devra notamment :

- (i) réhabiliter les Sites à Réhabiliter de manière conforme au Plan de Fermeture et à la législation applicable ;
- (ii) sceller de façon permanente tous les puits, incluant les puits d'accès et d'aération, le cas échéant ;
- (iii) enlever toutes les lignes de transmission destinées aux activités du Projet ;
- (iv) remblayer et aplanir tous les escarpements, les puits en pente et les précipices créés par les activités du Projet afin de les sécuriser et lorsque nécessaire, clôturer les précipices afin d'éviter toute chute et installer des panneaux de signalisation si nécessaire ; et
- (v) sécuriser et renforcer tous les barrages d'eau, les parcs de résidus ou de déblais pour éviter tout effondrement.

(ensemble, les « **Activités de Réhabilitation** »).



23.4 **Disposition des biens meubles et immeubles**

La fermeture des Infrastructures du Projet dont la Société n'a plus l'utilité et la réhabilitation des Sites à Réhabiliter impliquent l'enlèvement de toutes les infrastructures, installations et équipements dont la propriété n'aura pas été transférée à l'État.

Tous les biens meubles et immeubles se trouvant sur les Sites à Réhabiliter tels que les bâtiments, usines, clôtures (à l'exception de tout élément nécessaire à la sécurité) devront être démolis, sauf accord contraire avec l'État ou avec la communauté locale.

23.5 **Évaluation de la bonne fermeture**

La Société notifiera à l'État l'achèvement de toutes les opérations de fermeture et de réhabilitation de Sites à Réhabiliter conformément à l'Article 23 dans les trente (30) jours calendaires suivant la date d'achèvement de ces activités. La Société entreprendra par la suite, conjointement avec l'État, une inspection de l'ensemble des Sites à Réhabiliter ainsi qu'une inspection effectuée par un prestataire de services techniques compétent désigné conjointement par les Parties aux frais de la Société.

Le constat de bon achèvement de la procédure de fermeture et de la réhabilitation des Sites à Réhabiliter conformément à l'Article 23 donnera lieu à la délivrance d'un quitus, après réception d'un rapport favorable du prestataire de services techniques compétent désigné conjointement par les Parties. Ce quitus libèrera la Société de toute obligation concernant les Infrastructures du Projet.

23.6 **Accords de financement de la réhabilitation des sites**

Dans le cadre des obligations de la Société en vertu de l'Article 23.1(b), les Parties conviennent qu'au plus tard trois (3) ans avant la date prévue d'épuisement des gisements de minerai de fer du Projet :

- (a) la Société devra, sous réserve des autres stipulations du présent Article 23.6, mettre en place une garantie financière couvrant ses obligations aux termes de l'Article 23.1(b), qui pourra, à la discrétion de la Société, être sous la forme :
 - (i) soit d'un compte fiduciaire de réhabilitation, conformément aux dispositions du Code Minier de 2011 (dans la forme prévue à la date du Consentement) et aux lois anti-corruption applicables, ainsi qu'aux politiques de la Société en matière de lutte contre la corruption ; ou
 - (ii) soit d'une garantie bancaire ou d'une garantie personnelle ;
- (b) Dans l'hypothèse où la Société décide de mettre en place une garantie telle que prévue à l'Article 23.6(a)(ii), les Parties engageront des discussions de bonne foi sur la forme exacte et les modalités applicables à cette garantie, étant entendu que les Parties conviennent que cette garantie ne pourra être activée par l'État qu'à la suite :
 - (i) d'une notification par l'État à la Société conformément à l'Article 55, faisant état du manquement par la Société de se conformer à ses obligations de fermeture et de réhabilitation en vertu de l'Article 23.1 (a), laquelle

notification n'étant pas contestée par la Société pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de sa réception ; ou

- (ii) d'une décision arbitrale définitive et irrévocable confirmant le manquement par la Société de se conformer à ses obligations de fermeture et de réhabilitation en vertu de l'Article 23.1 (a) de la présente Convention, et le manquement par la Société à ses obligations de paiements envers l'État qui sont dus et exigibles en vertu de l'Article 23.1 (b) de la présente Convention ;
- (c) le montant à couvrir par cette garantie financière :
- (i) ne devra pas dépasser les coûts estimés de remise en état des Sites à Réhabiliter, tels que prévus dans le Plan de Fermeture ; et
 - (ii) sera réduit de tout montant payé par la Société pour la remise en état des Sites à Réhabiliter ou pour la mise en œuvre du Plan de Fermeture.

Titre IV

INFRASTRUCTURES D'EVACUATION DU PROJET

Article 24 – Stipulations générales

- 24.1 Le développement et l'exploitation des ressources de minerai de fer, objet de la présente Convention, sont étroitement conditionnés par la construction d'infrastructures de transport - et notamment des installations ferroviaires et portuaires - permettant au Projet de rester compétitif, étant entendu que les coûts proposés pour le transport et l'évacuation portuaire des opérations d'évacuation du minerai de fer devront être similaires à ceux pratiqués dans le monde pour des productions de niveaux comparables.
- 24.2 Les Parties conviennent que :
- (i) l'option d'évacuation de la Production Minière du Projet par l'utilisation des Infrastructures du TGR (l'« **Option TGR** ») est l'option d'évacuation de base de la production du Projet, sous réserve que la viabilité du développement du Projet en application de cette option soit démontrée dans l'Étude de Viabilité ; et
 - (ii) dans l'hypothèse où l'Étude de Viabilité (i) aurait été réalisée conformément aux stipulations de la présente Convention, en ce compris les Termes de Référence figurant en **Annexe 3** de la présente Convention et (ii) démontrerait l'absence de viabilité du développement du Projet en utilisant l'Option TGR, l'Investisseur et la Société seront autorisés à poursuivre la Phase d'Étude sur la base d'une évacuation de la Production Minière par les Infrastructures Libériennes (l'« **Option Libérienne** »).
- 24.3 La Société et l'Investisseur pourront abandonner le Projet en totalité si les coûts envisagés pour le transport et la vente du minerai de fer ne sont pas similaires à ceux pratiqués dans le monde pour une production d'un niveau comparable. Dans une telle situation, l'Investisseur et la Société devront (sur une base confidentielle et sans recours possible

contre l'Investisseur et la Société) fournir à l'État toutes les informations, données et documents recueillis depuis le début du Projet, et procéder à la remise en état des Sites à Réhabiliter conformément aux stipulations de la présente Convention.

Article 25 – Stipulations applicables en cas de mise en œuvre du Projet selon l'Option TGR

- 25.1 Dans l'hypothèse où l'Étude de Viabilité confirmerait la viabilité de l'Option TGR, le Projet sera développé sur la base de l'Option TGR et l'Investisseur et la Société entameront de bonne foi des discussions, pendant la Phase d'Étude, avec la société en charge de la construction et de l'exploitation des Infrastructures du TGR. La Société et l'Investisseur contribueront alors activement et de bonne foi à la préparation, à la négociation et à la signature de toute convention devant être conclue avec la société chargée de la construction et de l'exploitation des Infrastructures du TGR, et les Parties chercheront à déterminer et à convenir des termes et conditions selon lesquelles la Société pourra construire une voie de chemin de fer reliant le Périmètre Minier aux Infrastructures du TGR et utiliser l'Option TGR pour l'évacuation de la production de la Production Minière.
- 25.2 L'État s'engage à assister de manière impartiale la Société dans ses discussions avec la société en charge de la réalisation et de l'exploitation des Infrastructures du TGR, incluant, si nécessaire, une médiation entre les parties concernées sous l'égide du Ministre.
- 25.3 Les termes et conditions arrêtés d'un commun accord entre la Société et la société en charge de la réalisation et de l'exploitation des Infrastructures du TGR seront détaillés dans une Convention d'Infrastructure qui devra être convenue préalablement à l'achèvement des Arrangements Financiers et signée par l'ensemble des parties concernées pendant la Phase de Financement et de Développement.

Article 26 – Stipulations applicables en cas de mise en œuvre du Projet selon l'Option Libérienne

26.1 Utilisation de l'Option Libérienne

- 26.1.1 Dans l'hypothèse où l'Étude de Viabilité conclurait que le Projet n'est pas viable sur la base de l'utilisation de l'Option TGR comme voie d'évacuation, les Parties reconnaissent et conviennent que l'Option Libérienne pourra être utilisée par l'Investisseur comme base du Projet dans le cadre de la réalisation de l'Étude de Faisabilité Bancable, conformément à l'Article 13. Dans l'hypothèse où l'Option Libérienne ne serait pas disponible ou ne pourrait raisonnablement pas être utilisée comme base pour l'évacuation du Projet, les Parties conviennent de collaborer ensemble afin d'explorer d'autres options aux fins de développement du Projet.
- 26.1.2 En cas de recours à l'Option Libérienne en application du présent Article 26.1, l'Investisseur accepte de poursuivre le développement du Projet de manière transparente vis-à-vis de l'État, et l'État accepte de lui apporter son soutien et son assistance, conformément à l'Article 8.



26.2 Accords Libériens

26.2.1 En cas de confirmation du recours à l'Option Libérienne, l'Investisseur devra remettre à l'État, dans les meilleurs délais raisonnables, un programme relatif à la mise en œuvre de l'Option Libérienne, contenant notamment :

- (a) une liste détaillée et complète de tous les accords supplémentaires envisagés par l'Investisseur et la Société pour permettre à la Société d'utiliser les Infrastructures Libériennes, couvrant notamment les points suivants :
 - (i) l'accès à l'infrastructure ferroviaire constituant la ligne Yekepa - Buchanan et l'expansion ou le développement de cette infrastructure ferroviaire ;
 - (ii) l'accès aux installations portuaires de Buchanan et le développement de celles-ci, de manière à permettre le transport et l'enlèvement du minerai de fer extrait du Projet ;
 - (iii) les opérations douanières applicables à la frontière guinéo-libérienne.

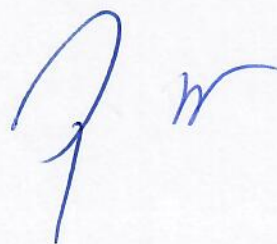
(les « **Accords Libériens** »).

- (b) Une liste complète des sujets qui, selon la Société et l'Investisseur, devront être traités dans le cadre des Accords Libériens ;
- (c) Le cas échéant, un exposé détaillé de toutes les discussions déjà en cours avec une ou plusieurs des parties prenantes dont la participation aux Accords Libériens est attendue, ainsi que de toutes les mesures déjà prises, le cas échéant, en vue de l'engagement de discussions avec le Gouvernement Libérien ;
- (d) un projet du calendrier estimatif de l'Investisseur relatif à la préparation, la négociation et la signature des Accords Libériens.

(le « **Programme de Mise en Œuvre** »)

26.2.2 L'Investisseur fournira à l'État des informations actualisées sur les progrès effectivement observés dans la mise en œuvre du Programme de Mise en Œuvre, sur une base trimestrielle, et sur les éventuels problèmes pouvant survenir en lien avec l'élaboration et la négociation des Accords Libériens. L'État aura, à tout moment, le droit de faire part à la Société et à l'Investisseur de ses observations sur le Programme de Mise en Œuvre.

26.2.3 Dans l'hypothèse où les Accords Libériens n'auraient pas été conclus en intégralité dans un délai de dix-huit (18) mois à compter de la date à laquelle l'Étude de Viabilité est approuvée en vertu de l'Article 13.1, les Parties se réuniront pour discuter des modalités et conditions éventuelles de poursuite du Projet.



26.3 Assistance dans la mise en œuvre de l'Option Libérienne

Lorsque, conformément à l'Article 26.1, le Projet est réalisé sur la base de l'Option Libérienne, l'État s'engage envers la Société et l'Investisseur, sous réserve de l'Article 26.4 à :

- (a) contribuer activement et de bonne foi, à la préparation, la négociation et la signature de tout accord entre l'État et le Gouvernement Libérien nécessaire pour l'Option Libérienne, conformément au calendrier visé à l'Article 26.4, et à informer régulièrement l'Investisseur en conséquence ;
- (b) coopérer activement et de bonne foi avec l'Investisseur dans la préparation, la négociation et la signature de tout autre Accord Libérien auquel l'État est partie ;
- (c) coopérer activement et de bonne foi avec l'Investisseur dans la préparation, la négociation et la signature d'accords avec Arcelor Mittal concernant l'utilisation des Infrastructures Libériennes, afin de s'assurer que les conditions de tels accords soient cohérentes avec tout accord conclu entre l'État et le Gouvernement Libérien, étant toutefois précisé que :
 - (i) l'État et la Société devront veiller à ce que le Gouvernement Libérien soit tenu informé des accords avec Arcelor Mittal ;
 - (ii) le Gouvernement Libérien devra être invité à assister à toutes les réunions pertinentes auxquelles l'État doit également participer pour discuter avec Arcelor Mittal des accords relatifs aux Infrastructures Libériennes ; et
 - (iii) l'État ne sera pas tenu d'adresser des lettres ou notifications écrites à Arcelor Mittal relativement à l'utilisation des Infrastructures Libériennes dans le cadre du Projet ;
- (d) permettre à l'Investisseur d'importer les matériaux nécessaires au développement et à l'exploitation du Projet via le Libéria (y compris, et sans toutefois s'y limiter, les matériaux de construction, les équipements et les biens nécessaires pour le site du Projet) par l'intermédiaire des installations douanières existantes ou de toute autre installation douanière mise en place dans le cadre du Projet ;
- (e) accorder à l'Investisseur ou à la Société les permis ou autorisations en Guinée nécessaires ou utiles pour la mise en œuvre effective de l'Option Libérienne ;
- (f) fournir un appui et les informations nécessaires à l'Investisseur en ce qui concerne les études devant être menées dans le cadre de l'Option Libérienne,

pour chacun des cas énumérés ci-dessus, dans la mesure du possible et du nécessaire aux fins de la mise en œuvre de l'Option Libérienne dans des conditions propices à favoriser l'achèvement du Projet conformément aux termes et conditions énoncés dans la présente Convention.

26.4 **Calendrier de signature des Accords Libériens**

Les Parties conviennent que l'État ne saurait être tenu :

- (i) d'engager et d'initier des discussions avec le Gouvernement du Libéria jusqu'à ce qu'une réunion soit organisée par la Société et/ou l'Investisseur, en présence de représentants de la Société, d'ArcelorMittal, de l'État et du Gouvernement du Libéria, lors de laquelle le Programme de Mise en Œuvre et les autres dispositions à prendre concernant l'utilisation des Infrastructures Libériennes seront discutés ; et
- (ii) de conclure l'un quelconque des Accords Libériens auxquels il doit être partie jusqu'à ce que les accords constitutifs des Arrangements Financiers soient intégralement signés par la Société et l'Investisseur conformément à l'Article 5.

Sans préjudice de ce qui précède, les Parties veilleront à ce que les termes des Accords Libériens soient convenus avant la signature des Arrangements Financiers décrits à l'Article 5 de la présente Convention, et l'État s'engage à conclure chacun des Accords Libériens auxquels il est partie dans les meilleurs délais possibles après la signature des Arrangements Financiers conformément à l'Article 5.

Une fois tous les Accords Libériens conclus, l'État et l'Investisseur coopéreront de bonne foi afin de déterminer si certaines stipulations de ces Accords Libériens doivent être reflétées dans la Convention ou si celle-ci doit être modifiée.

26.5 **Disponibilité du personnel**

Les Parties conviennent qu'à la demande de l'Investisseur ou de la Société, du personnel du service public sera mis à leur disposition par le Ministre afin que l'Investisseur ou la Société puisse avoir recours à ce personnel aux fins de la préparation et de la signature des Accords Libériens. Les dépenses raisonnables engagées (conformément à la loi applicable) pour le recours à tout personnel du service public sélectionné par l'Investisseur ou la Société en relation avec la préparation et la mise en œuvre des Accords Libériens seront à la charge de l'Investisseur.

Le statut de ce personnel sera clarifié et convenu dans des accords séparés qui seront conclus entre la Société et l'État (agissant par l'intermédiaire du Ministère). Ces accords contiendront des obligations exigeant la conformité aux lois anti-corruption applicables, ainsi qu'aux politiques de la Société en matière de lutte contre la corruption.

Il est expressément précisé en tant que de besoin que ce personnel ne sera en aucun cas compétent pour octroyer à la Société ou à l'Investisseur toute autorisation, accord, consentement ou approbation devant être délivré par l'État aux termes de la présente Convention ou des lois applicables.

26.6 **Limitations des investissements requis pour l'Option Libérienne / conception de l'Option Libérienne**

- 26.6.1 Dans l'hypothèse où l'Investisseur serait autorisé, en vertu de la Convention, à développer et à exploiter le Projet sur la base de l'Option Libérienne, l'Investisseur devra, en prenant en compte les stipulations de l'Article 26.7 de la présente Convention, veiller à ce que son investissement et sa participation dans les infrastructures constituant l'Option Libérienne

(sous réserve des stipulations de l'Article 26.6.2 ci-dessous) respectent les principes suivants :

- (a) l'investissement en capital dans les infrastructures constituant l'Option Libérienne est limité à un niveau raisonnablement nécessaire pour assurer un accès approprié et fiable à ces infrastructures pour l'exploitation du Projet conformément aux objectifs de la présente Convention ; et
- (b) dans la mesure du raisonnablement possible, et dans l'hypothèse où cela est acceptable pour les contreparties, des accords contractuels à court terme concernant son accès aux infrastructures pour l'Option Libérienne sont utilisés.

26.6.2 L'État reconnaît et accepte que les obligations incombant à l'Investisseur en vertu de l'Article 26.6.1 ci-dessus devront en tout temps être subordonnées au besoin de l'Investisseur :

- (a) d'assurer la fiabilité, de manière à garantir la disponibilité complète et appropriée d'une voie d'évacuation pour la Production Minière et la Production Minière Anticipée ;
- (b) d'assurer la sécurité des activités et de réduire au minimum leurs incidences sur l'environnement, en agissant conformément aux prescriptions de la présente Convention, au droit applicable et aux Bonnes Pratiques Minières ;
- (c) de réduire autant que possible le capital et les coûts d'exploitation du Projet, en tenant dûment compte des Bonnes Pratiques Minières ; et
- (d) d'optimiser la rapidité de la mise sur le marché de la Production Minière et de la Production Minière Anticipée du Projet.

26.7 Utilisation subséquente de l'option TGR

26.7.1 Dans l'hypothèse où, postérieurement au démarrage du développement ou de l'exploitation du Projet sur la base de l'Option Libérienne, les Infrastructures du TGR deviendraient opérationnelles, alors :

- (a) l'État devra notifier par écrit l'Investisseur qu'il considère que les Infrastructures du TGR sont entièrement opérationnelles et accessibles, et pourraient raisonnablement être utilisées par l'Investisseur comme voie d'évacuation pour le Projet ; et
- (b) l'Investisseur devra mandater le Contractant Indépendant aux fins d'effectuer une évaluation actualisée de la viabilité du développement et de l'exploitation du Projet en utilisant les Infrastructures du TGR. Cette évaluation devra être effectuée dans des termes substantiellement identiques à ceux énoncés dans les Termes de Référence ;

26.7.2 Dans l'hypothèse où le Contractant Indépendant jugerait que le Projet serait viable sur la base de l'Option TGR comme voie d'évacuation pour le Projet, l'Investisseur et la Société devront alors prendre rapidement les mesures et entamer les discussions nécessaires pour assurer la transition entre l'Option Libérienne et l'Option TGR, étant toutefois précisé que la Société ne sera pas tenue d'utiliser l'Option TGR tant que les Parties ne sont pas

parvenues à un accord contraignant et pleinement en vigueur sur les points énoncés à l'Article 26.7.3 et sur les points suivants :

- (a) les termes et modalités du recours à l'Option TGR en lieu et place de l'Option Libérienne ;
- (b) le montant et les méthodes de calcul de l'indemnisation qui devra être payée par l'État à l'Investisseur du fait des coûts, pertes, et préjudices (dont la nature et la portée sont sujettes à l'accord des Parties) que pourraient subir la Société et/ou l'Investisseur en raison du passage de l'Option libérienne à l'Option TGR ; et
- (c) des ajustements qui doivent être faits au niveau de la participation de l'État et des bénéfices qu'il retire du Projet en cas de passage de l'Option Libérienne à l'Option TGR.

Chaque Partie contribuera activement et de bonne foi à la préparation, à la négociation et à la signature des accords relatifs à ces questions.

Dans l'hypothèse où les Parties considèreraient qu'elles se trouvent dans une situation de blocage et dans l'incapacité de trouver un accord en ce qui concerne les sujets traités dans le présent Article 26.7.2, les Parties s'efforceront de porter ces sujets à l'attention du Ministre et de l'équipe de direction des actionnaires de l'Investisseur afin qu'ils en discutent plus en détails.

26.7.3 Les Parties contribueront activement et de bonne foi à la préparation et à la négociation des accords entre l'Investisseur, la Société et l'exploitant des Infrastructures du TGR relativement à l'utilisation par la Société des Infrastructures du TGR. L'État s'engage à assister de manière impartiale la Société dans ses discussions avec la société en charge de la réalisation et de l'exploitation des Infrastructures du TGR, en procédant, si nécessaire, à une médiation entre les parties concernées sous l'égide du Ministre.

26.8 Accès à l'information

26.8.1 Compte-tenu de l'importance pour l'État de disposer d'un accès total aux informations dont la Société et l'Investisseur disposent à tout moment, au cours de la mise en œuvre de l'Option Libérienne, relatives aux incidences résultant de cette option, l'Investisseur et la Société s'engagent à tenir l'État pleinement et régulièrement informé, dans le respect de leurs obligations légales et contractuelles, par voie de communication écrite, des informations pertinentes en leur possession, ou qui viendront le cas échéant en leur possession au cours de la mise en œuvre de l'Option Libérienne, concernant notamment :

- (i) l'identification et le rôle des sociétés qui participeront à la mise en œuvre de l'Option Libérienne et, le cas échéant, les liens capitalistiques directs ou indirects qu'elles entretiennent avec la Société et l'Investisseur ; et
- (ii) les contrats qui lieront respectivement la Société et l'Investisseur dans le cadre de la mise en œuvre de l'Option Libérienne.

26.8.2 Outre les obligations énoncées à l'Article 26.8.1, l'Investisseur et la Société conviennent de fournir à l'État un rapport écrit (sur une base trimestrielle pendant la Phase d'Étude et la

Phase de Développement et sur une base annuelle pendant la Phase d'Exploitation) sur la mise en œuvre de l'Option Libérienne, exposant de manière raisonnablement détaillée :

- (i) les coûts à engager ou effectivement encourus pour la mise en œuvre de l'Option Libérienne ;
- (ii) les calendriers indicatifs estimés du Projet pour le développement de l'Option Libérienne ;
- (iii) les risques opérationnels, techniques, juridiques, commerciaux ou autres associés à la construction, à l'utilisation ou à l'exploitation de l'Option Libérienne ; et les mesures correctives ou d'atténuation envisagées ou mises en œuvre pour les éviter ou atténuer leur impact sur le Projet ; et
- (iv) tout incident ou difficulté important(e) survenant au Libéria pendant la Phase d'Étude, la Phase de Développement ou la Phase d'Exploitation, selon le cas.

Titre V

GOUVERNANCE ET SUIVI DU PROJET

Article 27 – La Société

27.1 Participation de l'État dans le capital social de la Société

L'État aura droit à une participation directe de quinze pour cent (15 %) dans le capital social de la Société (la « **Participation Gratuite** »), indépendamment du fait que le Projet soit mis en œuvre sur la base de l'Option Libérienne ou de l'Option TGR, diminuée de la participation détenue, le cas échéant et à tout moment, par Mifergui-Nimba dans le capital social de la Société, sans toutefois que la participation de l'État au capital social de la Société ne puisse être inférieure à dix pour cent (10 %).

Les actions de la Société transférées à l'État dans le cadre de la constitution de sa Participation Gratuite seront libres de toutes charges, et aucune contribution financière de quelque nature que ce soit ne pourra être demandée à l'État en contrepartie de l'acquisition ou du maintien de la Participation Gratuite.

La Participation Gratuite ne peut pas être diluée en cas d'augmentations de capital ultérieures de la Société, qu'elles qu'en soient les caractéristiques. En cas d'augmentation de capital de la Société, l'Investisseur transférera à l'État, gratuitement et de manière inconditionnelle, autant d'actions que de besoin pour garantir à l'État le maintien du niveau de la Participation Gratuite à l'issue de l'augmentation de capital.

À moins que les Parties n'en conviennent autrement, l'État s'interdit de céder, transférer, nantir ou apporter en garantie, de quelque manière que ce soit la Participation Gratuite, sauf (i) avec le consentement écrit préalable de l'Investisseur ou (ii) lorsque la Participation Gratuite est transférée à la Soguiami ou à toute autre entité détenue intégralement par l'État (Soguiami ou ladite entité étant dénommée un « **Cessionnaire Étatique** »), étant précisé que dans l'hypothèse où un Cessionnaire Étatique cesserait à tout moment d'être détenu intégralement par l'État, l'État devra alors s'assurer du retour immédiat de la Participation Gratuite à l'État. En outre, il ne peut être demandé à l'État de nantir sa Participation Gratuite ou de fournir quelque forme de garantie que ce soit dans le cadre de l'obtention du Financement du Projet.

La Participation Gratuite confère à l'État les mêmes droits que ceux conférés par les lois applicables à tous les actionnaires ayant une participation équivalente dans la Société (sous réserve des droits dont disposent l'État en vertu de l'Article 27.2).

Conformément aux termes de la Convention Initiale, Mifergui-Nimba s'est vu attribuer une participation de cinq pour cent (5 %) dans le capital social de la Société. Il a en outre été convenu dans la Convention Initiale que :


- (a) L'Investisseur devait faire apport de cent millions USD (100 000 000 USD) à la Société aux fins du développement du Projet, sans qu'aucune contribution ne soit exigée de Mifergui-Nimba ; et
- (b) Au-delà de ce montant de cent millions USD (100 000 000 USD), Mifergui-Nimba serait autorisée à conserver sa participation de cinq pour cent (5 %) dans le capital social de la Société, à condition qu'elle contribue dans les mêmes conditions que celles qui s'appliquent aux autres actionnaires quant au financement de la Société (par augmentation de capital ou prêts d'actionnaires) et en contribuant à hauteur de cinq pour cent (5 %) à toute garantie que la Société pourrait être amenée à accorder à des tiers. Dans l'hypothèse où Mifergui-Nimba n'exercerait pas ce droit, son pourcentage dans le capital social de la société sera dilué au prorata des apports supplémentaires effectués par les autres actionnaires.

En raison des apports effectués par l'Investisseur à la Société avant la Date d'Entrée en Vigueur de l'Avenant, pour lesquels Mifergui-Nimba n'a pas contribué à hauteur de sa participation correspondante, la participation de Mifergui-Nimba dans le capital social de la Société peut en conséquence être diluée (y compris par augmentation de capital en numéraire par émission d'actions nouvelles de la Société ou par augmentation de capital par conversion en actions des prêts d'actionnaires).

27.2 **Gouvernance et gestion de la Société**

L'État aura le droit de désigner au moins deux (2) membres au sein du Conseil d'administration de la Société, qui disposeront d'un droit de vote et de prérogatives identiques à celles des autres membres du Conseil d'administration de la Société. Sauf en ce qui concerne les droits ou devoirs que les personnes nommées par l'État ont en tant que membres du Conseil d'Administration conformément à la législation applicable ou aux documents constitutifs de la Société (y compris le droit de vote aux réunions du Conseil d'Administration), ces personnes ne seront pas habilitées à accorder à la Société ou à l'Investisseur toute autorisation, consentement, accord ou approbation devant être obtenu de l'État en vertu de la présente Convention ou des lois applicables.

Les Parties s'efforceront, dans la mesure du possible, de conclure un pacte d'actionnaires fixant les modalités de gouvernance et de gestion de la Société, dès que possible, en vue de finaliser ce pacte dans les trois (3) mois suivant la date de l'octroi du Consentement. Ces conditions de gouvernance et de gestion de la Société doivent refléter et être conformes à toutes les lois applicables (incluant les lois applicables en matière de lutte contre la corruption), y compris en ce qui concerne la nomination, la révocation et toute rémunération et tout avantage des administrateurs.



Article 28 – Lutte contre la Corruption

Les dispositions des articles 153 à 158 du Code Minier de 2011 relatives à la transparence et à la lutte contre la corruption, telles qu'en vigueur à la date du Consentement, seront applicables au Projet pendant toute la durée de la présente Convention.

Article 29 – Programmes et Budgets

- 29.1 La responsabilité de la conception, du financement et de l'exécution du programme des études et travaux nécessaires à la réalisation du Projet décrit à l'Article 3 ci-dessus incombe à l'Investisseur et à la Société, qui devront disposer des moyens nécessaires à l'accomplissement de leurs engagements aux termes des présentes.
- 29.2 Pendant toute la durée du Projet, la Société sera tenue de transmettre à l'État, au plus tard le 31 décembre de chaque année civile, des informations raisonnables concernant les paramètres d'exploitation du Projet, y compris les quantités estimées de la Production Minière ou de la Production Minière Anticipée projetées pour l'année civile suivante.
- Toute modification significative des informations fournies à l'État pour une année civile donnée doit être notifiée à l'État dans les meilleurs délais par la Société.
- 29.3 En plus de ce qui précède, la Société fournira à l'État les informations relatives aux Programmes et Budgets applicables que l'État peut raisonnablement demander afin d'établir des statistiques annuelles globales concernant le secteur minier en République de Guinée.
- 29.4 Tous les travaux et études devront être exécutés par la Société, l'Investisseur ou une société tierce sous sa responsabilité justifiant d'une expérience adéquate en la matière.
- 29.5 L'Investisseur et la Société soumettront au Ministre des rapports annuels décrivant la progression des études et travaux réalisés, ou encore les résultats obtenus et les difficultés rencontrées. Ces rapports devront être accompagnés notamment des documents suivants :
- (i) cartographie : cartes "mosaïque" des affleurements et itinéraires, cartes géologiques partielles et de synthèse, cartes des points d'échantillonnage et de découverte, indiquant également les autres découvertes effectuées au cours de la prospection, mais qui ne font pas l'objet de l'étude ; la carte de Concession Minière ;
 - (ii) forages : registres détaillés de tous les forages exécutés, avec tous les résultats de mesure des travaux géophysiques exécutés en rapport avec ces forages;
 - (iii) travaux de géophysique et de géochimie: courbes isovalériques et cartes de position de toutes les anomalies révélées;
 - (iv) analyses : nombre d'échantillons recueillis et testés, et résultats complets des analyses exécutées.
- 29.6 Tout rapport devant être soumis par l'Investisseur et/ou la Société à l'État en vertu de la présente Convention devra être soumis :
- (i) au Ministre ;

- (ii) en langue française, étant toutefois précisé que les pièces justificatives, notamment les annexes et les dossiers qui accompagnent ces rapports, pourront être rédigés en anglais ; et
- (iii) en cinq (5) copies papier et une (1) copie électronique.

L'État délivrera un récépissé lors du dépôt de chacun de ces rapports.

29.7 Sous réserve :

- (i) de l'expiration ou de la résiliation de la présente Convention conformément à ses stipulations ;
- (ii) qu'il n'y ait pas de litige en cours ou en instance relativement à cette résiliation ou expiration ; et
- (iii) l'application de toute obligation de confidentialité pertinente,

L'État peut, librement et sans frais, utiliser, sans recours possibles contre l'Investisseur ou la Société, le contenu de toute documentation technique fournie par l'Investisseur ou la Société à l'État à tout moment avant la résiliation ou l'expiration de la présente Convention

Article 30 – Droit d'accès de l'État

30.1 L'État aura accès au Périmètre du Projet, après notification préalable adressé à la Société, afin de réaliser tous travaux d'utilité publique ou liés au service public, à condition de réaliser ces travaux de manière à éliminer autant que possible toute entrave à la bonne marche des opérations industrielles de la Société.

Dans l'hypothèse où une telle entrave se présenterait, les Parties se concerteront de bonne foi afin de déterminer les moyens à mettre en œuvre afin de remédier à la situation.

30.2 Dans le cadre de la surveillance technique et administrative des activités minières, les représentants dûment autorisés de l'État disposent d'un droit d'accès et de visite sur l'ensemble du Périmètre du Projet et dans l'ensemble des locaux de l'Investisseur et de la Société situés en République de Guinée, et peuvent visiter, aux heures normales d'ouverture (et à condition qu'il n'en résulte aucune gêne pour les activités du Projet), l'ensemble des infrastructures, installations et équipements industriels du Projet et desdits locaux afin de s'assurer du respect par la Société des obligations lui incombant au titre de la législation applicable, de la présente Convention, de la Concession Minière, des Permis de Recherche et des Nouveaux PR. Dans ce cadre (et à condition que cela n'entraîne aucun inconvénient pour les activités du Projet), l'État peut inspecter, examiner ou vérifier tous les éléments d'actif, comptes, registres, équipements, appareils ou données ayant trait aux activités du Projet.

30.3 L'État, ses représentants et employés, ne pourront communiquer à des tiers les informations recueillies au cours de ces visites et inspections, sans l'accord préalable écrit de la Société, à l'exception de celles déjà publiées par la Société.

Titre VI

DROITS ET OBLIGATIONS DE LA SOCIÉTÉ ET DE L'INVESTISSEUR

Article 31 – Accès et occupation du Périmètre du Projet

31.1 Accès et occupation des Terrains du Projet

31.1.1 L'État s'engage à prendre tous les actes nécessaires (y compris un Décret PIN et tout acte réglementaire) pour déclarer le Projet comme constituant un « *Projet d'Intérêt National* » conformément à la législation applicable, et dans des délais permettant le respect des délais prévus par la présente Convention. La procédure correspondante sera mise en œuvre par l'État, avec la collaboration de l'Investisseur et de la Société, dans les plus brefs délais possibles après la Date d'Entrée en Vigueur de l'Avenant. L'État prendra les mesures de publicité et d'information adéquates concernant le Décret PIN pour en assurer sa communication à toutes les parties prenantes, en particulier les autorités locales, les registres fonciers et les Personnes Affectées, et s'engage à assurer sa mise en œuvre effective d'une manière compatible avec les stipulations de la présente Convention.

L'État veillera à ce que la déclaration du Projet comme « *Projet d'Intérêt National* » soit maintenue pour une période commençant à la date de publication du Décret PIN au Journal Officiel et se terminant à la dernière date d'expiration autorisée par la loi applicable (y compris après la délivrance de tout renouvellement conformément à la loi applicable). Le tracé définitif des Infrastructures du Projet fera l'objet d'un décret de Déclaration d'Utilité Publique.

L'État s'engage, pour la durée de la présente Convention, à ne pas autoriser d'activités, de travaux ou d'installations devant être réalisés sur le Périmètre du Projet, lorsque ces activités, travaux ou installations peuvent entraver significativement la réalisation du Projet.

L'État constituera, à la demande de la Société, des réserves foncières et/ou périmètres d'intervention foncière nécessaires aux fins de garantir à la Société les terrains nécessaires au développement et à l'exploitation du Projet. L'État accordera également d'autres droits exclusifs sur les terres nécessaires à la construction sans entrave des infrastructures et à la conduite des activités minières de la Société, conformément aux dispositions des lois applicables.

31.1.2 Sous réserve des stipulations de l'Article 31.2, l'État autorise par les présentes la Société à accéder et occuper les terres appartenant à l'État (ou à des entités contrôlées par l'État) situées à l'intérieur du Périmètre Minier et les zones nécessaires à l'élaboration et à l'exploitation du Projet (y compris les corridors de transport nécessaires à l'évacuation de la Production Minière ou de la Production Minière Anticipée).

L'accès et l'occupation par la Société des terres situées à l'extérieur du Périmètre Minier qui n'appartiennent pas à l'État (ou à des entités contrôlées par l'État) requerra le consentement préalable des propriétaires des terrains concernés.

Dans l'hypothèse d'un refus par un propriétaire terrien d'accorder un droit d'accès et d'occupation à la Société à la suite de négociations menées de bonne foi, à la demande de la Société et en échange d'une indemnisation équitable et appropriée versée par la Société au propriétaire terrien concerné conformément à l'Article 31.2, l'État s'engage à accorder ou à faire accorder toute autorisation, servitude ou autre mesure similaire afin de permettre

à la Société d'accéder et d'occuper les terres concernées, conformément à la législation applicable.

31.2 Indemnisation des Personnes Affectées

31.2.1 La Société reconnaît que les droits conférés par la Concession Minière, les Permis de Recherche et les Nouveaux PR n'éteignent pas le droit de propriété ou les droits d'utilisation et d'occupation des Personnes Affectées à l'égard des terres visées.

À ce titre, la Société, avec la collaboration et l'appui plein et entier de l'État, indemniserà et/ou réinstallera toute Personne Affectée, dans les conditions prévues dans le Plan de Réinstallation et d'Indemnisation de la Société, qui devra être conforme à la législation applicable et aux stipulations de la présente Convention, ainsi qu'aux principes des Bonnes Pratiques Minières.

Les opérations de réinstallation et/ou de paiement des indemnités des Personnes Affectées concernées, seront effectuées par la Société préalablement à toute activité de démolition, de construction ou d'exploitation sur les terres concernées.

31.2.2 La Société versera une indemnité à toutes les Personnes Affectées conformément aux modalités et conditions énoncées dans le Plan de Réinstallation et d'Indemnisation. Cette indemnisation portera sur tous les dommages subis par les Personnes Affectées et peut être versée en espèces ou en nature.

Afin d'éviter une double indemnisation et/ou réinstallation des Personnes Affectées, mais sans préjudice des obligations d'indemnisation et/ou de réinstallation prévues aux termes de la présente Convention, la Société peut s'entendre avec d'autres exploitants de projets dans la région afin de déterminer les modalités d'attribution de l'indemnisation et/ou de la réinstallation des Personnes Affectées lorsqu'elles sont affectées tant par les activités du Projet que par celles de ces autres projets.

31.2.3 Les Parties coopéreront de bonne foi pour s'assurer que la réinstallation et/ou l'indemnisation des Personnes Affectées intervienne le plus rapidement possible et à l'amiable avec les Personnes Affectées, de manière à limiter autant que possible le recours à la procédure d'acquisition forcée telle que prévue par la législation applicable.

La Société mettra tout en œuvre, en coopération avec l'État, afin de trouver un accord amiable avec les Personnes Affectées.

A défaut d'accord amiable entre la Société et toute Personne Affectée dans un délai de négociation amiable de trois (3) mois, la Société peut informer l'État par notification écrite de l'échec de la phase de négociation amiable.

Dans de telles circonstances, l'État s'engage à prendre les mesures nécessaires, en conformité avec la législation applicable et à la demande de la Société, pour permettre la réinstallation des Personnes Affectées de manière à permettre l'exécution sans entrave des travaux ou activités sur les terres concernées, moyennant une indemnisation adéquate et appropriée versée par la Société conformément au Plan de Réinstallation et d'Indemnisation.

31.2.4 Il est précisé que dans le cadre de l'indemnisation et/ou de la réinstallation des Personnes Affectées, les personnes morales appartenant à l'État, ou contrôlées par l'État, qui

possèdent, occupent ou utilisent des terres ne seront pas considérées comme des Personnes Affectées et ne seront par conséquent pas fondées à bénéficier d'une quelconque indemnisation et/ou mesure de réinstallation. Par exception à ce qui précède, les bâtiments et installations appartenant à des personnes morales détenues ou contrôlées par l'État qui sont dédiés aux services publics des populations locales (y compris les écoles publiques) et qui existent avant la date du Décret PIN, seront déplacés aux frais de la Société si la réalisation des activités du Projet nécessite le déplacement de ces services et installations publics.

31.2.5 L'État s'engage à prendre tous les actes nécessaires et à apporter toute l'assistance requise par la Société pour la mise en œuvre des opérations d'identification, de réinstallation et d'indemnisation des Personnes Affectées dans des délais compatibles avec le Chronogramme Indicatif et le Chronogramme Définitif prévus par la présente Convention, et à agir conformément au droit applicable. En particulier, l'acquisition forcée de terres faisant l'objet d'une notification écrite de la Société conformément à l'Article 31.2.3 devra être réalisée de telle sorte que les droits fonciers correspondants soient mis à la disposition de la Société dans les six (6) mois qui suivent la date de cette notification.

31.3 Octroi des droits fonciers

31.3.1 Sous réserve des stipulations de l'Article 31.2, l'État, par la présente, accorde, et veille à ce que les personnes publiques compétentes accordent, à la Société, sur les terres appartenant au Domaine des Personnes Publiques, les droits réels nécessaires pour la conduite de toutes les activités du Projet (y compris les droits de surface, les servitudes, les permis d'occupation temporaire, etc.), et pour la durée nécessaire auxdites activités, de manière à permettre à la Société : (i) d'accéder, d'occuper et d'utiliser sans interruption les terres situées à l'intérieur du Périmètre du Projet et d'y construire et développer les Infrastructures du Projet ; (ii) d'être propriétaire des Infrastructures du Projet construites sur lesdites terres; et (iii) de consentir des sûretés sur lesdites terres et Infrastructures du Projet (ci-après les « **Droits Fonciers** »).

En application de l'Article précédent, les Droits Fonciers permettent à la Société (ainsi que ses Affiliés et sous-traitants) d'occuper et d'utiliser librement toutes les terres concernées, sans qu'il soit besoin d'une quelconque autorisation, permis ou formalité supplémentaire autre que le respect du Plan de Réinstallation et d'Indemnisation. Les Droits Fonciers permettent également à la Société d'être propriétaire des Infrastructures du Projet établies ou construites sur ces terres, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir une autorisation, un permis ou une formalité supplémentaire autre que la conformité de la Société au plan de Réinstallation et d'Indemnisation.

31.3.2 Hormis le paiement par la Société des coûts liés à la mise en œuvre du Plan de Réinstallation et d'Indemnisation, aucune redevance, loyer, taxe ou paiement de quelque nature que ce soit ne sera payable par la Société en contrepartie de l'octroi par l'État des Droits Fonciers.

31.3.3 Sous réserve du respect par la Société des stipulations de l'Article 31.2, l'État garantit à la Société qu'elle sera protégée contre toute forme d'expulsion, d'acquisition forcée ou d'expropriation des terres concernées résultant de l'existence ou de l'exercice des Droits Fonciers.

31.3.4 Afin de faciliter l'obtention du financement et la mise en œuvre efficace du Projet, les Droits Fonciers feront l'objet d'une publication dans les livres et registres fonciers tenus

par l'État, aux frais de la Société. L'État s'engage à remettre à la Société toutes les attestations constatant les Droits Fonciers dans les meilleurs délais à compter de leur publication.

Article 32 – Autorisations et permis nécessaires aux activités du Projet

- 32.1 La Société est exemptée de l'intégralité des autorisations administratives normalement requises par la législation applicable pour la réalisation d'activités du Projet à l'intérieur du Périmètre Minier, à l'exception de celles limitativement énumérées par les articles 120, 135 et 143 du Code Minier de 2011 (dans sa forme existante à la date du Consentement).
- 32.2 Pour l'ensemble des activités du Projet réalisées à l'extérieur du Périmètre Minier, la Société devra obtenir l'intégralité des autorisations administratives requises par la législation applicable. Il est précisé en tant que de besoin que ces autorisations sont celles requises en vertu du Code Minier de 1995 et des lois en vigueur à la date de la Convention Initiale.

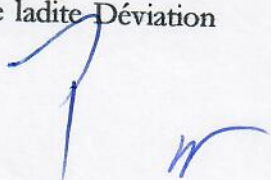
L'État s'engage à accorder à la Société et à renouveler autant que nécessaire pour la réalisation des activités du Projet, l'ensemble des autorisations et permis nécessaires à la réalisation du Projet, y compris la réalisation des Infrastructures du Projet et l'exercice des activités du Projet, dans les meilleurs délais, dans les conditions de la législation applicable et de la présente Convention, étant précisé que :

- (a) L'Investisseur soumettra toutes les demandes d'autorisation et de permis nécessaires au Projet, ainsi que la documentation y afférente, au « guichet unique » de l'État pour les projets miniers, suffisamment à l'avance pour respecter les délais et les échéances maximum spécifiés dans la présente Convention et dans le Chronogramme Définitif. Le « guichet unique » est chargé de la coordination interne au sein des services de l'État en vue de l'obtention, dans les meilleurs délais, de la délivrance de ces autorisations et permis.
- (b) Lorsque les lois applicables sont silencieuses en ce qui concerne le délai de délivrance par l'État d'une autorisation ou d'un permis, cette délivrance devra intervenir dans un délai maximum de trente (30) jours calendaires à compter de la date de dépôt par l'Investisseur d'une demande valide contenant toutes les pièces justificatives nécessaires.
- (c) En cas de non délivrance d'une autorisation ou d'un permis dans le délai imparti en vertu des lois applicables ou de la présente Convention, l'autorisation ou le permis en question sera réputé avoir été délivré à la date butoir de ce délai.

Article 33 – Extension des Activités du Projet

L'État reconnaît à la Société le droit de faire une ou plusieurs extensions visant à accroître les capacités du Projet ou des Infrastructures du Projet, ou à construire de nouvelles infrastructures, installations ou équipements du Projet ou à développer de nouveaux gisements, si la Société les considère appropriés et conformes à son plan de développement (une « **Extension** »).

Dans l'hypothèse où une Extension entraînerait une Déviation Matérielle par rapport à l'étendue et aux paramètres du Projet mentionnés dans l'Étude de Faisabilité Bancable, la Société soumettra à l'approbation préalable du Ministre une nouvelle étude de faisabilité (comprenant également une étude d'impact environnemental et social mise à jour) préparée sur la base de ladite Déviation Matérielle et tenant dûment compte de celle-ci.



Article 34 – Achats, approvisionnements et services

- 34.1 La Société accordera une préférence à l'achat de biens et matériels disponibles en Guinée dans la mesure où lesdits biens et matériels seront de qualité comparable à ceux existant sur le marché international, et sous réserve que ces biens et matériels soient disponibles en quantités suffisantes au moment où la Société en fera la demande et à des prix compétitifs pour une livraison en Guinée.
- 34.2 La Société accordera également une préférence à la fourniture de services par des sociétés guinéennes susceptibles de fournir les services requis au moment voulu et à des conditions techniques et financières satisfaisantes pour la Société.
- 34.3 L'Investisseur et la Société soutiendront les petites et moyennes entreprises guinéennes en cherchant à recourir aux services de ces dernières pour la fourniture de ses biens et services, à condition que ces entreprises puissent proposer des modalités comparables concernant le prix, la disponibilité, la qualité, les coûts de maintenance et les délais de livraison.

Article 35 – Emploi du Personnel

- 35.1 Pendant toute la durée de la Convention, la Société s'engage à :
- (i) employer des nationaux guinéens pour répondre à ses besoins en main d'œuvre non qualifiée ;
 - (ii) donner la préférence aux nationaux guinéens justifiant de la qualification et de l'expérience requises par la Société pour les emplois de catégorie cadre/cadre supérieur (en ce inclus les postes de directeur de département de la Société) ;
 - (iii) mettre en œuvre un programme de formation et de promotion pour les membres guinéens du personnel destiné à leur permettre d'acquérir l'expérience nécessaire pour occuper des postes de cadre/cadre supérieur au sein de la direction générale de la Société.

À cet effet, l'Investisseur et la Société s'engagent à mettre en œuvre un programme visant à sélectionner, former et promouvoir les dirigeants guinéens susceptibles d'assumer des fonctions de direction au sein de la Société. La Société s'efforcera d'identifier les dirigeants guinéens susceptibles d'être nommés à des postes de haute direction à compter de la phase de production commerciale.
 - (iv) assurer le logement des travailleurs employés sur le site dans des conditions d'hygiène et de salubrité conformes à la réglementation applicable et favoriser l'accès à la propriété ;
 - (v) respecter la législation et les règlements en matière sanitaire ;
 - (vi) respecter la législation applicable ou à intervenir en matière de conditions générales de travail, de régime des rémunérations dans l'industrie minière, de prévention et d'indemnisation des accidents du travail et des maladies professionnelles, ainsi qu'en matière d'associations professionnelles et de syndicats.

P r

35.2 Santé et sécurité

- 35.2.1 La Société doit respecter les normes de santé et de sécurité les plus avancées établies par le Ministère, en collaboration avec le Ministre chargé de la Santé Publique, le Ministre chargé du Travail et le Ministre chargé de l'Environnement.
- 35.2.2 Dans les cas où ces normes sont inférieures à celles normalement utilisées par l'Investisseur dans ses opérations minières effectuées dans d'autres pays, l'Investisseur est tenu de préparer et d'appliquer ces normes afin d'assurer, dans des conditions optimales, l'hygiène et la sécurité au travail.
- 35.2.3 Le règlement intérieur de la Société relatif à la sécurité et à l'hygiène sera soumis à l'approbation préalable de la Direction Nationale des Mines après avis favorable du Comité d'Evaluation des Impacts Sanitaires et Environnementaux (CEISE). Une fois approuvé, le règlement intérieur sera publié aux endroits les plus visibles afin que les travailleurs puissent en prendre connaissance.
- 35.2.4 Dans l'hypothèse où la Société ne met pas en œuvre les normes et règlements prévus au présent Article, le Ministre peut, après avoir entendu les observations de la Société, prescrire par décret, sur recommandation de la Direction Nationale des Mines, les mesures requises pour assurer la santé et la sécurité des travailleurs.
- 35.2.5 En cas d'urgence ou de péril imminent, la Direction Nationale des Mines peut prescrire des mesures provisoires en attendant la prise du décret décrit au paragraphe précédent.
- 35.2.6 La Société est tenue de mettre en œuvre les mesures prescrites par le Ministre ou la Direction Nationale des Mines, selon le cas. A défaut, ces mesures peuvent être mises en œuvre automatiquement par la Direction Nationale des Mines aux frais de la Société.
- 35.2.7 La Société n'emploiera aucune personne âgée de moins de dix-huit (18) ans dans une mine ou une carrière, que ces dernières soient sous-terraines ou à ciel ouvert, ni dans le fonctionnement de machines destinées à soulever ou déplacer des objets, ou des personnes, ni pour les opérations de dynamitage.
- 35.3 La Société et l'Investisseur reconnaissent que le Ministre et le Ministre chargé de la Sécurité sont responsables de l'importation, de l'exportation, de la fabrication, de l'entreposage, de la manutention, de l'achat et de la vente d'explosifs à usage civil, et que les conditions régissant ces opérations sont établies par arrêté conjoint du Ministre, du Ministre chargé de la Défense et du Ministre chargé de la **Sécurité**.
- 35.4 À partir de la date de Première Production Commerciale, la Société s'engage à :
- (i) implanter une infrastructure médicale et scolaire correspondant aux besoins normaux des travailleurs et de leurs familles ; et
 - (ii) implanter localement des installations de loisirs pour son personnel.
- 35.5 L'État s'engage à accorder à la Société et à ses sous-traitants directs les autorisations requises pour permettre aux employés d'effectuer des heures supplémentaires et de travailler la nuit ou pendant les jours habituellement chômés ou fériés, conformément à la législation applicable.



- 35.6 L'État s'engage en outre à n'édicter à l'égard de la Société et de ses sous-traitants directs ainsi qu'à l'égard de leur personnel aucune mesure en matière de droit du travail ou de droit commercial qui puisse être considérée comme discriminatoire par rapport à celles auxquelles sont assujetties les entreprises exerçant une activité similaire.
- 35.7 Sous réserve des stipulations de la présente Convention et de la législation applicable, la Société ne sera soumise à aucune restriction quant aux méthodes de sélection, de recrutement, de nomination, de promotion ou de licenciement de son personnel.

Article 36 – Emploi du Personnel Expatrié

- 36.1 La Société et ses sous-traitants directs peuvent engager pour les besoins de leurs activités techniques et commerciales en Guinée, un nombre raisonnable de personnel expatrié qui sera nécessaire pour la conduite efficace des opérations minières. L'État accordera les permis et autorisations requis pour le personnel expatrié conformément à la législation applicable.
- 36.2 Le personnel expatrié pourra être employé en bénéficiant de conditions globales de rémunération conformes aux usages de l'industrie minière internationale.
- 36.3 L'État s'engage, pour la durée de la présente Convention, à ne prononcer ou à n'édicter à l'égard de la Société ou de ses sous-traitants directs aucune mesure impliquant une restriction des conditions dans lesquelles la législation permet :
- (i) l'engagement et le licenciement par la Société et ses sous-traitants directs des personnes de leur choix, quelle que soit leur nationalité. La Société a l'obligation de s'assurer que tous les membres de son personnel expatrié respecteront les institutions, les lois et règlements de la Guinée applicables aux personnes qui résident sur son territoire ; et
 - (ii) l'entrée, le séjour et la sortie de tout membre du personnel de la Société et de ses sous-traitants directs, des familles de ce personnel et de leurs effets personnels,

Excepté lorsque cette restriction est d'application générale ou nécessaire pour des raisons d'intérêt national ou de maintien de l'ordre public.

- 36.4 L'Investisseur devra souscrire toutes les assurances ordinairement requises conformément aux Bonnes Pratiques Minières, en ce compris notamment une assurance responsabilité civile, une assurance couvrant les risques de perte ou de détérioration accidentelle des équipements, et une assurance décès/invalidité/maladie pour le personnel.

Article 37 – Cadre des engagements en matière d'environnement

- 37.1 La Société s'engage à mener les activités du Projet en vue de minimiser l'impact du Projet sur l'environnement, y compris la pollution, la dégradation des écosystèmes et la biodiversité.

A cette fin, la Société s'engage à appliquer les normes et pratiques environnementales prescrites par la législation applicable, en ce compris le Code de l'Environnement ainsi que les Bonnes Pratiques Minières.



Afin d'assurer une exploitation rationnelle des ressources minières en harmonie avec la protection de l'environnement, la Société veillera à :

- (a) la prévention ou la réduction au minimum des effets négatifs des activités du Projet sur la santé et l'environnement, notamment en raison :
 - (i) de l'utilisation de produits chimiques nocifs et dangereux ;
 - (ii) des émissions sonores nuisibles à la santé humaine ;
 - (iii) de la pollution de l'eau, de l'air et du sol, la dégradation de l'écosystème et de la biodiversité ; et
 - (iv) du stockage et de la gestion des résidus et effluents, et en particulier des résidus issus de la Production Minière ou de la Production Minière Anticipée.
- (b) la prévention et/ou le traitement de tout déversement et/ou déchet dans le cadre des activités du Projet afin de neutraliser ou de minimiser leur effet sur la nature ;
- (c) la promotion ou le maintien du cadre de vie et de l'état de santé général des populations avoisinantes du Périmètre du Projet ;
- (d) la prévention et la gestion du VIH/SIDA au niveau local ; et
- (e) la mise en œuvre d'une gestion efficace des déchets dans le cadre des activités du Projet en atténuant leur production, en promouvant leur recyclage et en assurant leur sécurité totale, et pour les déchets non recyclés, de les éliminer d'une manière appropriée pour la protection de l'environnement, à condition d'obtenir les autorisations nécessaires à cette fin.

37.2 Gestion des zones protégées

Les Parties reconnaissent que le Périmètre Minier est adjacent à l'aire centrale de la réserve de la biosphère des Monts Nimba, qui est inscrite au Patrimoine Mondial.

Les Parties prendront toutes les mesures nécessaires pour préserver et protéger l'environnement et plus particulièrement la zone inscrite au Patrimoine Mondial et confirment à cet effet leur engagement de suivre les dix-huit recommandations (figurant en **Annexe 7** à la présente Convention) émises par le Comité du Patrimoine Mondial en décembre 1993.

En particulier, les Parties s'engagent à faire participer les institutions internationales et les organisations non gouvernementales qui ont participé à la révision des limites du site du Patrimoine Mondial, à prendre part à l'élaboration de la convention sur l'environnement devant être conclue entre les Parties en application desdites recommandations.

Ces institutions internationales et organisations non gouvernementales comprennent :

- (i) le Centre du Patrimoine Mondial ;
- (ii) le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ;

- (iii) le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) ;
- (iv) l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) ;
- (v) le CEDI ; et
- (vi) Guinée Écologie.

(les « **Parties Prenantes Environnementales** »)

Le Centre de Gestion de l'Environnement des Monts Nimba (CEGENS), constitué en application desdites recommandations, y sera également invité en sa qualité d'agent gouvernemental chargé de veiller à l'application correcte de la convention sur l'environnement devant être conclue entre les Parties

De la même manière, les institutions internationales et organisations non gouvernementales, en ce compris le CEGENS, visées au présent Article, seront consultées lors de l'élaboration de l'Étude d'Impact.

37.3 Patrimoine culturel

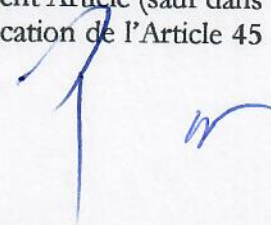
Dans l'hypothèse de la découverte d'un site archéologique, la Phase de Développement devra être précédée, aux frais de la Société, par des études appropriées à l'intérieur du périmètre concerné, menées par les prestataires de services compétents.

S'il venait à être identifié des vestiges de l'héritage culturel national, meubles ou immeubles, au cours des activités de recherche, la Société s'engage à ne pas déplacer ces éléments, et à en informer sans délai les autorités administratives. La Société s'engage à participer aux frais de récupération de ces vestiges.

Article 38 – Stabilisation Législative

- 38.1 Sous réserve que l'État n'ait pas notifié que la Société et/ou l'Investisseur ont commis un manquement grave à leurs obligations au titre de la présente Convention et/ou des lois applicables (y compris les obligations qui ne constituent pas un Cas de Résiliation), l'État s'engage à garantir à l'Investisseur et à la Société, le maintien et l'application des stipulations de la présente Convention, pendant une période allant de la date de la Convention Initiale jusqu'à la date tombant quinze (15) ans à compter de la Date de Stabilisation (la « **Période de Stabilisation** »), de telle sorte que toute modification ayant été apportée à la loi, à la législation ou aux réglementations, arrêtés et règles Guinéennes depuis la date d'entrée en vigueur de la Convention Initiale, ou qui y serait apportée pendant la Période de Stabilisation (ou aux modalités de leur interprétation et de leur application) (en ce compris notamment le Code Minier de 2011, sauf stipulation contraire expresse de la présente Convention) ne sera pas opposable à la Société ou à l'Investisseur à moins que la Société ou l'Investisseur n'en convienne autrement par écrit.

Lorsqu'un manquement grave notifié par l'État a été (i) remédié à la satisfaction de l'État (agissant raisonnablement) ou (ii) contesté par la Société et/ou l'Investisseur (cette contestation devant s'effectuer conformément aux stipulations de l'Article 45), un tel manquement grave est réputé ne pas exister pour les besoins du présent Article (sauf dans l'hypothèse où une décision définitive et exécutoire rendue en application de l'Article 45 confirmerait l'existence d'un tel manquement grave).



Dans l'hypothèse où une modification a été apportée (ou serait apportée) à la loi, à la législation ou aux réglementations, arrêtés et règles Guinéennes depuis la date d'entrée en vigueur de la Convention Initiale ou pendant la Période de Stabilisation, et qu'une telle modification est considérée par l'Investisseur et/ou la Société comme leur étant favorable, celle-ci sera applicable à l'Investisseur et/ou la Société sur simple notification adressée à l'État, sous réserve toutefois que, dans l'hypothèse où cette modification :

- (a) contiendrait une quelconque condition expresse, directe et obligatoire devant être remplie pour qu'une disposition particulière s'applique ; et
- (b) cette condition ne constituerait pas une discrimination à l'encontre de l'application de la disposition pertinente à l'Investisseur ou à la Société,

alors, l'Investisseur et/ou la Société seront tenus, à leur discrétion, soit (i) de satisfaire à cette condition pour pouvoir bénéficier de la modification concernée, soit (ii) de renoncer à leur droit de bénéficier de modification concernée.

38.2 Dans l'hypothèse où l'Investisseur et la Société estimeraient qu'il existe des raisons valables, raisonnables et justifiées de prolonger l'application de la Période de Stabilisation, les Parties se réuniront pour discuter de bonne foi de cette prolongation.

38.3 Lorsque, à l'issue de la Période de Stabilisation, l'application d'une modification du régime légal ou réglementaire applicable à l'Investisseur ou à la Société serait identifiée par ces derniers comme ayant un effet économique ou fiscal négatif sur l'Investisseur ou la Société, alors :

- (a) la ou les modifications correspondantes au régime légal ou réglementaire ne seront pas applicables à l'Investisseur, à la Société ou au Projet jusqu'à la date à laquelle les Parties conviennent de la façon dont ces dispositions doivent s'appliquer à l'égard du Projet. Les Parties devront chacune activement contribuer de bonne foi à ces discussions ; et
- (b) L'État s'engage à ne pas refuser indûment tout autre consentement ou approbation qu'il pourrait accorder à l'égard du Projet en raison d'une prolongation de la Période de Stabilisation conformément au présent Article 38.3.

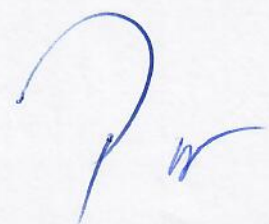
Article 39 – Garanties Économiques et Financières

39.1 Sous réserve des stipulations de la présente Convention, l'État pendant toute la durée de la présente Convention, n'instruira, ni n'édicterà, à l'égard de l'Investisseur, de la Société ou de leurs sous-traitants, aucune mesure impliquant une restriction aux conditions dans lesquelles la législation applicable permet :

- (i) Le libre choix par l'Investisseur ou la Société des fabricants et sous-traitants ;
- (ii) La libre importation des marchandises, matériaux, matériels, machines, pièces de rechange et biens consommables ; et
- (iii) La libre circulation à travers la Guinée des matériels et biens visés à l'alinéa précédent, ainsi que de toutes substances et tous produits provenant des activités de recherche, d'exploitation et de transformation.

P n

- 39.2 Sous réserve des stipulations de la présente Convention, la Société pourra exporter ses produits et les commercialiser librement.
- 39.3 Si la Société met fin à ses activités avant l'expiration de la présente Convention, les dispositions du Code Minier de 1995 et de l'Acte Uniforme OHADA sur le Droit des Sociétés Commerciales et du GIE seront applicables.
- 39.4 L'Investisseur, la Société et/ou leurs sous-traitants directs seront autorisés à importer librement tous matériels et produits directement nécessaires aux activités d'extraction et de production conformément aux stipulations douanières de la présente Convention.
- 39.5 Sous réserve des stipulations de la présente Convention, l'État garantit à l'Investisseur, à la Société et à ses sous-traitants directs pendant toute la durée de la présente Convention :
- (a) La libre conversion et le libre transfert des fonds destinés au règlement de toute dette (principal et intérêts) en devises étrangères vis-à-vis des fournisseurs et des créanciers non guinéens ;
 - (b) La libre conversion et le libre transfert :
 - (i) des bénéfices nets à distribuer aux actionnaires non guinéens ; et
 - (ii) de toutes sommes affectées au remboursement et au service des intérêts des financements obtenus par l'Investisseur ou la Société auprès d'institutions non guinéennes et de société affiliées, après règlement de tous impôts, taxes et droits imposés par la présente Convention;
 - (c) La libre conversion et le libre transfert des bénéfices et des fonds provenant de la liquidation d'actifs, après paiement de tous impôts, taxes et droits imposés par la présente Convention ;
 - (d) La libre conversion et le libre transfert des fonds nécessaires à la Société pour lui permettre de faire face à l'ensemble de ses coûts d'exploitation et d'investissements et effectuer les paiements nécessaires à ses fournisseurs pour les biens et services achetés à l'étranger.
- 39.6 L'État garantit la libre conversion et le libre transfert à l'étranger de l'épargne des membres du personnel expatrié de la Société qui seront effectués conformément aux dispositions de la réglementation des changes applicable en République de Guinée.
- 39.7 La Société est autorisée pendant toute la durée de la présente Convention à ouvrir en son nom des comptes en devises étrangères :
- (i) auprès de la Banque Centrale de la République de Guinée ;
 - (ii) auprès de banques primaires installées en Guinée ; et
 - (iii) auprès de banques étrangères installées hors de Guinée.



39.8 Une proportion raisonnable du chiffre d'affaires de la Société sera domiciliée dans des banques guinéennes ou installées en Guinée. En tout état de cause, cette proportion devra tenir compte des préoccupations suivantes :

- (i) assurer la gestion de la trésorerie de la Société de façon souple, sans surcoût ou perte pour elle ;
- (ii) refléter dans la comptabilité nationale de la Guinée l'ensemble des opérations et mouvements financiers correspondant aux activités de la Société ; et
- (iii) donner la préférence aux institutions bancaires guinéennes ou installées en Guinée, à qualité de services et à coûts égaux.

39.9 La Société sera autorisée à tenir ses comptes en Euros ou en USD.

39.10 En contrepartie des garanties visées au présent Article, la Société s'engage à fournir à l'État dans les quinze (15) jours calendaires de leur ouverture, les références utiles de tout compte bancaire ouvert à l'étranger pour les besoins du Projet

Article 40 – Garanties foncières et minières

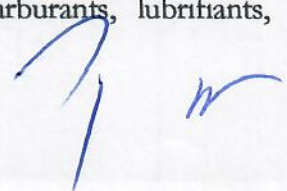
40.1 Pour les besoins des activités prévues par la présente Convention, l'Investisseur, la Société et ses sous-traitants directs bénéficient de la part de l'État des garanties ci-après, conformément à la législation et à la réglementation applicables et aux conditions de la présente Convention :

- (i) la libre et paisible exploitation des moyens permettant d'exercer les activités, objet de la présente Convention, étant entendu que la Société assurera par tout moyen légal à sa disposition la sécurité de ses installations et de ses opérations, de ses actifs et de son personnel ;
- (ii) l'occupation et l'utilisation par la Société de tous les terrains, rivières et cours d'eau nécessaires aux travaux de recherche, de développement et/ou de transformation des gisements faisant l'objet de la Concession Minière ; et
- (iii) la Société aura le droit, dans le Périmètre Minier, à ses frais et conformément à la législation applicable notamment en matière environnementale et sous réserve des droits de propriété et d'exploitation préexistants, de couper le bois nécessaire à ses travaux et de s'approprier et d'utiliser ledit bois, la terre, les pierres, le sable, les graviers, la chaux, les pierres à plâtre, les chutes d'eau et tous autres matériaux et éléments qui seraient nécessaires pour réaliser le Projet.

Article 41 – Garanties administratives

Sous réserve des stipulations de l'Article 31 et des stipulations douanières énoncées dans la présente Convention, la Société pourra déterminer librement les modalités selon lesquelles son personnel, ses équipements et matériels, ainsi que ceux de ses sous-traitants, se rendront, reviendront et auront accès au Périmètre du Projet en République de Guinée, permettant leur acheminement dans les meilleures conditions de prix et délais.

L'État reconnaît le droit de la Société et de l'Investisseur d'importer librement en République de Guinée (y compris via le Libéria) tous marchandises, matériaux, carburants, lubrifiants,



équipements, machines, pièces de rechange et services requis, directement ou indirectement, pour le développement ou l'exploitation du Projet et de toutes infrastructures et installations y relatives, sans autre restriction que celles prévues par la présente Convention et les lois applicables

L'État reconnaît en outre que l'Investisseur, en tant que société minière détenant une concession minière valide, sera autorisé à s'approvisionner librement en carburants et lubrifiants sur le marché libre, sans obligation de s'approvisionner en carburants et lubrifiants auprès d'un fournisseur agréé par l'État.

Titre VII

REGIME FISCAL ET DOUANIER

Article 42 – Principes de répartition des revenus du Projet

42.1 Les Parties conviennent que la part des revenus à laquelle l'État a droit en vertu de la présente Convention sera constituée :

- (i) des impôts et autres paiements similaires dus à l'État conformément au régime fiscal et douanier prévu à l'**Annexe 4** ;
- (ii) des dividendes payables par la Société à l'État en tant qu'actionnaire de la Société ;
et
- (iii) dans le cas où la production du Projet est évacuée par le Libéria (en utilisant l'Option Libérienne ou autrement), la Redevance Additionnelle.

42.2 Redevance Additionnelle

- (i) A compter de la Date d'Entrée en Vigueur de l'Avenant et aussi longtemps que la Société détiendra un titre minier valide couvrant le Périmètre Minier, la Société paiera à l'État une redevance (en plus des taxes et paiements similaires prévus par l'**Annexe 4**) pour chaque tonne sèche de minerai de fer vendue ou transférée du Projet qui est évacuée par le Libéria, que ce soit par le biais de l'Option libérienne ou autrement (la « **Redevance Additionnelle** »).
- (ii) Sous réserve des stipulations du présent Article 42.2, l'obligation de payer la Redevance Additionnelle naît à compter de la vente ou du transfert d'une tonne sèche de minerai ou de concentré qui est : (a) extraite du Périmètre Minier, y compris dans le cadre de la Production Anticipée ou autrement ; et cumulativement (b) évacué du Périmètre Minier par le Libéria (y compris par l'utilisation de l'Option Libérienne) (le « **Produit Concerné** »).
- (iii) La Redevance Additionnelle doit être inscrite dans les comptes de la Société sur une base trimestrielle et calculée conformément à la procédure décrite au paragraphe (v) ci-dessous. Dans les trente (30) jours à compter de la fin de chaque Trimestre, la Société devra :
 - a) calculer le montant de la Redevance Additionnelle (le cas échéant) payable à l'État pour ce Trimestre ;

- b) fournir à l'État toute information, détail, dossier et pièce justificative utilisé par la Société pour calculer la Redevance Additionnelle ; et
- c) payer la Redevance Additionnelle à l'État en USD, en fonds immédiatement disponibles, sans aucune demande, déduction, retenue ou compensation.
- (iv) L'État a le droit de contester le calcul et les paiements effectués par la Société pour un Trimestre donné, conformément aux stipulations de l'Article 45. Si, à la suite d'une telle contestation, il est déterminé que la Redevance Additionnelle payable pour ce Trimestre est différente du montant effectivement payé par la Société, la Redevance Additionnelle payable au cours du Trimestre suivant sera ajustée pour refléter la différence.
- (v) La Redevance Additionnelle est calculée selon la formule suivante :

Prix du Produit Concerné (en USD) par tonne sèche	Redevance Additionnelle (en USD par tonne sèche)
inférieur ou égal à 47,50	0,825
entre 47,51 et 72,00	1,50
supérieur à 72,00	2,00

Le « prix du Produit Concerné » sera déterminé par référence au prix dudit Produit Concerné au jour de son chargement dans un navire, évalué en utilisant l'indice « IODEX Iron ore fines 62 % Fe (IODBZ00) » publié par S&P Global Platts, sans aucun ajustement ni variation (l'« **Indice de Redevance** »). Si, après la Date d'Entrée en Vigueur de l'Avenant, d'autres indices sont publiés par S&P Global Platts pour l'indice IODEX Iron ore fines 62 % Fe, les Parties devront alors déterminer de bonne foi si ces indices peuvent également être utilisés à cet effet.

Dans l'hypothèse où l'Indice de Redevance ne serait plus publié, les Parties devront s'accorder sur un indice de substitution, étant toutefois précisé que jusqu'à ce que les Parties s'accordent sur un tel indice de substitution, le « prix du Produit Concerné » sera déterminé conformément à la toute dernière publication de l'Indice de Redevance.

Dans l'hypothèse où les Parties ne parviendraient pas à convenir d'un indice de substitution dans un délai de trente (30) Jours Ouvrables à compter de la date à laquelle l'Indice de Redevance cesse d'être publié, cet indice sera déterminé par un Expert Indépendant désigné conformément à l'Article 45.2.

- (vi) Sans limiter les droits de l'État en cas de violation du présent Article par la Société ou l'Investisseur, tout montant de Redevance Additionnelle non payé par la Société à son échéance donnera lieu à l'application d'un intérêt de retard au taux LIBOR USD 12 mois plus 8 %.
- (vii) Toute Redevance Additionnelle payée par la Société sera déductible aux fins du calcul du Résultat d'Exploitation et du bénéfice net imposable de la Société.

Article 43 - Régime fiscal et douanier applicable au Projet

Les Parties conviennent que les stipulations de **PAnnexe 4** constituent le régime fiscal et douanier applicable au Projet.

Titre VIII

STIPULATIONS FINALES

Article 44 – Cessions

44.1 Transfert de la Concession Minière ou des droits et obligations découlant de la présente Convention

La Société ou l'Investisseur ne peut confier, céder ou transférer tout ou partie des droits et obligations que leur reconnaît la présente Convention sans l'approbation préalable du Ministre, laquelle ne peut être refusée sans motif légitime. Cette approbation sera subordonnée à :

- (a) la condition que la Société et l'Investisseur soient en règle en ce qui concerne leurs obligations en vertu de la présente Convention et du droit guinéen applicable ;
- (b) la condition que le cessionnaire dispose de capacités techniques et financières suffisantes pour se conformer aux obligations découlant de la présente Convention ; et
- (c) la condition que tous les impôts applicables qui sont dus et payables par la Société à la date de la cession aient été dûment payés.

Toute cession de participation détenue dans la Société devra être effectuée dans le respect des conditions fixées par les statuts de la Société, et après que le cessionnaire ait formellement accepté par écrit de souscrire à toutes les obligations du cédant résultant de la présente Convention, des statuts de la Société et de sa participation dans la Société.

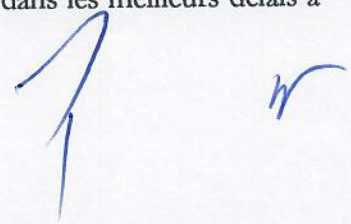
44.2 Changement de Contrôle

Sous réserve de l'Article 44.3, tout changement de Contrôle direct ou indirect de la Société sera soumis à l'approbation préalable du Ministre, qui ne peut la refuser sans motif légitime.

Par exception, toute cession directe ou indirecte d'actions de l'Investisseur ou de la Société à une Affiliée (une « **Affiliée Cessionnaire** ») sera réputée, aux fins du présent Article, ne pas constituer un changement de Contrôle, sous réserve que dans l'hypothèse où cet Affiliée Cessionnaire cesserait à tout moment d'être une Affiliée, alors l'Investisseur ou la Société, selon le cas, devront immédiatement assurer le retour des actions concernées à l'Investisseur ou à la Société, selon le cas.

Tout changement de Contrôle et toute cession directe ou indirecte d'actions au profit d'une Affiliée Cessionnaire, devra néanmoins être notifié au Ministre dans les meilleurs délais à compter de sa réalisation.

44.3 Sortie d'HPX du Projet



À tout moment avant la date tombant douze (12) mois à compter de la date de la Première Production Commerciale, l'Investisseur et la Société devront s'assurer que HPX conserve le Contrôle de la Société, sauf dans les cas suivants :

- (a) le Partenaire détient le Contrôle sur la Société ;
- (b) HPX et le Partenaire détiennent ensemble le Contrôle sur la Société ; ou
- (c) HPX cesse de détenir le Contrôle de la Société en raison d'une dilution de sa participation indirecte dans le capital social de la Société à la suite d'un appel de fonds lié au financement requis pour le développement ou l'exploitation du Projet.

Afin d'éviter toute ambiguïté, l'approbation du Ministre ne sera pas requise en cas de changement de Contrôle intervenant en application des Articles 44.3(a) à (c) ci-dessus.

Article 45 – Règlements des différends

45.1 Tentative de règlement amiable

Tout différend entre les Parties au sujet de la validité, de l'interprétation ou de l'exécution des termes et conditions de la présente Convention ou de leurs obligations aux termes de la législation applicable au Projet ou à tout titre minier détenu par la Société en vertu de la présente Convention, fera l'objet, en premier lieu, d'une tentative de règlement amiable, à laquelle chacune des Parties s'engage à participer de bonne foi.

À défaut de règlement amiable du différend dans un délai de soixante (60) jours calendaires à compter de la notification faite par une Partie aux autres Parties, chacune des Parties pourra mettre en œuvre les stipulations du présent Article portant sur la mise en œuvre d'une procédure d'expertise ou d'une procédure d'arbitrage.

45.2 Expertise

Chaque Partie pourra décider de soumettre à un expert reconnu les différends touchant aux aspects techniques du Projet

Dans l'hypothèse où une Partie décide de résoudre un différend technique conformément aux stipulations du présent Article, les Parties conviennent de soumettre ce différend à une procédure d'expertise administrée, conformément aux Règles relatives à l'Administration des Procédures d'Expertise de la Chambre de Commerce Internationale.

Les Parties peuvent désigner conjointement un expert pour confirmation par le Centre international d'ADR de la CCI (le « **Centre international d'ADR/RAD** ») dans les dix (10) Jours Ouvrables suivant la demande d'une Partie de mettre en œuvre une procédure d'expertise.

Dans ce cas, les Parties pourront choisir un expert indépendant parmi les sociétés de consultants ou les experts miniers reconnus au niveau international pour leur compétence sur le sujet en cause (l'« **Expert Indépendant** »).

Dans l'hypothèse où les Parties ne s'accorderaient pas sur l'identité de l'Expert Indépendant dans le délai de dix (10) Jours Ouvrables, le Centre international d'ADR/RAD désignera l'Expert Indépendant

Les Parties auront le droit d'être entendues et/ou de présenter des observations écrites à l'Expert Indépendant

La langue dans laquelle la procédure d'expertise sera conduite est le français.

Jusqu'à la communication aux Parties du rapport de l'Expert Indépendant, les Parties fourniront à l'Expert Indépendant la documentation pouvant raisonnablement être exigée par l'Expert Indépendant dans le cadre de sa mission.

L'Expert Indépendant communiquera aux Parties son rapport dans les six (6) mois suivant sa saisine, sauf accord contraire conclu entre les Parties et l'Expert Indépendant.

Les frais et honoraires de l'Expert Indépendant seront négociés conjointement par les Parties et réglés à parts égales entre l'Investisseur et/ou la Société d'une part, et l'État d'autre part.

Si le différend n'a pas été réglé après notification par le Centre international d'ADR/RAD de l'achèvement de la procédure d'expertise administrée, il sera tranché définitivement dans le cadre d'une procédure d'arbitrage conformément aux stipulations de la présente Convention.

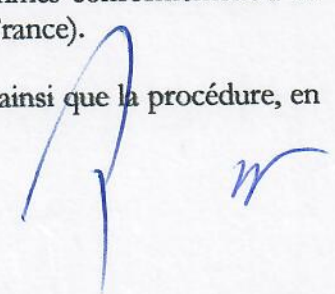
45.3 Arbitrage

Les Parties consentent de soumettre tout différend technique qui n'aurait pas été réglé par application des stipulations des Articles 45.1 et 45.2, ou tout différend non technique qui n'aurait pas été réglé par application des stipulations de l'Article 45.1, au Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États (le « **CIRDI** ») en vue de son règlement par arbitrage, conformément aux dispositions de la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États (la « **Convention CIRDI** »).

Il est expressément stipulé par la présente Convention que le Projet est un investissement. Les Parties conviennent par la présente Convention que la Société est, à la date de signature de la présente Convention, Contrôlée par l'Investisseur qui a son siège à Jersey, et qu'elle sera considérée, aux fins de la Convention CIRDI, comme un ressortissant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Tout tribunal arbitral constitué conformément au présent Article se composera de trois (3) arbitres : un désigné par l'État, un désigné par la Société et/ou l'Investisseur, selon le cas, et un troisième, qui sera le président, désigné d'un commun accord par les deux (2) autres arbitres ou, à défaut d'un tel accord dans un délai de trente (30) jours calendaires suivant la désignation des deux (2) autres arbitres, par le Président du Conseil administratif du CIRDI conformément aux dispositions de la Convention CIRDI

Dans l'éventualité où l'arbitrage du CIRDI ne pourrait pas s'appliquer, les Parties conviennent que tous les différends découlant de la présente Convention ou en relation avec celle-ci seront tranchés définitivement suivant le Règlement d'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale de Paris par trois (3) arbitres nommés conformément à ce Règlement. Cette procédure d'arbitrage aura son siège à Paris (France).

Les audiences auront lieu à Paris (France) et seront conduites, ainsi que la procédure, en langue française.



Le consentement donné dans cet Article 45 est considéré comme satisfaisant aux exigences suivantes :

- (i) un consentement écrit des Parties de soumettre à l'arbitrage un différend juridique découlant directement d'un investissement pour l'application du chapitre II de la Convention CIRDI ;
- (ii) une « convention écrite » pour l'application de l'article II de la Convention des Nations Unies pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères, conclue à New York, le 10 juin 1958 (ci-après la « **Convention de New York** ») ; et
- (iii) une « convention d'arbitrage » pour l'application de l'article 6 du Règlement d'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale de Paris.

Il est convenu que les différends découlant de la présente Convention sont des différends satisfaisant aux critères de compétence du CIRDI visés à l'article 25 de la Convention CIRDI.

Les Parties reconnaissent que la décision rendue suite à un arbitrage en vertu de la présente Convention sera exécutoire, définitive et sans appel.

Les Parties renoncent irrévocablement à tout droit de se prévaloir de l'immunité de juridiction devant tout tribunal ou dans le cadre de toute procédure judiciaire (que ce soit par avis d'opposition, saisie avant jugement, saisie en faveur de l'exécution, immunité souveraine ou autre) et d'exécution, pour elles-mêmes et leurs actifs respectifs, indépendamment de la nature commerciale ou non commerciale desdits actifs (incluant tout compte bancaire leur appartenant), i) aux fins de toute procédure devant une autorité judiciaire ou un tribunal arbitral et consentent donc expressément à l'exécution et à la mise en œuvre sur leurs actifs de toute décision judiciaire et de toute sentence arbitrale définitive rendues en vertu du présent Article et ii) aux fins de l'application et de l'exécution de toute mesure provisoire ou conservatoire et de toute décision d'exequatur rendue par une autorité judiciaire ou autre. Dans la mesure où les Parties ont ou pourront acquérir par la suite une telle immunité de juridiction ou d'exécution pour elles-mêmes et leurs actifs respectifs, elles renoncent irrévocablement par les présentes à cette immunité à l'égard de leurs obligations aux termes de la présente Convention.

Article 46 – Droit Applicable

Le droit applicable à la présente Convention est le droit de la République de Guinée.

Les Parties reconnaissent et conviennent expressément que la présente Convention contient des stipulations qui s'ajoutent ou s'écartent du régime légal et réglementaire existant à la Date d'Entrée en Vigueur de l'Avenant. Les Parties conviennent expressément d'être liées par les stipulations de la présente Convention (y compris les références aux lois applicables à la date de la Convention Initiale et du Code Minier de 1995) et, en cas de contradiction ou d'incompatibilité entre les stipulations de la présente Convention et toute disposition légale ou réglementaire qui serait autrement applicable, les stipulations de la présente Convention prévalent.



Article 47 – Entrée en vigueur et durée

La présente Convention entrera en vigueur à compter de la date à laquelle l'ensemble des conditions suivantes sera satisfaite (ou aura fait l'objet d'une renonciation écrite, expresse et non-équivoque par les Parties) :

- (i) La promulgation et la publication, conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 217-I du Code Minier de 2011 (dans sa forme existante à la date du Consentement), dans le Journal Officiel (i) de la loi de ratification de la Convention, (ii) du Décret promulguant la loi de ratification mentionnée au (i), (iii) du Décret ratifiant la Convention, et (iv) de la décision de la Cour Constitutionnelle relative à la conformité à la Constitution de la République de Guinée de la loi de ratification mentionnée au (i) et de la Convention.
- (ii) Le transfert à l'État de la Participation Gratuite.

(cette date étant la « **Date d'Entrée en Vigueur de l'Avenant** »)

Conformément aux articles 18 et 217 du Code Minier de 2011 (dans sa forme existante à la date du Consentement), l'État s'engage à faire ses meilleurs efforts pour permettre le respect de la condition suspensive prévue à l'Article 47(i), dans les meilleurs délais et dès qu'il sera matériellement possible après la date du Consentement.

Avant la Date d'Entrée en Vigueur de l'Avenant, la Convention Initiale continuera de s'appliquer entre les Parties.

Sauf résiliation anticipée dans les conditions prévues aux présentes, la présente Convention restera en vigueur pendant toute la durée de validité de la Concession Minière.

Article 48 – Résiliation anticipée de la Convention

48.1 Résiliation mutuelle

Les Parties peuvent à tout moment décider de mettre fin à la présente Convention par consentement mutuel, auquel cas la Convention sera réputée avoir pris fin automatiquement à la date confirmée par écrit par les Parties.

48.2 Autre cas de résiliation

48.2.1 La présente Convention pourra être résiliée seulement dans l'un des cas suivants (chacun constituant un « **Cas de Résiliation** ») :

- (a) La banqueroute ou dissolution de la Société ou de toute personne Contrôlant la Société ;
- (b) L'émission par l'État d'une Notification de Retard conformément à l'Article 7, et le non-respect par l'Investisseur et la Société des exigences associées découlant des termes de l'Article 7.1(c) ;
- (c) Le refus de la Société de développer le Projet sur la base de l'Option TGR comme voie d'évacuation de la Production Minière lorsque la viabilité de l'Option TGR a été confirmée conformément à l'Article 25.1 ;

- (d) Le refus de l'Investisseur d'engager un Contractant Indépendant pour procéder à une évaluation actualisée de la viabilité du développement et de l'exploitation du Projet lorsqu'il est tenu de le faire conformément à l'Article 26.7.1((b)) ;
- (e) Le refus de la Société d'utiliser l'Option TGR pour l'évacuation de la Production Minière, après la conclusion d'accords contraignants entre les Parties sur chacun des points mentionnés aux Articles 26.7.2(a), (b) et (c), et avec l'exploitant des Infrastructures du TGR conformément à l'Article 26.7.3 ;
- (f) Une Extension du Projet constituant une Déviation Matérielle par rapport à l'étendue et aux opérations du Projet définies dans l'Étude de Faisabilité Bancable est intervenue et la Société a manqué de façon importante à ses obligations en vertu de l'Article 33 ; ou
- (g) La Société ou l'Investisseur transfèrent leurs droits et obligations respectifs en vertu de la présente Convention, ou un Changement de Contrôle de la Société intervient, sans le consentement du Ministre, lorsque celui-ci est requis conformément à l'Article 44.1 ou 44.2 de la présente Convention.
- (h) HPX s'est retiré du Projet en violation des stipulations de l'Article 44.3.

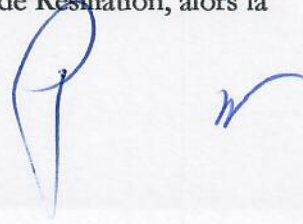
48.2.2 En cas de survenance d'un Cas de Résiliation, l'État peut adresser une notification écrite à la Société et à l'Investisseur conformément aux stipulations de l'Article 55 (*Notifications*) (une « **Notification de Résiliation** »). A réception d'une Notification de Résiliation :

- (a) Lorsque cette Notification de Résiliation est envoyée sur la base de l'Article 48.2.1(b), l'Investisseur et/ou la Société peuvent contester l'émission par l'État de la Notification de Résiliation dans les trente (30) jours suivant la date de réception de ladite notification, conformément à l'Article 45 ;
- (b) Lorsque cette Notification de Résiliation est envoyée en raison d'un Cas de Résiliation autre que celui dont il est question à l'Article 48.2.1(b) , l'Investisseur et/ou la Société :
 - (i) disposera, lorsque le Cas de Résiliation peut être remédié, d'un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la réception de la Notification de Résiliation pour remédier au Cas de Résiliation ; et/ou
 - (ii) pourra contester l'émission par l'État de la Notification de Résiliation dans les quarante-cinq(45) jours suivant la date de réception de cette notification, conformément aux stipulations de l'Article 45.

48.3 Lorsque l'Investisseur et/ou la Société ne remédie pas au Cas de Résiliation (dans la mesure du possible) ou ne conteste pas l'émission par l'État de la Notification de Résiliation, dans chaque cas dans les délais susmentionnés, la Convention sera réputée avoir pris fin automatiquement à la fin de ces délais.

48.4 Dans l'hypothèse où l'Investisseur et/ou la Société :

- (a) remédie au Cas de Résiliation (dans la mesure du possible) dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date de réception de la Notification de Résiliation, alors la



Notification de Résiliation sera réputée avoir été retirée par l'État, et la présente Convention ne sera pas résiliée et demeurera pleinement en vigueur ;

- (b) conteste l'émission de la Notification de Résiliation conformément à l'Article 48.2.2, alors :
- (i) les délais visés au présent Article 48 seront suspendus ; et
 - (ii) la Convention demeurera pleinement en vigueur,

sauf si et jusqu'à ce qu'une décision irrévocable et contraignante soit prise par le biais d'un règlement à l'amiable ou par un tribunal arbitral conformément à l'Article 45 de la présente Convention, qui confirme qu'un Cas de Résiliation s'est produit et que l'État était en droit d'émettre une Notification de Résiliation conformément à l'Article 48.1.

48.5 En cas de résiliation de la présente Convention conformément au présent Article 48, l'Investisseur et la Société devront procéder à la réhabilitation des Sites à Réhabiliter conformément aux stipulations de l'Article 23 de la présente Convention.

48.6 Le fait que l'une des Parties n'exerce pas son droit en présence d'un manquement de l'autre Partie à ses obligations ne peut être interprété comme une renonciation à son droit d'invoquer tout manquement futur par la même Partie à des obligations différentes.

48.7 Nonobstant toute stipulation contraire de la présente Convention, la résiliation de la présente Convention autorise l'État à annuler la Concession Minière par notification écrite mais sans qu'il soit nécessaire d'adresser une mise en demeure additionnelle ou d'accomplir d'autres formalités.

48.8 La résiliation de la présente Convention ne porte pas atteinte à la survie et à la validité des droits et obligations des Parties en vertu des Articles suivants : Article 1 et Annexe 1 (*Définitions et interprétation*), Article 23 (*Réhabilitation et Fermeture*), Article 45 (*Règlement des différends*), Article 46 (*Droit applicable*), Article 48 (*Résiliation anticipée de la Convention*), Article 49 (*Annexes*), Article 55 (*Notification*) et Article 56 (*Langue de la convention et système des mesures*).

Article 49 – Annexes

L'ensemble des Annexes de la présente Convention font partie intégrante de la présente Convention. En cas de contradiction entre les stipulations de la présente Convention et les stipulations d'une Annexe, celles de la présente Convention prévaudront.

Article 50 – Modifications - Renégociation

50.1 Processus de modification de la Convention

Toute modification à la présente Convention ne sera valable que si elle a fait l'objet d'un avenant dûment signé par les Parties et ratifié conformément à la législation applicable à cette ratification au moment de la signature de l'avenant.

50.2 **Équilibre de la Convention**

Les droits et obligations des Parties résultant de la présente Convention tendent à établir, au moment de la signature de ladite Convention, un équilibre économique entre les Parties.

Si au cours de l'exécution de la Convention, des variations très importantes dans les conditions économiques imposent à l'une des Parties des charges significativement plus lourdes que celles prévues au moment de la signature de ladite Convention aboutissant à des conséquences inévitables pour l'une ou l'autre des Parties, il est convenu que les Parties réexamineront les stipulations de la présente Convention dans un esprit d'objectivité et de coopération afin de retrouver l'équilibre initial.

Article 51 – Non-renonciation, nullité partielle

Sauf renonciation expresse par écrit, le fait pour une Partie de ne pas exercer en totalité ou en partie des droits qui lui sont conférés au titre de la présente Convention ne constituera en aucun cas un abandon des droits qu'elle n'a pas exercés.

Si l'une quelconque des stipulations de la présente Convention venait à être déclarée ou réputée nulle et non-applicable, en totalité ou en partie, pour quelque raison que ce soit, une telle déclaration n'aura pas pour effet d'annuler la présente Convention ou d'invalider les autres stipulations de la présente Convention qui resteront en vigueur.

Si une Partie s'estime gravement lésée par cette nullité partielle, elle pourra demander la révision des stipulations concernées de la présente Convention. Les parties s'efforceront alors de convenir d'une solution équitable et appropriée.

Article 52 – Force Majeure

52.1 Pour les besoins de la présente Convention, un « **Cas de Force Majeure** » désigne tout évènement, acte ou circonstance :

- (a) imprévisible, raisonnablement inévitable et hors du contrôle d'une Partie ; et, cumulativement
- (b) qui limite de manière significative, entrave ou rend impossible l'exécution par cette Partie de ses obligations en vertu de la présente Convention et des lois applicables.

52.2 Sans limiter la portée générale de ce qui précède, les évènements suivants peuvent (si les conditions de l'Article 52.1 sont réunies) constituer un Cas de Force Majeure :

- (a) une guerre (déclarée ou non) sur le territoire de la République de Guinée ;
- (b) toute insurrection armée, conflit armé, acte de terrorisme, troubles civils, blocus, émeutes, sabotages, embargos, grèves, lock-out ou autres actions revendicatives ou autres conflits sociaux ;
- (c) toute mesure gouvernementale ou quasi gouvernementale, y compris, mais sans s'y limiter, les expropriations, les nationalisations, les restrictions à l'exportation, les mesures de confiscation, les modifications des lois applicables, les crises financières internationales ou autres évènements économiques mondiaux importants ;

- (d) toutes les catastrophes naturelles, y compris les épidémies et les maladies, les tremblements de terre, les tempêtes, les orages, la foudre, les tornades, les inondations, les éruptions volcaniques, les tsunamis ou autres intempéries et les explosions et incendies ; et
- (e) tout événement ou circonstance de nature analogue à ce qui précède.

Un acte ou un événement ne constitue pas un Cas de Force Majeure lorsqu'il était possible de prévoir de façon pertinente l'événement et que des mesures de précaution auraient raisonnablement pu être prises pour se protéger contre les conséquences de cet acte ou événement.

52.3 Lorsque l'une des Parties se trouve empêchée de remplir l'un quelconque de ses engagements au titre de la Convention ou des lois applicables, en raison de la survenance d'un Cas de Force Majeure dûment notifié en application des présentes :

- (a) la Partie affectée par la survenance de ce Cas de Force Majeure ne sera pas responsable de l'inexécution de ses obligations découlant de la Convention ou des lois applicables imputable à la survenance d'un Cas de Force Majeure ; et
- (b) pendant la durée du Cas de Force Majeure, les obligations affectées par le Cas de Force Majeure seront suspendues et les délais prévus pour leur réalisation seront étendus de la durée du Cas de Force Majeure.

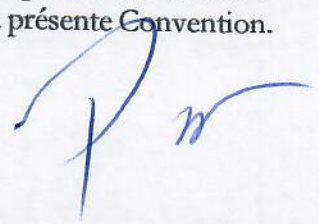
52.4 Si l'une des Parties estime qu'elle se trouve empêchée de remplir l'un quelconque de ses engagements en vertu de la Convention ou des lois applicables en raison d'un Cas de Force Majeure, dûment notifié en application des présentes, cette Partie doit :

- (a) dans un délai de quinze (15) Jours Ouvrables à compter de la date de la survenance ou la révélation d'un Cas de Force Majeure, transmettre à l'autre Partie une notification indiquant le Cas de Force Majeure concerné et les engagements affectés ;
- (b) prendre les mesures nécessaires, raisonnables et légales pour résoudre le problème ayant provoqué le Cas de Force Majeure concerné ;
- (c) prendre toutes les dispositions utiles et raisonnables pour permettre dès que possible la reprise normale de l'exécution des engagements affectés par le Cas de Force Majeure.

Si les effets provoqués par un Cas de Force Majeure perdurent pendant plus de trois (3) mois, les Parties doivent se rencontrer dans les plus brefs délais, puis tous les trente (30) Jours Ouvrables par la suite jusqu'à la disparition du Cas de Force Majeure, afin d'examiner les effets d'un tel Cas de Force Majeure sur l'exécution ultérieure de la Convention.

Les Parties rechercheront toute solution permettant d'adapter les activités du Projet à la nouvelle situation en prenant en particulier toute mesure permettant à l'Investisseur, la Société et à leurs Affiliés de poursuivre le Projet.

Il est précisé que la prolongation dans le temps des effets provoqués par un Cas de Force Majeure ne pourra en aucun cas entraîner la résiliation anticipée de la présente Convention.



Article 53 – Rapports, comptes rendus inspections et confidentialité

53.1 La Société, ses Affiliées, et sous-traitants, en ce qui les concerne, s'engagent pour la durée de la présente Convention :

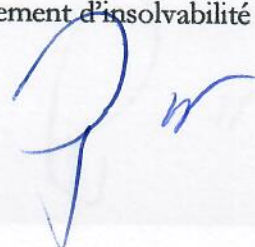
- (a) A tenir en Guinée une comptabilité sincère, véritable et détaillée de leurs opérations, accompagnée des pièces justificatives permettant d'en vérifier l'exactitude. Cette comptabilité, établie conformément au Plan Comptable National, sera contrôlée par les représentants de l'État spécialement mandatés à cet effet ;
- (b) A permettre le contrôle par les représentants de l'Etat, dûment autorisés, de tous comptes ou écritures se trouvant à l'étranger et se rapportant à leurs opérations en Guinée.

53.2 Sous réserve des Articles 24.3 et 29.7, toutes informations portées par la Société ou l'Investisseur à la connaissance de l'État en application de la présente Convention seront considérées comme confidentielles, et l'État ne devra pas, pendant toute la durée de la Convention, révéler à des tiers sans avoir obtenu le consentement préalable de la Société ou de l'Investisseur, toutes informations confidentielles que celle-ci/celui-ci portera à sa connaissance.

Article 54 – Déclarations et garanties

54.1 La Société déclare et garantit à l'État, à la date des présentes et à la Date d'Entrée en Vigueur de l'Avenant, que :

- (a) son représentant est dûment autorisé à conclure la présente Convention et a le pouvoir de lier valablement la Société ;
- (b) il ne fait l'objet d'aucune sanction internationale ou enquête pénale internationale pour fraude, corruption ou blanchiment d'argent ;
- (c) elle a été constituée conformément à l'Acte Uniforme OHADA sur le Droit des Sociétés Commerciales et le GIE et tous ses organes d'administration et de direction ont été valablement constitués et nommés ;
- (d) elle est en mesure d'exécuter ses obligations en vertu des lois applicables, de la Convention et/ou de la Concession Minière ;
- (e) il n'existe aucun différend juridique, administratif, arbitral ou autre, impliquant la Société et/ou ses Affiliées, susceptible d'affecter la capacité de la Société à respecter ses engagements et d'exécuter ses obligations en vertu du droit applicable et de la présente Convention ;
- (f) elle ne fait l'objet d'aucune procédure d'insolvabilité, de liquidation ou de faillite devant une juridiction ;
- (g) elle n'est pas en état d'incapacité de payer ses dettes à leur échéance ;
- (h) elle ne fait l'objet d'aucune procédure visant à obtenir un jugement d'insolvabilité ou de faillite ou d'une requête en liquidation judiciaire ;



- (k) ni elle, ni la Société, ni aucune de ses Affiliés, ni aucune personne ou entité agissant de sa propre initiative ou en leur nom, ni aucun de ses actionnaires ou employés, n'a offert ou fait une offre, promesse, don ou avantage aux personnes mentionnées à l'article 154 du Code Minier de 2011(dans sa forme existante à la date du Consentement) en violation dudit article, en relation avec la conclusion de la présente Convention ; et
- (l) à la Date d'Entrée en Vigueur de l'Avenant, il détiendra l'intégralité des actions ayant droit de vote de la Société, à l'exception de celles détenues par l'État et Mifergui-Nimba.

54.3 L'État déclare et garantit à l'Investisseur et à la Société, à la date des présentes et à la Date d'Entrée en Vigueur de l'Avenant, que :

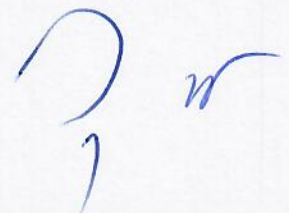
- (a) le Ministre est, conformément aux articles 18 et 217 du Code Minier de 2011(dans sa forme existante à la date du Consentement), l'autorité compétente pour signer la présente Convention et a obtenu l'avis favorable des organismes compétents et l'autorisation du Conseil des Ministres avant cette signature ;
- (b) la signature de la présente Convention par le Ministre du Budget est conforme aux lois applicables ;
- (c) la signature de la présente Convention par l'État, l'exécution de ses obligations et l'exercice des droits que lui confère la présente Convention ne constituent pas une violation par l'État des lois et accords applicables auxquels l'État est partie ;
- (d) il n'existe aucun titre minier de prospection ou d'extraction de minerai de fer sur le Périmètre Minier, à l'exception de la Concession Minière ; et
- (e) L'État n'a octroyé ni autorisé aucun chevauchement ou croisement entre les périmètres couverts par d'autres droits miniers et le Périmètre Minier.

Article 55 – Notifications

55.1 Sauf convention contraire entre les Parties, toute notification donnée en vertu des présentes le sera sous la forme écrite et remis au destinataire en mains propres, par courrier, par courriel ou par fax.

Toute notification est réputée valablement transmise :

- (i) dans le cas d'une remise en mains propres ou par courrier, le jour de la remise ;
- (ii) dans le cas d'un envoi par courriel, le jour de la réception de la preuve de transmission par l'expéditeur ;
- (iii) en cas d'envoi par fax, le jour de la réception par l'expéditeur d'un message du fax indiquant le numéro de téléphone du destinataire et le résultat de la transmission (indiquant un nombre de pages reçues correspondant au nombre de pages envoyées et le message « OK »), ou tout autre type de confirmation similaire.



55.2 Les notifications devront être effectuées à l'aide des informations suivantes :

(i) dans le cas d'une notification adressée à l'État :

A l'attention du Ministre des Mines et de la Géologie
Ministère des Mines et de la Géologie ; Boulevard du Commerce - BP 295 ; Quartier
Almamy, Commune de Kaloum
Conakry
République de Guinée
Fax : Non disponible
Courriel : info@mines.gov.gn

(ii) Dans le cas d'une notification adressée à la Société :

Le Conseil d'Administration
Société des Mines de Fer de Guinée
Résidence Jeaninne, 3eme étage,
Camayenne, Dixinn, Conakry
République de Guinée
Fax : +1 (604) 682-2060
Courriel : sam@ivancorp.net

Copie à :

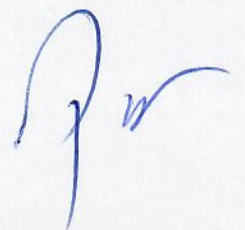
Le Conseil d'Administration
HPX Nimba Holdings Inc.
Craigmuir Chambers,
Road Town, Tortola,
VG1110, Iles Vierges Britanniques
Fax : +1 (604) 682-2060
Courriel : sam@ivancorp.net

(iii) Dans le cas d'une notification adressée à l'Investisseur :

Le Conseil d'Administration
Euronimba Limited
First Floor, Osprey House
5-7 Old Street,
St Helier
Jersey JE2 3RG
Fax : +1 (604) 682-2060
Courriel : sam@ivancorp.net

Copie à :


Le Conseil d'Administration
HPX Nimba Holdings Inc.
Craigmuir Chambers,
Road Town, Tortola,
VG1110, Iles Vierges Britanniques
Fax : +1 (604) 682-2060
Courriel : sam@ivancorp.net



Article 56 – Langue de la Convention et système de mesures

- 56.1 La présente Convention est rédigée en langue française. La traduction anglaise de la présente Convention figure en **Annexe 6** aux présentes. Elle est faite dans le but exclusif d'en faciliter l'application. Il est expressément précisé qu'en cas de contradiction entre la Convention qui est établie en langue française et la traduction anglaise, la Convention en langue française prévaudra.
- 56.2 Le système de mesures applicable est le système métrique.


* * *
*



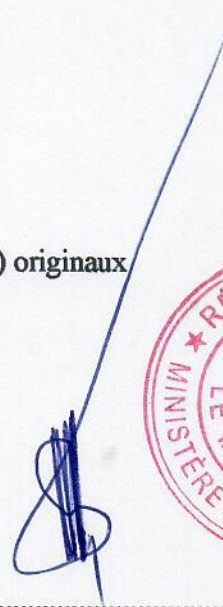
SIGNATURES

Fait à Conakry, à la date précisée en tête du présent acte, en huit (8) originaux

Pour LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE


.....
Monsieur Abdoulaye MAGASSOUBA
Ministre des Mines et de la Géologie

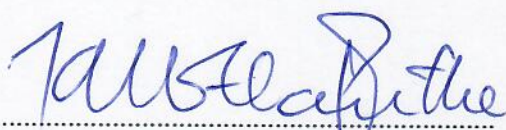







.....
Monsieur Ismaël DIOUBATÉ
Ministre du Budget

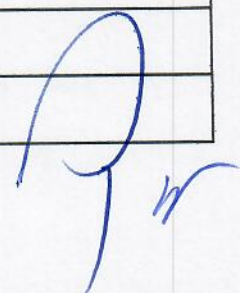
Pour LA SOCIÉTÉ DES MINES DE FER DE GUINÉE Pour EURONIMBA LIMITED


.....
Monsieur Kgalema MOTLANTHE
Président du Conseil d'Administration


.....
Monsieur Eric FINLAYSON
Administrateur

ANNEXE 1 - Définitions et interprétation

Accords de Développement	a le sens qui lui est donné à l'Article 5.3.
Accords Financiers	a le sens qui lui est donné à l'Article 5.1.
Accords Libériens	a le sens qui lui est donné à l'Article 26.2.1.
Acte Uniforme OHADA sur le Droit des Sociétés Commerciales et le GIE	désigne l'Acte uniforme sur les sociétés commerciales et le Groupement d'intérêt économique de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) du 30 janvier 2014 et entré en vigueur le 5 mai 2014.
Activités de Réhabilitation	a le sens qui lui est donné à l'Article 23.3.
Administration des Mines	désigne le Ministère et l'ensemble de ses services centraux et/ou décentralisés.
Affilié(e)	<p>désigne, par rapport à une personne, une filiale de cette personne, une société <i>holding</i> de cette personne ou toute autre filiale de cette société <i>holding</i> :</p> <p>où « filiale » désigne, en relation avec une « société holding », une entité juridique qui :</p> <p>(i) est Contrôlée, directement ou indirectement, par la société <i>holding</i> ;</p> <p>(ii) dans lequel une majorité des droits de vote ou du capital social émis est détenue (légalement et / ou de manière effective) par la société <i>holding</i> ;</p> <p>(iii) dans lequel la société <i>holding</i> est en mesure de déterminer la composition de la majorité de son conseil d'administration ou organe équivalent ; ou</p> <p>(iv) qui est une filiale d'une autre filiale de la société <i>holding</i>.</p>
Affilié Cessionnaire	a le sens qui lui est donné à l'Article 44.2.
Affilié Compétent	a le sens qui lui est donné à l'Article 12.4.
Arrangements Financiers	a le sens qui lui est donné à l'Article 5.1.
Article	désigne tout article de la présente Convention.
Avis de Fermeture	a le sens qui lui est donné à l'Article 23.2.
Banques	a le sens qui lui est donné à l'Article 14.2.



Bonnes Pratiques Minières	désigne les pratiques, actes ou méthodes d'exploration, de développement et/ou d'exploitation (selon le cas) d'une mine à ciel ouvert et des installations connexes tels que reconnus à l'échelle internationale comme étant raisonnables, sûrs et appropriés dans l'industrie, et en agissant conformément (i) aux lois anti-corruption applicables et aux politiques de la Société en matière de lutte contre la corruption et (ii) les normes internationales applicables, y compris les normes de performance en matière de durabilité sociale et environnementale de la Société financière internationale (SFI), les bonnes pratiques environnementales et sociales établies par la Banque Mondiale et les principes d'Équateur.
Cas de Force Majeure	a le sens qui lui est donné à l'Article 52.
Cas de Résiliation	a le sens qui lui est donné à l'Article 48.2.1.
Centre International d'ADR/RAD	a le sens qui lui est donné à l'Article 45.2.
Cessionnaire Étatique	a le sens qui lui est donné à l'Article 27.1.
Chronogramme Définitif	a le sens qui lui est donné à l'Article 7.1(b).
Chronogramme Indicatif	a le sens qui lui est donné à l'Article 7.1(a)
CIRDI	a le sens qui lui est donné à l'Article 4.1.
Code de l'Environnement	désigne l'Ordonnance n° 045 / PRG / SGG du 28 mai 1987 portant Code de protection et de mise en valeur de l'environnement de la République de Guinée telle que modifiée par l'Ordonnance n°022/PRG/SGG/89 du 10 mars 1989 et ses textes d'application.
Code Minier de 1995	a le sens qui lui est donné au Considérant C.
Code Minier de 2011	a le sens qui lui est donné au Considérant E.
Concession Minière	a le sens qui lui est donné au Considérant C.
Conditions de Pleine Concurrence	désigne les conditions qui seraient utilisées dans un accord conclu entre des parties commerciales indépendantes agissant dans des conditions de pleine concurrence et après avoir dûment pris en considération, à des fins de comparaison, les questions commerciales pertinentes, y compris (mais sans s'y limiter) : les services pertinents fournis, les risques supportés par les contreparties, les

	INCOTERMS applicables, les coûts et délais de transport et de fret, et la couverture des assurances.
Conseil d'Administration	désigne le conseil d'administration de la Société.
Consentement	désigne le consentement de l'État au transfert de la totalité du capital social de l'Investisseur à HPX, comme au Considérant G.
Contractant Indépendant	a le sens qui lui est donné dans les Termes de Référence.
Contrôle	<p>signifie, à l'égard d'une personne :</p> <p>(i) le fait de détenir ou contrôler, directement ou indirectement, la majorité des droits de vote pouvant être exercés aux assemblées des actionnaires (ou l'équivalent) de cette personne ; où</p> <p>(ii) le fait d'avoir, directement ou indirectement, le droit de nommer ou de révoquer les administrateurs détenant la majorité des droits de vote pouvant être exercés aux réunions du conseil d'administration (ou l'équivalent) de cette personne ;</p> <p>et les termes « Contrôlant » et « Contrôlé » doivent être interprétés en conséquence ; et un « changement de Contrôle » se produit si une personne qui a le Contrôle d'une personne morale cesse de le détenir ou si une autre personne acquiert le Contrôle de celle-ci.</p>
Convention	désigne la présente convention modifiée et mise à jour.
Convention CIRDI	a le sens qui lui est donné à l'Article 4.1.
Convention Initiale	a le sens qui lui est donné au Considérant C.
Convention de New York	a le sens qui lui est donné à l'Article 45.3(ii).
Conventions sur les Infrastructures	désigne les accords qui seront conclus par la Société relativement à la construction ou à l'utilisation des Infrastructures du Projet dont les modalités dépendent de l'option utilisée pour l'évacuation de la Production Minière à savoir : (i) l'Option TGR ; ou (ii) l'Option libérienne.
Date d'Entrée en Vigueur de l'Avenant	a le sens qui lui est donné à l'Article 47.
Date de Stabilisation	désigne la date qui correspond à la première des dates suivantes à survenir : (i) la Première Production Commerciale ; ou (ii) la date tombant soixante-dix (70) mois après la Date d'Entrée en Vigueur de l'Avenant à condition que cette dernière date puisse être prorogée en

	vertu de l'Article 7.4 du fait des retards qui sont cumulés dans cet Article 7.4 et qui sont documentés et validés par les Parties conformément à l'Article 7.5.
Décret PIN	désigne le décret conférant au Projet le statut de Projet d'Intérêt National conformément aux dispositions des articles L.121.14 à L.121.17 de la loi n° L/98/017/98 portant adoption et promulgation du Code de l'Urbanisme de la République de Guinée.
Direction Nationale des Mines	désigne la Direction Nationale des Mines de la République de Guinée.
Domaine des Personnes Publiques	désigne le domaine privé de l'État et le domaine public de l'État, des autorités locales et des autres personnes publiques conformément aux lois applicables.
Droits Fonciers	a le sens qui lui est donné à l'Article 31.3.1.
Durée Renouvelée	a le sens qui lui est donné à l'Article 9.1.
Déviatiion Matérielle	Désigne : (a) une extension des activités du Projet qui entraînerait une augmentation d'au moins 25 % de la capacité de production du Projet au-delà de la plus élevée des deux valeurs suivantes : (i) la capacité de production établie dans l'Etude de Faisabilité Bancable ; et (ii) la capacité de production existante du Projet au moment de l'Extension proposé ; ou (b) un changement important dans la zone géographique constituant le Périmètre du Projet Minier ; ou (c) une déviation importante et non temporaire du Projet par rapport à celui décrit dans l'Étude de Faisabilité Bancable, de sorte qu'il serait objectivement raisonnable qu'une étude de faisabilité mise à jour soit requise, reflétant les paramètres de cette modification.
Entité de Substance	a le sens qui lui est donné à l'Article 12.3.
Entité Partenaire	a le sens qui lui est donné à l'Article 12.3.
État	désigne la République de Guinée.
Étude d'Impact	a le sens qui lui est donné à l'Article 4.1(g).
Etude d'Impact Initiale	a le sens qui lui est donné à l'Article 13.3.2(b).

Etude de Faisabilité Bancable	a le sens qui lui est donné à l'Article 4.1(f).
Etude de Faisabilité des Opérations Initiales	a le sens qui lui est donné à l'Article 13.3.2(a).
Étude de Préfaisabilité	a le sens qui lui est donné à l'Article 4.1(e).
Étude de Viabilité	a le sens qui lui est donné à l'Article 4.1(a).
Etudes Anticipées	a le sens qui lui est donné à l'Article 13.3.1.
Euros	désigne la monnaie légale des États membres de l'Union européenne qui ont adopté la monnaie unique conformément à la législation de l'Union européenne.
Exigences Relatives au Partenaire	a le sens qui lui est donné à l'Article 12.5.
Expert Indépendant	a le sens qui lui est donné à l'Article 45.2.
Extension	a le sens qui lui est donné à l'Article 33.1.
Financement du Projet	désigne le financement que la Société doit obtenir pour couvrir l'investissement nécessaire à la réalisation des activités du Projet.
FOB	a le sens qui lui est donné dans les INCOTERMS 2010.
Gouvernement Libérien ou Gouvernement du Libéria	désigne, à ce stade, le gouvernement de la République du Libéria.
Groupe du Partenaire	désigne l'Entité Partenaire, et tout Affilié de l'Entité Partenaire
Guinéen	désigne une caractéristique de la République de Guinée ou son peuple.
HPX	a le sens qui lui est donné au Considérant F.
Indice de la Redevance	a le sens qui lui est donné à l'Article 42.2(v)
Infrastructure Publique Existante	a le sens qui lui est donné à l'Article 17.1.
Infrastructures du Projet	a le sens qui lui est donné à l'Article 18.1.
Infrastructures du TGR	désigne les infrastructures requises pour l'utilisation du TGR comme voie d'évacuation de la Production Minière du Projet, y compris les infrastructures ferroviaires, les installations portuaires partagées et les infrastructures

	auxiliaires et de soutien (y compris les installations de carburants).
Infrastructures Libériennes	désigne les infrastructures requises pour l'évacuation de la Production Minière du Projet à travers le Libéria, y compris l'infrastructure visée à l'Article 26.2.1 qui fait l'objet des Accords Libériens.
Investisseur	<i>Euronimba Limited, une société régie par le Droit de Jersey et immatriculée sous le numéro 49971.</i>
Jours Ouvrables	désigne un jour (autre qu'un samedi ou un dimanche) pendant lequel les banques sont normalement ouvertes pour les affaires à Conakry, en République de Guinée.
Mifergui-Nimba	désigne la société Mifergui-Nimba, constituée en Guinée et qui, à la date du Consentement, détenait une participation de 5 % dans la Société.
Ministère	désigne le Ministère des Mines et de la Géologie.
Ministre	désigne le Ministre chargé des Mines et de la Géologie.
Notification de Résiliation	a le sens qui lui est donné à l'Article 48.2.2.
Notification de Retard	a le sens qui lui est donné à l'Article 7.1(c).
Nouveaux PR	a le sens qui lui est donné à l'Article 9.4(a).
Opérations de Développement	a le sens qui lui est donné à l'Article 5.3.
Option Libérienne	a le sens qui lui est donné à l'Article 24.2(ii).
Option TGR	a le sens qui lui est donné à l'Article 24.2(i).
Partenaire	a le sens qui lui est donné à l'Article 12.1.
Participation Gratuite	a le sens qui lui est donné à l'Article 27.1
Partie ou Parties	désigne l'État, l'Investisseur et/ou la Société.
Parties Prenantes Environnementales	a le sens qui lui est donné à l'Article 37.2.
Pays Sanctionné	désigne, à tout moment, un pays, une région ou un territoire qui fait l'objet ou est la cible de Sanctions.
Périmètre du Projet	désigne le périmètre situé sur le territoire de la République de Guinée, qui est nécessaire ou utile à la réalisation du Projet, y compris (i) le Périmètre Minier, (ii) l'emprise terrestre de toute Infrastructure du Projet (y compris les

	infrastructures nécessaires à l'évacuation de la Production Minière et de la Production Minière Anticipée), les équipements, usines et installations, (iii) le périmètre couvert par les Permis de Recherche et tout Nouveau PR auquel la présente Convention est applicable conformément à l'Article 9.4 (c) dont les coordonnées géographiques seront incluses dans l'Étude de Faisabilité Bancable.
Périmètre Minier	désigne le périmètre identifié et indiqué dans la Concession Minière, plus le périmètre de tout Nouveau Permis de Recherche pour lequel la présente Convention s'applique conformément à l'Article 9.4(c).
Période de Stabilisation	a le sens qui lui est donné à l'Article 38.1.
Permis de Recherche	a le sens qui lui est donné au Considérant D, point (ii).
Personnes Affectées	désigne toutes les personnes (autre que celles visées à l'Article 31.2.4) identifiées conformément aux Bonnes Pratiques Minières, subissant un préjudice, y compris tout trouble de jouissance ou libre disposition des terres, résultant des activités du Projet.
Personne Sanctionnée	désigne, à tout moment, (a) toute personne figurant sur une liste de personnes faisant l'objet de sanctions tenue par l' <i>Office of Foreign Assets Control of the U.S. Department of the Treasury</i> , l' <i>U.S. Department of State</i> , le Conseil de Sécurité des Nations Unies, l'Union européenne, tout État membre de l'UE, le <i>Majesty's Treasury of the United Kingdom</i> ou toute autre autorité compétente en matière de sanctions, (b) toute personne opérant, organisée ou résidant dans un Pays Sanctionné, (c) toute personne appartenant ou contrôlée par cette personne, ou (d) toute personne autrement visée par une Sanction.
Phase d'étude	a le sens qui lui est donné à l'Article 3.2.1.
Phase d'Exploitation	a le sens qui lui est donné à l'Article 3.2.1(c).
Phase de Financement et de Développement	a le sens qui lui est donné à l'Article 3.2.1(b).
Plan de Fermeture	désigne le plan de fermeture qui doit être élaboré par la Société conformément à l'Article 23.2 relativement à la fin des activités du Projet et à la réhabilitation des Sites à Réhabiliter.

Plan de Réinstallation et d'Indemnisation	désigne le plan de la Société pour la réinstallation et l'indemnisation des Personnes Affectées, préparé conformément aux Bonnes Pratiques Minières, qui doit être inclus dans l'Etude d'Impact.
Première Production Commerciale	désigne le premier des événements suivants : (i) la date à laquelle la mine du Projet a atteint, pendant une période continue de soixante (60) jours calendaires, une production supérieure ou égale à trente pour cent (30 %) de sa capacité de production nominale établie dans l'Etude de Faisabilité Bancable, et (ii) la date de la première expédition de minerai de fer à des fins commerciales (à l'exception des expéditions relatives à une Production Anticipée).
Principe de l'Equateur	désigne les principes intitulés « Principes de l'Equateur - un référentiel du secteur financier pour l'identification, l'évaluation et la gestion des risques sociaux et environnementaux pour les opérations de financement de projet » en date du 4 juin 2013 et accessible sur www.equator-principles.com .
Production Anticipée	a le sens qui lui est donné à l'Article 4.2.
Production Minière Anticipée	désigne le minerai de fer issu du Projet et produit par la Société dans le cadre d'une Production Anticipée.
Production Minière	désigne le minerai de fer issu du Projet et produit par la Société à compter de la date de Première Production Commerciale.
Programme de Mise en Œuvre	a le sens qui lui est donné à l'Article 26.2.1.
Programmes et Budgets	désigne les programmes annuels de travaux et les budgets associés, préparés par la Société et détaillant les activités du Projet (et les budgets associés) à effectuer au cours d'une année civile donnée.
Projet	a le sens qui lui est donné au Considérant D, point (i).
Projet d'Intérêt National	a la définition qui lui est donnée à l'article L.121.14 de la loi L / 98/017/98 portant adoption et promulgation du Code de l'Urbanisme de la République de Guinée.
Rapport de Viabilité du TGR	désigne le rapport qui doit être préparé par le Contractant Indépendant dans le cadre de la réalisation de l'Etude de Viabilité.

Redevance Additionnelle	a le sens qui lui est donné à l'Article 42.2.
Ressources Additionnelles	a le sens qui lui est donné à l'Article 11.3(a).
Sanctions	désigne toutes sanctions économiques ou financières ou embargos commerciaux imposés, administrés ou exécutés de temps à autre par : a) le gouvernement des États-Unis, y compris ceux administrés par l' <i>Office of Foreign Assets Control of the U.S. Department of the Treasury</i> ou l' <i>U.S. Department of State</i> , ou b) le Conseil de Sécurité des Nations unies ou l'Union européenne, ou c) les États membres de l'Union européenne, le Royaume-Uni, la Suisse ou l'Australie.
Sites à Réhabiliter	désigne les sites situés à l'intérieur du Périmètre du Projet affectés par des activités et opérations liées au Projet et qui ne sont plus utilisés dans le cadre du Projet, à l'exception des sites occupés par les Infrastructures du Projet dont la propriété sera transférée à l'État.
Société ou SMFG	désigne la Société des Mines de Fer de Guinée, une société constitué en Guinée sous le numéro GC-KAL/01861A/2003.
Soguijami	désigne la Société Guinéenne du Patrimoine Minier S.A., société anonyme au capital de 5.000.000.000 de francs guinéen, dont le siège social est situé Immeuble Fria Base, Commune de Kaloum, Conakry.
Sûretés	désigne toute hypothèque, gage, privilège, garantie, garantie financière, réclamation, servitude, charge et privilège de toute autre nature.
Termes de Référence	Désigne l'Accord sur les termes de référence figurant à <u>P'Annexe 3</u> , qui détermine le champ, les termes de référence et le test de viabilité concernant l'Etude de Viabilité.
TGR	signifie le Chemin de Fer Transguinéen.
Trimestre	désigne une période de trois (3) mois consécutifs commençant le 1 ^{er} Janvier, 1 ^{er} Avril, 1 ^{er} Juillet ou 1 ^{er} Octobre de chaque année.
USD	désigne la monnaie légale des États-Unis d'Amérique.

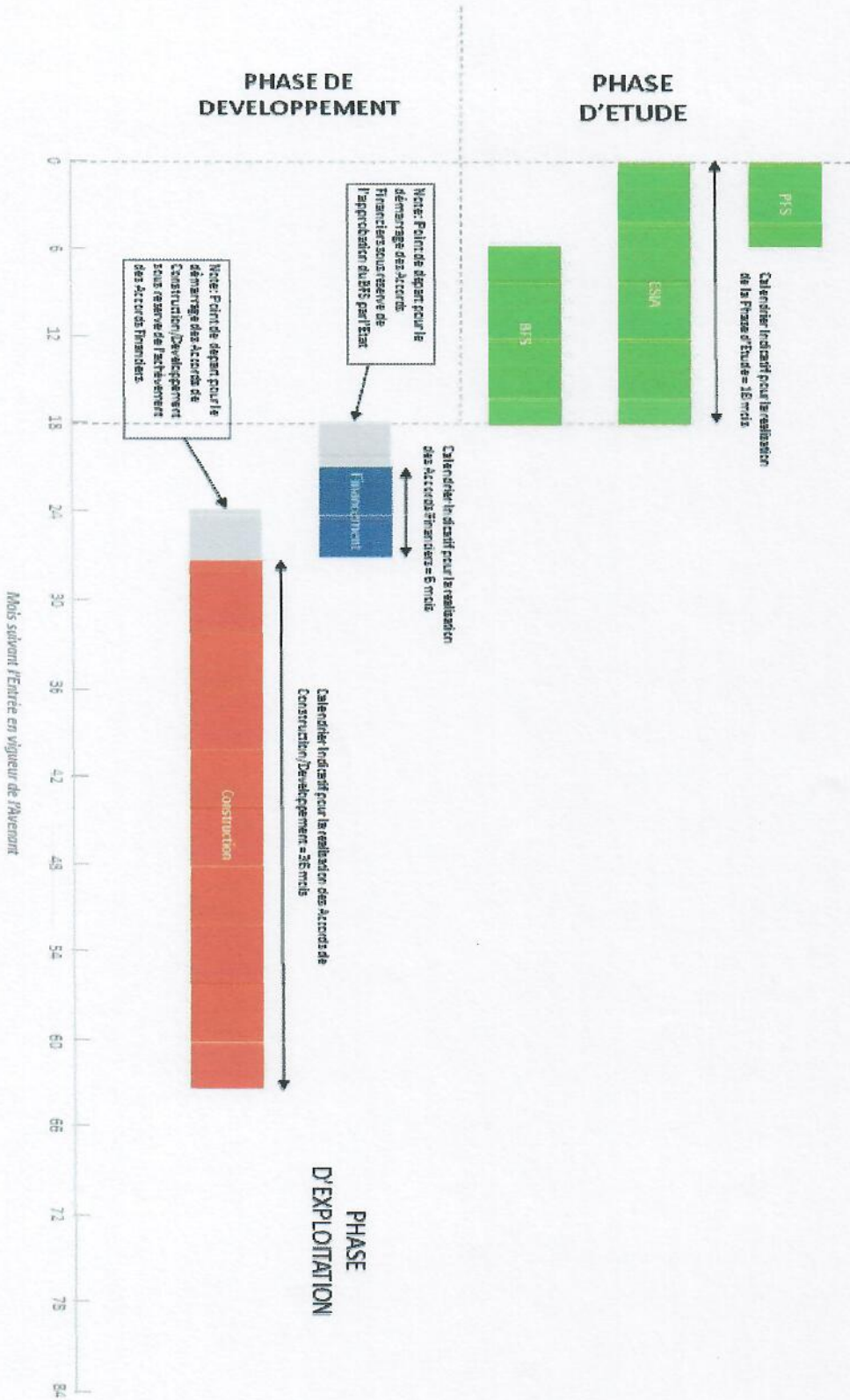
INTERPRÉTATIONS

Dans la présente Convention, sauf si le contexte ne le requiert autrement :

- (a) Le singulier comprend le pluriel et le masculin comprend le féminin et *vice versa* ;
- (b) La définition d'un mot ou d'une expression s'applique à ses autres formes grammaticales ;
- (c) La table des matières ainsi que les divisions de cette Convention en articles, paragraphes et alinéas et l'insertion de titres ne servent qu'à en faciliter la lecture et ne doivent en aucune façon affecter son interprétation ;
- (d) une référence à un accord, contrat ou arrangement similaire est réputée inclure tout amendement à celui-ci ;
- (e) Sauf indication contraire expresse dans la présente Convention, toute référence à la « loi applicable », à la « législation applicable » ou aux « lois en vigueur », ou à des termes similaires, est réputée être une référence à cette loi, législation, réglementation, ordonnance ou règles dans la forme existant à la date de la Convention Initiale, si la clause de stabilisation prévue à l'Article 38 s'applique ;
- (f) Sauf stipulation contraire, toute référence à une somme d'argent est une référence à une somme exprimée en USD ;
- (g) Les expressions « *incluant* », ou toute autre expression de portée similaire s'entendent comme étant immédiatement suivies de l'expression « *sans limitations* » ;
- (h) Toute référence à « guinéen » ou « guinéenne » se rapporte exclusivement à la République de Guinée
- (i) En cas d'incertitude concernant toute description d'un périmètre ou d'une zone dans cette Convention par coordonnées géographiques, cartes géographiques ou croquis cartographiques, les coordonnées géographiques prévalent ; et
- (j) Toute référence à une Partie inclut les successeurs autorisés de cette Partie et ses ayants-droits.



ANNEXE 2 - CHRONOGRAMME INDICATIF



Calendrier Indicatif

ANNEXE 3 – TERMES DE REFERENCE DE L'ETUDE DE VIABILITE

(Les Termes de Références de l'Étude de Viabilité figurent dans les pages suivantes)

Pr

**ANALYSE DE LA VIABILITE DU PROJET NIMBA
EN CAS DE RECOURS AUX INFRASTRUCTURES GUINÉENNES DU TGR**

**TERMES DE RÉFÉRENCE
DE LA MISSION DU CONTRACTANT INDÉPENDANT**

Toute correspondance et toutes questions relatives aux présents Termes de Référence ou aux travaux à réaliser par le Contractant Indépendant devront être adressées aux personnes suivantes :

**Ministère des Mines de la République de
Guinée**

Monsieur Nava Touré
tournav@gmail.com

**Société des Mines de Fer de Guinée
(la « Société » ou « SMFG »)**

Le Directeur Général
[adresse e-mail]

Avec copie à :

[adresse e-mail]
[adresse e-mail]
[adresse e-mail]

Avec copie à :

Société / Directeur Financier : [adresse e-mail]
Société / Conseils : [adresse e-mail], [adresse e-mail], [adresse e-mail]

Les termes et expressions débutant par une lettre majuscule, utilisés dans le présent document ont le sens qui leur est attribué dans les présents Termes de Référence, y compris ses annexes. Lorsqu'ils ne sont pas définis dans les présents Termes de Référence ou dans ses annexes, ces termes et expressions ont le sens qui leur est donné dans la Convention (tel que défini ci-dessous).

1. CONTEXTE

Le Projet consiste dans le développement des gisements de minerai de fer du mont Nimba, situés dans le Sud-Est de la République de Guinée, à proximité des frontières du pays avec la République du Liberia et la République de Côte d'Ivoire.

Le Projet est actuellement en cours de développement par SMFG, une société de droit guinéen contrôlée par Euronimba, une société régie par le droit de Jersey (îles Anglo-Normandes), en vertu :

- du Décret D/2003/068/PRG SGG du 29 juillet 2003 octroyant une concession de recherche et d'exploitation minières du minerai de fer à SMFG et Euronimba ;
- d'une convention de concession minière signée par la République de Guinée, Euronimba et SMFG le 25 avril 2003 (la « Convention initiale ») ;
- de la loi L/95/036/CTRN du 30 juin 1995 portant Code minier applicable en République de Guinée (le « Code Minier de 1995 ») ; et
- de la version de signature (non encore signée) de la convention de concession minière amendée et consolidée, mettant à jour et remplaçant les termes de la Convention Initiale (la « Convention »).

(ces instruments constituant ensemble la « Documentation du Projet »).

En vertu de la Documentation du Projet :

- 1) l'option d'évacuation de la Production Minière du Projet par l'utilisation des Infrastructures du TGR (l'« **Option TGR** ») est l'option d'évacuation de base du Projet, à condition que la viabilité du Projet utilisant l'Option TGR soit établie conformément aux présents Termes de Référence ; et
- 2) dans l'hypothèse où l'étude à réaliser conformément aux présents Termes de Référence démontrerait que le Projet ne serait pas viable en cas de recours à l'Option TGR, l'Investisseur et la Société seront autorisés à poursuivre la Phase d'Étude sur l'hypothèse d'une évacuation de la Production Minière par les Infrastructures Libériennes (l'« **Option Libérienne** »).

En outre, l'État a conclu en 2014 avec une société dénommée Simfer SA, une Convention BOT ainsi que plusieurs accords complémentaires connexes relatifs au développement des Infrastructures du TGR (le « **Cadre d'Investissement du Simandou** »). En vertu du Cadre d'Investissement du Simandou, le Gouvernement de Guinée s'est engagé à refuser à tout projet d'exploitation de minerai de fer situé dans une région comprenant le périmètre du Projet Nimba, le droit d'utiliser des infrastructures d'exportation qui ne seraient pas entièrement situées sur le territoire de la Guinée, sauf dans l'hypothèse où, en raison de la localisation, de la taille ou d'autres aspects de ce projet minier :

- 1) celui-ci ne serait économiquement viable que dans la mesure où il serait développé par le biais d'infrastructures alternatives ; ou
- 2) celui-ci ne pourrait obtenir de Simfer SA le droit de bénéficier de services ferroviaires et portuaires sur les Infrastructures TGR.

Dans ce contexte, HPX Nimba Holdings Inc. a récemment acheté la totalité des actions d'Euronimba auprès des précédents développeurs du Projet, et Euronimba, SMFG et l'État se sont mis d'accord sur les termes de la Convention, mettant à jour et remplaçant les termes de la Convention initiale.

Dans ce cadre, la Société et l'État sont convenus d'instruire conjointement la réalisation d'une étude indépendante sur la viabilité du Projet en cas de recours à l'Option TGR (l'« **Étude de Viabilité** »).

La Mission confiée au Contractant Indépendant consiste dès lors à réaliser cette Étude de Viabilité et de fournir à l'État et à la Société un rapport sur les conclusions de cette étude, conformément aux termes, à la méthodologie et aux exigences des présents Termes de Référence.

2. DESIGNATION DU CONTRACTANT INDÉPENDANT

Les Parties conviennent que la Société choisira une entreprise indépendante pour agir à titre de Contractant Indépendant. L'entreprise sélectionnée par la Société devra être suffisamment qualifiée pour évaluer les aspects techniques et/ou financiers de l'analyse décrite dans les présents Termes de Référence. Dans l'hypothèse où cette entreprise ne disposerait pas de l'une de ces expertises (technique ou financière), elle devra engager un sous-traitant approprié disposant d'une telle expertise. L'entreprise et tout sous-traitant éventuel sont conjointement désignés sous le nom de « **Contractant Indépendant** ».

Une fois le Contractant Indépendant sélectionné par la Société, mais préalablement à sa désignation formelle, la Société sollicitera le consentement de l'État à une telle désignation.

L'État ne pourra s'opposer à la désignation du Contractant Indépendant choisi par la Société que si :

- (a) cette opposition est communiquée par écrit à la Société dans les 30 jours suivant la notification par la Société à l'État de sa sélection ; et
- (b) l'État peut raisonnablement établir que, soit :
 - (i) le Contractant Indépendant n'est pas indépendant vis-à-vis de la Société ; ou
 - (ii) le Contractant Indépendant n'a pas les capacités financières et/ou techniques requises pour la mission.

Dans l'hypothèse où l'État ne notifierait pas à la Société son objection à la sélection du Contractant Indépendant conformément à la présente Section 2, l'État sera réputé avoir consenti à cette désignation.

La désignation du Contractant Indépendant et toutes les questions liées à la préparation de l'Etude de Viabilité devront être entreprises conformément à toutes les lois applicables (y compris les lois sur la lutte contre la corruption) et aux politiques de la Société en matière de lutte contre la corruption.

3. OBJECTIF ET LIVRABLES

La Mission du Contractant Indépendant consiste à évaluer, et à fournir à l'État et à la Société ses conclusions à cet égard, la viabilité du développement du Projet dans l'hypothèse de l'utilisation de l'Option TGR comme base d'évacuation, conformément aux termes, à l'approche, à la méthodologie et aux autres exigences des présents Termes de Référence.

Il est précisé en tant que de besoin que le Contractant Indépendant ne sera pas tenu d'évaluer ou de commenter la viabilité du développement du Projet dans le cadre de l'Option Libérienne.

Dans le cadre de l'exécution de sa Mission, le Contractant Indépendant devra fournir à l'État et à la Société les livrables suivants :

- 1) un modèle technico-économique et financier complet pour le développement du Projet selon l'Option TGR, dans un format modifiable, accompagné d'explications sur son utilisation (le « **Modèle TEF** ») ; et
- 2) un rapport détaillant les travaux effectués par le Contractant Indépendant dans l'exécution de sa Mission, comprenant notamment :
 - a. une description détaillée des études effectuées, des mesures prises et des diligences réalisées par le Contractant Indépendant, ainsi qu'une description de sa méthodologie, des sources des données utilisées et des réunions tenues ;
 - b. un résumé complet des conclusions auxquelles le Contractant Indépendant est parvenu dans la réalisation des études et des travaux conformément aux présents Termes de Référence ;
 - c. les conclusions étayées du Contractant Indépendant concernant la viabilité du développement du Projet sur la base de l'Option TGR, et en particulier les réponses du Contractant Indépendant aux questions 1.a, 1.b, 2.a et 2.b énoncées à la Section 4(b) ci-dessous ; et

- d. tout autre élément que le Contractant Indépendant jugera utile, ou que l'État et la Société pourront (agissant conjointement) demander ultérieurement au Contractant Indépendant d'ajouter.

Sous réserve des termes prévus dans le contrat d'engagement du Contractant Indépendant, ces livrables deviendront la propriété conjointe de la Société et de l'État dès leur réception.

4. APPROCHE ET MÉTHODOLOGIE

(a) Développement du Modèle TEF

Le Contractant Indépendant préparera et développera le Modèle TEF sur la base des éléments suivants :

- (i) Le Contractant Indépendant devra établir un chronogramme indicatif pour le développement de l'Option TGR et pour le développement du Projet lorsque l'évacuation de la Production Minière est réalisée sur la base de l'Option TGR.

A cet égard, le Contractant Indépendant devra supposer que le Projet sera développé conformément aux stipulations de la Convention relatives aux délais de développement du Projet, en particulier le Chronogramme Indicatif et le Chronogramme Définitif.

- (ii) Le Contractant Indépendant devra élaborer le Modèle TEF sur la base de l'approche suivante pour l'estimation des coûts d'investissement et d'exploitation (les « Estimations de Coûts ») :

A. toute estimation chiffrée utilisée par le Contractant Indépendant devra être déterminée à la suite de la réalisation d'une étude d'ordre de grandeur (*order of magnitude basis*), sauf lorsque (i) des estimations à un niveau de définition plus élevé sont disponibles ou (ii) un chiffrage réel peut être obtenu auprès de tiers, en ce compris, en tant que de besoin, Simfer SA ou toute autre partie participant au développement des Infrastructures du TGR ;

B. le Contractant Indépendant devra inclure dans ses Estimations de Coûts, les contingences qu'il juge appropriées, en tenant dûment compte des caractéristiques particulières du Projet (y compris, mais sans se limiter, son emplacement) afin d'assurer un degré élevé de confiance et de certitude quant à la capacité de respecter ces Estimations de Coûts.

Toutefois, le coût moyen pondéré du capital et/ou le taux d'actualisation à utiliser par le Contractant Indépendant seront déterminés conformément au paragraphe (vii) ci-dessous.

C. toute estimation chiffrée utilisée par le Contractant Indépendant pour le développement de la mine exclusivement, ainsi que de toute infrastructure nécessaire pour relier la mine aux Infrastructures du TGR développées par Simfer SA (à l'exception donc de tous les autres coûts de transport et d'évacuation ainsi que les infrastructures) devra être déterminée sur la base des études les plus récentes du développement du Projet, produites ou commandées par SMFG et soumises précédemment à l'État.

Dans l'utilisation de telles études, le Contractant Indépendant devra adopter les hypothèses formulées dans ces études concernant le plan minier et la méthode d'exploitation, étant toutefois précisé que :

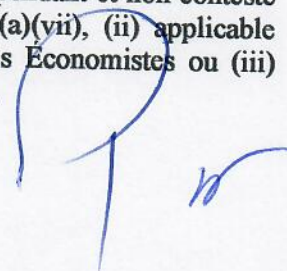
- ✓ la Société pourra fournir une étude, un plan minier ou une méthode d'exploitation alternative, sous réserve d'en notifier le Contractant Indépendant et l'État, en exposant

de façon raisonnablement détaillée l'étude, le plan minier ou la méthode d'exploitation alternative proposé (la « **Méthodologie Proposée** ») ;

- ✓ l'État disposera d'un délai de 30 jours à compter de la date de réception de cette notification pour accepter ou contester la **Méthodologie Proposée** ;
 - ✓ dans l'hypothèse où l'État ne contesterait pas la **Méthodologie Proposée** dans le délai prévu ci-dessus, le Contractant Indépendant devra appliquer la **Méthodologie Proposée** ; et
 - ✓ dans l'hypothèse où l'État contesterait la **Méthodologie Proposée**, le Contractant Indépendant devra déterminer, à sa seule discrétion mais en agissant sur une base objective et indépendante et en tenant dûment compte des faits et des circonstances à cette époque, si la **Méthodologie Proposée** est ou non la méthodologie appropriée à appliquer. La décision du Contractant Indépendant dans de telles circonstances est finale et lie l'État et la Société.
- (iii) Le Contractant Indépendant devra élaborer le Modèle TEF en utilisant des Estimations de Coûts pour toutes les activités d'exploration, d'étude, de construction, d'exploitation minière et de transport du Projet, y compris, sans s'y limiter :
- A. les coûts d'investissement et d'exploitation du développement (i) d'un embranchement ferroviaire entre la mine de Nimba et le point de raccordement le plus rapide des infrastructures ferroviaires du TGR et (ii) de toutes autres Infrastructures du TGR que SMFG devra construire pour le développement et l'exploitation appropriés du Projet ;
 - B. les tarifs associés à l'utilisation des Infrastructures du TGR, déterminés conformément à la clause 4(c) des présents Termes de Référence à la suite de discussions avec Simfer SA et/ou toute autre partie impliquée dans le développement des Infrastructures du TGR ; et
 - C. les coûts d'investissement et d'exploitation du développement de la mine (sur la base d'une capacité de 20 Mtpa), déterminés conformément à l'alinéa (ii).C ci-dessus).
- (iv) Les modalités de financement envisagées du Projet devront tenir compte des termes et conditions visés dans la Convention ;
- (v) S'agissant de toute projection de revenus, le Contractant Indépendant devra déterminer les conditions du marché et les estimations consensuelles de prix, en utilisant, lorsque cela est possible, des prix à long terme facilement disponibles ;
- (vi) Le régime fiscal et douanier du Projet sera celui prévu par la Convention ;
- (vii) Le Contractant Indépendant devra faire des suggestions à la Société et à l'État sur le coût moyen pondéré du capital (« **CMPC** ») et/ou le taux d'actualisation devant être utilisé, compte tenu notamment des risques liés au pays, des risques techniques et des risques liés au projet. A la date de réception par la Société et par l'État de cette proposition :
- A. L'État et la Société disposeront d'un délai de 30 jours pour confirmer ce **CMPC** ou taux d'actualisation au Contractant Indépendant, ou lui demander d'utiliser un **CMPC** ou taux d'actualisation différent, ou d'utiliser un **CMPC** au lieu d'un taux d'actualisation (ou *vice versa*) ;

- B. dans l'hypothèse où ni l'État ni la Société ne répondraient au Contractant Indépendant dans le délai susmentionné, le Contractant Indépendant devra appliquer le CMPC ou le taux d'actualisation proposé ; et
- C. dans l'hypothèse où l'État et la Société ne parviendraient pas à s'entendre sur la réponse à apporter au Contractant Indépendant :
- (1) l'État et la Société devront chacun désigner un économiste de réputation internationale disposant d'une expérience avérée dans l'évaluation de CMPC et/ou de taux d'actualisation (selon les cas) (les « Économistes »).
 - (2) les Économistes devront chacun compiler et fournir un rapport contenant leur évaluation du CMPC ou du taux d'actualisation approprié pour le Projet, en tenant compte des caractéristiques du Projet, y compris :
 - a) les caractéristiques et les pratiques du marché dans l'industrie du minerai de fer ;
 - b) l'emplacement du Projet et les caractéristiques associées aux investissements en Guinée ;
 - c) les termes de la Convention ; et
 - d) l'organigramme proposé pour le Projet ;
 - (3) lorsque le CMPC ou le taux d'actualisation évalué respectivement par les deux Économistes ne diffère pas de plus de trois points de pourcentage (3 %), le CMPC ou le taux d'actualisation convenu correspondra à la moyenne des deux évaluations ;
 - (4) lorsque le CMPC ou le taux d'actualisation évalué respectivement par les deux Économistes diffère de plus de trois points de pourcentage (3 %), la Société et l'État devront désigner conjointement un évaluateur indépendant parmi Deloitte, PricewaterhouseCoopers, EY ou KPMG (l'« Évaluateur ») pour effectuer une troisième évaluation du CMPC ou taux d'actualisation approprié pour le Projet ;
 - (5) la Société et l'État devront chacun faire en sorte que les Economistes fournissent à l'Évaluateur des copies de leurs rapports respectifs, ainsi que toute information à l'appui de ceux-ci que l'Évaluateur pourrait raisonnablement demander ;
 - (6) La détermination par l'Évaluateur du CMPC ou du taux d'actualisation applicable au Projet est définitive et lie la Société et l'État aux fins des présents Termes de Référence.
 - (7) Tous les frais et dépenses des Economistes et de l'Évaluateur sélectionné(s) devront être pris en charge par la Société (sous réserve de l'approbation préalable de leurs honoraires par la Société), mais seront déductibles aux fins du calcul du Résultat d'Exploitation et du bénéfice net imposable de la Société.

Aux fins des présents Termes de Référence, le « CMPC du Projet » devra être le CMPC ou taux d'actualisation qui est (i) proposé par le Contractant Indépendant et non contesté par l'État et la Société conformément à la présente Section 4(a)(vii), (ii) applicable conformément à la Section 4(a)(vii)(3) après les évaluations des Économistes ou (iii) déterminé par l'Évaluateur conformément à la Section 4(a)(vii)(6).



- (viii) Lorsque le Contractant Indépendant ne dispose pas d'informations et de données concernant les Infrastructures du TGR ou le Projet (que ce soit dans le cadre d'études existantes ou à la suite de discussions avec la Société et l'État, ou avec des tiers), les estimations et la méthodologie requises pour élaborer le Modèle TEF seront librement déterminées par le Contractant Indépendant et expliquées dans le rapport (avec un détail de l'analyse, de la méthodologie, de la source des données et des conclusions obtenues par le Contractant Indépendant), à la suite de la réalisation par ce dernier d'une étude d'ordre de grandeur (*order of magnitude basis*).

Le rapport du Contractant Indépendant devra contenir une présentation (en format PDF) du Modèle TEF, et le Modèle TEF sera fourni à l'État et à la Société dans un format modifiable.

(b) Définition de la "viabilité" et des contrôles de viabilité

Le Contractant Indépendant devra déterminer et proposer à HPX et à l'État, dans le délai visé à la Section 5(d)(ii), les paramètres mesurables et les tests objectifs qu'il juge les plus appropriés pour répondre à chacune des Questions 1.a, 1.b, 2.a et 2.b ci-dessous.

Le Contractant Indépendant devra notifier par écrit à la Société et à l'État les tests qu'il propose d'appliquer, et cette proposition sera approuvée conjointement et par écrit par l'État et la Société dans les 30 Jours Ouvrables suivant cette notification (faute de quoi la proposition du Contractant Indépendant sera réputée acceptée, sauf lorsque l'État ou la Société choisit de contester ces tests selon la procédure prévue aux Articles 45.1 et 45.2 de la Convention, auquel cas l'Expert Indépendant aura pour mission de réviser, confirmer ou ajuster les essais proposés par le Contractant Indépendant, toute décision de l'Expert Indépendant sur cette question étant, nonobstant les stipulations de l'Article 45 de la Convention, définitive et exécutoire pour les Parties).

Dans l'hypothèse où une telle contestation surviendrait, les délais fixés dans le Chronogramme Indicatif et le Chronogramme Définitif joints à la Convention seront, conformément à l'Article 7.4 de la Convention, prorogés au jour le jour pour une période égale à la période comprise entre (i) la date à laquelle la Société ou l'État (selon le cas) a reçu notification d'une telle contestation et (ii) la date à laquelle cette contestation est réglée de manière définitive conformément aux Articles 45.1 et/ou 45.2 de la Convention (selon le cas).

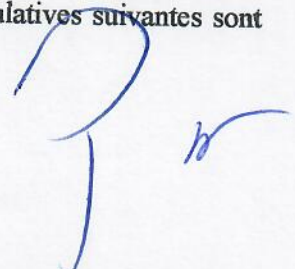
a. Tests de viabilité prévus par la Convention Initiale

Conformément à la Convention Initiale, le développement du Projet Nimba conformément à l'Option TGR sera réputé viable si les conditions cumulatives suivantes sont remplies :

- (i) Question 1.a - Le Projet est compétitif
- (ii) Question 1.b - Les coûts proposés pour l'utilisation des infrastructures ferroviaires et portuaires sont comparables à ceux appliqués à l'international pour des productions similaires.

b. Tests de viabilité prévus par le Cadre d'Investissement du Simandou

Conformément au Cadre d'Investissement du Simandou, le développement du Projet Nimba conformément à l'Option TGR sera réputé viable si les conditions cumulatives suivantes sont remplies :



L'État et la Société notent les exigences du Cadre d'Investissement du Simandou selon lesquelles la viabilité d'un projet doit être évaluée sans qu'il soit nécessaire pour l'État d'accorder des avantages fiscaux au-delà de ce qui est habituellement accordé en Guinée. Sur cette base, pour les besoins de la réponse aux questions 2.a et 2.b ci-dessous, le Contractant Indépendant procédera aux ajustements nécessaires afin de refléter les différences entre le régime fiscal et douanier applicable en vertu de la Convention et le régime fiscal et douanier prévu par le Code Minier de 1995.

- (i) Question 2.a - Le rendement du Projet est raisonnable par rapport aux autres projets miniers en Guinée
- (ii) Question 2.b - Le rendement du Projet est suffisant pour attirer des investisseurs

c. Conclusions du Contractant Indépendant

Sous réserve du paragraphe suivant, le développement du Projet Nimba selon l'Option TGR ne sera considéré comme viable que si la réponse du Contractant Indépendant à toutes les questions précédentes est « oui ».

Nonobstant le paragraphe précédent, dans l'éventualité où le Contractant Indépendant estimerait que le développement du Projet Nimba conformément à l'Option TGR serait :

- (i) viable selon les tests appliqués en vertu du Cadre d'Investissement du Simandou (soit dans l'hypothèse où le Contractant Indépendant répondrait « oui » aux deux questions 2.a et 2.b) ; mais
- (ii) non viable selon les tests appliqués en vertu de la Convention Initiale (soit dans l'hypothèse où le Contractant Indépendant répondrait « non » à l'une des questions 1.a ou 1.b),

alors la Société et l'État devront contribuer chacun activement et de bonne foi à la recherche d'une solution permettant de répondre à la question de savoir si le développement du Projet Nimba conformément à l'Option TGR est viable ou non viable dans de telles circonstances.

(c) Détermination du tarif applicable à l'utilisation des Infrastructures du TGR

Les tarifs associés à l'utilisation des Infrastructures du TGR seront déterminés conformément à la procédure décrite dans le Cadre d'Investissement du Simandou, après discussion avec Simfer SA et/ou toute autre partie impliquée dans le développement des Infrastructures du TGR.

Avant toute réunion avec Simfer SA, le Contractant Indépendant, en utilisant le Cadre d'Investissement du Simandou, déterminera quels éléments des Infrastructures du TGR peuvent être partagés avec SMFG et lesquels devront être reproduits pour permettre l'utilisation des Infrastructures du TGR par SMFG. Une fois réalisée cette première détermination, le Contractant Indépendant procédera à une estimation des coûts d'investissement et d'exploitation (sur la base d'une étude d'ordre de grandeur (*order of magnitude basis*)) requis pour l'utilisation des Infrastructures du TGR en se fondant sur le Cadre d'Investissement du Simandou et sur toute autre condition ou méthode de tarification convenue entre Simfer SA et le Gouvernement de la Guinée.

Dans l'hypothèse où Simfer SA (et/ou toute autre partie impliquée dans le développement des Infrastructures du TGR) refuserait ou retarderait de manière déraisonnable l'engagement de

discussions avec le Contractant Indépendant de telle manière que ce dernier ne puisse pas mener à bien sa Mission, le Gouvernement de la Guinée assistera le Contractant Indépendant à entrer en contact avec ces parties, à condition que le Contractant Indépendant démontre et établisse ce refus ou retard déraisonnable à la satisfaction raisonnable de l'État.

Si, 60 jours après que le Contractant Indépendant ait écrit à l'État pour solliciter son assistance, le Contractant Indépendant détermine qu'il n'a pas reçu une coopération raisonnable de Simfer SA ou que les informations fournies par Simfer SA ne peuvent être vérifiées de manière indépendante à sa satisfaction raisonnable, le Contractant Indépendant devra alors :

- a. notifier à l'État, Simfer SA et la Société ses préoccupations, et ces parties devront se réunir pour tenter de résoudre ces questions dans les 30 jours suivant cette notification ; et
- b. si les préoccupations du Contractant Indépendant ne sont pas, selon l'opinion professionnelle du Contractant Indépendant, prises en compte de manière adéquate, le Contractant Indépendant devra alors estimer les tarifs sur la base (i) d'études antérieures réalisées concernant les Infrastructures du TGR ; (ii) d'une méthodologie appropriée déterminée par le Contractant Indépendant pour actualiser les estimations de coûts du TGR sur la base d'une étude d'ordre de grandeur (*order of magnitude basis*) au minimum ; et (iii) les termes du Cadre d'Investissement du Simandou.

L'État et la Société devront être invités à participer à toute réunion convoquée entre Simfer SA (et/ou toute autre partie impliquée dans le développement des Infrastructures du TGR) et le Contractant Indépendant.

(d) Identification des paramètres pouvant affecter la viabilité de l'utilisation du TGR

Le Contractant Indépendant devra identifier toute hypothèse jugée importante pour ses conclusions ou son analyse et fournir une analyse de sensibilité faisant état de l'incidence d'une modification de cette hypothèse sur les résultats obtenus pour les tests de viabilité décrits ci-dessus.

De telles analyses de sensibilité devront au minimum couvrir:


- la variation des principaux coûts ;
- la variation des tarifs ;
- les retards potentiels dans la mise en œuvre du Projet ;
- les retards potentiels dans la mise en œuvre des Infrastructures du TGR ; et
- l'évolution des prix du minerai de fer.

5. EXÉCUTION DE LA MISSION

(a) Documents et renseignements à mettre à la disposition du Contractant Indépendant

La Société et l'État donneront accès au Contractant Indépendant (sous réserve de la conclusion préalable d'accords de confidentialité standards et de l'obtention préalable de toutes les autorisations de tiers requises pour cet accès) à tous les sites, informations et documents pertinents nécessaires à la réalisation de la Mission.

La Société devra faire en sorte que SMFG donne au Contractant Indépendant accès aux études et rapports pertinents qui ont été préparés par ou au nom de SMFG relatifs au développement du Projet et qui ont préalablement été remis à l'État, et devra également lui donner accès à :



- (i) L'étude d'option de 2008 préparée par SMFG concernant l'utilisation des Infrastructures du TGR, étant toutefois précisé que cette étude ne pourra être utilisée par le Contractant Indépendant qu'à l'effet d'établir des Estimations de Coûts concernant le développement de la mine et toute infrastructure nécessaire pour relier la mine aux Infrastructures du TGR qui doivent être développée par Simfer SA ; et
- (ii) toute Méthodologie Proposée, le cas échéant.

Sous les mêmes réserves que celles prévues dans le premier paragraphe ci-dessus, l'État fournira au Contractant Indépendant :

- (i) toutes les études et tous les rapports préparés antérieurement relativement à l'Option TGR (y compris les études de faisabilité bancaires qui ont été préparées relativement au système des Infrastructures du TGR et soumises à l'État en mai 2016) ; et
- (ii) les principales composantes du Cadre d'Investissement du Simandou, qui sont accessibles à l'adresse suivante : <https://www.contratsminiersguinee.org/>.

En examinant ces études et rapports, le Contractant Indépendant devra dûment tenir compte des résultats du développement des Infrastructures du TGR découlant de ces études et rapports.

(b) Assistance au Contractant Indépendant

La Société et l'État assisteront chacun le Contractant Indépendant au mieux de leurs capacités, en particulier en ce qui concerne l'accès aux données, sources, études, personnes ou informations requises par le Contractant Indépendant dans le cadre de l'exécution de sa Mission conformément aux présents Termes de Référence.

Dans le cadre de l'exécution de sa Mission conformément aux présents Termes de Référence, le Contractant Indépendant se concertera et consultera la Société et l'État au sujet des progrès, de la méthodologie, des hypothèses et données. Ces consultations permettront à la Société et à l'État de faciliter l'accès aux rapports et informations historiques et de s'assurer que les travaux effectués par le Contractant Indépendant sont conformes aux attentes de la Société et de l'État.

Le Contractant Indépendant pourra poser à la Société et à l'État toute question qu'il jugera appropriée ou utile à l'accomplissement de sa Mission, et demander la communication de tout document ou renseignement complémentaire.

(c) Respect du principe du contradictoire

Le Contractant Indépendant, la Société et l'État devront, pendant toute la durée de l'engagement du Contractant Indépendant conformément aux présents Termes de Référence, respecter le principe du contradictoire et, en particulier, les principes énoncés ci-après :

- Toutes les questions du Contractant Indépendant devront être adressées simultanément à l'État et à la Société (en utilisant les coordonnées indiquées dans le présent document), qui auront chacun le droit d'y répondre ;
- Toute correspondance importante envoyée par le Contractant Indépendant (que ce soit par courriel, par lettre ou sous une autre forme) devra être envoyée simultanément à l'État et à la Société, qui auront chacun le droit d'y répondre ;

- L'État et la Société devront, lorsque le Contractant Indépendant le juge approprié, être tous les deux invités par le Contractant Indépendant à assister à toute réunion, conférence téléphonique, vidéoconférence ou toute autre forme d'interaction. Lorsque le Contractant Indépendant estime qu'il est préférable de traiter une question dans le cadre de réunions séparées, le Contractant Indépendant a le droit de procéder de cette façon, à condition qu'un principe d'interaction équilibrée soit appliqué, de sorte que l'État et la Société aient chacun la même possibilité de discuter des questions pertinentes avec le Contractant Indépendant ; et
- Tous les documents et informations (qu'ils constituent ou non un livrable au titre des présentes Termes de Référence, et quel que soit le support / moyen) que le Contractant Indépendant souhaite partager devront être envoyés simultanément à l'État et la Société.

Les principes qui précèdent s'appliquent également aux questions, à la correspondance, aux réunions, aux documents et aux informations émis par l'État ou la Société, selon le cas.

(d) Calendrier d'achèvement de la Mission

Le Contractant Indépendant devra exécuter sa Mission conformément aux présents Termes de Référence dans les délais suivants :

- (i) Réunion de lancement - le Contractant Indépendant organisera une réunion de lancement (par conférence téléphonique ou réunion physique) au cours de laquelle le Contractant Indépendant présentera et proposera à la Société et à l'État un plan d'action pour la réalisation de ses objectifs ;
- (ii) Tests de viabilité proposés - dans un délai à convenir entre le Contractant Indépendant, l'État et la Société au cours de la réunion de lancement mentionnée au paragraphe précédent, le Contractant Indépendant, conformément au paragraphe 4.b), notifiera à l'État et à la Société ses tests de viabilité proposés ;
- (iii) Rapport intérimaire - le Contractant Indépendant présentera un rapport intérimaire dans les délais spécifiés dans le contrat d'engagement du Contractant Indépendant (délais qui devront être convenus avec la Société et l'État, chacun agissant raisonnablement) ;
- (iv) Commentaires préliminaires - dès réception du rapport intérimaire, la Société et l'État disposeront d'un délai de trente (30) jours pour envoyer leurs commentaires au Contractant Indépendant sur le rapport intérimaire. Alternativement, une réunion physique pourra également être organisée à cet effet.
- (v) Rapport final - le rapport final du Contractant Indépendant, contenant tous les livrables énoncés dans les présents Termes de Référence (et tout livrable supplémentaire que le Contractant Indépendant, l'État et la Société peuvent convenir d'ajouter), sera adressé dans les délais spécifiés dans le contrat d'engagement du Contractant Indépendant (ces délais seront convenus entre la Société et l'État, chacun agissant raisonnablement).
- (vi) Réunion de présentation finale - après réception du rapport final, le Contractant Indépendant pourra être invité à présenter les résultats de son étude à la Société et au Ministre des Mines et de la Géologie de la République de Guinée et/ou à des représentants officiels de la Guinée.

ANNEXE – DEFINITIONS SUPPLEMENTAIRES

Société	désigne la Société des Mines de Fer de Guinée, une Société anonyme dont le siège social est situé à la Cité Chemin de Fer, Immeuble Faranah, Conakry et immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier de Conakry sous le numéro GC – KRY / 01.861 / 2003
Euronimba	désigne Euronimba Limited, une société régie par le droit de Jersey, dont le siège social est situé à 13 Castle Street, St Helier, Jersey, Iles Anglo-Normandes
Contractant Indépendant	a la signification qui lui est donnée à la Section 2
Mission	désigne la mission confiée au Contractant Indépendant, telle que décrite dans les présents Termes de référence
Mtpa	signifie « million de tonnes métriques par an »
Projet ou Projet Nimba	désigne le projet visant à explorer, développer et exploiter les gisements de minerai de fer contenus dans un périmètre spécifique des monts Nimba
Simfer SA	désigne une société anonyme faisant partie du Groupe Rio Tinto dont le siège social est situé à Immeuble Bellevue, Boulevard Bellevue, D.I. 536 Commune de Dixinn, BP 848, Conakry, constituée en droit guinéen auprès du RCCM de Conakry, sous le numéro RCCM/GCKRY/0867A/2003
Termes de Reference	désigne le présent document
Infrastructures du TGR	désigne les infrastructures devant être construites et exploitées par Simfer SA et d'autres parties en vertu du Cadre d'Investissement du Simandou, comprenant notamment (i) la ligne ferroviaire transguinéenne reliant le périmètre minier développé par Simfer SA à une installation portuaire située au sud de Conakry, (ii) une installation portuaire située au sud de Conakry et (iii) les installations, infrastructures, usines et équipements associés nécessaires à l'utilisation du TGR pour l'évacuation de la Production Minière du Projet

ANNEXE 4 - REGIME FISCAL ET DOUANIER

Principes généraux

Sauf stipulation contraire prévue au titre du présent document, l'Investisseur et la Société seront responsables et devront s'acquitter du paiement de tous impôts et taxes, conformément à la législation fiscale applicable, sous réserve que :

- pendant toute la durée de la Période de Stabilisation, le régime fiscal et douanier applicable au Projet sera celui décrit dans le Code Minier de 1995 et la Loi sur les Impôts Directs, tels que modifiés par et sous réserve des stipulations de la présente Annexe 4 ; et
- à l'expiration de la Période de Stabilisation :
 - les stipulations de l'Article 38.3, s'appliqueront ; et
 - tout changement dans le régime fiscal et douanier alors applicable au Projet, qui n'est pas identifié par l'Investisseur ou la Société (au titre de l'Article 38.3) comme ayant une incidence économique ou fiscale défavorable sur l'Investisseur ou la Société, deviendra applicable au Projet à compter de la fin de la Période de Stabilisation, étant toutefois précisé que les stipulations de la présente Annexe 4 demeureront applicables tant qu'elles ne sont pas contradictoires avec tout changement de régime fiscal et douanier applicable au Projet, et si elles sont contradictoires, alors ce changement de régime fiscal et douanier sera applicable au Projet.

Tant que les stipulations de l'Annexe 4 demeureront applicables au Projet, toute référence au sein de cette Annexe 4 (y compris dans les définitions qui y figurent) à toute loi, législation, réglementation, ordonnance ou règle seront réputées, sauf indication expresse contraire dans les présentes ou considérée comme telle à la suite de l'expiration de la Période de Stabilisation, être des références à ces lois, textes législatifs, réglementations, ordonnances ou règles telles qu'applicable à la date du 25 avril 2003, soit la date de la Convention Initiale (la « **Date de Prise d'Effet** »).

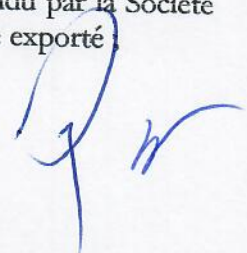
Aucune des stipulations de la présente Annexe 4 ne limite ni ne restreint les droits d'une Partie en vertu de l'Article 38, y compris, mais sans s'y limiter, le droit de l'Investisseur et de la Société d'appliquer au Projet toute modification aux lois, règlements, ordonnances ou règles effectuée après la Date de Prise d'Effet ou pendant la Période de Stabilisation qu'ils considèrent comme leur étant favorable(s) (y compris, mais sans s'y limiter, pour toute question énoncée dans la présente Annexe 4), conformément aux stipulations de l'Article 38.

Partie 1 - Régime Fiscal

1. Taxes Minières

La Société paiera la Taxe Minière conformément aux stipulations des paragraphes ci-dessous :

- a) la Taxe Minière devra être calculée par référence à la valeur du minerai vendu par la Société sur la base d'un taux de 3,5 % du prix de la tonne pour le minerai concentré exporté.



- b) pour le minerai exporté qui n'atteint pas une telle qualité, le taux prévu par le Code Minier de 1995 devient applicable.

Dans l'hypothèse où le Résultat d'Exploitation de la Société devrait être déficitaire durant trois exercices successifs, les Parties se réuniront sans délai afin de définir les modalités de traitement de cette situation.

2. Impôts sur les Revenus

Impôts sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux :

La Société acquittera un impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (« **BIC** »). Le taux de cet impôt, assis sur le bénéfice net taxable est de 35 %, conformément à l'article 143.1 du Code Minier de 1995, étant entendu que le Gouvernement de la République de Guinée devra réduire ce taux si nécessaire afin de garantir un taux de rendement interne de 12,5 % pour les actionnaires de l'Investisseur.

Le bénéfice net taxable est obtenu chaque année en déduisant des produits de la Société l'ensemble de ses charges déductibles fiscalement comprenant notamment, et sans que cette énumération soit limitative, les charges d'exploitation courantes, les frais financiers, les amortissements et provisions, les crédits d'investissements réalisés au cours de l'exercice y compris la provision pour la réhabilitation des sites miniers, les provisions pour la reconstitution des gisements, les loyers, impôts, taxes, droits et redevances déductibles.

L'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux sera payé chaque année conformément aux dispositions de la Loi sur les Impôts Directs, en deux versements provisionnels, chacun d'entre eux étant égal au tiers de l'impôt payé au titre des résultats de l'année précédente. Le dernier tiers sera payé au plus tard quatre (4) mois après la fin de l'exercice fiscal.

La Direction Générale des Impôts, qui paraphe, le cas échéant, le bordereau de dépôt de la Société, devra délivrer une quittance de paiement de l'impôt.

3. Autres impôts, droits et taxes et contributions :

En sus des impôts, taxes et droits prévus à la Partie 1, Sections 2 et 3 ci-dessus, la Société acquittera auprès de l'État les impôts, droits et taxes suivants :

4. Impôts, Droits et Taxes :

- Paiement d'un taux forfaitaire de 6 % sur les salaires versés en Guinée et hors de Guinée ;
- Contribution à la formation au taux de 1,5 % du total de la masse salariale sauf si les dépenses de formation directement supportées par la Société dépassent le montant de cette contribution, ou si la Société crée son propre centre de formation ;
- Taxe unique sur les véhicules à l'exception des véhicules et engins utilisés sur les sites d'exploitation et de chargement du minerai, aux taux en vigueur ;
- Contribution au Développement Local, au travers d'une contribution d'un montant de 0,5 % du Résultat d'Exploitation de la Société à un fonds de développement communautaire mis en place conformément aux dispositions du Code Minier de 2011 (dans sa forme existante à la

date du Consentement) et ses textes d'application (dans chaque cas dans la forme prévue à la date du Consentement). Les Parties concluront des accords appropriés régissant la contribution, le contrôle et la dépense de ces fonds, conformément aux lois anti-corruption applicables et aux politiques anti-corruption de la Société.

Ces contributions et taxes seront déductibles pour le calcul du bénéfice net taxable de la Société.

5. Cotisations de Sécurité Sociale

La part patronale des Cotisations de Sécurité Sociale sur les salaires bruts de ses employés, à l'exception des salaires versés au personnel expatrié, devra être payée au taux applicable conformément à la législation en vigueur.

Ces cotisations seront déductibles pour le calcul du bénéfice net taxable de la Société.

6. Retenues à la source

Sauf autrement convenu dans les présentes, la Société paiera à l'État les retenues à la source prévues par la législation fiscale guinéenne, à la Date de Prise d'Effet, à savoir :

- La retenue à la source de 10 % des salaires nets versés aux employés expatriés. Cette retenue est libératoire de tous autres impôts sur les revenus et salaires à la charge du personnel expatrié en Guinée ;
- La retenue à la source de 10 % des honoraires, prestations et services facturés par des personnes ou sociétés étrangères non établies en Guinée.

La retenue à la source n'est pas déductible pour le calcul du bénéfice net taxable.

7. Contrats d'Assurance

Les contrats d'assurance conclus par la Société avec des sociétés étrangères n'ayant pas leur siège en Guinée sont soumis à la législation applicable.

8. Taxe sur la Valeur Ajoutée (« TVA ») sur les achats de Biens et Services effectués en Guinée

La Société acquittera la TVA sur ces achats de biens et services effectués en Guinée. Cette taxe sera remboursée par l'Administration Fiscale de la Guinée conformément aux délais, procédures et modalités en vigueur, de manière à assurer, pour chaque exercice fiscal concerné, sa neutralité sur les charges d'exploitation courante et la trésorerie de la Société.

Partie 2 - Régime Douanier

1. Effets Personnels

Tous les véhicules personnels, marchandises et équipements importés par le personnel de la Société ou par ses sous-traitants directs bénéficient du régime de l'admission temporaire et devront être exemptés de tous droits et taxes douanières lors de leur entrée en République de Guinée.

En cas de revente de ces effets personnels sur le territoire de la Guinée, les droits et redevances douaniers seront acquittés conformément à la législation applicable et aux stipulations de l'article 154 du Code Minier de 1995.

2. Taxe sur la Valeur Ajoutée (« TVA ») sur les biens et services importés

La Société et ses sous-traitants directs sont soumis, en matière de TVA aux dispositions du Décret D/97/153/PRG/SGG du 15 juillet 1997 portant modalités d'application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée aux entreprises titulaires de titres miniers et de permis de recherche minière.

3. Régime Douanier applicable à la Phase de Recherche et d'Étude

Conformément aux dispositions des articles 154 et 156 du Code Minier de 1995, les équipements, matériels, machines, appareils, véhicules utilitaires, engins et groupes électrogènes importés par la Société, ses sous-traitants directs et destinés aux travaux de recherches et d'études sont placés sous le régime de l'admission temporaire au « *prorata temporis* » gratuit pendant la durée des travaux. La durée d'un tel régime sera conforme à celle prévue par la réglementation minière.

À l'expiration des travaux de recherche et d'études, ces biens ainsi admis temporairement doivent être réexportés.

La Société et ses sous-traitants directs sont tenus de fournir à l'État (agissant par l'intermédiaire du Ministère et de la Direction Générale des Douanes), durant le premier trimestre de chaque année, un état des biens admis en régime temporaire.

En cas de revente desdites marchandises sur le territoire de la Guinée, les droits sont dus conformément à la législation applicable et conformément à l'article 154 du Code Minier de 1995.

Tous les matériaux et pièces de rechange nécessaires au fonctionnement de l'équipement et du matériel de l'entreprise bénéficient d'une exonération totale des droits de douane, taxes et redevances.

Partie 3 – Exonérations Fiscales et Douanières

1. À moins qu'il n'en soit convenu autrement en vertu de la présente Convention, la Société sera totalement exemptée de :

- l'Impôt Minimum Forfaitaire (« IMF ») ;
- la Contribution des Patentes;
- Droits d'Enregistrement et de Droits de Timbre ;
- Taxes Foncières ;
- BIC, mais pour une période de dix (10) ans à compter de la Date de Stabilisation ;
- l'Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM), des dividendes, des pourcentages et jetons de présence, des autres bénéfices distribués aux actionnaires et des intérêts versés sur les prêts reçus par la Société ;

- Taxes sur les produits de carrière ;
- Redevances Superficiaries.

2. Pendant la Phase de Financement et de Développement

Jusqu'à la clôture de l'exercice de la Première Production Commerciale, la Société et ses sous-traitants directs bénéficient d'une exonération totale de tous droits de douane, taxes et redevances sur tous les biens d'équipement, équipements, outillages importants, machines et véhicules (à l'exception des véhicules personnels), ainsi que sur les fournitures importées relevant de la première catégorie visée à l'article 153 du Code Minier de 1995, ainsi que sur toutes pièces de rechange, diesel et lubrifiants accompagnant ces équipements et biens.

Toutefois, ces importations sont néanmoins soumises au paiement d'un droit d'enregistrement de 0,5 % de la valeur CAF de ces importations. Le montant total prélevé à cet effet ne peut excéder le montant maximal prévu par la Loi de Finances.

Ce droit est déductible aux fins du calcul du bénéfice net imposable de la Société.

3. Pendant la Phase d'Exploitation

3.1 Système d'importation de fournitures et de consommables

- Toutes les fournitures importées qui relèvent de la deuxième catégorie visée à l'article 153 du Code Minier de 1995 et qui sont destinées à la transformation sur place du minerai en produits finis et semi-finis (pellets, fines d'agglomération) sont exonérées de tous droits de douane et taxes ;
- Toutes les fournitures importées qui relèvent des première et troisième catégories visées à l'article 153 du Code Minier de 1995 et qui sont destinées à l'extraction et au développement commercial du minerai sont taxées à l'importation au taux de 5,6 % de leur valeur FOB ;
- Tous les carburants, lubrifiants et autres produits pétroliers importés, relevant de la quatrième catégorie visée à l'article 153 du Code Minier de 1995, sont achetés selon la structure des prix applicables au secteur minier à la Date de Prise d'Effet.

3.2 Régime d'amortissement des immobilisations

La Société amortira ses actifs corporels et incorporels en appliquant le système d'amortissement dégressif autorisé par l'article 144 du Code Minier de 1995.

3.3 Provision pour la Reconstitution du Gisement

La Société pourra constituer une provision pour la reconstitution du gisement d'un montant maximum de 10 % du bénéfice imposable à la fin de chaque exercice, en franchise d'impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux ;

Cette provision devra être employée dans les deux ans de sa constitution pour le financement des travaux de recherche ou d'exploitation de mines sur le territoire de la République de Guinée. Toute partie de cette provision qui n'aurait pas été utilisée doit être reportée le bénéfice du troisième exercice qui suit celui au titre duquel elle a été constituée.

Cette provision est déductible pour le calcul du bénéfice net imposable de la Société.

3.4 Allocation d'investissement

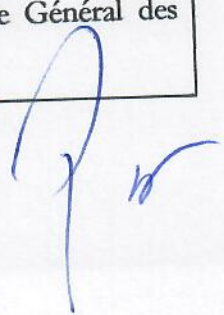
La Société bénéficiera d'une allocation d'investissement représentant 5 % de tout investissement réalisé en cours d'exercice. Cette allocation est déductible pour le calcul du bénéfice net imposable de la Société.

3.5 Autres impôts et charges fiscales ou parafiscales

Pendant toute la durée de la présente Convention, la Société, ses sous-traitants directs, ses consultants sont exonérés de tous impôts directs ou indirects, charges fiscales et parafiscales, droits à l'exportation et à l'importation, redevances, droits, retenues, droits de douane et de toutes charges fiscales ou parafiscales, autres que ceux définis dans la présente Convention.

Aux fins de la présente Annexe 4, les termes suivants ont la signification suivante :

Définition	Signification
Administration Fiscale de la Guinée	désigne l'ensemble des organismes chargés de l'établissement de la base imposable, de sa perception et de son contrôle en République de Guinée.
Code Général des Impôts	désigne le Code Général des Impôts de la République de Guinée dans sa version applicable à la Date de Prise d'Effet.
Contribution des Patentes	a le sens qui lui est donné dans le Code Général des Impôts de la République de Guinée.
Cotisation de Sécurité Sociale	a le sens qui lui est donné dans le Code Général des Impôts de la République de Guinée.
Direction Générale des Douanes	désigne la Direction Générale des Douanes de la République de Guinée.
Direction Générale des Impôts	désigne la Direction Générale des Impôts de la République de Guinée.
Droits d'Enregistrement et droits de Timbre	a le sens qui lui est donné dans le Code Général des Impôts de la République de Guinée.
« Impôt sur les Bénéfices Industriels et commerciaux » ou « BIC »	a le sens qui lui est donné dans le Code Minier de 1995.
Impôt Minimum Forfaitaire ou IMF	a le sens qui lui est donné dans le Code Général des Impôts de la République de Guinée.



Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières ou IRVM	a le sens qui lui est donné dans le Code Minier de 1995 de la République de Guinée.
Loi de Finances	a le sens qui lui est donné dans la Constitution de la République de Guinée.
Loi sur les Impôts Directs	a le sens qui lui est donné dans le Code Général des Impôts de la République de Guinée.
Redevance sur la Superficie	a le sens qui lui est donné dans le Code Minier de 1995.
Résultat d'Exploitation	a le sens qui lui est donné dans le Code Général des Impôts de la République de Guinée.
Taxe	désigne tous impôts, taxes, droits, prélèvements, droits, taxes, droits, cotisations, impôts et taxes gouvernementaux de toute nature et cotisations sociales (qu'il s'agisse de cotisations salariales ou patronales) imposés par toute autorité gouvernementale ou toute autre institution compétente, payables directement ou par retenue ou autrement, y compris les impôts ou contributions sur le revenu, le patrimoine, les cessions, douanières, à la valeur ajoutée, aux emplois, aux gains et/ou relatifs à la sécurité sociale, y compris tous intérêts, amendes ou sanctions y afférents.
Taxe Minière	a le sens qui lui est donné dans le Code Minier de 1995.
Taxe sur la Valeur Ajoutée ou TVA	a le sens qui lui est donné dans le Code Général des Impôts de la République de Guinée.
Taxes Foncières	a le sens qui lui est donné dans le Code Général des Impôts de la République de Guinée.

ANNEXE 5 – PERIMETRE MINIER

Partie 1 : Périmètre Minier (tel que décrit dans la Concession Minière)

Bloc 1 :

	Longitude (Ouest)	Latitude (Nord)
A	8° 23' 13"	7° 40' 56"
B	8° 21' 41"	7° 40' 56"
C	8° 21' 41"	7° 40' 11"
D	8° 23' 13"	7° 40' 11"

Bloc 2 :

	Longitude (Ouest)	Latitude (Nord)
A	8° 22' 49"	7° 40' 11"
B	8° 22' 00"	7° 40' 11"
C	8° 22' 00"	7° 39' 23"
D	8° 22' 25"	7° 39' 23"

Partie 2 : Périmètre identifié par l'UNESCO

Zone du Permis Minier Nimba				
Angle Point	WGS84 / UTM29N Projeté		WGS84 Coordonnées Géographiques	
	Vers l'Est	Vers le Nord	Longitude	Latitude
A	567 698.54	848 978.11	8°23'10.15" W	7°40'48.26" N
B	570 507.25	848 980.74	8°21'38.47" W	7°40'48.21" N
C	570 508.86	847 266.53	8°21'38.50" W	7°39'52.40" N
D	567 700.15	847 263.90	8°23'10.17" W	7°39'52.44" N
E	568 434.81	847 264.58	8°22'46.19" W	7°39'52.43" N
F	569 989.10	847 266.04	8°21'55.46" W	7°39'52.40" N
G	569 990.21	846 074.09	8°21'55.48" W	7°39'13.59" N
H	569 140.60	846 073.29	8°22'23.21" W	7°39'13.60" N

Source: « UNESCO World Heritage Boundary, Datum Establishment and Survey Audit » (Surtech) - August 2007

ANNEXE 6 – TRADUCTION ANGLAISE DE LA CONVENTION

(la version anglaise de la Convention figure dans les pages suivantes)

Pr

Execution version

REPUBLIC OF GUINEA

Work – Justice – Solidarity

MINISTRY OF MINES AND GEOLOGY

AMENDED AND CONSOLIDATED

**MINING CONCESSION
AGREEMENT**

BETWEEN

THE REPUBLIC OF GUINEA

SMFG

AND

EURONIMBA

**FOR THE EXPLOITATION OF DEPOSITS OF IRON
ORE OF MONTS NIMBA**

DATED 5 SEPTEMBER 2019



**AMENDED AND CONSOLIDATED
MINING CONCESSION
AGREEMENT**

Between the undersigned

- The **REPUBLIC OF GUINEA**, duly represented for the purposes hereof by His Excellency Mr. Abdoulaye MAGASSOUBA, Minister of Mines and Geology, and His Excellency Mr. Ismaël DIABOUTÉ, Minister of Budget,

hereinafter referred to as the “**State**”

FIRST PART

- **EURONIMBA LIMITED**, a company governed by the Law of Jersey, whose head office is located at First Floor, Osprey House, 5-7 Old Street, St Helier, Jersey, JE2 3RG, Channel Islands, represented by Eric Finlayson, in his capacity as Director, duly authorized,

hereinafter referred to as the “**Investor**”

SECOND PART

and

- **SOCIETE DES MINES DE FER DE GUINEE**, a limited company with Board of Directors, whose registered office is located at the Residence Jeaninne, 3eme étage, Camayenne, Dixinn, Conakry and registered with the Trade and Companies Registry of Conakry under number GC – KRY / 01.861 / 2003, represented by President Kgalema Motlanthe, in his capacity as Chairman, duly authorized,

hereinafter referred to as the “**Company**” or “**SMFG**”

THIRD PART

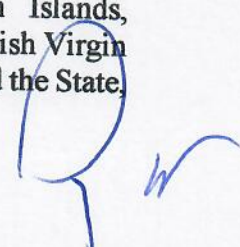
The Investor shall act jointly and severally with the Company for the purposes of this Agreement.

The State, the Investor and the Company are hereinafter collectively referred to as “**the Parties**” and individually a “**Party**”.



PRELIMINARY DECLARATION

WHEREAS:

- A. The mining regulations applicable in the Republic of Guinea provide that mineral or fossil substances in the subsoil or existing on the surface, as well as ground waters and geothermal deposits, are, in the territory of the State, the full property/ownership of the State; and that these mineral or fossil substances cannot be, subject to the specific provisions of the mining and land regulations applicable in the Republic of Guinea, the object of any form of private appropriation.
- B. Private persons may however be granted the right to operate mining activities on the territory of the State, and to acquire the property of substances they extract, provided that they hold a valid mining title formally granted by the State.
- C. Under Law L/95/036/CTRN of June 30, 1995 (the "**1995 Mining Code**"), the Investor and SMFG were granted, pursuant to Decree D/2003/068/PRG/SGG dated 29 July, 2003, an exploration and mining concession for iron ore on a specific area of the Nimba Mountains (the "**Mining Concession**"), and the Investor signed with the State, on April 25, 2003, a mining concession agreement for the exploitation of iron deposits of the Nimba Mountains, to which the Company subsequently adhered to on 16 March, 2006 (the "**Initial Convention**").
- D. As of the date hereof:
- (i) the Nimba Mountains Iron Ore Project (the "**Project**") is implemented by the Investor and the Company under the Mining Concession and the Initial Convention, which include the terms and conditions under which the Project is governed by the provisions of the 1995 Mining Code; and
 - (ii) the Company also holds four (4) exploration permits, namely the Yomou exploration permit No. Q2017/3604/MMG/SGG dated August 23, 2017 as well as the Lola exploration permits No. A2017/3602/MMG/SGG, A2017/3603/MMG/SGG and A2017/3605/MMG/SGG dated August 23, 2017 (together, the "**Exploration Permits**").
- E. Pursuant to Article 217 of Law L/006/CNT of 9 September 2011, as amended by law L/2013/053/CNT of April 8, 2013 (the "**2011 Mining Code**"), the State initiated discussions with the Investor and its shareholders between 2012 and 2015 to determine the conditions pursuant to which the operation of the Project could (i) be carried out through a railway evacuation through Liberia and (ii) be subject to certain provisions of the 2011 Mining Code. However, these discussions did not succeed.
- F. In this context, the HIGH POWER EXPLORATION group, acting through HPX Nimba Holdings Inc., a company registered in the British Virgin Islands, headquartered at Craigmuir Chambers, Road Town, Tortola, VG1110 (British Virgin Islands) ("**HPX**"), initiated discussions with the Investor's shareholders and the State, for the purpose of purchasing the entire share capital of the Investor.
- 

- G. These discussions resulted in:
- (i) the signature by the State and HPX on 17 November 2018 of a memorandum of understanding defining the terms and conditions under which the State could issue its formal consent to the purchase by HPX of all of the shares in the share capital of the Investor;
 - (ii) agreement being reached between the State and HPX to amend the Initial Convention on the terms set out herein; and
 - (iii) the issuance by the State, as per a letter issue by the Minister on 5 September 2019, of its consent to the completion of the sale of all of the shares in the Investor to HPX.
- H. As of the date hereof, HPX thus owns all the share capital of the Investor.
- I. Therefore, the purpose of this amended and restated convention (the “**Convention**”) is to determine the new general, economic, legal, administrative, financial, fiscal, tax, customs and social development conditions of the Project.

THIS HAVING BEEN SET OUT, THE FOLLOWING HAS BEEN RESOLVED AND AGREED UPON:

TITLE I

INTRODUCTION

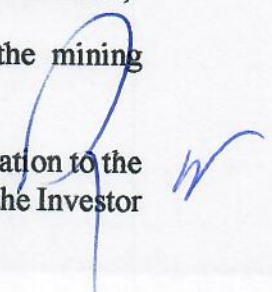
Article 1 – Definitions and interpretation

Unless otherwise provided by the Parties in this Convention, the definitions and rules of interpretation applicable to this Convention are set out in Appendix 1 of this Convention.

Article 2 - Purpose of the Convention

- 2.1 The purpose of this Convention is to define the general, economic, legal, administrative, financial, fiscal, tax, customs and social terms and conditions under which the Company will proceed with the extraction of iron ore located within the Mining Perimeter and will implement its evacuation and marketing on local and world markets.

In this framework, the purpose of the Convention is also to:

- (i) specify the commitments of the Investor and the Company, notably in terms of production objectives, timing and financing, with respect to the development and extraction of iron ore located within the Mining Perimeter;
 - (ii) provide the process for determining the evacuation route of the mining production;
 - (iii) specify the obligations to which the State agrees to subscribe in relation to the Investor and the Company, in return for the undertakings made by the Investor
- 

and the Company to develop the Project in accordance with the terms and conditions of this Convention; and

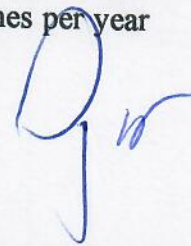
- (iv) define what the consequences would be for the Parties of a failure to comply with their respective undertakings pursuant to the terms of this Convention.
- 2.2 In view of the particular geographical situation of the deposits in the Nimba Mountains, close to a reserve which falls under the UNESCO World Heritage Site list, this Convention pays as much careful consideration to each and every detail as possible when it comes to issues and measures in respect of environmental protection. In particular, it sets out the relationships, and the ways in which collaboration will take place, between the State and/or the bodies representing it, on the one hand, and the Company and the Investor, on the other hand.
- 2.3 In general terms, the purpose of this Convention is to encourage a spirit of co-operation between the Parties. It defines the terms for the implementation of sustainable and competitive iron ore and/or concentrate production, based on technical and operating choices that accord with Good Mining Practice.
- 2.4 This Convention takes into account the fact that, due to the size of the investments to be made and the financing to be mobilised, due to the wide range and diversity of the industrial activities which are involved, and due to the finely woven economic, financial, commercial, and social relationships which are required, any exploitation of iron ore is an international activity by nature.
- 2.5 Finally, the Convention is also intended to determine the implementing method of certain specific provisions of the 2011 Mining Code to the Project.

TITLE II

THE PROJECT

Article 3 – Description of the Project

- 3.1 The Project covered under this Convention comprises a series of inter-linked operations to be carried out by the Company on the basis of the guarantees and financing provided and / or mobilized by the Investor, and in particular the following operations:
- (i) The continuation of mining exploration operations in the Mining Perimeter, for the possible identification of additional reserves of iron ore, to the extent reasonably considered necessary by the Investor and the Company;
 - (ii) The development of anticipated production of a capacity of up to five million tonnes per year (5,000,000 t/yr), with first production of Early Mining Product commencing within twelve (12) months from the Amendment Effective Date, subject to and in accordance with the provisions of Article 4.2;
 - (iii) The design, development, construction, operation and maintenance of an iron ore mine with an intended initial capacity of twenty million tonnes per year (20,000,000 t/yr);



- (iv) The design, development, construction, operation and maintenance of infrastructures, installations and industrial equipment necessary for the production of Mining Product and its evacuation; and
- (v) Commercialization of the Mining Product.

3.2 Phases of the Project

3.2.1 The Project will be carried out according to the following three (3) phases:

- (a) a study, design and conception phase, during which (i) the Anticipated Production will commence and (ii) studies will be carried out to assess, among other things, the viability and/or feasibility of several evacuation routes for the Project, the feasibility of the Project, and the environmental impact of the Project (the "**Study Phase**");
- (b) a financing and development phase, during which:
 - (i) the arrangements for the debt and equity financing of the Project and its development will be finalised;
 - (ii) the construction, completion and commissioning of the infrastructure, facilities, plant and equipment necessary for the Project will be undertaken; and
 - (iii) all contracts and agreements, as may be required for the implementation of the selected evacuation route of the Mining Products will be signed (subject to the provisions of Article 26.4 regarding the agreed timeframe for the execution of the Liberian Agreements),

(the "**Financing and Development Phase**"); and
- (c) an exploitation phase, during which there will be commercial production, marketing and sale of Mining Product from the Project (the "**Exploitation Phase**").

3.2.2 The phases identified in Article 3.2.1 above are described in further detail in Articles 4 – 6 below, and shall be carried out in accordance with the timing requirements set out in Article 7.

3.2.3 For the avoidance of doubt, the Project shall at any time be deemed to be in one of the three phases identified in Article 3.2.1 above. The Investor and the Company shall however not be restricted from carrying out activities falling within other phases notwithstanding that the Project is deemed to be in any phase at a particular time.

Article 4 – The Study Phase

4.1 During the Study Phase, the Parties will carry out the following activities and operations:

- (a) the completion by the Company and the Investor of a study on the viability of the option to evacuate Mining Product by the TGR Option (the "**Viability Study**"), in accordance with the provisions of Article 13 of this Convention;

- (b) engaging with relevant stakeholders to agree and assess the terms on which the Mining Products are to be evacuated from the Mining Perimeter, after the determination of the applicable evacuation route following completion of the Viability Study;
- (c) carrying out research and exploration work to the extent reasonably considered necessary by the Investor and the Company on the Mining Perimeter and the perimeter covered by the Exploration Permits and / or New EPs;
- (d) the selection of a Partner for the joint implementation of the Project with HPX, as a direct shareholder of either the Company or the Investor, under the terms and conditions set out in Article 12 of this Convention;
- (e) the completion by the Company and the Investor of pre-feasibility studies of the Project (the "**Pre-Feasibility Study**");
- (f) the completion by the Company and the Investor and the approval by the State of a feasibility study of the Project (the "**Bankable Feasibility Study**"), according to the conditions provided for in Article 13 of this Convention; and
- (g) the completion by the Company and the Investor and the approval by the State of an Environmental and Social Impact Assessment of the Project (the "**Impact Study**") under the conditions provided for in Article 13 of this Convention.

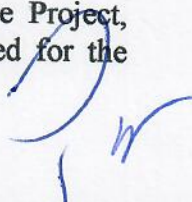
4.2 The Investor and the Company shall also, during the Study Phase, implement on a temporary basis anticipated iron ore production of a capacity of up to five million (5,000,000) tonnes per annum (the "**Anticipated Production**"), in accordance with the following terms:

- (a) The studies required in connection with the Anticipated Production shall be undertaken by the Investor and the Company during the Study Phase, in accordance with the provisions set out in Article 13;
- (b) Production of Early Mining Product from the Anticipated Production shall begin within the first twelve (12) months from the Amendment Effective Date, provided that:
 - (i) the Anticipated Studies demonstrate that the Anticipated Production is economically and technically viable, taking due consideration of the requirements of this Convention and applicable law, in particular provisions relating to the protection of the environment and safety matters;
 - (ii) in the event that the Anticipated Studies indicate that the development of the Anticipated Production will require a longer period than twelve (12) months to reach first production of Early Mining Product, the Parties agree to consult with each other with the aim of agreeing a commercially and technically viable update plan for the development of such Anticipated Production and in such case the twelve (12) month period shall be extended by the period of such consultation.

- (iii) the provisions of Article 7.4 of this Convention shall apply, such that timeframes provided for by this Article 4.2 shall be extended to reflect the periods and delays referred to in Article 7.4(a) and (b); and
 - (iv) in the event that the Anticipated Studies demonstrate that the Anticipated Production is not economically and technically viable, the Investor and the Company shall not be required to submit such studies to the Minister for approval. The Investor and the Company shall, however, provide copies of such studies to the Minister, and shall discuss with the Minister regarding the findings of such studies. For the avoidance of doubt, the Investor and the Company shall not be obliged to proceed with the Anticipated Production in such circumstances
- (c) The Anticipated Production will be carried out by the Company and the Investor until the expiry of the maximum period authorised by the Minister pursuant to Article 13.3.3, and for the avoidance of doubt is not intended to supersede or replace the Company's and the Investor's commitment to design, develop, construct, operate and maintain an iron ore mine with an intended capacity of twenty million tonnes per year (20,000,000 t/yr) in accordance with the Definitive Timetable. If as a result of a change in circumstances the Anticipated Production ceases to be economically or technically viable (taking due consideration of the requirements of this Convention and applicable law, in particular provisions relating to the protection of the environment and safety matters), the Company and the Investor shall discuss the matter with the Minister to seek to find appropriate mitigants so that the Anticipated Production can be carried out in an economically and technically viable manner, on the above basis. If however following these discussions such mitigants can not be identified and adopted, the Company and the Investor shall be entitled to suspend or terminate the Anticipated Production. Notwithstanding the foregoing, the Investor and the Company shall be entitled to suspend the Anticipated Production at any time as a result of, or in response to, any health, safety or emergency situation that requires suspension of the Anticipated Production.

4.3 The timing requirements for the conduct of the Study Phase are set out in Article 7 below.

Article 5 – Financing and Development Phase

- 5.1 During the Financing and Development Phase, the Investor and the Company shall finalise the arrangements for the financing of the Project (the "**Financing Arrangements**"), by way of:
- (a) equity investment from shareholders; and
 - (b) borrowing from commercial lenders and/or development banks.
- 5.2 The Investor and the Company shall put in place Financing Arrangements so as to obtain sufficient financing to meet the investment requirements for the Project, including the development of rail and port infrastructure where required for the evacuation of Mining Product, in accordance with Article 14 below.
- 

5.3 During the Financing and Development Phase, the Parties shall also carry out the following activities and operations (the “**Development Arrangements**”):

- (a) completion of the final engineering design for the Project;
- (b) construction, completion and commissioning of the infrastructure and industrial facilities and equipment necessary for the Project; and
- (c) if reasonably considered necessary by the Investor and the Company, the continuation of research and exploration work within the Mining Perimeter and the perimeter covered by the Exploration Permits and / or the New EP.

5.4 The timing requirements connected with the Financing and Development Phase are set out in Article 7 below.

Article 6 – The Exploitation Phase

6.1 The Exploitation Phase shall be deemed to commence upon First Commercial Production, the occurrence of which shall be notified by the Company to the State. During the Exploitation Phase, the Parties will carry out the following activities and operations:

- (a) the production of iron ore from the deposits located within the Mining Perimeter;
- (b) the maintenance and upkeep of infrastructure, facilities, plant and equipment required for the Project, including rail and port infrastructure required for the evacuation of iron ore from the Project;
- (c) if reasonably considered necessary by the Investor and the Company, the continuation of research and exploration work within the Mining Perimeter and the perimeter covered by the Exploration Permits and / or the New EP; and
- (d) the remediation and closure of the Project after exhaustion of the iron ore deposits located within the Mining Perimeter, in accordance with Article 23 below.

6.2 The timing requirements connected with the Exploitation Phase are set out in Article 7 below.

Article 7 – Timetables

7.1 The phases of the Project set out in Articles 4 to 6 above shall be carried out in accordance with, and subject to, the following timetables:

- (a) an indicative timetable which the Parties agree to work towards in undertaking the phases described at Articles 4 to 6 above (the “**Indicative Timetable**”). The Indicative Timetable is set out at Appendix 2 to this Convention.

The Indicative Timetable will be updated by the Company as part of the Bankable Feasibility Study, provided that such update shall not extend the Indicative Timetable beyond the maximum time periods set out in the Definitive Timetable.

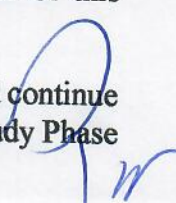
- (b) a timetable setting out the agreed definitive timing commitments for conducting the phases set out in Articles 4 to 6 above (the “**Definitive Timetable**”) (but expressly subject to the provisions of Article 7.4) as follows:
- (i) the Study Phase shall be completed within 24 months of the Amendment Effective Date;
 - (ii) the Financing Arrangements, constituting part of the Financing and Development Phase, shall be completed within 11 months of the approval by the State of the Bankable Feasibility Study pursuant to Article 13.4.1; and
 - (iii) in addition to the timing requirement set out in Article 7.1(d), the Development Arrangements, constituting part of the Financing and Development Phase, shall be completed within 53 months of the completion of the Financing Arrangements.

- (c) In the event that the Investor and the Company fail to comply with a timing requirement that is set out in the Definitive Timetable, then, subject to the provisions of Article 7.4 below, the State may issue a notice (a “**Timing Default Notice**”), requiring that the outstanding actions are taken within 30 days of the date of receipt of such Timing Default Notice.

In issuing any Timing Default Notice, the State shall identify in reasonable detail the actions that it considers are reasonably required to be taken by the Investor and the Company. The State shall at all times act in a reasonable manner in connection with the issuance of any Timing Default Notice.

- (d) Notwithstanding the foregoing, but subject to the provisions of Article 7.4, the State shall also have the right to issue a Timing Default Notice where the Development Arrangements are not completed within 79 months of the Amendment Effective Date.
- (e) In the event that the Investor and the Company fail to comply with the 30 day deadline set out in any Timing Default Notice, the State shall have the right to terminate the Convention and cancel the Mining Concession in accordance with the provisions of Article 48.

7.2 The Parties agree that the following provisions shall apply in respect of the timing of the Project’s phases:

- (a) The Parties acknowledge and agree that the Company and the Investor shall, in connection with their obligations pursuant to this Convention, be entitled to supplement, build upon and give due weight and consideration to, any studies and works carried out prior to the Amendment Effective Date pursuant to the Initial Convention, it being specified however that this shall not limit in any way the right of the State to comment on, approve or reject the studies prepared by the Company and/or the Investor and submitted for the approval of the State where so required in accordance with the provisions of this Convention.
- (b) The State acknowledges that the Investor and the Company were and continue to be permitted to carry out studies and works forming part of the Study Phase
- 

pursuant to this Convention with effect from the date of the Consent. Any studies and works so carried out shall be given due recognition in connection with the Investor and the Company's obligations under this Convention.

- (c) The Parties acknowledge and agree that the stages set out in this Convention shall not run on a fully sequential basis, and accordingly actions, activities and operations may be carried out by the Investor and the Company which fall within the scope of a phase notwithstanding that the prior phase has not yet been completed.

7.3 The Project's phases shall be deemed to begin and to be completed at the following times:

- (a) the Study Phase shall be deemed to begin upon the Amendment Effective Date and to be completed when the Company submits to the State a version of the Bankable Feasibility Study that complies with the requirement of this Convention;
- (b) the Financing and Development Phase shall be deemed to begin when the State approves the Bankable Feasibility Study in accordance with the provisions of Article 13.4, and:
 - (i) the Financing Arrangements (constituting part of the Financing and Development Phase) shall be deemed to be completed upon notification by the Company to the State that appropriate equity and debt financing arrangements have been secured to meet the investment requirements of the Project, together with a copy of all signed Financing Arrangements;
 - (ii) the Development Arrangements (constituting part of the Financing and Development Phase) shall be deemed to be completed upon notification by the Company to the State of the occurrence of First Commercial Production.
- (c) the Exploitation Phase shall be deemed to begin on the date of First Commercial Production and to be completed upon full completion of the Remediation Activities, as confirmed by the State.

7.4 Notwithstanding any clause to the contrary in this Convention, for the purpose of calculating any time limits provided in the Indicative Timetable or the Definitive Timetable, or any other period agreed between the Parties (including, but not limited to, the timeframes in respect of Anticipated Production referred to in Article 4.2), such time limits shall be extended to reflect:

- (a) periods during which the performance of their obligations by the Company, the State or the Investor, is prevented by the occurrence of a Force Majeure Event; and
- (b) any delays for which the Investor or the Company is not responsible, whether caused by the State or otherwise, including, but not limited to, any delay to the extent that it is caused by or results from the State failing to comply with its obligations pursuant to this Convention. For the avoidance of doubt, the Company and the Investor shall be deemed to be responsible for any delays

caused by the actions of their subcontractors, Partner, shareholders and Affiliates engaged or involved in the conduct of the Project.

- 7.5 The Minister and the Company will meet on a six-monthly basis to review the implementation of the Project against the time periods provided for in the Indicative Timeline and the Definitive Timeline and, if so required, will update such timelines so as to reflect any extensions thereof pursuant to the provisions of Article 7.4.
- 7.6 Where relevant, and subject to the agreement by the Parties, additional phases may be added in respect of the Project, or amendments may be made to the activities and operations provided for in respect of each of the phases identified above. The Investor and the Company shall submit an updated feasibility study in respect of the amended Project, where required to do so pursuant to Article 33 (*Extension of the Project*).

Article 8 - Co-Operation from the State

8.1 Assistance by the State

The State hereby declares its intention to provide assistance with respect to all the work and studies to be carried out by the Company and the Investor during the period covered by the Mining Concession, using every reasonable means which it may deem to be appropriate, at all times acting in compliance with applicable legislation.

8.2 Additional obligations of the State


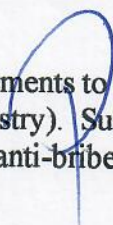
Further obligations of the State to provide assistance and co-operation to the Investor and the Company are set out in this Convention, including, but not limited to:

- (a) where the Liberian Option is used as the basis for the evacuation route for the Project, the obligation on the State to provide support and assistance to the Investor pursuant to Article 26.3 of this Convention;
- (b) the obligation on the State to provide the Company with access to the State's 'one stop shop' for mining projects pursuant to Article 32.2 of this Convention;
- (c) the obligation on the State to declare the Project as constituting a Project of National Interest pursuant to Article 31.1 of this Convention, and providing the Company with the exclusive land rights provided for in Article 31.3 of this Convention.

8.3 Availability of employees

It is agreed that upon a reasonable request by the Investor, employees shall be made available to the Company by the Minister, for the Investor and the Company to choose from, for participation in the preparation work for, and in the carrying out of, the work programmes which fall under the auspices of this present Convention. The Investor or the Company shall pay these employees. They shall fall under and answer to the authority of the Investor and the Company.

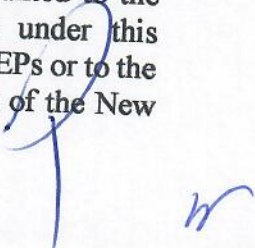
The status of those employees will be clarified and agreed in separate agreements to be entered into by the Company and the State (acting through the Ministry). Such agreements shall include obligations requiring compliance with applicable anti-bribery



and corruption laws, and with the Company's policies in respect of anti-bribery and corruption.

It is expressly specified that such personnel may in no circumstances be entitled to grant to the Company or the Investor any authorisation, consent, agreement, or approval required to be obtained from the State under this Convention or applicable laws.

Article 9 – The Company's Mining Tenure

- 9.1 The Mining Concession shall continue for a period of twenty-five (25) years from the date of the Mining Concession. At the end of such period, the Mining Concession shall, subject to Article 9.3, be renewed by the State on the same terms as are set out in this Convention (as amended from time to time) for successive periods of twenty five (25) years until the exhaustion of the iron ore deposits governed by this Convention, except for the last renewal, which will be for the time remaining until exhaustion of such iron ore deposits (the "**Renewal Terms**"). Any renewal shall not give rise to any payment of fees, royalties or financial compensation to the State, without prejudice to the fixed duties payable by the Company under applicable laws and this Convention.
- 9.2 For the purposes of these renewals, the Company shall submit, not later than six (6) months before the expiry of the Mining Concession or a Renewal Term, as the case may be, a renewal application containing the documents specified in **Appendix 8**.
- 9.3 Provided that the main operations and activities in respect of the Project are continuing, and the Exploitation Phase has not been completed in accordance with Article 7.3(c), the State may refuse such renewal only in the event that a Termination Event has occurred and has not been remedied or challenged in accordance with the requirements of Article 48. In the absence of a decision of the State on the expiry date of the Mining Concession or a Renewal Term, as the case may be, while an application for renewal complying with the requirements of this Convention has been submitted by the Company, the duration of the Mining Concession shall be automatically extended until the date of the final state decision on the renewal application.
- 9.4 As regards the Exploration Permits, the Parties agree that:
- (a) upon the expiry of the Exploration Permits, the Company will apply for, and the State will issue to the Company, new exploration permits covering the exact same perimeter as the one currently covered by the Exploration Permits (the "**New EPs**").
 - (b) Subject to the provisions of paragraph (c) below, the application for and the issuance of the New EPs, as well as all activities undertaken by the Company and the Investor in virtue of the New EPs and on the perimeter covered by the New EPs, will be governed by the provisions of the 2011 Mining Code exclusively. Consequently, unless expressly stated otherwise in this Convention, this Convention and all the rights and benefits granted to the Investor and the Company in connection with the Project under this Convention or the 1995 Mining Code, shall not apply to the new EPs or to the activities undertaken by the Company and the Investor in virtue of the New EPs or on the perimeter covered by the New EPs.
- 

- (c) By way of exceptions to the provisions of paragraph (b) above, all activities that are undertaken by the Company which, cumulatively, (i) relate to iron ore resources discovered within the perimeters covered by the New EPs; and (ii) are undertaken as part of, or an extension of, the Project, will be deemed to constitute an Extension of the Project (as defined in Article 33) and, provided that the Company and the Investor comply with the provisions of such Article 33, will be governed by the provisions of this Convention.
- (d) The Investor and the Company shall (subject to the granting of any third party consents, where and to the extent required) be authorised to use assets and infrastructure built or used by the Investor or the Company in the Republic of Guinea in connection with the Project for the implementation of any other project carried out by the Investor or the Company following any discovery on the perimeters covered by the New EPs.

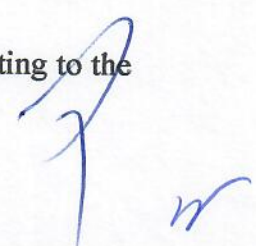
9.5 The Parties acknowledge that there is a difference between the geographic coordinates of the Mining Perimeter (as set out in Part 1 of Appendix 5), and those provided in the UNESCO World Heritage Boundary, Datum Establishment and Survey Audit from August 2007 (as set out in Part 2 of Appendix 5). As soon as possible following the Amendment Effective Date, the Parties agree to meet to confirm in good faith the correct coordinates of the Mining Perimeter. For the avoidance of doubt, until such confirmation the coordinates of the Mining Perimeter shall be considered to be those set out in the Mining Concession (as set out in Part 1 of Appendix 5).

TITLE III

MAIN PROJECT ACTIVITIES

Article 10 – Research/Exploration Work

- 10.1 All analyses on the samples taken on the Mining Perimeter must be carried out within Guinea as far as is possible, either in existing analysis laboratories or in a fixed or mobile laboratory, which shall be created for this purpose by the Company. The findings from the analyses, as well as representative samples should be notified to the Minister.
- 10.2 The duplicates of the samples analysed will be stored and catalogued within Guinea.
- 10.3 The Company undertakes to carry out exploration activities in accordance with:
 - (i) applicable laws;
 - (ii) Good Mining Practice;
 - (iii) applicable Programmes and Budgets, and shall notify the State with any material deviation occurring during the implementation of the Project's activities against the relevant Programmes and Budgets; and
 - (iv) the provisions of this Convention, including the obligations relating to the environment as set out in Article 37.



Article 11 - Discovery of other mineral resources within the Mining Perimeter

- 11.1 If, during the course of the studies and work within the boundaries of the Mining Perimeter, the Company should discover occurrences of mineral substances other than iron ore, the Investor shall promptly inform the Minister of this fact.

Such notification must be accompanied by a report which identifies the nature of the substance which has been discovered, and in which any other information that might be useful in facilitating an evaluation of the discovery should be supplied.

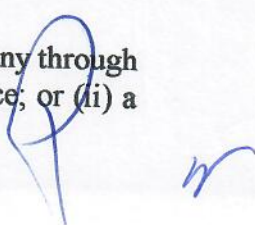
Within three (3) months as from the receipt by the Minister of such notification, the Parties shall enter into good-faith discussions relating to the commercial opportunities entailed by the notified discovery.

- 11.2 Save in the circumstances set out in Article 11.3, the State shall not, for the duration of the Mining Concession, grant any permit to any third party within the Mining Perimeter without the Company's prior written consent.

- 11.3 Notwithstanding the provisions of Article 11.2, the State shall be entitled to grant permits to third parties within the Mining Perimeter where each of the following conditions are satisfied:

- (a) there is a discovery of mineral resources other than iron ore within the Mining Perimeter (the "**Additional Resources**");
- (b) the Company and the Investor decide following the good faith discussions referred to in Article 11.1 not to proceed with the exploration and development of the Additional Resources;
- (c) there exists no iron mineralisation which is capable of profitable or commercial exploitation within the area in which the Additional Resources have been discovered; and
- (d) any activities and operations that would reasonably be expected to be carried out in connection with the exploration, development and/or exploitation of the Additional Resources do not, and would not reasonably be expected to, have an adverse effect or material interruption on any activities or operations carried out by or on behalf of the Company in respect of the Project.

Article 12 - Selection of a partner for the realization of the Project

- 12.1 The Parties agree that HPX shall enter into an arrangement with a reputable mining group that has proven experience and expertise in open-pit mining (the "**Partner**"), whereby such Partner shall become a direct shareholder of either the Investor or the Company.
- 12.2 The Investor agrees to enter into such arrangement with a Partner prior to the submission of the Bankable Feasibility Study to the State, and shall procure that the Partner reviews and endorses the Bankable Feasibility Study prior to submission to the State pursuant to Article 13.4.
- 12.3 The Partner may hold its direct equity interest in the Investor or the Company through an entity (the "**Partner Entity**") which is either (i) an Entity of Substance; or (ii) a
- 

special purpose vehicle, or similar corporate entity which is not an Entity of Substance.

For the purposes of this Convention, an "Entity of Substance" means an entity which satisfies the Partner Requirements (together with the Partner's Group, where so provided by the Partner Requirements).

12.4 Where the Partner Entity is not an Entity of Substance, a member of the Partner's Group which is an Entity of Substance (the "Relevant Affiliate") shall provide a first-ranking, on demand guarantee to the Company or the Investor (as the case may be) in respect of the Partner Entity's proportionate share of required equity contributions that are authorised to be called by the board of the Investor or the Company (as the case may be).

12.5 Additional undertakings of the Partner:

(a) Where the Partner Entity is an Entity of Substance, it shall undertake to the State that it will, in a manner consistent with its rights and obligations as a shareholder of the Investor or the Company:

(i) exercise its votes as a shareholder of the Investor or the Company such that the Company will act at all times in compliance with Good Mining Practice and its obligations pursuant to this Convention; and

(ii) where requested by the board of the Investor or the Company (as the case may be), provide operating, environmental and finance-raising support, on arm's length terms, such as to allow the Company to act in compliance with Good Mining Practice and its obligations pursuant to this Convention.


(b) Where the Partner Entity is not an Entity of Substance, the Relevant Affiliate shall undertake to the State that it will:

(i) procure that the Partner Entity will, in a manner consistent with its rights and obligations as a shareholder of the Investor or the Company, exercise its votes as a shareholder of the Investor or the Company such that the Company will act in compliance with Good Mining Practice and its obligations pursuant to this Convention; and

(ii) where requested by the board of the Investor or the Company, or by the Partner Entity (as the case may be), provide operating, environmental and finance-raising support, on arm's length terms, such as to allow the Company to act in compliance with Good Mining Practice and its obligations pursuant to this Convention.

12.6 Prior to the Partner Entity becoming a shareholder in the Investor or the Company, as the case may be, the Investor shall demonstrate to the State that the Partner or the Partner's Group meets the following requirements (the "Partner Requirements"):

(a) being appropriately qualified for participation in the Project, which shall be evidenced by the Partner's Group having not less than ten (10) years of experience in (i) operating and/or (ii) owning and being an active participant in respect of the operation or management of, open-pit mining facilities;

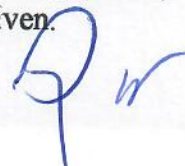


- (b) being a reputable organisation, as evidenced by the Partner Entity and, if applicable, the Relevant Affiliate, not being a Sanctioned Person, and the Partner's Group having in place appropriate international-standard policies in respect of anti-bribery and corruption; anti-money laundering; and environmental protection; and
- (c) being in good financial standing, meaning that the Partner Entity, any entity which Controls the Partner Entity and, if applicable, the Relevant Affiliate:
 - (i) is not subject to any insolvency, liquidation or bankruptcy proceedings in any relevant jurisdiction;
 - (ii) is not unable to pay its debts as they fall due;
 - (iii) has not had instituted against it any proceedings seeking a judgment of insolvency or bankruptcy or any petition presented for its winding up or liquidation;
 - (iv) has not had a secured party take possession of all or substantially all of its assets; and
 - (v) has not appointed an administrator, provisional liquidator, receiver, trustee, custodian or similar official for it or all or substantially all of its assets,
- (d) the Partner's Group has a demonstrable track record of financing mining projects.

12.7 The identity of the Partner selected by the Investor shall be submitted to the State, along with:

- (a) an express written endorsement by the Partner Entity (where it is an Entity of Substance) or the Relevant Affiliate of the Bankable Feasibility Study, and a written confirmation by the Partner that its agreement to become a direct shareholder in the Investor or the Company, as the case may be, is not conditioned by the prior amendment of the Convention in any way;
- (b) a written undertaking from the Partner Entity or the Relevant Affiliate (as the case may be) to the State pursuant to Article 12.5;
- (c) any document that the Investor may wish to submit in order to evidence that the Partner Requirements are met by the Partner, or any documents reasonably requested by the State in order to evidence that the Partner Requirements are met by the Partner or the Partner's Group; and
- (d) a copy of the shareholders agreement or partnership agreement relating to the Partner's interest in the Investor or the Company (as the case may be).

12.8 The State shall approve the participation of the Partner within 60 days from the date the State receives all the documents and information referred to in Article 12.7 above, and may only oppose to such participation where the State can demonstrate on a reasonable and objective basis that the Partner does not meet the Partner Requirements. In the event that the State does not respond within such 60 day period, the approval of the Partner by the State shall be deemed to have been given.



Article 13 – Completion and approval of the Studies

13.1 Viability Study

13.1.1 The Viability Study contemplated in the Study Phase (as set out in Article 4 above) will be financed by the Company and carried out in accordance with the Terms of Reference provided in Appendix 3 of this Convention. The Viability Study will be carried out by the Independent Contractor.

13.1.2 The Parties undertake to allow access by the Independent Contractor (subject to prior conclusion of confidentiality agreements and the prior obtaining of all third-party authorizations possibly required) to all sites, information, documents or other matters necessary for the completion of the Viability Study. The State will, in particular ensure that the Independent Contractor has access to the companies and investors in charge of the development of TGR Infrastructure.

13.1.3 Should the Independent Contractor confirm in the TGR Viability Report that the TGR Option is not viable, in accordance with the test for viability set out in Appendix 3 of this Convention, then the provisions of Article 26 shall apply.

13.1.4 The TGR Viability Report shall be submitted to the State, and the State shall approve the conclusions of such report within 30 days of submission, provided that the State shall only be entitled to withhold such approval where:

- (i) the Independent Contractor has materially deviated from the Terms of Reference in carrying out the Viability Study; or
- (ii) there is a material and manifest error in the Independent Contractor's assessment of viability, as set out in the TGR Viability Report.

13.2 Pre-Feasibility Study

13.2.1 The Parties acknowledge and agree that the Company shall present the Pre-Feasibility Study to the Minister, for the purposes of notification only.

13.2.2 The Pre-Feasibility Study shall not require the approval or consent of the State.

13.3 The Anticipated Studies

13.3.1 The Company and the Investor shall carry out studies regarding the development and operation of the Anticipated Production set out in Article 4 above (the “**Anticipated Studies**”); provided that the Anticipated Studies shall (i) include as a minimum requirement the studies referred to in Article 13.3.2; and (ii) where submitted for approval by the Company and the Investor, be approved by the State in accordance with Article 13.3.3.

13.3.2 The Anticipated Studies shall at least contain the following studies:

- (a) a short-form feasibility study (the “**Initial Operations Feasibility Study**”) including the following items:
 - (i) a mine plan in respect of the Anticipated Production;



- (ii) a production flowsheet created on the basis of annual production levels of up to five million (5,000,000) tonnes of iron ore per annum;
- (iii) evacuation arrangements in respect of the Early Mining Product;
- (iv) a road transportation route forming the basis of evacuation of the Anticipated Production, with such route to be agreed upon by the Parties as soon as possible (acknowledging that time is of the essence and that the Project must be developed using Good Mining Practice); and
- (v) a timetable for the implementation of the Anticipated Production, in the form of a chronogram.

During the period prior to completion of the Initial Operations Feasibility Study, the Parties shall meet on a monthly basis to discuss progress relating to the development of such study.

- (b) the Initial Operations Feasibility Study shall conform to existing approvals granted to the Company and/or the Investor prior to the date hereof and shall include an environmental and social impact assessment in respect of the Anticipated Production, (the “**Initial Impact Assessment**”) which shall be:
 - (i) carried out solely in relation to the scope of the proposed development and operations of the Anticipated Production, and based on the projected timeframes for such activities. For the avoidance of doubt, the proposed development and operations of the twenty million tonnes per annum project that is contemplated by this Convention shall be included within the scope of the Impact Study that is to be carried out pursuant to Article 13.5;
 - (ii) conducted in accordance with the specific principles of environmental protection as provided in Article 37 of this Convention;
 - (iii) carried out by a recognized consultant on the subject who will be chosen by the Company and approved by the State;
 - (iv) carried out in accordance with the provisions of applicable legislation and the Good Mining Practice; and
 - (v) consistent with international standards of bankability, so as to be acceptable to reputable financial institutions for the purpose of ensuring Project funding.

In carrying out the Initial Impact Assessment, the Parties may build on, supplement and develop any studies that have already been conducted by or on behalf of the Company and / or the Investor.

- (c) the Investor and the Company shall prepare a report summarising how the Anticipated Production shall align with and be consistent with the overall objectives of developing the Project such as to have a production level of up to 20,000,000 tonnes per annum; and
- (d) the Investor and the Company will provide regular updates and briefings to the State as the Anticipated Production is designed, and the studies referred to in Article 13.3.2(a) and (b) above take place.

13.3.3 In the event that the Initial Operations Feasibility Study and the Initial Impact Assessment demonstrate that the Anticipated Production is economically and technically viable (taking due consideration of the requirements of this Convention and applicable law, in particular provisions relating to the protection of the environment and safety matters), they shall be submitted to the Minister for approval. The Minister may grant approval for Anticipated Production to take place until the date of First Commercial Production. Such Anticipated Production shall be undertaken in parallel with, and shall not supersede or replace, the development of facilities and infrastructure to support production levels of 20,000,000 tonnes per year.

The State may not refuse to give its approval to the Initial Operations Feasibility Study and the Initial Impact Assessment without just cause. The State must give a ruling within a period of two (2) months, starting upon the date upon which such studies are submitted to the State, provided these studies conform with the provisions of this Convention.

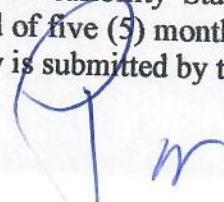
In the event that the Minister grants approval for the Anticipated Production:

- (a) the Company and the Investor shall be permitted to evacuate Early Mining Product via Liberia (and, for the avoidance of doubt, the requirement to conduct the Viability Study shall not be applicable in respect of the Anticipated Production and evacuation of Early Mining Product);
- (b) the State will provide the Company and the Investor with the support, actions, cooperation and assistance as set out in Article 26.3 of this Convention in respect of the Anticipated Production and all associated agreements, arrangements, permits, authorisations and studies relating thereto. For the purposes of this Article 13.3.3(b) only, reference in Article 26.3 to "the Liberian Option" shall be deemed to be a reference to the "Anticipated Production" and the references to Article 26.4 that are in Article 26.3 shall be deemed not to apply; and
- (c) the Parties agree for the avoidance of doubt that the provisions of Article 32 of this Convention shall apply in respect of the Anticipated Production (including, but not limited to, access to the State's 'one-stop shop' for mining projects) such as to assist the Company and the Investor with obtaining any approvals, authorisations, consents and permits that are necessary to bring the Anticipated Production into effect as quickly as possible.

13.4 Bankable Feasibility study


13.4.1 Where, on the basis of the studies and works already carried out and those completed in the context of this Convention, the Company has confirmed that there are reserves of iron ore of sufficient quantity and quality to support a production of twenty million tons of iron ore per year (20 000 000 t / year) within the Mining Perimeter and to implement their industrial and commercial exploitation, the Investor will submit to the State the Bankable Feasibility Study of the Project.

The State may not refuse to give its approval to the Bankable Feasibility Study without just cause. The State must give a ruling within a period of five (5) months, starting from the date upon which the Bankable Feasibility Study is submitted by the Company and the Investor.



13.4.2 The Bankable Feasibility Study must be drawn up in accordance with Good Mining Practice and should provide confirmation of the economic viability of the Project, in order for it to be able to be submitted to reputable financial establishments, so as to ensure the financing for the development and the mining of the mineral substance(s) discovered. The study should include the following list of items, which list should not be considered to be exhaustive:

- (a) The geographical situation of the deposit and its surface area;
- (b) The nature, form, dimensions and metallurgical and mineralogical characteristics of the deposit;
- (c) Sufficient engineering design necessary to allow any lenders to the Project, and the shareholders of the Company and the Investor, to obtain sufficient information necessary to assess on a reasonably accurate basis as to the capital costs required for the Project, having regard to appropriate contingencies;
- (d) An initial whole of life mine plan;
- (e) Details of the development being proposed for the construction of infrastructure and installations required for the operations and associated timetables for such development;
- (f) A production flowsheet, plus details of the nature and scope of the treatment of the Mining Product, and the types and quantities of iron ore or marketable derivative products;
- (g) Details of the evacuation route and methodology;
- (h) Requirements in terms of personnel and supplies;
- (i) Material impacts of the development of the Project on the environment and the appropriate steps to be taken to eliminate, reduce or compensate for such effects;
- (j) A work plan for the development (including the initial funds and the working capital required);
- (k) A market study;
- (l) Financing studies showing the anticipated profit margins, the expected income, the projected running costs, the anticipated return on investments, based on projected prices for the ore and other derivative products;
- (m) The probable sources, types and terms of financing for the Project;
- (n) The economic, financial and social impacts of the Project for Guinea;
- (o) Arrangements regarding assessments of economic viability; and
- (p) Provisions in respect of the approach that is to be taken to procurement.



The status of such personnel will be clarified and agreed in separate agreements to be entered into by the Company and the State (acting through the Ministry). Such agreements shall include obligations requiring compliance with applicable anti-bribery and corruption laws, and with the Company's policies in respect of anti-bribery and corruption.

It is expressly specified that such personnel may in no circumstances be entitled to grant to the Company or the Investor any authorisation, consent, agreement, or approval required to be obtained from the State under this Agreement or applicable laws.

26.6 Limits on investment in the Liberian Option / design of Liberian Option

26.6.1 In circumstances where the Investor is entitled, pursuant to the terms of the Convention, to develop and operate the Project on the basis of the Liberian Option, the Investor shall, noting the provisions of Article 26.7 of this Convention, ensure that its investment and participation in the infrastructure constituting the Liberian Option (subject to Article 26.6.2 below) is on the following basis:

- (a) capital investment in the infrastructure constituting the Liberian Option is limited to such level as is reasonably required to ensure appropriate and reliable access to such infrastructure for the operation of the Project in accordance with the objectives of the Convention; and
- (b) to the extent reasonably possible and where agreeable to counterparties, short or rolling-term contractual arrangements relating to its access to infrastructure for the Liberian Option are used.

26.6.2 The State acknowledges and agrees that the obligations of the Investor pursuant to Article 26.6.1 above shall be subject at all times to the Investor's need to:

- (a) ensure reliability, so as to ensure full and proper availability of an evacuation route in respect of Mining Product and Early Mining Product;
- (b) ensure safety of activities, and to minimise the environmental impacts of activities, acting in accordance with the requirements of this Convention, applicable law and Good Mining Practice;
- (c) minimise both capital and operating costs of the Project so far as possible, taking due consideration of Good Mining Practice; and
- (d) optimise speed to market for Mining Product and Early Mining Product produced from the Project.

26.7 Subsequent use of TGR Option when operational

26.7.1 In the event that, following the start of development or operation of the Project on the basis of the Liberian Option, the TGR Infrastructure becomes operational, then:

- (a) the State shall notify the Investor in writing that it considers the TGR Infrastructure to be fully operational and accessible, and could reasonably be utilised by the Investor as the evacuation route for the Project; and
- (b) the Investor shall engage the Independent Contractor to carry out an updated assessment of the viability of the development and operation of the Project

using the TGR Infrastructure. Such assessment shall be carried out on substantially the same terms to those set out in the Terms of Reference.

26.7.2 Where the Project is assessed by the Independent Contractor as being viable on the basis of using the TGR Option as the evacuation route for the Project, the Investor and the Company shall promptly start to take steps and initiate discussions relating to the transition from the Liberian Option to the TGR Option, provided that the Company shall not be required to use the TGR Option until binding agreements are entered into and in full force and effect in respect of the matters set out in Article 26.7.3 and the following matters:

- (a) the terms and conditions upon which the reversion of the Project from the Liberian Option to the TGR Option shall occur;
- (b) the amount and method of compensation that shall be payable by the State to the Investor in respect of the costs, losses and damages (the type and scope of which are subject to agreement by the Parties) that may be suffered by the Company and/or Investor in the event of reversion from the Liberian Option to the TGR Option; and
- (c) the adjustments that are to be made to the State's participation in, and benefits obtained from, the Project in the event of reversion from the Liberian Option to the TGR Option.

Each Party shall actively contribute in good faith to the preparation, negotiation and execution of agreements in respect of such matters.

In the event that the Parties considered themselves to be deadlocked and unable to reach agreement in respect of the matters set out in this Article 26.7.2, the Parties shall seek to escalate such matters for further discussion between the Minister, and senior executives of the shareholders of the Investor.

26.7.3 The Parties shall actively contribute in good faith to the preparation and negotiation of agreements between the Investor, the Company and the operator of the TGR Infrastructure in respect of the use by the Company of the TGR Infrastructure. The State undertakes to impartially assist the Company in its discussions with the company in charge of the construction and operation of the TGR Infrastructure, including if necessary in mediating between the parties concerned under the auspices of the Minister.

26.8 Access to information

26.8.1 Given the importance for the State to have full access to the information that the Company and the Investor have at any time, during the implementation of the Liberian Option, regarding the impact of this option, the Investor and the Company undertake to keep the State fully and regularly informed, in compliance with their legal and contractual obligations, by means of written communication, relevant information in its possession, or which will come in its possession during the implementation of the Liberian Option, concerning in particular:

- (i) The identification and role of the companies that will participate in the implementation of the Liberian Option and, as the case may be, the direct or indirect capital ties that they maintain with the Company and the Investor; and

(ii) The contracts that will bind the Company and the Investor respectively in the context of the implementation of the Liberian Option.

26.8.2 In addition to the obligations set out in Article 26.7.1, the Investor and the Company agree to provide the State with a written report (on a quarterly basis during the Study Phase and the Development Phase and on an annual basis during the Exploitation Phase) regarding the implementation of the Liberian Option, setting out reasonable details of:

- (i) the actual costs to be incurred or actually incurred in implementing the Liberian Option;
- (ii) the estimated, indicative project timelines for the development of the Liberian Option;
- (iii) the operation, technical, legal, commercial or other risks associated with the construction, use or operation of the Liberian Option; and the remediation or mitigation measures envisaged or implemented to avoid them or mitigate their impact on the Project; and
- (iv) any significant incident or difficulty occurring in Liberia during the Study Phase, the Development Phase or the Exploitation Phase, as the case may be.

TITLE V

PROJECT GOVERNANCE AND MONITORING

Article 27 - The Company

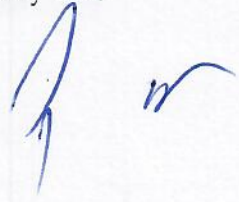
27.1 Participation of the State in the share capital of the Company

The State shall be entitled to a direct equity interest of 15% in the Company (the "**Free Participation**"), regardless of whether the Project proceeds on the basis of the Liberian Option or the TGR Option, less the interest held by Mifergui-Nimba, at any time, in the share capital of the Company, being specified that the State's shareholding in the Company may not be less than ten percent (10%).

The State shall be entitled to receive the shares in the Company constituting the Free Participation free of all charges and no financial contribution of any kind whatsoever may be requested from the State in return for its transfer or retention of the Free Participation.

The Free Participation may not be diluted in the event of subsequent capital increases of the Company, regardless of the characteristics thereof. In the event of a capital increase of the Company, the Investor will transfer to the State, free and unconditionally, as many shares as necessary to guarantee to the State the maintenance of the level of the Free Participation in the Company resulting from the capital increase.

Unless otherwise agreed by the Parties, the State is prohibited from assigning, transferring, pledging or providing as guarantee in any way whatsoever in respect of the Free Participation, except (i) with the prior written consent of the Investor or (ii) when the Free Participation is transferred to Soguipami or another entity which is a wholly owned subsidiary of the State (Soguipami or such other entity being the "**State Transferee**") (provided that in the event that the State Transferee ceases at any time



to be a wholly-owned subsidiary of the State, then the State shall immediately procure the transfer of the Free Participation back to the State). In addition, the State cannot be requested to pledge its Free Participation or provide any form of guarantee whatsoever in connection with the obtaining of the Project Financing.

The Free Participation shall provide to the State the same rights as those conveyed under applicable laws to all shareholders of the Company with equivalent equity interests (subject to any rights that the State has pursuant to Article 27.2).

Pursuant to the terms of the Initial Convention, Mifergui-Nimba was allocated a five per cent (5%) equity interest in the Company. It was further agreed in the Initial Convention that:

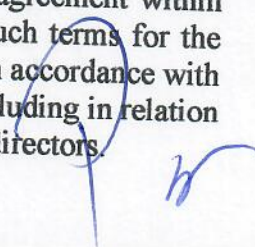
- (a) Euronimba was to contribute USD 100,000,000 to the Company for the purposes of the development of the Project, with no contribution being required from Mifergui-Nimba; and
- (b) Beyond such amount of USD 100,000,000, Mifergui-Nimba will be entitled to keep its five per cent participation in the capital provided that it contributes under the same conditions as those applicable to other shareholders to the funding of the Company (by way of capital or shareholders' loans) and by contributing at the level of five per cent (5%) to any guarantees which the Company may have to grant to third parties. In the event that Mifergui-Nimba does not exercise this right, its percentage in the share capital will be diluted in proportion to the additional contributions made by the other shareholders.

As a result of contributions made by Euronimba to the Company prior to the Amendment Effective Date, in respect of which Mifergui-Nimba did not contribute its relevant proportion, Mifergui-Nimba's interest in the Company may accordingly be diluted (including by share capital increase in cash through the issuance of new shares in the Company, or by share capital increase by conversion of shareholder loans).

27.2 Governance and Management of the Company

The State shall have the right to appoint at least two (2) members to the Board of Directors of the Company, who shall have the same right to vote and prerogatives as other members of the Board of Directors of the Company. Save in respect of any rights or duties which the State's appointees shall have as members of the Board of Directors pursuant to applicable law or the constitutional documents of the Company (including the right to vote at meetings of the Board of Directors), such individuals shall not be entitled to grant to the Company or to the Investors any authorisation, consent, agreement or approval required to be obtained from the State under this Convention or applicable laws.

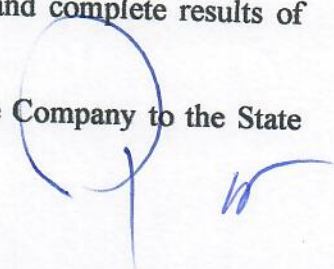
The Parties shall use their reasonable endeavours to enter into a shareholders agreement, setting out the terms for the governance and management of the Company, as soon as reasonably practicable with a view to finalising such agreement within three (3) months from the date of the granting of the Consent. Such terms for the governance and management of the Company shall reflect and be in accordance with all applicable laws (including anti-bribery and corruption laws), including in relation to the appointment, removal and any remuneration and benefits of directors.



Article 28 – Anti-bribery and Corruption

The provisions of Article 153 to 158 of the 2011 Mining Code, relating to transparency and anti-corruption in the mining sector, shall apply to the Project in the form that such provisions were in as at the date of the Consent.

Article 29 - Programmes and Budgets

- 29.1 The responsibility for the design, financing and performance of the studies and work programme necessary to the realization of the Project as described in the Article 3 above belongs to the Investor and the Company, who shall have the necessary means to fulfil their obligations hereunder.
- 29.2 Throughout the duration of the Project, the Company shall be required to submit to the State, by 31 December of each calendar year, reasonable details regarding the parameters of the operation of the Project, including the estimated quantities of Mining Product or Early Mining Product forecast to be produced in the next calendar year.
- Any material modification to the information provided to the State in respect of any calendar year shall be notified as soon as possible by the Company to the State.
- 29.3 In addition to the foregoing, the Company shall provide the State with such information relating to applicable Programmes and Budgets as the State may reasonably request for the purpose of compiling aggregate annual statistics regarding the mining sector in the Republic of Guinea.
- 29.4 All studies and works must be carried out by the Company or the Investor or a third company under his responsibility with adequate experience in the matter.
- 29.5 The Investor and the Company shall submit to the Minister annual reports describing the progress of the studies and works carried out, or the results obtained and the difficulties encountered. These reports shall be accompanied by the following documents:
- (i) cartography: "mosaic" maps of outcrops and routes, partial and synthetic geological maps, maps of sampling and discovery points, also indicating other discoveries made during the survey, but which are not the subject of the survey; map of the Mining Concession;
 - (ii) drillings: detailed records of all drillings performed, including all measurement results of geophysical work performed in connection with such drilling;
 - (iii) geophysics and geochemistry works: isovaleric curves and position maps of all revealed anomalies;
 - (iv) analyses: number of samples collected and tested, and complete results of performed analyses.
- 29.6 Any reports that are submitted by the Investor and / or the Company to the State pursuant to this Convention shall be submitted:
- (i) to the Minister;
- 

- (ii) in the French language, provided that supporting documentation, including annexes and records which accompany such reports may be in the English language; and
- (iii) in five hard copies and an electronic copy.

The State shall issue a receipt upon the filing of each such report.

29.7 Subject to:

- (i) this Convention having expired or been terminated in accordance with its terms; and
- (ii) there being no ongoing or pending litigation relating to or in respect of such termination or expiry; and
- (iii) the application of any relevant obligations of confidentiality,

the State may freely and without any charge have the right to use on a strictly non-reliance basis the contents of any technical documentation provided by the Investor or the Company to the State at any time prior to the termination or expiry of this Convention.

Article 30 - Right of access of the State

30.1 The State shall have access to the Project Perimeter, after prior notification to the Company, in order to carry out any public utility or public service works, provided that such works are carried out in a way as to eliminate as much as possible any obstacle to the smooth running of the Company's industrial operations.

In the event of such an obstacle occurring, the Parties shall consult each other in good faith in order to set out the means to be implemented to remedy the situation.

30.2 As part of the technical and administrative oversight of mining activities, duly authorized representatives of the State shall have the right of access and visit within the entire Project Perimeter and in all of premises of the Investor and Company located in the Republic of Guinea, and may visit, during normal business hours (and provided that it does not result in any inconvenience for Project activities) all infrastructure, facilities and industrial equipment of the Project and said premises to ensure compliance by the Company with its obligation under applicable legislation, this Convention, the Mining Concession, Exploration Permits and New EPs. In this context, (and provided that it does not result in any inconvenience for Project activities) the State may inspect, examine or verify all assets, accounts, records, equipment, devices or data relating to the Project activities.

30.3 The State, its representatives and employees, shall not disclose to third parties the information collected during such visits and inspections, without the prior written consent of the Company, with the exception of those already published by the Company.

TITLE VI

RIGHTS AND OBLIGATIONS OF THE COMPANY AND THE INVESTOR

Article 31 - Access and Occupation of the Project Perimeter

31.1 Access and Occupation of the land used by the Project

31.1.1 The State undertakes to take any and all necessary actions (including a PIN Decree and any regulatory act) to declare the Project as constituting a "*Project of National Interest*" in accordance with applicable legislation, and within a time period required to allow compliance with the timeframes provided under this Convention. The related procedure shall be implemented by the State, with the collaboration of the Investor and the Company, as soon as possible after the Amendment Effective Date. The State shall proceed with publicity measures and adequate information in respect of the PIN Decree to ensure its communication to all stakeholders, in particular local authorities, land registers and Affected Persons and undertakes to ensure its effective implementation in a manner consistent with the provisions of this Convention.

The State will ensure that the declaration of the Project as a "*Project of National Interest*" is maintained for a period starting from the date of publication of the PIN Decree in the Official Journal and ending on the latest date of expiry permitted by the applicable law (including following the issuance of any renewal in accordance with applicable law). The final drawing of the Project Infrastructure will be subject of a *Déclaration d'Utilité Publique* Decree.

The State undertakes, for the duration of this Convention, not to authorize activities, works or installations to be carried out on the Project Perimeter, when such activity, work or installation may materially hinder the carrying out of the Project.

The State shall at the request of the Company, constitute necessary *réserves foncières* and/or *périmètres d'intervention foncière* required to secure for the Company the land necessary for the development and operation of the Project. The State shall also grant other exclusive rights over lands required for the unimpeded construction of infrastructure and the conduct of mining activities by the Company, in accordance with the provisions of applicable laws.

31.1.2 Subject to the provisions of Article 31.2, the State hereby authorises the Company to access and occupy the lands belonging to the State (or entities controlled by the State) located within the Mining Perimeter or the areas required for the development and operation of the Project (including the transport corridors required for evacuation of Mining Product or Early Mining Product).

Access and occupation by the Company of land outside of the Mining Perimeter that does not belong to the State (or entities controlled by the State) shall require the prior consent of the owners of the relevant land.

In the event of a refusal by an owner of land to grant any right of access and occupation to the Company following good-faith negotiations, at the request of the Company and in return for a fair and appropriate compensation paid by the Company to the relevant owner in accordance with Article 31.2, the State undertakes to grant or procure the granting of any authorization, easement or other similar measure in order

to allow the Company to access and occupy the relevant land, in accordance with applicable legislation.

31.2 Compensation of Affected Persons

31.2.1 The Company acknowledges that the rights granted by the Mining Concession, the Exploration Permits and the New EPs do not extinguish the ownership rights or rights of use and occupation of Affected Persons in respect of relevant land.

For this reason, the Company with the full cooperation and support of the State, shall compensate and/or resettle any Affected Person, as provided for in the Company's Resettlement and Compensation Plan, which shall comply with applicable legislation and the provisions of this Convention, as well as principles of Good Mining Practice.

Resettlement and/or the payment of compensation to the relevant Affected Persons, shall be carried out by the Company prior to any demolition, construction or operational activities on the relevant land.

31.2.2 The Company shall pay compensation to all Affected Persons in accordance with the terms and conditions set out in the Resettlement and Compensation Plan. Such compensation shall be in respect of all damages suffered by the Affected Persons and may be paid in cash or in kind.

In order to avoid double compensation and/or resettlement of Affected Persons, but without prejudice to the planned compensation and/or relocation obligations under the terms of this Convention, the Company may agree with other project operators in the region to determine how to allocate the compensation and/or resettlement of Affected Persons when they are affected both by the Project activities and the activities of such other projects.

31.2.3 The Parties shall cooperate in good faith to ensure that the resettlement and/or compensation of the Affected Persons is made as far as possible amicably with the Affected Persons, so as to limit as far as possible the need to resort to the compulsory acquisition procedure provided for by applicable legislation.

The Company shall use its best efforts, in cooperation with the State, to find an amicable agreement with Affected Persons.

In the absence of an amicable agreement between the Company and any Affected Person within a three (3) month amicable negotiation period, the Company may inform the State by written notification of the failure to reach an amicable agreement.

In such circumstances the State undertakes to take actions necessary, acting in accordance with applicable legislation and at the request of the Company, to allow the resettlement of Affected Persons so as to enable the carrying out of works or activities on relevant lands without hindrance, in return for adequate and appropriate compensation paid by the Company in accordance with the Resettlement and Compensation Plan.

31.2.4 It is specified that in the framework of compensation and/or resettlement of Affected Persons, legal, non-natural persons owned or controlled by the State who own, occupy or use any relevant land shall not be considered as Affected Persons and therefore shall not be entitled to benefit from any compensation and/or resettlement measures.

As an exception to the foregoing, buildings and installations owned by legal entities owned or controlled by the State which are dedicated to the public services of local populations (including public schools) and are existing prior to the date of the PIN Decree, will be relocated at the expense of the Company if the carrying out of the Project activities requires the relocation of such public services and facilities.

31.2.5 The State undertakes to take all necessary actions and to provide all the assistance required by the Company for the implementation of the identification, resettlement and compensation of Affected Persons, within deadlines consistent with the Indicative Timetables and the Definitive Timetables provided under this Convention, and acting in accordance with applicable law. In particular, the compulsory acquisition of land which is the subject of a written notification by the Company in accordance with Article 31.2.3, must be made in such a way that the relevant land rights are made available to the Company within six (6) months from the date of such notification.

31.3 Granting of land rights

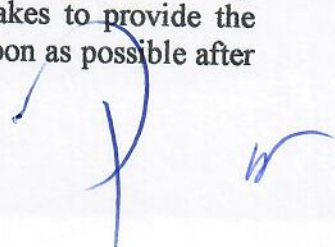
31.3.1 Subject to the provisions of Article 31.2, the State hereby grants, and shall procure that the relevant public persons grant, to the Company, on land belonging to the Public Persons Domain, the rights necessary for the conduct of all Project activities (including surface rights, easements, temporary occupation permits etc.) and for the duration necessary for such activities, so as to enable the Company: (i) to access, occupy and use without interruption the lands falling within the Project Perimeter and to construct and develop Project Infrastructure on such lands; (ii) to own the Project Infrastructure built on such land; and (iii) to grant security interests in such land and Project Infrastructure (the "**Land Rights**").

In application of the aforementioned Article, the Land Rights allow the Company (as well as its Affiliates and subcontractors) to occupy and freely use all the relevant land, without the need for any authorization, permit or additional formalities other than complying with the Resettlement and Compensation Plan. The Land Rights also allow the Company to be the owner of the Project Infrastructure established or constructed on such land, without the need for any authorization, permit or additional formality other than compliance by the Company with the Resettlement and Compensation Plan.

31.3.2 Other than the payment by the Company of costs related to the implementation of the Resettlement and Compensation Plan, no royalties, rent, fee or payment of any kind shall be payable by the Company in return for the State's granting of the Land Rights.

31.3.3 Subject to compliance by the Company with the provisions of Article 31.2, the State guarantees to the Company that it shall be protected from any form of eviction, compulsory acquisition or expropriation of relevant land arising from the existence or the exercise of the Land Rights.

31.3.4 In order to facilitate the obtaining of the financing and efficient implementation of the Project, the Land Rights will be published in the land books and registries held by the State, at the expense of the Company. The State undertakes to provide the Company with all certificates establishing the Land Rights as soon as possible after their publication.



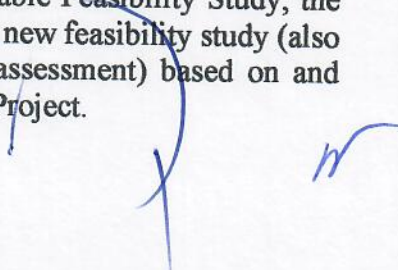
Article 32 - Authorization and Permits Required for Project Activities

- 32.1 The Company is exempt from all the administrative authorizations normally required by applicable legislation for carrying out Project activities within the Mining Perimeter, with the exception of those listed exhaustively in Articles 120, 135 and 143 of the 2011 Mining Code (in the form set out as at the date of the Consent).
- 32.2 For all Project activities carried out outside of the Mining Perimeter, the Company must obtain all of the administrative authorizations required by applicable legislation. For the avoidance of doubt, any reference to such authorisations shall be those required pursuant to the 1995 Mining Code and the laws in force as at the date of the Initial Convention.

The State undertakes to grant to the Company and to renew as much as necessary for the carrying out of the Project activities, all the authorizations and permits necessary for carrying out the Project, including the construction of the Project Infrastructure and the operation of the Project activities as soon as possible under the conditions of applicable legislation and of this Convention, it being specified that:

- (a) The Investor shall submit all applications for authorisations and permits required for the Project, as well as associated documentation, to the State's 'one-stop shop' for mining projects, sufficiently in advance to comply with the time-periods and maximum deadlines specified in this Convention and the Definitive Timetable. The 'one-stop shop' shall be responsible for internal coordination within the departments of the State to procure the issuance as soon as possible of such authorisations and permits.
- (b) Where applicable laws do not specify a time period for the issuance by the State of an authorisation or permit, such issuance shall be undertaken within a maximum of thirty (30) calendar days of the date of filing by the Investor of a valid application containing all necessary supporting documents.
- (c) Where the State fails to grant an authorisation or permit within the applicable timeframe pursuant to applicable laws or this Convention, the relevant authorisation or permit shall be deemed to have been issued on the final date of such time period.

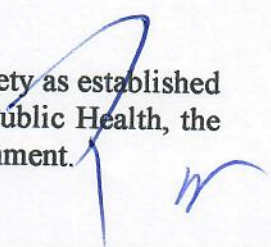
Article 33 - Extension of Project Activities

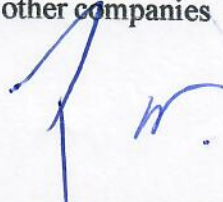
- 33.1 The State recognizes the right of the Company to make one or more extensions to increase the capacity of the Project or Project Infrastructure, or to construct new Project Infrastructure, facilities or equipment or to develop new deposits, provided that the Company considers them appropriate and in accordance with its development plan (an "Extension").
- 33.2 Where any Extension would result in a Material Deviation from the scope and arrangements for the Project that are set out in the Bankable Feasibility Study, the Company shall submit for prior approval to the Minister a new feasibility study (also including an updated environmental and social impact assessment) based on and taking due consideration of the Material Deviation to the Project.
- 

Article 34 - Purchasing, Supply and Services

- 34.1 The Company shall give preference to the purchase of goods and materials available in Guinea insofar as such goods and materials will be of comparable quality to those existing on the international market, and provided that such goods and materials will be available in sufficient quantities and at the moment when required by the Company and at competitive prices for delivery in Guinea.
- 34.2 The Company shall also grant a preference to the provision of services by Guinean companies that may provide the services required at the appropriate time and under satisfactory technical and financial conditions for the Company.
- 34.3 The Investor and the Company shall support Guinean small and medium-sized enterprises by seeking to use their services for the supply of its goods and services, provided that such firms may offer comparable terms and conditions regarding price, availability, quality, maintenance costs and delivery times.

Article 35 - Employment of Personnel

- 35.1 Throughout the entire duration of this Convention, the Company undertakes to:
- (i) employ Guinean nationals in order to meet its unskilled labour needs;
 - (ii) give preference to Guinean nationals who have the qualification and experience required by the Company for senior and executive positions (including the head of department positions within the Company);
 - (iii) implement a training and promotion programme for Guinean staff members to enable them to gain the necessary experience to occupy senior / management positions within the Company's senior management. To this end, the Investor and the Company undertake to implement a programme aimed at selecting, training and promoting Guinean managers likely to assume leadership positions within the Company. The Company will strive to identify Guinean executives who may be appointed to senior management positions from the starting of the commercial production phase.
 - (iv) ensure the housing of workers employed on the site in conditions of hygiene and sanitation in accordance with the applicable regulations and promote access to property;
 - (v) to comply with applicable legislation and regulations in respect of sanitation;
 - (vi) to comply with applicable legislation or to intervene in relation to general working conditions, in relation to compensation and benefits system in the mining industry, in relation to the prevention and compensation of accidents at work and occupational diseases, as well as professional associations and trade unions.
- 35.2 **Health and safety**
- 35.2.1 The Company must observe the highest standards of health and safety as established by the Ministry, in collaboration with the Minister in charge of Public Health, the Minister in charge of Labour, and the Minister in charge of Environment.
- 

- 35.2.2 In cases where these standards are lower than those normally used by the Investor in its mining operations carried out in other countries, the Investor is required to draft and apply those standards in order to ensure optimal conditions of hygiene and worker safety.
- 35.2.3 The internal regulation of the Company relating to safety and hygiene shall be subject to the prior approval of the National Direction of Mines following a favourable opinion of the Committee of Evaluation of Health Impacts and Environmental (CEISE). Once approved, this internal regulation shall be published in the most visible places where workers can read it.
- 35.2.4 In the event the Company fails to implement the standards and regulations as provided in this Article, the Minister may, after hearing the Company's submissions, prescribe by order on recommendation of the National Mining Authority, measures required to ensure the health and safety of workers.
- 35.2.5 In case of emergency or imminent peril, the National Mining Authority may prescribe provisional measures pending issuance of the order described in the preceding paragraph.
- 35.2.6 The Company is required to implement the measures prescribed by the Minister or the National Direction of Mines, as the case may be. Failing this, these measures may be implemented automatically by the National Direction of Mines at the expense of the Company.
- 35.2.7 The Company shall not employ any person under eighteen (18) years of age in a mine or quarry, or underground or in open pits, nor in the operation of machines for lifting or moving objects, or people, nor for dynamiting.
- 35.3 The Company and the Investor acknowledge that the Minister and the Minister in Charge of Security are responsible for the import, export, manufacture, storage, handling, buying and selling of explosives for civil use, and that conditions governing the same are issued by joint order of the Minister, the Minister in Charge of Defence, and the Minister in Charge of Security.
- 35.4 As of the date of First Commercial Production, the Company undertakes:
- (i) to establish a medical and school infrastructure that meets the normal needs of workers and their families; and
 - (ii) to implement local recreation facilities for its staff.
- 35.5 The State undertakes to grant to the Company and its direct subcontractors the necessary authorizations to allow employees to work overtime and to work at night or on days which are usually considered public holidays, in accordance with applicable legislation.
- 35.6 The State further undertakes not to enact with respect to the Company and its direct subcontractors and their personnel any measure relating to labor or commercial law which may be considered discriminatory in relation to those to which other companies engaged in a similar activity are subject to.
- 

- 35.7 Subject to the provisions of this Convention and applicable law, the Company shall not be subject to any restrictions as to the methods of selection, recruitment, appointment, promotion or dismissal of its personnel.

Article 36 - Employment of Expatriate Personnel

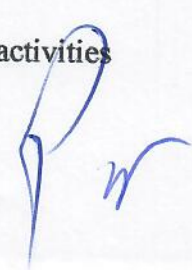
- 36.1 The Company and its direct subcontractors may engage, for the purposes of their technical and commercial activities in Guinea, a reasonable number of expatriate personnel who will be required for the efficient conduct of mining operations. The State shall grant the permits and authorizations required for expatriate personnel in accordance with applicable legislation.
- 36.2 Expatriate staff may be employed subject to global pay conditions consistent with the practices of the international mining industry.
- 36.3 The State undertakes, for the duration of this Convention, not to pronounce or to enact in respect of the Company or its direct subcontractors any measure implying a restriction of the conditions under which legislation permits:
- (i) the appointment and dismissal by the Company and its direct subcontractors of persons of their choice, irrespective of their nationality. The Company has the obligation to ensure that all members of its expatriate staff will respect the institutions, laws and regulations of Guinea applicable to persons residing on its territory; and
 - (ii) the entry, stay and departure of any staff member of the Company and its direct contractors, the families of such personnel and their personal belongings,
- except where such restriction is of general application or required for the purposes of national interest or maintaining public order.
- 36.4 The Investor shall take out all the insurance normally obtained in accordance with Good Mining Practice, including public liability insurance, insurance covering the risks of accidental loss or damage to equipment, and death / disability / sickness insurance for staff.

Article 37 - Framework of Environmental Commitments

- 37.1 The Company undertakes to carry out the Project activities with the view to minimizing the impact of the Project on the environment, including pollution, degradation of ecosystems and biodiversity.

To this end, the Company undertakes to apply the environmental standards and practices prescribed by applicable legislation, including the Environment Code, as well as Good Mining Practice.

In order to ensure the rational exploitation of mining resources in harmony with the protection of the environment, the Company shall ensure the following:

- (i) the prevention or minimization of the adverse effects of the Project activities on health and the environment, particularly as a result of:
 - a) the use of harmful and dangerous chemicals;
- 

- b) noise emissions which are harmful to human health;
 - c) the pollution of water, air and soil, the degradation of the ecosystem and biological diversity; and
 - d) the storage and management of residues and effluents, and in particular the residues of Mining Products or Early Mining Products;
- (ii) the prevention and/or treatment of any spillage and/or waste in Project activities so as to neutralize or minimize their effect on nature;
 - (iii) the promotion or maintenance of the living environment and the general health of the neighbouring populations of the Project Perimeter;
 - (iv) the prevention and management of HIV/AIDS at the local level; and
 - (v) the implementation of effective waste management as part of the Project activities by minimizing their production, promoting their recycling and ensuring their total safety, and for non-recycled waste, to dispose of them in an appropriate manner for the protection of the environment, subject to obtaining the necessary authorizations for that purpose.

37.2 Management of protected areas

The Parties acknowledge that the Mining Perimeter is adjacent to the core area of the Nimba Mountains Biosphere Reserve, which is registered on the UNESCO World Heritage.

The Parties shall take all necessary measures to preserve and protect the environment, and in particular the World Heritage area, and confirm to this effect their commitment to follow the eighteen recommendations (provided for in Appendix 7 to this Convention) issued by the World Heritage Committee in December 1993.

In particular, the Parties undertake to involve international institutions and non-governmental organizations that have participated in the revision of the boundaries of the World Heritage site to participate in the preparation of the environmental convention to be concluded between the Parties pursuant to those recommendations.

These international institutions and non-governmental organizations include:

- (i) the World Heritage Center;
 - (ii) the United Nations Development Programme (UNDP);
 - (iii) the United Nations Environment Programme (UNEP);
 - (iv) the International Union for the Conservation of Nature (IUCN);
 - (v) the CEDI; and
 - (vi) Guinea Ecology,
- (the "Environmental Stakeholders").



The Environmental Management Center of Mount Nimba (CEGEN) established under these recommendations, will also be involved in its capacity as government agent responsible for ensuring the correct application of the agreement on the environment to be concluded between the Parties.

In the same way, international institutions and non-governmental organizations, including CEGEN, referred to in this Article, shall be consulted during the preparation of the Impact Study.

37.3 Cultural Heritage

In the event of a discovery of an archaeological site, the Development Phase shall be preceded, at the expense of the Company, by appropriate studies within the relevant perimeter, carried out by competent service providers.

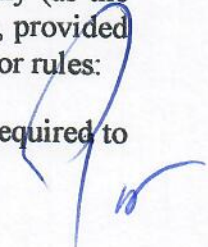
Should artefacts of national cultural heritage, whether movable or immovable, be identified during research activities, the Company undertakes not to move these elements and to inform the administrative authorities without delay. The Company undertakes to contribute to the reasonable recovery costs of such artefacts.

Article 38 – Legislative Stabilisation

38.1 Subject to the State not having given notice that the Company and/or the Investor are in material breach of their obligations pursuant to this Convention and/or applicable laws (including, for the avoidance of doubts, obligations that do not constitute a Termination Event), the State undertakes to guarantee to the Investor and to the Company that it shall, for a period from the date of the Initial Convention until the date falling fifteen (15) years after the Stabilisation Date (the “**Stabilisation Period**”) maintain and apply the provisions of this Convention such that any modifications which have been made since the date of the Initial Convention or which may be made in the Stabilisation Period to Guinean law, legislation, regulations, orders or rules (and in the implementation and/or administration thereof) (including, but not limited to, the application of the 2011 Mining Code, except where expressly stated otherwise in this Convention) shall not be enforceable against the Company or the Investor unless the Company or the Investor otherwise agrees in writing.

Where, following notification of a purported material breach, such breach has been: (i) remedied at the State’s satisfaction (acting reasonably); or (ii) challenged or disputed by the Company and/or the Investor (such challenge or dispute to be made in accordance with the provisions of Article 45), then a material breach shall be deemed not to have occurred (unless and until, in the latter case, a final and binding determination of material breach has been reached in accordance with Article 45).

Where any modification(s) to Guinean law, legislation, regulations, orders or rules has occurred since the date of the Initial Convention, or occurs during the Stabilisation Period, and is considered by the Investor and/or the Company to be favourable to them, such modification(s) shall apply to the Investor and/or the Company (as the case may be) upon a notification by the Investor or Company to the State, provided that in the event that, pursuant to such law, legislation, regulations, orders or rules:

- (a) there are any express, direct and mandatory conditions which are required to be satisfied in order for a particular provision to apply; and
- 

- (b) such conditions do not discriminate against the application of the relevant provision to the Investor or the Company,

then the Investor and/or the Company shall be required to, at their discretion, either (i) satisfy such condition in order for the relevant provision to apply it, or (ii) waive their right to benefit from the relevant provision.

38.2 In the event that the Investor and the Company consider that there are valid, reasonable and appropriate reasons for an extension of the application of the Stabilisation Period, the Parties shall meet to discuss such extension in good faith.

38.3 Where any amendment to the legal or regulatory regime that is applicable to the Investor or the Company would result from the Stabilisation Period coming to an end, and is identified by the Investor or the Company as having an adverse economic or fiscal effect on the Investor or the Company, then:

- (a) the relevant amendment(s) to the legal or regulatory regime shall not be applicable to or in respect of the Investor, the Company or the Project until the date when the Parties agree as to how such provisions are to be applied in respect of the Project. The Parties shall each actively contribute in good faith to the negotiation of such arrangements; and
- (b) the State undertakes that it shall not improperly withhold any other consent or approval that may be given by the State in connection with the Project as a result of any extension of the Stabilisation Period pursuant to this Article 38.3

Article 39 - Economic and Financial Guarantees

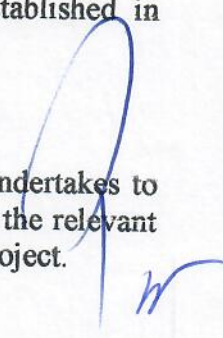
39.1 Subject to the provisions of this Convention, the State during the life of this Convention shall not, in respect of the Investor, the Company or their subcontractors, institute or enact any measure involving a restriction on conditions under which applicable laws allow:

- (i) The Investor or the Company to freely select manufacturers and subcontractors;
- (ii) Free importation of goods, materials, equipment, machinery, spare parts and consumables; and
- (iii) The free circulation throughout Guinea of the materials and goods referred to in the preceding paragraph, as well as all substances and products derived from research, exploitation and processing activities.

39.2 Subject to the provisions of this Convention, the Company may export its products and market them freely.

39.3 If the Company terminates its activities before the expiry of this Convention, the provisions of the 1995 Mining Code and the OHADA Uniform Act on the Law of Commercial Companies and the GIE shall apply.

39.4 The Investor, the Company and / or their subcontractors shall be allowed to freely import any materials and products directly necessary for mining and production activities in accordance with the customs provisions of this Convention.

- 39.5 Subject to the provisions of this Convention, the State warrants to the Investor, the Company and its direct subcontractors for the duration of this Convention:
- (i) The free conversion and free transfer of funds for the settlement of any foreign currency debt (principal and interest) vis-à-vis non-Guinean suppliers and creditors;
 - (ii) Free conversion and free transfer of:
 - a) net profits to be distributed to non-Guinean shareholders; and
 - b) all sums allocated to the repayment and service of interest on the financing obtained by the Investor or the Company from non-Guinean institutions and affiliated companies, after settlement of all taxes and duties imposed by this Convention;
 - (iii) The free conversion and free transfer of profits and funds from the liquidation of assets, after payment of all taxes and duties imposed by this Convention;
 - (iv) The free conversion and free transfer of funds required by the Company to enable it to meet all of its operating and investment costs and make the necessary payments to its suppliers for goods and services purchased abroad.
- 39.6 The State shall guarantee the free conversion and free transfer abroad of the savings of the expatriate staff of the Company to be carried out in accordance with the provisions of applicable exchange regulations in the Republic of Guinea.
- 39.7 The Company is authorized for the duration of this Convention to open accounts in foreign currency on its behalf:
- (i) with the Central Bank of Guinea;
 - (ii) from primary banks established in Guinea; and
 - (iii) from foreign banks established outside Guinea.
- 39.8 A reasonable proportion of the turnover of the Company shall be domiciled in Guinean banks or established in Guinea. In any case, this proportion should take into account the following concerns:
- (i) manage the Company's cash flow flexibly, at no additional cost or loss to it;
 - (ii) reflect in Guinea's national accounts all transactions and financial movements corresponding to the activities of the Company; and
 - (iii) give preference to Guinean banking institutions or those established in Guinea, with quality of services and at equal costs.
- 39.9 The Company will be allowed to keep its accounts in Euros or USD.
- 39.10 In return for the guarantees referred to in this Article, the Company undertakes to provide to the State within fifteen (15) calendar days of their opening, the relevant references of any bank account opened abroad for the purposes of the Project.
- 

Article 40 - Land and mining guarantees

40.1 For the purposes of the activities provided for in this Convention, the Investor, the Company and its direct subcontractors shall receive from the State the following guarantees, in accordance with applicable laws and regulations and the conditions of this Convention:

- (i) free and peaceful exploitation of the means of carrying on the activities covered by this Convention, it being understood that the Company shall by any legal means at its disposal ensure the security of its facilities and its operations, its assets and its personnel;
- (ii) the occupation and use by the Company of all the lands, rivers and watercourses necessary for the research, development and / or transformation of the deposits subject to the Mining Concession; and
- (iii) the Company shall have the right, in the Mining Perimeter, at its expense and in accordance with applicable legislation, particularly with regard to environmental matters and subject to pre-existing property and exploitation rights, to cut timber necessary for its work and to appropriate and use the wood, earth, stones, sand, gravel, lime, gypsum, waterfalls and any other materials and elements that may be required to carry out the Project.

Article 41 - Administrative safeguards

Subject to the provisions of Article 31 and the customs provisions set out in this Convention, the Company will be able to determine freely the modalities according to which its personnel, equipment and materials, as well as those of its subcontractors, will travel to and from and access to the Project Perimeter within the Republic of Guinea, allowing their delivery under the best conditions of price and deadlines.

The State recognizes the right of the Company and the Investor to freely import into the Republic of Guinea (including via Liberia) any goods, materials, fuels, lubricants, equipment, machinery, spare parts and services required, directly or indirectly, for the development or exploitation of the Project and any related infrastructure and facilities, without any restriction other than those provided by this Convention and applicable laws.

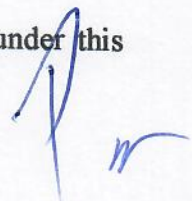
The State further recognizes that the Company, as a mining company with a valid mining concession, shall be entitled to freely source fuels and lubricants on the open market, without the obligation to source fuels and lubricants from a State-approved supplier.

TITLE VII

TAX AND CUSTOMS REGIME

Article 42 -Principles of income distribution of the Project

42.1 The Parties agree that the share of income that the State is entitled to under this Convention shall be made up of:



- (i) The taxes and similar payments payable to the State in accordance with the tax and custom regime set out in **Appendix 4**;
- (ii) The dividends payable by the Company to the State as a shareholder of the Company; and
- (iii) In the event that the production of the Project is evacuated through Liberia (whether through the Liberian Option or otherwise), the Additional Royalty.

42.2 Additional Royalty

- (i) As from the Amendment Effective Date and for as long as the Company and the Investor hold a valid mining title covering the Mining Perimeter, the Company shall pay to the State a royalty (in addition to the taxes and similar payments required under **Appendix 4**) for each dry tonne of iron ore sold or transferred from the Project which is evacuated through Liberia, whether by the Liberian Option or otherwise (the “**Additional Royalty**”).
- (ii) Subject to the provisions of this Article 42.2, the obligation to pay the Additional Royalty accrues upon the sale or transfer of dry tonnes of iron ore or concentrate that is: (a) extracted from the Mining Perimeter, including as part of any Anticipated Production or otherwise; and cumulatively (b) evacuated from the Mining Perimeter through Liberia (including using the Liberian Option) (the “**Applicable Product**”).
- (iii) The Additional Royalty shall be recorded in the Company’s accounts on a quarterly basis, and calculated in accordance with Paragraph (v) below. Within thirty (30) days from the end of each Quarter, the Company shall:
 - a) calculate the amount of Additional Royalty (if any) payable to the State for such Quarter;
 - b) provide the State with any information, details, records and substantiating information used by the Company to calculate the Additional Royalty; and
 - c) pay the Additional Royalty to the State in USD, in immediately available funds, without any demand, deduction, withholding or set off.
- (iv) The State shall have the right to challenge the calculation and payments made by the Company for a given Quarter, in accordance with the provisions of Article 45. If, following such challenge, it is determined that the Additional Royalty payable for such Quarter was different from the actual amount paid by the Company, the Additional Royalty payable in the immediate next Quarter shall be adjusted to reflect the difference.
- (v) The Additional Royalty shall be calculated in accordance with the following formula:

Price of Applicable Product (in USD) per dry tonne	Additional Royalty (in USD per dry tonne)
--	---

Handwritten signature or mark

below or equal to 47.50	0.825
between 47.51 and 72.00	1.50
72.01 or higher	2.00

The "price of Applicable Product" will be determined in accordance with the price of such Applicable Product at the time it is loaded into a vessel, assessed using the IODEX Iron ore fines 62% Fe (IODBZ00) published by S&P Global Platts with no adjustment or variation whatsoever (the "Royalty Index"). In the event that following the Amendment Effective Date other indices are published by S&P Global Platts in respect of IODEX Iron ore fines 62% Fe, then the Parties shall in good faith discuss as to whether such indices may also be used for these purposes.

In the event that the Royalty Index is no longer published, the Parties shall jointly agree on a substitute index, provided that until the Parties agree on such substitute index, the "price of Applicable Product" will be determined in accordance with the very last publication of the Royalty Index.

In the event that the Party cannot agree on a substitute index within thirty (30) Business Days from the date on which the Royalty Index ceases to be published, such index will be determined by an Independent Expert pursuant to Article 45.2.

- (vi) Without limiting the rights of the State in relation to any breach of this Article by the Company or the Investor, if the Company fails to pay the Additional Royalty due under this Article on or before its due date, then interest shall be payable at a rate of 12 month USD LIBOR plus 8%.
- (vii) Any Additional Royalty paid by the Company shall be deductible for the purposes of calculating the Operating Income and net taxable profit of the Company.

Article 43 -Tax and customs regime applicable to the Project

The Parties agree that the provisions of Appendix 4 shall constitute the tax and customs regime applicable to the Project.

TITLE VIII

FINAL PROVISIONS

Article 44 – Transfers

44.1 Transfer of the Mining Concession or the rights and obligations arising from this Convention

The Company or the Investor may not entrust, assign or transfer, in full or in part, any of their rights and obligations pursuant to this Convention without the prior approval of the Minister, which approval may not be unreasonably refused. Such approval shall be subject to:

- (a) the Company and the Investor being in good standing with respect to their obligations under this Convention and applicable Guinean law;
- (b) the transferee having sufficient technical and financial capability to comply with the obligations pursuant to this Convention; and
- (c) any applicable taxes that are due and payable by the Company as at the date of transfer having been duly paid.

Any transfer of interests held in the Company must be carried out in compliance with the conditions set by the Company's articles of association and after the assignee has formally agreed in writing to subscribe to all the obligations of the assignor resulting from this Convention, the articles of incorporation of the Company and its interest in the Company.

44.2 **Change of Control**

Subject to Article 44.3, any direct or indirect change of Control of the Company shall be permitted only with the prior approval of the Minister, which may not be unreasonably refused.

However, any direct or indirect transfer of shares in the Investor or the Company to an Affiliate (a "**Transferee Affiliate**") shall be deemed for the purpose of this Article not to constitute a change of Control, provided that in the event that such Transferee Affiliate ceases at any time to be an Affiliate, then the Investor or the Company, as the case may be, shall immediately procure the transfer of the relevant shares back to the Investor or the Company, as the case may be.

Any change of Control or direct or indirect transfer of shares to a Transferee Affiliate shall however be notified to the Minister as soon as reasonably practicable following completion.

44.3 **HPX exit from the Project**

At all times prior to the date falling 12 months after First Commercial Production, the Company and the Investor shall procure that HPX retains Control of the Company, save in the case of the following exceptions:

- (a) the Partner exercises Control of the Company;
- (b) HPX and the Partner together exercise Control of the Company; or
- (c) HPX ceases to exercise Control of the Company as a result of a dilution in its indirect interest in the Company following a cash call relating to funding required for the development or operation of the Project.

For the avoidance of doubt, the approval of the Minister shall not be required in respect of any change in Control pursuant to Articles 44.3(a) to (c) above.

Article 45 - Disputes

45.1 **Attempt to reach an amicable settlement**



Any dispute between the Parties relating to the validity, interpretation or performance of the terms and conditions of this Convention or their obligations under the laws applicable to the Project or any mining title held by the Company by virtue of this Convention shall be subject to, in the first place, an attempt to reach an amicable settlement, to which each Party undertakes to participate in good faith.

In the absence of an amicable settlement of the dispute within sixty (60) calendar days from the notification by a Party to the other Parties, each Party may implement the provisions of this Article relating to the implementation of expert proceedings or arbitration proceedings.

45.2 **Expert proceedings**

A Party may decide to submit disputes concerning technical aspects of the Project to a reputable expert.

In the event that a Party decides to resolve a technical dispute in accordance with the provisions of this Article, the Parties agree to submit such dispute to administered expert proceedings in accordance with the Rules for the Administration of Expert Proceedings of the International Chamber of Commerce.

The parties may jointly nominate an expert for confirmation by the ICC International Centre for ADR (the "ICC ADR Centre") within ten (10) Business Days following a Party's request to implement expert proceedings. In this case, the Parties will select an independent expert among consulting firms or mining experts internationally known for their expertise with regards to the relevant matter (the "Independent Expert").

In the absence of joint nomination of an Independent Expert by the Parties within ten (10) Business Days, the ICC ADR Centre shall appoint the Independent Expert.

The Parties shall be entitled to be heard by and / or to submit written comments to the Independent Expert.

The language of the expert proceedings shall be French.

Until the submission to the Parties of the Independent Expert's report, the Parties shall provide the Independent Expert with any and all documentation that may reasonably be required by the Independent Expert as part of his or her assignment.

The Independent Expert shall communicate his or her report to the Parties within 6 (six) months following his appointment, unless otherwise agreed between the Parties and the Independent Expert.

The fees of the Independent Expert shall be jointly negotiated by the Parties and settled equally between the Investor and/or the Company on the one hand, and the State on the other hand.

In the event that the dispute has not been settled after the notification by the ICC ADR Centre of the completion of the expert proceedings, it shall be finally settled by way of arbitration in accordance with the provisions of this Convention.

45.3 **Arbitration**



The Parties agree to submit any technical dispute that has not been settled pursuant to the provisions of Articles 45.1 and 45.2, or any non-technical dispute that has not been settled pursuant to Article 45.1 to the International Centre for the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of Other States ("ICSID") for settlement by arbitration, in accordance with the provisions of the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of Other States (the "ICSID Convention").

It is expressly agreed under this Convention that the Project is an investment. The Parties hereby agree that the Company is, as of the date of signature of this Convention, controlled by the Investor, which has its registered office in Jersey, and that it shall be considered, for the purposes of the ICSID Convention as a national of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland. Any arbitral tribunal constituted in accordance with this Article shall be composed of three (3) arbitrators: one appointed by the State, one appointed by the Company and / or the Investor, as the case may be, and a third arbitrator who shall be the President, appointed by the two (2) other arbitrators or, failing such agreement within thirty (30) calendar days following the appointment of the two (2) other arbitrators, by the President of the ICSID administrative board, in accordance with the provisions of the ICSID Convention.

Should ICSID Arbitration not apply, the Parties agree that all disputes arising out of or in connection with this Convention shall be settled in accordance with the Arbitration Rules of the International Chamber of Commerce of Paris by three (3) arbitrators appointed in accordance with the said Rules. The seat of the arbitration proceedings shall be Paris (France).

The hearings shall take place in Paris (France). The language of the arbitration shall be French.

The consent given in this Article 45 is considered to meet the following requirements:

- (i) a written consent of the Parties to submit to arbitration a dispute arising directly from an investment for the purposes of Chapter II of the ICSID Convention;
- (ii) a "written agreement" for the purposes of Article II of the United Nations Convention on the Recognition and Enforcement of Foreign Arbitral Awards, entered into on June 10, 1958 in New York (hereinafter the "New York Convention"); and
- (iii) an "arbitration agreement" for the purposes of Article 6 of the Arbitration Rules of the International Chamber of Commerce of Paris.

It is agreed that disputes arising under this Convention are disputes that meet the criteria of ICSID jurisdiction referred to in Article 25 of the ICSID Convention.

The Parties acknowledge that the award rendered following arbitration pursuant to this Convention shall be binding, final and irrevocable.

The Parties irrevocably waive any right to claim immunity from jurisdiction of any court or from any legal process (whether through service of notice, attachment prior to judgment, attachment in aid of execution, execution, sovereign immunity or

otherwise) and execution, as to them and their property, regardless of the commercial or non-commercial nature of such property (including any bank account belonging to it), (i) for the purposes of any proceedings before a judicial authority or arbitral tribunal and therefore expressly consents to the enforcement and implementation on their assets of any judicial decision and final arbitral award made pursuant to this Article and (ii) for the purposes of the application and execution of any provisional or protective measure and any decision to exequatur an arbitral award ordered by any judicial or other authority. To the extent that the Parties have or hereafter may acquire any such immunity from jurisdiction or execution with respect to themselves or their assets, they hereby irrevocably waive such immunity in respect of their obligations under this Convention.

Article 46 Applicable Law

The law applicable to this Convention shall be the law of the Republic of Guinea.

The Parties expressly acknowledge and agree that this Convention contains provisions which are additional to or deviate from the legal and regulatory regime existing as at the Amendment Effective Date. The Parties expressly agree to be bound by the provisions of this Convention (including references to applicable laws as at the date of the Initial Convention and the 1995 Mining Code), and in the event of any contradiction or inconsistency between the terms of this Convention, and any legal or regulatory provisions which would otherwise be applicable, the terms of this Convention shall prevail.

Article 47 - Entry into force and effect

This Convention shall come into force as of the date on which all the following conditions are met (or waived in writing, expressly and unequivocally by the Parties):

(a) The promulgation and publication, in accordance with the rules set forth in Paragraph 3 of Article 217-I of the 2011 Mining Code (in the form set out as at the date of the Consent), in the Official Journal of the following acts : (i) the ratification law ratifying the Convention, (ii) the Decree promulgating the ratification law mentioned in (i), (iii) the Decree ratifying the Convention, and (iv) the Constitutional Court's Decision on the conformity to the Constitution of the ratification law mentioned in (i), and the Convention; and

(b) The transfer to the State of the Free Participation.

(such date being the "Amendment Effective Date")

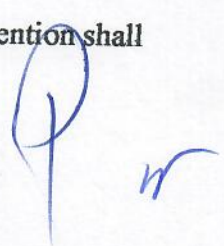
In accordance with Articles 18 and 217 of the 2011 Mining Code (in the form set out as at the date of the Consent), the State undertakes to use its best efforts to allow the satisfaction of the condition precedent set forth in Article 47(a), as soon as reasonably practicable after the date hereof.

Prior to the Amendment Effective Date, the Initial Convention shall continue to apply to the Parties.

Unless previously terminated in accordance with the conditions herein, this Convention shall remain in force for the duration of the validity of the Mining Concession.

Article 48 - Early termination of the Convention

48.1 Mutual termination



The Parties may at any time decide to terminate this Convention by mutual consent, in which case the Convention shall be deemed to have terminated automatically on the date confirmed in writing by the Parties.

48.2 Other termination event

48.2.1 Termination of this Convention may be effected only for any of the following reasons (each a "Termination Event"):

- (a) The bankruptcy or winding up of the Company or any person Controlling the Company;
- (b) The issuance by the State of a Timing Default Notice pursuant to Article 7, and the failure by the Investor and the Company to comply with the associated requirements pursuant to Article 7.1(c);
- (c) The Company refuses to develop the Project on the basis of the TGR Option as the evacuation route for Mining Product, where the viability of the TGR Option has been confirmed in accordance with Article 25.1;
- (d) The Investor refuses to engage with the Independent Contractor to carry out an updated assessment of the viability of the development and operation of the Project where required to do so pursuant to Article 26.7.1(b);
- (e) The Company refuses to use the TGR Option for the evacuation of Mining Product, after binding agreements have been entered into between the Parties in respect of each of the matters set out in Articles 26.7.2(a), (b) and (c), and with the operator of the TGR Infrastructure pursuant to Article 26.7.3;
- (f) An Extension to the Project occurs, which constitutes a Material Deviation from the scope and arrangements for the Project that are set out in the Bankable Feasibility Study, and the Company materially fails to comply with its obligations pursuant to Article 33; or
- (g) The Company or the Investor transfer their respective rights and obligations pursuant to this Convention, or there is a Change of Control in respect of the Company, without the Consent of the Minister, where required pursuant to Article 44.1 or 44.2 of this Convention.
- (h) HPX has exited from the Project in violation of the provisions of Article 44.3.

48.2.2 The State may provide a written notification to the Company and Investor following the occurrence of any Termination Event, sent in accordance with the requirements of Article 55 (*Notifications*) (a "Termination Notice"). Following the receipt of a Termination Notice:

- (a) When such Termination Notice is sent on the basis of Article 48.2.1(b), the Investor and/or the Company may challenge the State's issuance of a Termination Notice within thirty (30) days of the date of receipt of such notice, in accordance with the provisions of Article 45;

(b) When such Termination Notice is sent on the basis of any Termination Event other than the one referred to in Article 48.2.1(b), the Investor and/or the Company:

(i) shall, where the Termination Event is capable of remedy, have a period of ninety (90) days from receipt of a Termination Notice in which to remedy the Termination Event; and/or

(ii) may challenge the State's issuance of a Termination Notice within forty-five (45) days of the date of receipt of such notice, in accordance with the provisions of Article 45.

48.3 Where the Investor and/or the Company does not remedy the Termination Event (to the extent applicable) or does not challenge the State's issuance of a Termination Notice, in each case within the foregoing time limits, then the Convention shall be deemed to have terminated automatically at the end of such time limits.

48.4 Where the Investor and/or the Company:

(a) remedies the Termination Event (to the extent applicable) within ninety (90) days of the date of receipt of the Termination Notice, then the Termination Notice shall be deemed to have been withdrawn by the State, and this Convention shall not terminate, and shall continue in full force and effect;

(b) challenges the issuance of a Termination Notice pursuant to Article 48.2.2, then:

(i) the timeframes referred to in this Article 48 shall be suspended; and

(ii) the Convention shall continue in full force and effect,

unless and until a final and binding determination has been reached through amicable settlement or by an arbitral tribunal in accordance with to Article 45 of this Convention, which confirms that a Termination Event has occurred and that the State was entitled to issue a Termination Notice pursuant to Article 48.1.

48.5 In the event that this Convention is terminated in accordance with this Article 48, the Investor and the Company must ensure that the site is rehabilitated in compliance with the terms of Article 23 of this Convention.

48.6 The fact that any one Party does not take advantage of a breach by the other Party of its obligations may not be interpreted as being a waiver or renunciation of its ability to appeal against any future breach by the same Party of different obligations.

48.7 Notwithstanding any provisions to the contrary in this Convention, the termination of this Convention shall authorise the State to cancel the Mining Concession by written notification but without the need for an additional notice of default of other formalities.

48.8 The termination of this Convention shall not affect the continued existence and validity of the rights and obligations of the Parties under the following Articles: Article 1 and Appendix 1 (*Definitions and interpretation*); Article 23 (*Rehabilitation*)

and closure); Article 45 (*Disputes*); Article 46 (*Applicable Law*); Article 48 (*Early termination of the convention*); Article 49 (*Appendices*); Article 55 (*Notification*); and Article 56 (*Language of the convention and system of measurements*).

Article 49 - Appendices

All Appendices to this Convention form an integral part of this Convention. In the event of contradiction between the provisions of this Convention and the stipulations of an Appendix, the provisions of this Convention shall prevail.

Article 50 - Amendments - Renegotiation

50.1 Process for amending the Convention

Any amendment to this Convention shall be valid only if it has been the subject of an amendment duly signed by the Parties and ratified in accordance with the laws applicable to such ratification at the moment where such amendment is signed.

50.2 Balance of the Convention

The rights and obligations of the Parties resulting from this Convention are intended to establish, at the time of the signature of the said Convention, an economic balance between the parties.

If in the course of the implementation of the Convention, very significant variations in economic conditions impose on any Party significantly more burdens than those foreseen at the time of the signature of the said Convention resulting in consequences unfair to either Party, it is agreed that the Parties shall review the provisions of this Convention in a spirit of objectivity and cooperation in order to restore the original balance.

Article 51 - Non- waiver, partial invalidity

Unless expressly waived in writing, failure by a Party to exercise in whole or in part the rights conferred on it under this Convention shall in no circumstances constitute a waiver of rights which it has not exercised.

Should any provision of this Convention be declared or deemed to be void and not applicable, in whole or in part, for any reason whatsoever, such declaration shall not have the effect of nullifying this Convention, or to invalidate the other provisions of this Convention which shall remain in force.

If a party considers itself seriously prejudiced by this partial nullity, it may request a review of the relevant provisions of this Convention. The parties will then endeavour to agree on a fair and appropriate solution.

Article 52 - Force Majeure

52.1 For the purposes of this Convention, a "**Force Majeure Event**" means any event, act or circumstance:

- (i) unpredictable, not reasonably preventable, and beyond the control of a Party; and, cumulatively

- (ii) which significantly limits or impedes or renders impossible the fulfillment by such Party of its obligations pursuant to this Convention and applicable laws.

52.2 Without limiting the generality of the foregoing, the following events may (provided that the above conditions of Article 52.1 are met) constitute a Force Majeure Event:

- (i) war (declared or not) on the territory of the Republic of Guinea;
- (ii) any armed insurrection, armed conflict, act of terrorism, civil unrests, blockade, riots, sabotage, embargoes, strikes, lockouts or other claims actions or social conflicts;
- (iii) any governmental or quasi-governmental actions, including, but not limited to, expropriations, nationalizations, export restrictions, confiscation actions, change in applicable laws, international financial crisis or similar significant global economic events;
- (iv) all natural disasters including epidemics and disease, earthquakes, storms, lightning, tornadoes, floods, volcanic eruptions, tsunamis or other bad weather and explosions and fires; and
- (v) any event or circumstance of a nature similar to the foregoing.

An act or event shall not constitute a Force Majeure Event where it was possible to foresee the relevant occurrence and precautionary measures could reasonably have been taken which would have protected against the consequences of such act or event.

52.3 When one of the Parties is prevented from fulfilling any of its obligations pursuant to this Convention or applicable laws, due to the occurrence of a Force Majeure Event duly notified pursuant hereto:

- (i) the Party affected by the occurrence of this Force Majeure Event shall not be liable for the non-performance of its obligations pursuant to the Convention or applicable laws where such non-performance is attributable to the occurrence of a Force Majeure Event; and
- (ii) during a Force Majeure Event, the obligations affected by the Force Majeure Event shall be suspended and the deadlines for their completion shall be extended by the duration of the Force Majeure Event.

52.4 In the event where one of the Parties is prevented from fulfilling any of its obligations pursuant to the Convention or applicable laws, due to the occurrence of a Force Majeure Event duly notified in application hereof, such Party shall:

- (i) within fifteen (15) Business Days from the date of the occurrence or revelation of a Force Majeure Event, send a notice to the other Party indicating the Force Majeure concerned and the affected obligations;
- (ii) take the necessary, reasonable and legal measures to resolve the problem that caused the Force Majeure Event;
- (iii) take all necessary and reasonable measures to allow, as soon as possible, the normal resumption of the execution of the obligations affected by the Force Majeure Event.

52.5 If the effects of a Force Majeure Event continue for more than three (3) months, the Parties shall meet, as soon as possible, and thereafter every thirty (30) Business Days

until Force Majeure Event ceases to apply, to consider the effects of such a Force Majeure Event on the subsequent performance of the Convention.

The Parties shall seek any solution enabling to adapt the Project activities to the new circumstances by taking in particular any measure enabling the Investor, the Company and their Affiliates to continue the Project.

It is specified that the extension over time of the effects caused by a Force Majeure Event shall not in any case lead to the early termination of this Convention.

Article 53 - Reports and inspections; confidentiality

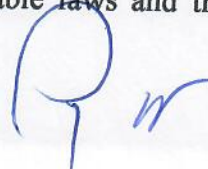
53.1 The Company, its Affiliates and sub-contractors, insofar as each is concerned, hereby undertake for as long as this present Convention remains in force:

- (a) To keep in Guinea a full set of accounts of its operations which are honestly kept, true and detailed, as well as all of the supporting documentation which would allow the exactitude of such to be verified. These accounts, to be drawn up in compliance with the National Accounting Plan, shall be audited by representatives of the State, especially empowered for such purposes;
- (b) To allow the duly authorised State officials to audit all accounts or documents located outside of the country that have bearing on their operations in Guinea.

53.2 Subject to the provisions of Article 24.3 and 29.7, all information made known to the State by the Company or the Investor by way of application of this present Convention shall be considered to be confidential, and the State shall not, during the term of this Convention, reveal to any third party any confidential information which may have been made known to it by the Company or the Investor, without first having obtained prior consent to do so from the Company or the Investor.

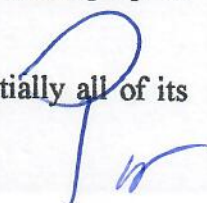
Article 54 – Representations and Warranties

54.1 The Company represents and warrants to the State, on the date hereof and on the Amendment Effective Date, that:

- (a) its representative is duly authorized to enter into this Convention and has the power to validly bind the Company;
 - (b) it is not subject to any international sanctions or criminal investigation related to fraud, corruption or money laundering;
 - (c) it has been incorporated in accordance with OHADA Uniform Act on the Law of Commercial Companies and the GIE and all its administrative and management bodies have been validly set up and appointed;
 - (d) it is able to perform its obligations under applicable laws, the Convention and/or the Mining Concession;
 - (e) there are no legal, administrative, arbitral or other disputes, involving the Company and/or its Affiliates, which affect the Company's ability to respect its commitments and fulfil its obligations under applicable laws and this Convention;
- 

- (f) is not subject to any insolvency, liquidation or bankruptcy proceedings in any relevant jurisdiction;
- (g) is not unable to pay its debts as they fall due;
- (h) has not had instituted against it any proceedings seeking a judgment of insolvency or bankruptcy or any petition presented for its winding up or liquidation;
- (i) has not had a secured party take possession of all or substantially all of its assets;
- (j) has not appointed an administrator, provisional liquidator, receiver, trustee, custodian or similar official for it or all or substantially all of its assets;
- (k) all material information it has provided to the State are free from any false statement or intentional omission; and
- (l) neither it, nor the Investor, nor their Affiliates, nor any person or entity acting on its behalf or on their behalf, nor any of its shareholders or employees, has offered or made any offer, promise, gift, or advantage to the persons mentioned in Article 154 of the 2011 Mining Code (as set out as at the date of the Consent) in breach of said article, in connection with the conclusion of this Convention.

54.2 The Investor represents and warrants to the State, on the date hereof and on the Amendment Effective Date, that:

- (a) its representative is duly authorized to enter into this Convention and has the power to validly bind the Investor;
 - (b) the Investor itself and its Affiliates are not subject to any international sanctions or criminal investigation related to fraud, corruption or money laundering;
 - (c) it is validly constituted in accordance with the laws applicable to it and has the necessary legal capacity to enter into this Convention;
 - (d) there are no legal, administrative, arbitral or other disputes, involving the Company and/or its Affiliates, which affect the Company's ability to respect its commitments and fulfil its obligations under applicable laws and this Convention;
 - (e) is not subject to any insolvency, liquidation or bankruptcy proceedings in any relevant jurisdiction;
 - (f) is not unable to pay its debts as they fall due;
 - (g) has not had instituted against it any proceedings seeking a judgment of insolvency or bankruptcy or any petition presented for its winding up or liquidation;
 - (h) has not had a secured party take possession of all or substantially all of its assets;
- 

- (i) has not appointed an administrator, provisional liquidator, receiver, trustee, custodian or similar official for it or all or substantially all of its assets;
- (j) all material information it has provided to the State are free from any false statement or intentional omission; and
- (k) neither it, nor the Company, nor any of its Affiliates, nor any person or entity acting on its own initiative or on their behalf, nor any of its shareholders or employees, has offered or made any offer, promise, gift, or advantage to the persons mentioned in Article 154 of the 2011 Mining Code (in the form set out as at the date of the Consent) in breach of said article, in connection with the conclusion of this Convention; and
- (l) on the Amendment Effective Date it shall hold all of the voting shares of the Company, other than those held by the State and by Mifergui-Nimba.

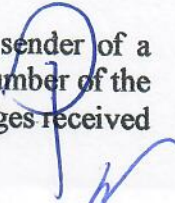
54.3 The State represents and warrants to the Investor and the Company, on the date hereof and on the Amendment Effective Date, that:

- (a) the Minister is, in accordance with Articles 18 and 217 of the 2011 Mining Code (in the form set out as at the date of the Consent), the competent authority to sign this Convention and has obtained the favorable opinion of the competent bodies and the authorization of the Council of Ministers prior to such signature;
- (b) the signature of this Convention by the Minister of Budget complies with applicable laws;
- (c) the signature of this Convention by the State and the performance of its obligations and the exercise of its rights under this Convention do not constitute a breach by the State of applicable laws and agreements to which the State is a party;
- (d) there is no mining title to prospect for or extract iron ore on the Mining Perimeter, with the exception of the Mining Concession; and
- (e) the State has not granted nor authorized any overlap or crossing between the perimeters covered by other mining rights and the Mining Perimeter.

Article 55 - Notifications

55.1 Unless otherwise agreed between the Parties, any notice given hereunder shall be in writing and delivered to the addressee by hand, courier, email or facsimile.

Any notification is deemed validly transmitted:

- (i) in the case of hand-deliveries or delivery by courier, on the day of delivery;
 - (ii) in the case of sending by email, on the day of receipt of the proof of transmission by the sender;
 - (iii) in the case of sending by fax, on the day of receipt by the sender of a statement from the said fax machine indicating the telephone number of the recipient and the transmission result (indicating a number of pages received
- 

consistent with the number of pages sent and the message "OK"), or any other type of similar confirmation; and

55.2 Notifications shall be provided using the following details:

(i) in the case of a notification addressed to the State:

to the attention of the Minister of Mines and Geology
Ministry of Mines and Geology; Boulevard du Commerce - BP 295;
Almamyia District Municipality of Kaloum
Conakry
Republic of Guinea
Fax: n/a
E-mail: info@mines.gov.gn

(ii) In the case of a notification addressed to the Company:

The Board of Directors
Société des Mines de Fer de Guinée
Residence Jeaninne, 3eme étage, Camayenne, Dixinn
Conakry
Republic of Guinea
Fax: +1 (604) 682 2060
E-mail: sam@ivancorp.net

With a copy to

The Board of Directors
HPX Nimba Holdings Inc.
Craigmuir Chambers
Road Town, Tortola
VG1110, British Virgin Islands
Fax: +1 (604) 682 2060
E-mail: sam@ivancorp.net

(iii) In the case of a notification addressed to the Investor:

The Board of Directors
Euronimba Ltd
First Floor, Osprey House,
5-7 Old Street
St Helier
Jersey, JE2 3RG
Fax: +1 (604) 682 2060
E-mail: sam@ivancorp.net

With a copy to

The Board of Directors
HPX Nimba Holdings Inc.
Craigmuir Chambers
Road Town, Tortola
VG1110, British Virgin Islands

Fax: +1 (604) 682 2060
E-mail: sam@ivancorp.net

Article 56 - Language of the Convention and system of measurements

56.1 This Convention is drafted in French. The English translation of this Convention is attached as Appendix 6 hereto. It is made for the sole purpose of facilitating its application. It is expressly stated that in case of contradiction between the Convention which is established in French and the English translation, the Convention in French will prevail.

56.2 The applicable measurement system is the metric system.

* * *
*

P_w

13.5 The Impact Study

13.5.1 The Company shall carry out an Impact Study, to be annexed to the Bankable Feasibility Study, of which it will be an integral part.

13.5.2 The Impact Study must be:

- (a) consistent with the specific principles of environmental protection as provided in Article 37 of this Convention;
- (b) carried out by a recognized consultant on the subject who will be chosen by the Company and approved by the State;
- (c) carried out in accordance with the provisions of applicable legislation and Good Mining Practice; and
- (d) consistent with international standards of bankability, so as to be acceptable to reputable financial institutions for the purpose of ensuring Project funding.

13.5.3 The Impact Study will contain, without this list being exhaustive, an environmental and social management plan defining the commitments of the Company in the management of environmental impacts and identified in the Impact Study and listing for each of these impacts the actions that the Company will implement with a view to their prevention, reduction, removal and / or compensation, and including:

- (a) an emergency plan;
- (b) a risk management plan;
- (c) a hygiene, health and safety plan; and
- (d) a Resettlement and Compensation Plan relating to Affected Persons.

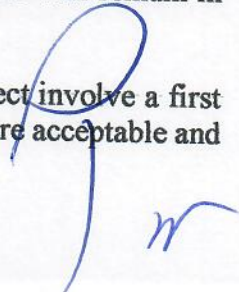
13.5.4 The Impact Study shall be approved by the State as part of, and following the same procedure as, the approval of the Bankable Feasibility Study.

Article 14 – Mobilisation and obtaining of Project Financing

14.1 The Investor shall be responsible for arranging the Project Financing in accordance with Good Mining Practice and appropriate principles of international project financing for an iron ore project of this nature.

The Parties acknowledge that, pursuant to a study conducted by the Company in 2008, the total investment required for the implementation of the Project was estimated at three billion, six hundred and thirty two million US dollars (USD 3,632,000,000). This amount will be reviewed and adjusted by the Company and the Investor in the Bankable Feasibility Study, it being specified that the Investor estimates that the amount of investment required for the implementation of the Project will remain in excess of one billion US dollars (USD 1,000,000,000).

14.2 The Investor shall ensure that financing arrangements for the Project involve a first class international banking syndicate (the “Banks”), on terms that are acceptable and appropriate for international financial institutions.



The maximum debt to equity ratio that may be used in the Project Financing by the Company shall be 65:35, except in circumstances where the Banks pursuant to the Project Financing require a different debt to equity ratio to be used for the purposes of their participation in the Project Financing.


The Investor and the Company shall, as part of the Bankable Feasibility Study, carry out an analysis of the Project Financing based on a 60:40 debt to equity ratio, provided that the Parties expressly acknowledge that the results of such analysis shall not in any way be binding on the Investor or the Company, or binding with regard to the terms of the Project Financing.

- 14.3 Equity financing will be provided by the Investor to the Company by way of equity subscription and shareholder loans, it being specified that any shareholder loan shall not exceed a maximum interest rate of 12 month USD LIBOR plus 8% per annum. Any shareholder loan made to the Company by the Investor or an Affiliate of the Company will be notified to the Minister as soon as reasonably practicable after having been entered into, accompanied by a copy of the shareholder loan agreement.
- 14.4 The State is not required to participate in the Project Financing, and shall not be required to consent to the granting of any Security over its shares in the Company or any other State's assets. The Parties agree that the Mining Concession may be subject to a security interest in respect of the repayment of amounts due to the Banks pursuant to the Project Financing, and the State shall if requested by the Investor and the Company, provide customary direct agreements in favour of the Banks pursuant to the Project Financing.
- 14.5 The State hereby authorises the Investor and the Company to pledge, secure or mortgage the Mining Concession, the Investor's shares (and, where applicable, the Partner Entity's shares) in the Company, and any rights that the Investor and / or the Company may have pursuant to the provisions of this Convention, provided expressly that such pledge, security or mortgage is entered into for the exclusive purpose of obtaining the Project Financing from the Banks.

Article 15 - Development of a steel industry in Guinea

The State and the Company shall consult each other in good faith to determine the possibility of any cooperation with a view to the establishment of a steel industry in the Republic of Guinea, provided that the technical, economic, industrial and national market conditions are met.

Article 16 - Realization of construction work

- 16.1 The Investor shall be responsible for ensuring that the Company starts and completes the construction work associated with the Project in accordance with the timelines set out in the Definitive Timetable (subject to the provisions of Article 7.4).
- 16.2 Construction work shall be carried out in accordance with:
- (a) Good Mining Practice and proven techniques used in the mining industry for projects of this nature;
 - (b) applicable Programmes and Budgets;
- 

- (c) applicable laws;
 - (d) the Bankable Feasibility Study; and
 - (e) the obligations contained in this Convention (including, but not limited to, obligations in respect of the environment, as set out in Article 37 of this Convention).
- 16.3 The State shall be entitled to appoint an independent engineering firm to monitor the quality of construction works that are being carried out by the Company, and the Company's compliance with the requirements of Article 16.2 above. The independent contractor shall not be appointed without the Investor's prior approval of the identity of such independent contractor, and the fees payable to such independent contractor. Subject to such approval, the Company shall be responsible for the fees of the independent contractor. The State shall ensure that the appointment of the independent contractor is made in compliance with all applicable anti-bribery and corruption laws and regulations.

Article 17 - Use of Existing Public Infrastructure

- 17.1 In accordance with the provisions of applicable legislation, the Company will have access to and may use roads, bridges, airfields, port and rail infrastructure, transportation facilities, water and wastewater facilities, electricity or communication facilities, and any other infrastructure built, owned or operated by the State or any entity owned or controlled by the State, with the exception of the armed forces (hereinafter "**Existing Public Infrastructure**").
- 17.2 For the use by the Company of Existing Public Infrastructure and subject to the provisions in Article 17.3 below, the State may not impose on the Company any royalties, rights of use, access rights or other similar charges exceeding those paid by other users in a similar position to that of the Company.
- 17.3 Notwithstanding the foregoing, the State and the Company shall agree on an annual maintenance and restoration programme in respect of Existing Public Infrastructure that is used regularly by the Company in connection with the Project, including an allocation of costs connected with the works set out in such programme as well as additional safety or environmental costs in each case to the extent directly deriving from the use by the Company of any Existing Public Infrastructure.

Article 18 - Construction of Infrastructure and Industrial Facilities and Equipment

- 18.1 Details of the infrastructure, facilities and equipment that are required to be constructed by the Company in connection with the Project will be set out in the Bankable Feasibility Study ("**Project Infrastructure**").
- 18.2 The construction of any Project Infrastructure shall be carried out in accordance with the terms of the Infrastructure Agreement.
- 18.3 The Company may acquire, own, transfer, assign, export and import any facilities or equipment required in connection with the Project. Upon final closure of the Project, the State and / or local communities may at their discretion acquire such assets at the book value of such assets at the time of sale, as set out in the audited financial statements of the Company. The State and local communities shall have a period of

thirty (30) days after receiving the Notice of Closure in which to exercise such option to acquire.

18.4 Construction activities in respect of Project Infrastructure shall be carried out in accordance with:

- (a) Good Mining Practice, and applicable international standards of construction applicable to a project of this nature;
- (b) the applicable Programmes and Budgets;
- (c) applicable laws;
- (d) the Bankable Feasibility Study; and
- (e) the provisions of this Convention, including, but not limited to, the provisions relating to the protection of the environment, as set out in Article 37.

18.5 The Company and the Investor acknowledge and agree that certain Project Infrastructure built by the Company or the Investor are to be transferred to the State at a certain period of time (to be agreed by the Parties) after the Company or the Investor (as the case may be) have earned a return on its investment. The Project Infrastructure to be transferred to the State, and the specific terms and conditions of such transfer will be detailed in the Infrastructure Agreements.

18.6 The road access infrastructure constructed by the Company inside or outside the Mining Perimeter shall be made available for use by the State or by third parties (subject to such third parties, save for local communities, having first entered into an access agreement with the Company, if required by the Company), when such use would cause no obstacle or no substantial inconvenience to Project activities.

As an exception to the foregoing, the Company may restrict or prohibit access to roads within the Mining Perimeter if such access poses a danger to users or personnel, and for reasons of nuisance or obstruction of Project activities.

Any rules pertaining to the use of such road access infrastructure (such as speed limits and weight limits for vehicles) shall be set by the Company at its sole discretion, subject to the applicable laws and norms in Guinea, as well as the best international practices. Where access to relevant road infrastructure is made available by the Company to the State or third parties pursuant to this Article 18.6 for an industrial or commercial use by the State or such third parties, the State (or the relevant third parties) and the Company shall agree (including as part of the access contracts referred to in this Article 18.6) upon an annual maintenance and restoration programme in respect of such road infrastructure, including an allocation of costs connected with maintenance and restoration works that are required.

Article 19 - Operating procedures

19.1 The Investor shall notify the Minister of the date on which First Commercial Production is to occur not less than 30 calendar days prior to such date.

19.2 Operating activities in the Exploitation Phase shall be carried out in accordance with:

- (a) Good Mining Practice;

- (b) the applicable Programmes and Budgets;
- (c) applicable laws;
- (d) the Bankable Feasibility Study; and
- (e) the provisions of this Convention, including, but not limited to, the provisions relating to the protection of the environment, as set out in Article 37.

Article 20 - Determination of quantities of products

- 20.1 The Investor and the Company shall ensure that all weighing equipment for Mining Product and Early Mining Product used in the Republic of Guinea is in good working order and functions consistently with the requirements of Good Mining Practice. Weighing equipment in the Republic of Guinea may, on reasonable notice to the Company, be inspected by a certified body on behalf of the State.
- 20.2 The Investor and the Company shall ensure that the weighing and measuring of Mining Product and Early Mining Product outside of the Republic of Guinea shall be carried out in accordance with good international practice.

Article 21 - Maintenance of production

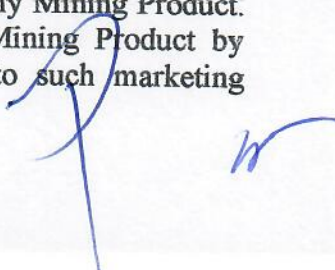
- 21.1 After the date of First Commercial Production, the Company shall notify the Minister in the event that the levels of production of Mining Product vary in any calendar year (positively or negatively) (or the Company reasonably expects levels of production to vary in the following calendar year) by more than 15% in comparison to the equivalent production levels set out in the Bankable Feasibility Study.
- 21.2 The notification referred to in Article 21.1 shall set out in reasonable detail the reasons for the excess or shortfall in production levels that are reported by the Company.
- 21.3 For the avoidance of doubt, any variance in production levels from that set out in the Bankable Feasibility Study shall not constitute a breach of the Investor's or the Company's obligations pursuant to this Convention, provided that such variance is (i) duly notified to the State in accordance with the provisions of Article 21.1, and (ii) reasonably justified.

Article 22 - Marketing of production

22.1 Market price

The Company will be responsible for the marketing of its Mining Products and Early Mining Product; to this end, it will put in place the appropriate structures, means and arrangements to carry out such activities.

The Mining Product and Early Mining Product will be sold on the terms and according to the practices of the international market, notably by seeking long-term offtake contracts for the majority of the Mining Product and Early Mining Product. The Company may market the Mining Products and Early Mining Product by applying at its sole discretion any Incoterm of its choice to such marketing arrangements (CIF, FOB, etc.)



The Company and the State shall meet on an annual basis to discuss the Company's proposed sales and marketing arrangements for the forthcoming calendar year, including applicable and proposed long terms contracts, the proportion of Mining Product and Early Mining Product that is intended to be sold on spot markets, and the State's intended exercise of its marketing rights pursuant to Article 22.3.

The Company shall sell the Mining Product and Early Mining Product on Arm's Length Terms. Where Mining Product or Early Mining Product is sold otherwise than on Arm's Length Terms, the taxable income of the Company will be adjusted accordingly, under the conditions of the 2011 Mining Code (in the form set out at the date of the Consent), without prejudice to any possible application of tax, criminal or other sanctions provided for by applicable laws.

The Company shall provide a quarterly written report to the State regarding the sales price, quantities and qualities of shipments of Mining Product or Early Mining Product in the previous quarter.

22.2 Freight and Maritime Transport

22.2.1 Subject to the provisions of Article 22.2.2, the Company shall have full freedom to choose the means of maritime transport of its products and to charter vessels with the most competitive technical and financial conditions with regard to the international maritime transport market for iron ore.

22.2.2 The Parties shall in good faith discuss the opportunities to give preference to Guinean handling and storage companies and chartering Guinean-flagged vessels, provided that the services provided by these companies and the conditions of maritime transport by Guinean-flagged vessels are comparable in availability, quality, loading and unloading times and volumes transported to those offered on the international market, and are provided at competitive prices and at a level of service that is comparable to that offered on the international market by international shipowners specialized in handling, storage, loading, transport and unloading of iron ore operations.

22.2.3 Where the Liberian Option is used as the basis of evacuation of Mining Product and Early Mining Product from the Project, the Parties agree that freight and maritime transport arrangements shall, to the extent that the Government of Liberia wishes to participate in such arrangements, form part of the inter-country arrangements between the State and Liberia.

22.2.4 The State or any other Guinean agency and administrative authority shall not discriminate against non-Guinean handling, storage, loading, transportation and unloading iron ore operators, subject to compliance with the provisions of the preceding provisions of this Article 22.2.

22.3 State marketing rights

(a) The State shall be entitled to purchase and market a quantity of Mining Product, subject to the following conditions being met:

(i) a portion of the Mining Product is available, provided that a portion of the Mining Product will be deemed available when such portion is not covered by

a sale or purchase agreement entered into by the Company (or on its behalf) with third parties;

- (ii) the marketing rights set out in this Article shall not enable the State to purchase, in each calendar year, a proportion of Mining Product greater than the State's equity interest in the Company during such calendar year; and
- (iii) the State shall only be authorised to exercise its marketing rights when it holds a valid written offer from a third party to purchase Mining Product at an FOB price which is greater than the FOB arm's length price of the Mining Product.

For the avoidance of doubt, and subject to the conditions set out in this Article 22.3(a), the State shall be entitled to purchase its relevant proportion of Mining Product at the FOB arm's length price, and to keep (and use at its entire discretion) the premium between (i) the FOB price payable by the State to the Company and (ii) the FOB arm's length price payable by third parties to the State. The State may request the relevant third parties to pay directly to the Company the portion of the FOB price of the Mining Products that is to be paid to the Company under this Article.

- (b) The State and the Company undertake that they shall (or shall procure that any entity carrying out marketing or sales arrangements on their behalf shall) consult in good faith with respect to the implementation of single marketing arrangements in respect of Mining Product. The Parties agree that such single marketing arrangements shall be implemented without any incremental costs being incurred by the State.
- (c) The Parties agree that in the event that conditions (ii) and (iii) set out in Article 22.3(a) are met but no Mining Product is available (resulting in condition (i) not being fulfilled), the Parties will discuss in good faith on whether solutions can be found for the State and the Company to be able to reply positively to the third party offer obtained by the State.
- (d) The Parties further agree that, in respect of Early Mining Product the Parties shall, in the event that the conditions in Article 22.3(a) are satisfied, meet to discuss in good faith as to whether the State's marketing rights pursuant to Article 22.3(a) are to apply to such Early Mining Product, or whether alternative marketing arrangements shall apply.

Article 23 - Rehabilitation and closure

23.1 General provisions

- (a) The Company will close the Project Infrastructure that it no longer uses (except infrastructure transferred to the State), and rehabilitate the Sites to be Rehabilitated, in accordance with the provisions of applicable legislation and this Convention, and in a manner consistent with Good Mining Practice and applicable international standards, including the Performance Standards for Social and Environmental Sustainability of the International Finance Corporation (IFC)), the good environmental and social practices established by the World Bank and the Equator Principles (Equator Principles, June 2013).
- (b) In the event of a failure by the Company to comply with the foregoing obligations, and without prejudice to any other actions that may be taken against the Company, the closure of the Project Infrastructure and the rehabilitation of the Sites to be

Rehabilitated may be carried out by the State or any third party appointed by the State in this respect, at the expense of the Company.

When the State elects to appoint a third party to carry out the closure of the Project Infrastructure and the rehabilitation of the Sites to be Rehabilitated, the identity of such third party, and its proposed fees, shall be prior approved by the Company (such approval not to be unreasonably withheld or delayed), provided that:

- (i) such approval will be deemed obtained if the Company has not challenged the proposed appointment within sixty (60) days from the date set out in the notice sent by the State to the Company for this purpose;
- (ii) any challenge of the proposed appointment by the Company shall be deemed a dispute under this Convention and be made in accordance with the provisions of Article 45.

23.2 Notice of Closure and Closure Plan

The Company shall notify the Minister of its intention to cease the operation of all or a material part of the Project's infrastructure, which it no longer needs at least twelve (12) months before the planned date of the closure (a "Notice of Closure"). In connection with such closure, and in collaboration with the Mining Administration and the local community, the Company shall develop a Closure Plan for the relevant actions and activities, which must be available no later than six (6) months before the scheduled closing date.

The Closure Plan shall enable the Sites to be Rehabilitated to be returned, as far as possible (and taking due consideration of matters including the nature of the activities that are being carried out as part of the Project, safety requirements, agricultural and silvicultural matters, and the visual appearance of the land) close to their original state in a sustainable manner and in a manner reasonably deemed acceptable to the Minister and the Minister in charge of the Environment.

The Closure Plan will be submitted to the competent environmental technical service providers appointed by the Parties in order to determine the conformity and suitability of the measures set out therein, taking due consideration of the need to:

- (i) eliminate and minimise risks that are harmful to the health and safety of persons;
- (ii) return the Sites to be Rehabilitated in a state acceptable to the local community; and
- (iii) ensure the restoration of vegetation with similar characteristics to the vegetation of the surrounding environment.



To the extent required, the State and the Company shall engage with the Environmental Stakeholders in connection with the preparation, review and validation of the Closure Plan.

23.3 Implementation of the Closure Plan

The Company will make every effort to proceed with the closure of Project Infrastructure which is no longer of utility for the Project in a progressive, orderly and planned manner, in order to prepare the local community for a cessation of Project activities.

The Company will proceed with the closure of Project Infrastructure which it no longer uses, and with the rehabilitation of the Sites to be Rehabilitated so as to ensure the safety of the public and subsequent occupants. For this purpose, the Company shall in particular:

- (i) rehabilitate the Sites to be Rehabilitated in accordance with the Closure Plan and applicable legislation;
- (ii) permanently seal all wells, including manholes and vents, where applicable;
- (iii) remove all transmission lines for Project activities;
- (iv) backfilling and smoothing all escarpments, sloping wells and precipices created by Project activities to secure them and, where necessary, fence the precipices to prevent falls and install signage where necessary; and
- (v) secure and reinforce all water dams, tailings or waste dumps to prevent collapse,

(together the "**Remediation Activities**").

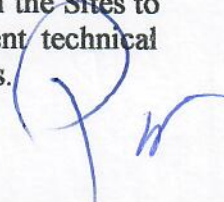
23.4 Disposal of movable and immovable property

The closure of the Project Infrastructure which is no longer used by the Company, and the rehabilitation of the Sites to be Rehabilitated implies the removal of all such relevant infrastructure, installations and equipment where ownership has not otherwise been transferred to the State.

All movable and immovable property located on the Sites to be Rehabilitated such as buildings, factories, fences (with the exception of any element necessary for security) must be demolished unless otherwise agreed with the State or with the local community.

23.5 Assessment of orderly closure

The Company will notify the State of the completion of all of the closure operations and the rehabilitation of Sites to be Rehabilitated pursuant to this Article 23 within thirty (30) calendar days following the date of completion of these activities. The Company shall then carry out, jointly with the State, an inspection of all the Sites to be Rehabilitated, along with an inspection undertaken by a competent technical services provider jointly appointed by the Parties at the Company's costs.



The acknowledgment of the successful completion of the closing and rehabilitation process pursuant to this Article 23 shall give rise to the issuance of a discharge notice after receipt of a favourable report from the competent technical services provider jointly appointed by the Parties. Such discharge notice shall release the Company from any obligation concerning the Project Infrastructure.

23.6 Sites rehabilitation funding arrangements

In connection with the Company's obligations pursuant to Article 23.1(b), the Parties agree that at least (3) years prior to the estimated date of exhaustion of iron ore reserves at the Project:

- (a) the Company shall, subject to the remaining provisions of this Article 23.6, put in place financial security arrangements in respect of its obligations pursuant to Article 23.1(b), which may, at the Company's discretion, be:
 - (i) in the form of a trust account, in accordance with the terms of the 2011 Mining Code (in the form set out as at the date of the Consent) and applicable anti-bribery and corruption laws and regulations, and the policies of the Company in respect of anti-bribery and corruption; or
 - (ii) in the form of a bank guarantee or corporate guarantee;
- (b) Where Company has elected to provide a guarantee pursuant to Article 23.6(a)(ii), the Parties shall enter into good faith discussions regarding the exact form of, and the terms and conditions applicable to, such financial security, it being noted that the Parties agree that the list of enforcement events relating to such security shall require either:
 - (i) a notification from the State to the Company in accordance with Article 55, reporting that the Company has failed to comply with its closure and rehabilitation obligations pursuant to Article 23.1(a), which notification remains unchallenged by the Company for a period of ninety (90) days from receipt; or
 - (ii) a final and irrevocable arbitral award confirming that the Company has failed to comply with its closure and rehabilitation obligations pursuant to Article 23.1(a) of this Convention, and has failed to make payments which are due and payable in accordance with Article 23.1(b);
- (c) the amount to be covered by such financial security:
 - (i) shall not exceed the estimated costs of rehabilitation of the Sites to be Rehabilitated, as set out in the Closure Plan; and
 - (ii) shall be reduced by any amount paid by the Company towards the rehabilitation of the Sites to be Rehabilitated or the implementation of the Closure Plan;

TITLE IV

PROJECT EVACUATION INFRASTRUCTURE



Article 24 - General provisions

- 24.1 The development and operation of iron ore resources that are the subject of this Convention are closely conditioned on the construction of transport infrastructure - including rail and port facilities - allowing the Project to stay competitive, it being understood that the proposed costs for the transport and port operations used for the evacuation of iron ore will have to be similar to those applicable in other areas of the world for production of comparable levels.
- 24.2 The Parties agree that:
- (i) the option of evacuating the Mining Product of the Project through the use of the TGR Infrastructure (the "**TGR Option**") is the base evacuation option of project production, provided that the viability of Project development under this option is demonstrated in the Viability Study; and
 - (ii) in the event that the Viability Study (i) has been carried out in accordance with the provisions of this Convention, including the Terms of Reference contained in **Appendix 3** to this Convention and (ii) demonstrates the lack of viability of the development of the Project using the TGR Option, the Investor and the Company shall be authorized to continue the Study Phase on the assumption of evacuation of Mining Product through the Liberian Infrastructure (the "**Liberian Option**").
- 24.3 The Company and the Investor may totally abandon the Project if the costs envisaged for the transport and disposal of the iron ore are not similar to those applied in the world for production at a comparable level. In such a situation, the Investor and the Company shall (subject to any obligations of confidentiality, and on a non-reliance basis) provide the State with all the information, data and documents collected since the beginning of the Project and proceed with the rehabilitation of the Sites to be Rehabilitated in accordance with the provisions of this Convention.

Article 25 - Provisions applicable in the event of implementation of the Project using the TGR Option

- 25.1 In the event that the Viability Study confirms the viability of the TGR Option, the Project will be developed on the basis of the TGR Option and the Investor and the Company will, during the Study Phase, enter into good faith discussions with the company in charge of the construction and operation of the TGR Infrastructure. The Company and the Investor will then actively contribute in good faith to the preparation, negotiation and execution of any agreement to be entered into with the company in charge of the construction and operation of the TGR Infrastructure, and the Parties will seek to determine and agree the terms and conditions under which the Company will be able to build a railway linking the Mining Perimeter to the TGR Infrastructure and use the TGR Option for the evacuation of the Mining Product.
- 25.2 The State undertakes to impartially assist the Company in its discussions with the company in charge of the construction and operation of the TGR Infrastructure,

including if necessary in mediating between the parties concerned under the auspices of the Minister.

- 25.3 The terms and conditions mutually agreed between the Company and the company in charge of the construction and operation of the TGR Infrastructure will be detailed in an Infrastructure Agreement that will be agreed prior to the execution of the Financing Arrangements, and signed by all parties concerned during the Financing and Development Phase.

Article 26 - Provisions applicable in the event of implementation of the Project according to the Liberian Option

26.1 Use of the Liberian Option

26.1.1 If the Viability Study concludes that the Project would not be viable on the basis of using the TGR as the evacuation route, the Parties acknowledge and agree that the Liberian Option may be used by the Investor as the basis for the Project when conducting the Bankable Feasibility Study in accordance with Article 13. In the event that the Liberian Option is not available, or cannot reasonably be expected to be used as the basis for evacuation route for the Project, the Parties agree to work together to further explore and develop the Project on the basis of other options.

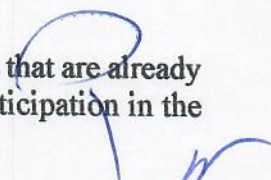
26.1.2 Where, pursuant to Article 26.1, the Project proceeds on the basis of the Liberian Option, the Investor agrees to pursue the development of the Project in a transparent way vis a vis the State, and the State agrees to provide support and assistance to the Investor in accordance with Article 8.

26.2 Liberian Agreements

26.2.1 In the event that the Liberian Option is to be used, the Investor shall, as soon as reasonably practicable, deliver to the State a programme related to the implementation of the Liberian Option containing, but not limited to, the following:

- (i) a detailed and comprehensive list of all additional arrangements contemplated by the Investor and the Company to enable the use of the Liberian Infrastructure by the Company, covering in particular the following:
 - (a) access to the railway infrastructure forming the Yekepa – Buchanan Line, and the expansion or development of such rail infrastructure;
 - (b) access to and development of the port facilities in Buchanan so as to allow the transportation and removal of iron ore extracted from the Project;
 - (c) custom operations applicable at the Guinea-Liberia border.

(the “**Liberian Agreements**”).

- (ii) a complete list of all matters that, at the Company’s and the Investor’s option, shall be dealt with in the Liberian Agreements;
 - (iii) to the extent applicable, a detailed statement of all discussions that are already on-going (if any) with one or several stakeholders whose participation in the
- 

Liberian Agreements is expected, as well as all steps already taken, as the case may be, towards engaging with the Liberian Government;

- (iv) the Investor's estimated draft timetable to elaborate, negotiate and execute the Liberian Agreements,

(the "**Implementation Programme**").

26.2.2 The Investor shall provide updates on the progress actually observed against such Implementation Programme on a quarterly basis, and on any issues that may be encountered as regards the preparation and negotiation of the Liberian Agreements. The State shall at all time be entitled to provide comments to the Company and the Investor on the Implementation Programme.

26.2.3 In the event that the Liberian Agreements have not been fully entered into within 18 (eighteen) months as from the date on which the Viability Study is approved pursuant to Article 13.1, then the Parties shall meet to discuss the terms and conditions according to which the Project may continue to move forward.

26.3 Assistance in implementing the Liberian Option

Where, pursuant to Article 26.1 the Project proceeds on the basis of the Liberian Option, the State undertakes to the Company and to the Investor that it shall, subject to Article 26.4:

- (i) actively contribute in good faith to the preparation, negotiation and execution of any agreement between the State and the Liberian Government necessary for the Liberian Option, in accordance with the timing referred to in Article 26.4, and shall regularly inform the Investor of the same;
- (ii) actively and in good faith cooperate with the Investor in the preparation, negotiation and execution of any other Liberian Agreement to which the State is a party;
- (iii) actively and in good faith cooperate with the Investor in the preparation, negotiation and execution of arrangements with Arcelor Mittal regarding the use of the Liberian Infrastructure, with a view to ensuring that the terms of such arrangements are consistent with any arrangements entered into between the State and the Liberian Government, provided that:
 - (a) the State and the Company shall ensure that the Liberian Government is kept informed of the arrangements with Arcelor Mittal;
 - (b) the Liberian Government shall be invited to attend any relevant meetings at which the State is also to participate to discuss the arrangements with Arcelor Mittal relating to the Liberian Infrastructure; and
 - (c) the State shall not be required to send written letters or notifications to Arcelor Mittal in connection with the use of the Liberian Infrastructure in connection with the Project;

- (iv) permit the Investor to import materials required for the development and operation of the Project via Liberia (including, but not limited to, construction materials, equipment, and goods required at the Project site) through existing customs facilities, or through any other customs facilities developed as part of the Project;
- (v) grant to the Investor and / or the Company such permits or authorisations in Guinea as are necessary or useful for the effective implementation of the Liberian Option;
- (vi) provide support and information to the Investor in respect of any studies that are to be conducted in connection with the Liberian Option,

in each case to the fullest extent possible and necessary for the implementation of the Liberian Option under conditions likely to promote the completion of the Project in accordance with the terms and conditions set forth in the Convention.

26.4 **Timing for execution of the Liberian Agreements**

The Parties agree that the State shall not be required:

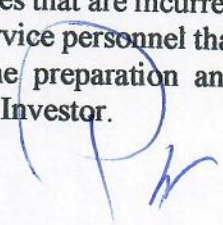
- (i) to engage and initiate discussions with the Government of Liberia until a meeting has been arranged by the Company or the Investor to which representatives of the Company, Arcelor Mittal, the State and the Government of Liberia are invited, and at which the Implementation Programme and the arrangements regarding the use of the Liberian Infrastructure are to be discussed; and
- (ii) to enter into each of the Liberian Agreements to which it is a party until the agreements constituting the Financing Arrangements are fully executed by the Company and the Investor pursuant to Article 5.

Without prejudice to the foregoing, the Parties shall ensure that the terms of the Liberian Agreements are agreed prior to the execution of the Financing Arrangements described in Article 5 of this Convention, and the State undertakes to enter into each of the Liberian Agreements to which it is a party as soon as reasonably practicable after the execution of the Financing Arrangements pursuant to Article 5.

Once all the Liberian Agreements are concluded, the State and the Investor shall cooperate in good faith to examine if certain provisions of these Liberian Agreements need to be reflected in the Convention or if the Convention is to be amended.

26.5 **Availability of personnel**

The Parties agree that, at the request of the Investor or the Company, public service personnel shall be put at the Investor's or the Company's disposal by the Minister in order to be used by the Investor or the Company to participate in the preparation and the execution of the Liberian Agreements. The reasonable expenses that are incurred (in accordance with applicable law) in utilising any such public service personnel that are selected by the Investor or the Company in relation to the preparation and implementation of the Liberian Agreements shall be borne by the Investor.



SIGNATURES

Made in Conakry, on the date specified on the first page of this Convention, in eight (8) originals

FOR THE REPUBLIC OF GUINEA

.....
Mr. Abdoulaye MAGASSOUBA
Minister of Mines and Geology

.....
Mr. Ismaël DIOUBATE
Minister of Budget

For LA SOCIETE DES MINES DE FER DE GUINEE **For EURONIMBA LIMITED**

.....
Mr. Kéalema MOTLANTHE
Chairman of the Board of Directors

.....
Mr. Eric FINLAYSON
Director



APPENDICES

Q *w*

Appendix 1 - Definitions and Interpretation

"1995 Mining Code"	has the meaning given in Recital C.
"2011 Mining Code"	has the meaning given in Recital E.
"Additional Resources"	has the meaning given in Article 11.3(a).
"Additional Royalty"	has the meaning given in Article 42.2.
"Affected Persons"	Means any person (other than those referred to in Article 31.2.4) identified in accordance with Good Mining Practice, suffering a damage, including any disturbance of enjoyment or free disposal of land, resulting from Project activities.
"Affiliate"	<p>means, in relation to a person, a subsidiary of that person, or a holding company of that person or any other subsidiary of that holding company:</p> <p>where 'subsidiary' means, in relation to any 'holding company', a legal entity that:</p> <p>(i) is Controlled, directly or indirectly, by the holding company;</p> <p>(ii) in which a majority of voting rights or issued share capital is held (legally and/or beneficially) by the holding company;</p> <p>(iii) in which the holding company is able to determine the composition of the majority of its board of directors or equivalent body; or</p> <p>(iv) which is a subsidiary of another subsidiary of the holding company.</p>
"Amendment Effective Date"	has the meaning given to it in Article 47.
"Anticipated Production"	has the meaning given to it in Article 4.2.
"Anticipated Studies"	has the meaning given to it in Article 13.3.1.
"Arm's Length Terms"	means terms that would be used in an arrangement between independent commercial parties acting on an arm's length basis, and after taking due consideration for comparison purposes of relevant commercial matters, including (but not limited to): the relevant services provided, risks borne by the counterparties, applicable INCOTERMS, transport and freight costs and timing, and insurance coverage.
"Article"	means any article of this Convention.
"Bankable Feasibility Study"	has the meaning given to it in Article 4.1(f).
"Banks"	has the meaning given to it in Article 14.2.
"Board of Directors"	means the board of directors of the Company.
"Business Day(s)"	Means a day (other than a Saturday or a Sunday) on which banks are normally open for business in Conakry, Guinea.

P W

"Closure Plan"	means the closure plan which is to be developed by the Company in accordance with Article 23.2 in respect of the termination of the Project's activities and the remediation and rehabilitation of the Sites to be Rehabilitated.
"Company" or "SMFG"	means Société des Mines de Fer de Guinee, a company incorporated in Guinea with registered number GC-KAL/01861A/2003.
"Consent"	means the consent of the State to the transfer of the entire issued share capital in Euronimba Limited to HPX, referred to in recital G.
"Control"	means, in relation to a person: (i) holding or controlling, directly or indirectly, a majority of the voting rights exercisable at shareholder meetings (or the equivalent) of that person; or (ii) having, directly or indirectly, the right to appoint or remove directors holding a majority of the voting rights exercisable at meetings of the board of directors (or the equivalent) of that person; and the terms "Controlling" and "Controlled" shall be construed accordingly; and a "change of Control" shall occur if a person who has Control of a body corporate ceases to do so or if another person acquires Control of it.
"Convention"	means this amended and restated convention.
"Definitive Timetable"	has the meaning given to it in Article 7.1(b).
"Development Arrangements"	has the meaning given to it in Article 5.3.
"Early Mining Product"	means iron ore produced from the Project by the Company during the period of Anticipated Production.
"Environment Code"	means Ordinance No. 045 / PRG / SGG of May 28, 1987, on the Code of Protection and Enhancement of the Environment of the Republic of Guinea, as amended by Ordinance N°022/PRG/SGG/89 of March 10, 1989 and its implementing texts.
"Entity of Substance"	has the meaning given to it in Article 12.3.
"Environmental Stakeholders"	has the meaning given to it in Article 37.2.
"Equator Principles"	means the principles entitled the "Equator Principles – A financial industry benchmark for determining, assessing and managing environmental and social risk in projects" dated 4 June 2013 and accessible at www.equator-principles.com
"Euros"	means the lawful currency of the member states of the European Union that have adopted the single currency in accordance with legislation of the European Union.
"Existing Public Infrastructure"	has the meaning given to it in Article 17.1.

"Exploitation Phase"	has the meaning given to it in Article 3.2.1(c).
"Exploration Permits"	has the meaning given in Recital D(ii).
"Extension"	has the meaning given to it in Article 33.1.
"Financing Arrangements"	has the meaning given to it in Article 5.1
"Financing and Development Phase"	has the meaning given to it in Article 3.2.1(b)
"First Commercial Production"	Means the earlier of (i) the date on which the Project mine has reached, for a continuous period of sixty (60) calendar days, a production greater than or equal to thirty percent (30%) of its nominal production capacity established in the Bankable Feasibility Study; or (ii) the date of the first shipment of iron ore product for commercial purposes (except shipments relating to an Anticipated Production)
"FOB"	has the meaning given in the INCOTERMS 2010.
"Force Majeure Event"	has the meaning given to it in Article 52.
"Free Participation"	has the meaning given to it in Article 27.1
"Good Mining Practice"	means such practices, acts or methods of exploring, developing and/or operating (as the case may be) an open pit mine and associated facilities as are internationally accepted as reasonable, safe and appropriate in the industry, and acting in accordance with (i) applicable anti-bribery and corruption laws and the Company's policies in respect of anti-bribery and corruption and (ii) applicable international standards, including the <i>performance standards for social and environmental sustainability</i> of the International Finance Corporation (IFC), the <i>good environmental and social practices</i> established by the World Bank, and the Equator Principles.
"Guinean"	means a characteristic of Republic of Guinea or its people.
"HPX"	has the meaning given in Recital F.
"ICC ADR Centre"	has the meaning given in Article 45.2
"ICSID Convention"	has the meaning given to it in Article 45.3.
"ICSID"	has the meaning given to it in Article 45.3.
"Impact Study"	has the meaning given to it in Article 4.1(g).
"Implementation Programme"	has the meaning given to it in Article 26.2.1
"Independent Contractor"	has the meaning given in the Terms of Reference.
"Independent Expert"	has the meaning given to it in Article 45.2.
"Indicative Timetable"	has the meaning given to it in Article 7.1(a).

"Infrastructure Agreements"	means the agreements to be entered into by the Company in respect of the construction or use of Project Infrastructure, the terms of which shall depend on whether Mining Product is to be evacuated using: (i) the TGR Option; or (ii) the Liberian Option.
"Initial Convention"	has the meaning given in Recital C.
"Initial Impact Assessment"	has the meaning given to it in Article 13.3.2(b).
"Initial Operations Feasibility Study"	has the meaning given to it in Article 13.3.2(a).
"Investor"	means Euronimba Limited, a company incorporated under the laws of Jersey with registered number 49971.
"Land Rights"	has the meaning given to it in Article 31.3.1.
"Liberian Agreements"	has the meaning given to it in Article 26.2.1.
"Liberian Government" or "Government of Liberia"	means the government for the time being of the Republic of Liberia.
"Liberian Infrastructure"	means the infrastructure required for the evacuation of Mining Product from the Project through Liberia, including the infrastructure referred to in Article 26.2.1 as being the subject of the Liberian Agreements.
"Liberian Option"	has the meaning given to it in Article 24.2(ii).
"Material Deviation"	means: (a) an extension to the operations of the Project which would result in an increase of at least 25% in the production capacity of the Project above the higher of: (i) the production capacity set out in the Bankable Feasibility Study; and (ii) the existing production capacity of the Project as at the time of the proposed Extension or (b) a material change in the geographical area constituting the Project Perimeter; or (c) a significant and non-temporary deviation to the Project from that described in the Bankable Feasibility Study, such that it would be objectively reasonable for an updated feasibility study to be required, reflecting the parameters of such deviation.
"Mifergui-Nimba"	means the company Mifergui-Nimba, incorporated in Guinea and which as at the date of the Consent held a 5% shareholding in the Company.
"Mining Administration"	means the Ministry and all of its central and/or decentralized services.
"Mining Concession"	has the meaning given to it in Recital C
"Mining Perimeter"	means the perimeter identified and set out in the Mining Concession, plus the perimeter of any New EP to which this Convention applies in accordance with Article 9.4.(c).

“Mining Product”	means iron ore produced from the Project by the Company following First Commercial Production.
“Minister”	means the Minister in charge of Mines and Geology.
“Ministry”	means the Ministry of Mines and Geology.
“National Direction of Mines”	refers to the <i>Direction Nationale des Mines</i> of the Republic of Guinea.
“New EPs”	has the meaning given to it in Article 9.4(a).
“New York Convention”	has the meaning given to it in Article 45.3(ii).
“Notice of Closure”	has the meaning given to it in Article 23.2.
“OHADA Uniform Act on the Law of Commercial Companies and the GIE”	means The Uniform Act on Commercial Companies and the Economic Interest Group of the <i>Organisation pour l’Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires</i> (OHADA) dated January 30, 2014 and effective as from May 5, 2014.
“Partner”	has the meaning given in Article 12.1.
“Partner Entity”	has the meaning given to it in Article 12.3.
“Partner’s Group”	means the Partner Entity, and any Affiliates of the Partner Entity.
“Partner Requirements”	has the meaning given to it in Article 12.6.
“Party” or “Parties”	means the State, the Investor and/or the Company.
“PIN Decree”	means the decree bringing the Project to the status of a Project of National Interest, in accordance with the provisions of articles L.121.14 to L. 121.17 of Law n° L/98/017/98 adopting and promulgating the town planning code (<i>Code de l’urbanisme</i>) of the Republic of Guinea.
“Pre-Feasibility Study”	has the meaning given to it in Article 4.1(e).
“Programmes and Budgets”	means the annual work programmes and associated budgets prepared by the Company and detailing the Project’s activities (and associated budgets) to be carried out in a given calendar year.
“Project”	has the meaning given in Recital D(i).
“Project Financing”	means the financing required to be obtained by the Company to fund the investment required for the carrying out of the Project activities.
“Project Infrastructure”	has the meaning given in Article 18.1.
“Project of National Interest”	has the definition given to it in Article L.121.14 of Law n° L/98/017/98 adopting and promulgating the town planning code (<i>Code de l’urbanisme</i>) of the Republic of Guinea.
“Project Perimeter”	means the perimeter located on the territory of the Republic of Guinea, that is required or useful for carrying out the Project, including (i) the Mining Perimeter, (ii) the footprint of all Project Infrastructure (including infrastructure required

	for the evacuation of Mining Product and Early Mining Product), equipment, plants and facilities, (iii) the perimeter covered by the Exploration Permits and any new EP to which this Convention applies in accordance with Article 9.4(c), the geographical coordinates of which will be included in the Bankable Feasibility Study.
"Public Persons Domain"	means the private domain of the State and the public domain of the State, local authorities, and other public persons pursuant to applicable laws.
"Quarter"	means a period of three (3) consecutive months commencing on 1 January, 1 April, 1 July or 1 October in any year.
"Relevant Affiliate"	has the meaning given in Article 12.4
"Remediation Activities"	has the meaning given in Article 23.3.
"Renewal Term"	has the meaning given to it in Article 9.1.
"Resettlement and Compensation Plan"	means the Company's plan for the resettlement and compensation of Affected Persons, prepared in accordance with Good Mining Practice, which is to be included in the Impact Study.
"Royalty Index"	has the meaning given to it in Article 42.2(v).
"Sanctioned Country"	means, at any time, a country, region or territory which is the subject or target of any Sanctions.
"Sanctioned Person"	means, at any time, (a) any person listed in any Sanctions-related list of designated persons maintained by the Office of Foreign Assets Control of the U.S. Department of the Treasury, the U.S. Department of State, the United Nations Security Council, the European Union, any EU member state, Her Majesty's Treasury of the United Kingdom or other relevant sanctions authority, (b) any person operating, organised or resident in a Sanctioned Country, (c) any person owned or controlled by any such person, or (d) any person otherwise the subject of any Sanctions.
"Sanctions"	means all economic or financial sanctions or trade embargoes imposed, administered or enforced from time to time by (a) the U.S. government, including those administered by the Office of Foreign Assets Control of the U.S. Department of the Treasury or the U.S. Department of State, or (b) the United Nations Security Council or the European Union; or (c) the member states of the European Union, the UK, Switzerland or Australia.
"Security"	means any mortgage, pledge, lien, guarantee, financial guarantee, claim, claim, servitude, charge and privilege of any other nature.
"Sites to be Rehabilitated"	means the sites within the Project Perimeter that have been affected by activities and operations connected with the Project and which are no longer used in connection with the Project, with the exception of any sites or areas containing

D W

	Project Infrastructure the ownership of which will or has been transferred to the State.
“Sogupami”	means la Société Guinéenne du Patrimoine Minier S.A., a limited company with a share capital of GNF 5,000,000,000, whose registered office is located at Immeuble Fria Base, Commune de Kaloum, Conakry.
“Stabilisation Date”	means the date which is the earlier of (i) the date on which First Commercial Production occurs; or (ii) the date falling seventy (70) months after the Amendment Effective Date, provided that the latter date may be extended pursuant to Article 7.4 as a result of any delays that are cumulatively referred to in this Article 7.4 and documented and validated by the Parties pursuant to Article 7.5.
“Stabilisation Period”	has the meaning given to it in Article 38.1.
“State”	means the Republic of Guinea.
“State Transferee”	has the meaning given in Article 27.1.
“Study Phase”	has the meaning given in Article 3.2.1.
“Termination Event”	has the meaning given to it in Article 48.2.1
“Termination Notice”	has the meaning given to it in Article 48.2.2
“Terms of Reference”	means the terms of reference contained in Appendix 3 setting out the scope of work, terms of reference and test of viability in respect of the conduct of the Viability Study.
“TGR”	means the Transguinean Railway.
“TGR Infrastructure”	means the infrastructure required for the use of the TGR as the basis of evacuation of Mining Product from the Project, including railway infrastructure, shared port facilities and ancillary and supporting infrastructure (including fuel facilities).
“TGR Option”	has the meaning given to it in Article 24.2(i).
“TGR Viability Report”	means the report to be prepared by the Independent Contractor in completing the Viability Study.
“Timing Default Notice”	has the meaning given to it in Article 7.1(c)
“Transferee Affiliate”	has the meaning given in Article 44.2.
“USD”	means the lawful currency of the United States of America.
“Viability Study”	has the meaning given to it in Article 4.1(a).

Interpretation

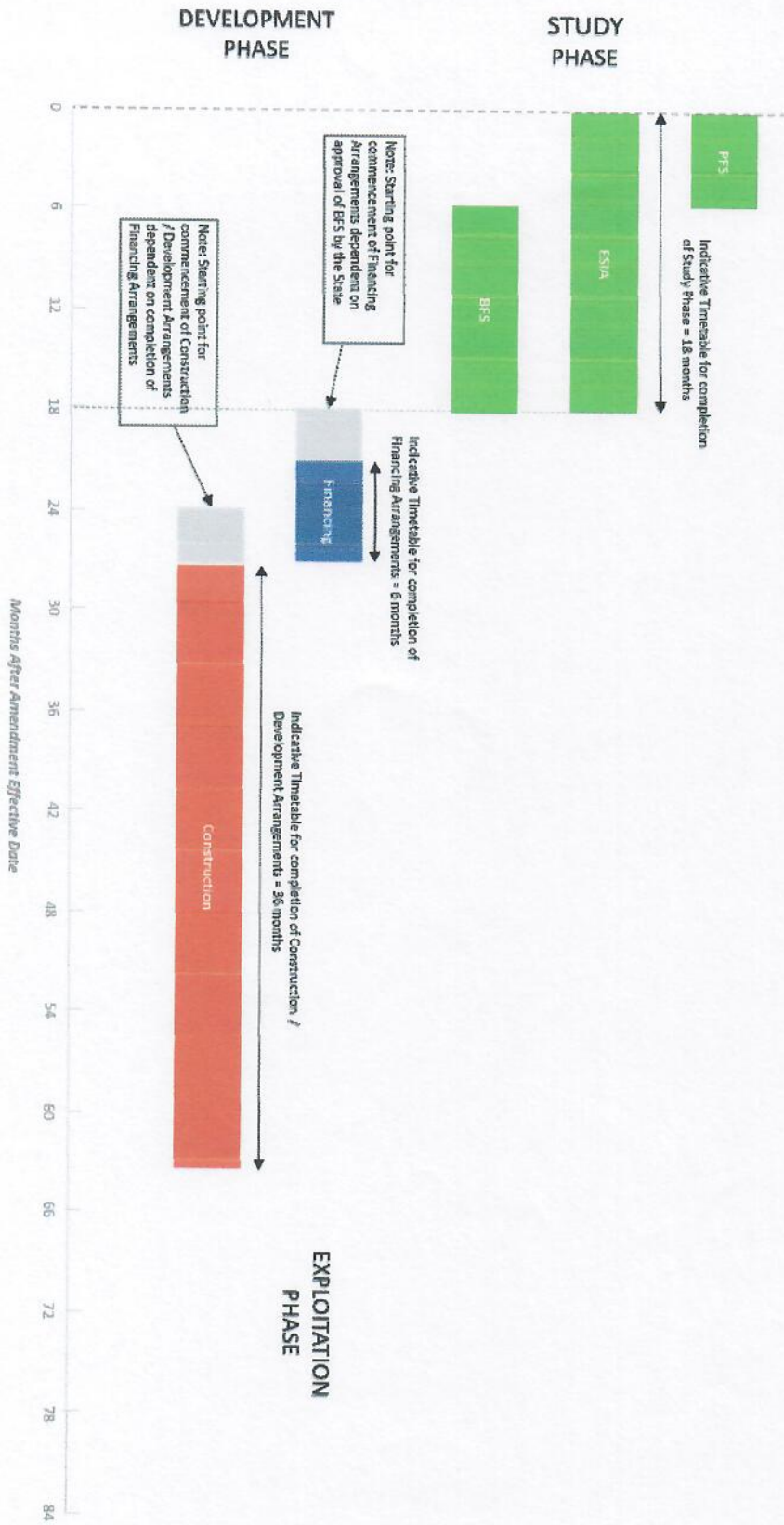
In this Convention, unless the context otherwise requires:

- (a) The singular includes the plural and the masculine includes the feminine and vice versa;

- (b) The definition of a word or expression applies to its other grammatical forms;
- (c) The table of contents and the headings of this Convention in articles, paragraphs and subparagraphs and the insertion of titles are for convenience only and should not in any way affect its interpretation;
- (d) a reference to an agreement, contract or similar arrangement is deemed to include any amendment thereto;
- (e) Unless expressly stated otherwise in this Convention, any reference to 'applicable law', 'applicable legislation' or 'laws in force', or similar terms shall be deemed to be a reference to such law, legislation, regulation, order or rules in the form existing as at the date of the Initial Convention, where the stabilisation provision set out in Article 38 applies;
- (f) Unless otherwise stated, any reference to a sum of money is a reference to an amount expressed in US Dollars;
- (g) The term "including", or any other expression of similar scope shall be understood as being immediately followed by the expression "without limitation";
- (h) Any reference to "Guinea" or "Guinean" shall exclusively refer to the Republic of Guinea;
- (i) In the event of uncertainty regarding any description of a perimeter or zone in this Convention by *geographic coordinates, geographic maps or cartographic sketches, geographical coordinates* prevail; and
- (j) Any reference to a Party includes the authorized successors of that Party and its assigns.



Appendix 2 – Indicative Timetable



Pm

Appendix 3 – Terms of Reference for the Viability Study

(The Terms of Reference for the Viability Study appear in the following pages)

Pr

**ANALYSIS OF THE VIABILITY OF THE NIMBA PROJECT
USING THE GUINEAN TGR INFRASTRUCTURE**

**TERMS OF REFERENCE
RELATING TO THE MISSION OF THE INDEPENDENT CONTRACTOR**

All correspondence and questions relating to these Terms of References or the works carried out by the Independent Contractor shall be directed to the following person:

Ministry of Mines of the Republic of Guinea
Mr. Nava Touré
tournav@gmail.com

Societe des Mines de Fer de Guinee (the
“Company” or “SMFG”)
the Managing Director
[email address]

With a copy to:

[email address]
[email address]
[email address]

With a copy to:

Company / CFO: [email address]
Company / Advisers: [email address], [email
address], [email address]

Capitalized words and expressions used in this document shall have the meaning ascribed to them in the body of these Terms of Reference, or in its appendix. Where not defined in these Terms of Reference, or its appendix, such words and expressions shall have the meaning given in the Convention (as defined below).

1. CONTEXT

The Project consists of developing the Nimba iron ore deposits located in the South-East corner of the Republic of Guinea, close to the country’s borders with the Republic of Liberia and the Republic of Ivory Coast.

The Project is currently being developed by SMFG, a company incorporated in Guinea and controlled by Euronimba, a company incorporated in Jersey (Channel Islands), pursuant to:

- Decree D/2003/068/PRG SGG dated 29 July 2003 granting an exploration and mining concession for iron ore to SMFG and Euronimba;
- A mining concession agreement signed by the Republic of Guinea, Euronimba and SMFG on 25 April 2003 (the “Initial Convention”);
- Law L/95/036/CTRN dated 30 June 1995 establishing the mining code applicable in the Republic of Guinea (the “1995 Mining Code”); and
- An agreed form amended and consolidated mining concession, updating and replacing the terms of the Initial Concession (the “Convention”).

(these instruments being referred to as the “Project Documentation”).

Pursuant to the Project Documentation:

- 1) the option of evacuating the Mining Product of the Project through the use of the TGR Infrastructure (the “**TGR Option**”) is the base evacuation option for the Project, provided that the viability of the Project using the TGR Option is demonstrated in accordance with these Terms of Reference; and
- 2) in the event that the study to be carried out in accordance with these Terms of Reference demonstrates the lack of viability of the Project using the TGR Option, the Investor and the Company shall be authorized to continue the Study Phase on the assumption of evacuation of Mining Product through the Liberian Infrastructure (the “**Liberian Option**”).

In addition, the State entered into a BOT Convention of 2014, and several associated supplemental agreements with Simfer SA relating to the development of the TGR Infrastructure (the “**Simandou Investment Framework**”). Pursuant to the Simandou Investment Framework, the Government of Guinea is prohibited from authorising any iron ore project located in a region comprising of the perimeter of the Nimba Project to use export infrastructure not entirely located on the Guinea territory, unless due to the location, size, or other aspects of the mining project:

- 1) such project would be economically viable only to the extent it is developed through alternative infrastructure; or
- 2) such project cannot obtain from Simfer SA the right to obtain rail and port services on the TGR Infrastructure.

In this context, HPX Nimba Holdings Inc. recently purchased all the shares in Euronimba from the previous sponsors of the Project, and Euronimba, SMFG and the State agreed to the terms of the Convention, updating and replacing the terms of the Initial Convention.

The Company and the State have agreed to instruct jointly the performance of an independent study on the viability of the Project using the TGR Option (the “**Viability Study**”).

The Mission entrusted to the Independent Contractor is therefore to perform such Viability Study and provide the State and the Company with a report on the conclusions of such study, in accordance with the terms, methodology and requirements of these Terms of Reference.

2. APPOINTMENT OF THE INDEPENDENT CONTRACTOR

The Parties agree that the Company will select an independent firm to act as the Independent Contractor. The firm selected by the Company shall be sufficiently qualified to assess the technical and/or financial aspects of the analysis set out in these Terms of Reference. To the extent that such firm does not have either the relevant technical or relevant financial expertise, it shall engage an appropriate subcontractor to provide such input. The firm and any such subcontractor shall be jointly referred to as the “**Independent Contractor**”.

The Company will seek consent from the State after the selection but prior to the appointment of the Independent Contractor.

The State may only object to the Company’s selection of the Independent Contractor if:

- (a) such objection is provided in writing to the Company within 30 days of the Company notifying the State of its selection; and
- (b) the State can reasonably establish that either:



- (i) the Independent Contractor is not independent of the Company; or
- (ii) the Independent Contractor lacks the required financial and/or technical capabilities for the engagement.

Where the State does not notify the Company of its objection to the selection of the Independent Contractor in accordance with this section 2, the State shall be deemed to have consented to such appointment.

The appointment of the Independent Contractor, and all matters in connection with the preparation of the Viability Study shall be undertaken in accordance with all applicable laws (including anti-bribery and corruption laws) and with the Company's policies in respect of anti-bribery and corruption.

3. OBJECTIVE AND DELIVERABLES

The Mission of the Independent Contractor is to assess, and provide the State and the Company with its conclusions on, the viability of the development of the Project using TGR Option as the basis for evacuation, in accordance with the terms, approach, methodology and other requirements of these Terms of Reference.

For the avoidance of doubt, the Independent Contractor shall not be required to assess or comment on the viability of the development of the Project under the Liberian Option.

In the course of carrying out its Mission, the Independent Contractor will be expected to provide the State and the Company with the following deliverables:

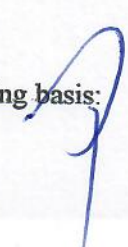
- 1) a comprehensive technico-economic-financial model for the development of the Project in accordance with the TGR Option, in an editable format, together with explanations on how to use it (the "TEF Model"); and
- 2) a report detailing the works carried out by the Independent Contractor in carrying out its Mission, comprising of, in particular:
 - a. a detailed description of the studies conducted, actions taken and diligence performed by the Independent Contractor, with a description of the Independent Contractor's methodology, data sources, and meetings that have occurred;
 - b. a comprehensive summary of the conclusions reached by the Independent Contractor in carrying out studies and works pursuant to these Terms of Reference;
 - c. the evidence-based conclusions of the Independent Contractor as regards the viability of the development of the Project on the basis of the TGR Option, and especially, the Independent's Contractor's answers to questions 1.a, 1.b, 2.a and 2.b set out in Section 4(b) below; and
 - d. any other elements that the Independent Contractor may see fit, or that the State and the Company may (acting jointly) subsequently require to Independent Contractor to add.

Subject to the Independent Contractor's terms of engagement, such deliverables will become the joint property of the Company and the State upon their receipt from the Independent Contractor.

4. APPROACH AND METHODOLOGY

a) Development of the TEF Model

The Independent Contractor will prepare and develop the TEF Model on the following basis:



- (i) The Independent Contractor shall determine a projected timeframe for the development of the TGR Option, and for the development of the Project were evacuation of Mining Product to be on the basis of TGR Option.

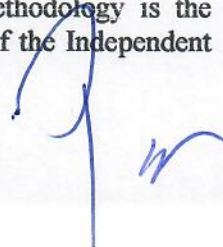
In this regard, the Independent Contractor shall assume that the Project will be developed in accordance with the provisions of the Convention relating to the timelines for development of the Project, in particular the Indicative Timeline and the Definitive Timeline.

- (ii) The Independent Contractor shall develop the TEF Model based on the following approach to the estimation of capital and operating costs (the “Costs Estimates”):
- A. estimates used by the Independent Contractor shall be on an order of magnitude basis to the extent that (i) estimates at a higher level of definition are not available or (ii) actual figures cannot be obtained from third-parties, including, for the avoidance of doubt, Simfer SA or any other party involved in the development of the TGR Infrastructure.
 - B. the Independent Contractor shall incorporate in its Cost Estimates such contingencies as it considers appropriate, taking due account of the specific characteristics of the Project (including but not limited to its location) to ensure a high degree of confidence and certainty in the ability to achieve such Costs Estimates.

However, applicable weighted average cost of capital and/or discount rate to be used by the Independent Contractor will be determined in accordance with paragraph (vii) below.

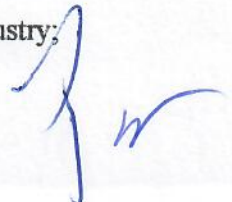
- C. estimates used by the Independent Contractor in relation to the development of the mine exclusively and any infrastructure required to link the mine to the TGR Infrastructure that is to be developed by Simfer S.A. (i.e. excluding all other transport and evacuation costs and infrastructure) will be calculated using the most recent studies of the development of the Project produced or commissioned by SMFG and previously submitted to the State.

When using such studies, the Independent Contractor shall adopt the assumptions made in such studies regarding the mine plan and exploitation method, save that:

- ✓ the Company may provide an alternative study, mine plan or exploitation method through notice to the Independent Contractor and the State, setting out in reasonable detail the alternative study, mine plan or exploitation method that is proposed for use (the “Proposed Methodology”);
 - ✓ the State shall have a period of 30 days from the date of receipt of such notice in which to agree to or challenge such Proposed Methodology;
 - ✓ in the event that the State does not challenge the Proposed Methodology within the foregoing timeframe, the Independent Contractor shall apply the Proposed Methodology; and
 - ✓ in the event that the State does challenge the Proposed Methodology, the Independent Contractor shall, at its sole discretion, acting on an objective and independent basis, and taking due account to the facts and circumstances at the relevant time, determine whether or not the Proposed Methodology is the appropriate methodology to be applied. The determination of the Independent
- 

Contractor in such circumstances is to be final and binding on the State and the Company.

- (iii) The Independent Contractor shall develop the TEF Model using Costs Estimates in respect of all exploration, study, construction, mining, and transportation activities of the Project, including, but not limited to:
 - A. the capital and operating costs of developing: (i) a spur line from the Nimba mine to the most expedient connection point of the TGR rail infrastructure; and (ii) any other TGR Infrastructure required to be built by SMFG for the proper development and operation of the Project;
 - B. the tariffs associated with the use of the TGR Infrastructure, determined in accordance with clause 4(c) of these Terms of Reference following discussions with Simfer SA and/or any other party involved in the development of the TGR Infrastructure; and
 - C. the capital and operating costs of developing the mine (based on a 20 Mtpa capacity), determined in accordance with paragraph (ii).C above).
- (iv) Projected project financing terms shall take into account the terms and conditions referred to in the Convention;
- (v) The Independent Contractor shall identify the market conditions and pricing consensus terms for all revenue projections, where possible using readily available, long-term consensus prices;
- (vi) The tax and custom regime of the Project will be as set out in the Convention;
- (vii) The Independent Contractor shall make suggestions to the Company and the State on the applicable weighted average cost of capital (WACC) and/or discount rate to be used, having regard inter alia to country, technical and project risk. Upon the date of receipt by both the Company and the State of such proposal :
 - A. the State and the Company shall have a period of 30 days in which to confirm such WACC or discount rate to the Independent Contractor, or instruct him to use a different WACC or discount rate, or to use a WACC instead of a discount rate (or *vice versa*);
 - B. in the event that the neither the State nor the Company reply to the Independent Contractor within the foregoing timeframe, the Independent Contractor shall apply the proposed WACC or discount rate; and
 - C. in the event that the State and the Company cannot agree on whether to confirm or modify the WACC or discount rate proposed by the Independent Contractor:
 - (1) the State and the Company shall each appoint an internationally reputable economist with a demonstrated track record of assessing WACC and/or discount rate (as the case may be) (the "WACC Economists");
 - (2) the WACC Economists shall each compile and make available reports containing their assessment of the appropriate WACC or discount rate for the Project, having due regard to the characteristics of the Project, including:
 - (a) characteristics and market practices in the iron ore industry;



- (b) the location of the Project, and characteristics associated with investing in Guinea;
 - (c) the terms of the Convention; and
 - (d) the proposed flow sheet for the Project;
- (3) where the WACC Economists' respective assessed WACC or discount rate for the Project differ by not more than three percentage points (3%), the agreed WACC or discount rate shall be the mean average of the two assessments;
- (4) where the WACC Economists' respective assessed WACC or discount rate for the Project differ by more than three percentage points (3%), the Company and the State shall jointly appoint one of Deloitte; PricewaterhouseCoopers; EY or KPMG (the "WACC Assessor") to carry out a third assessment of the appropriate WACC or discount rate for the Project;
- (5) The Company and the State shall each procure that the WACC Economists provide the WACC Assessor with copies of the reports prepared by them, together with any supporting information as the WACC Assessor may reasonably request;
- (6) The WACC Assessor's determination of the applicable WACC or discount rate applicable to the Project shall be final and binding on the Company and the State for the purposes of these Terms of Reference;
- (7) All fees and expenses of both WACC Economists and the selected WACC Assessor shall be borne by the Company (subject to the Company's prior approval of their fees), but will be deductible for the purposes of calculating the Operating Income and net taxable profit of the Company.

For the purposes of these Terms of Reference, the "Project WACC" shall be the WACC or discount rate that is (i) proposed by the Independent Contractor and not challenged by agreed by the State and the Company pursuant to this Section 4(a)(vii); (ii) applicable pursuant to Section 4(a)(vii)(3) following the assessments of the WACC Economists; or (iii) determined by the WACC Assessor pursuant to Section 4(a)(vii)(6).

- (viii) Where information and data in respect of the TGR Infrastructure or the Project is not available to the Independent Contractor (either through existing studies or following discussions with the Company and the State, or with third-parties), estimates and methodology required to develop the TEF Model shall be freely determined by the Independent Contractor and explained in the report (detailing analysis, methodology, data source and conclusions obtained by the Independent Contractor), on an order of magnitude basis.

The report of the Independent Contractor shall contain a presentation (in PDF format) of the TEF Model, and the TEF Model will be provided to both the State and the Company in an editable format.

b) Definition of "viability" and viability tests



The Independent Contractor shall set and propose to the Company and the State, in the timeframe agreed pursuant to Section 5(d)(ii), measurable parameters and objective tests which it deems as being the most accurate to answer to each of Questions 1.a, 1.b, 2.a and 2.b below.

The Independent Contractor shall notify the Company and the State in writing of the tests that it proposes to apply, and such proposal will be jointly approved in writing by the State and the Company within 30 Business Days from such notification (failing which the Independent Contractor's proposal will be deemed agreed, except when either the State or the Company elects to challenge such tests using the procedure set out in Article 45.1 and 45.2, in which case the mission of the Independent Expert would be to review and confirm or adjust the tests proposed by the Independent Contractor (and notwithstanding the provisions of Article 45, any decision of the Independent Expert in respect of such matter shall be final and binding on the Parties).

In the event of such a challenge, the time limits set out in the Indicative Timetable and the Definitive Timetable attached to the Convention will, pursuant to Article 7.4 of the Convention, be extended on a "day for day" basis for a period equal to the time period between (i) the date where the notification of such a challenge is received by either the Company or the State (as the case may be) and (ii) the date where such challenge is finally resolved in accordance with Article 45.1 and/or 45.2 (as the case may be).

a. *Viability tests under the Initial Convention*

In accordance with the Initial Convention, the development of the Nimba Project in accordance with the TGR Option will be deemed viable in the event that the following cumulative conditions are met:

- (i) Question 1.a - The Project is competitive
- (ii) Question 1.b - The proposed costs applicable for the use of the rail and port infrastructure are comparable to those applied globally for similar productions

b. *Viability tests under the Simandou Investment Framework*

In accordance with the Simandou Investment Framework, the development of the Nimba Project in accordance with the TGR Option will be deemed viable in the event that the following cumulative conditions are met:

The State and the Company note the requirements of the Simandou Investment Framework that the viability of a project is to be assessed without the need for the State to grant tax advantages beyond what is usually applicable in Guinea. On this basis, for the purposes of Question 2.a and 2.b below, the Independent Contractor shall make such adjustments as are required so as to reflect the differences between the tax and customs regime applicable pursuant to the Convention, and the tax and customs regime provided for under the 1995 Mining Code.

- (i) Question 2.a - The rate of return (in the sense of *Rendement* in French) of the Project is reasonable compared to other Guinea mining projects
- (ii) Question 2.b - The rate of return (in the sense of *Rendement* in French) is sufficient to attract investors

c. *Conclusions of the Independent Contractor*



Subject to the following paragraph, the development of the Nimba Project in accordance with the TGR Option will only be deemed to be viable if the answers of the Independent Contractor to all the foregoing questions is “yes”.

Notwithstanding the foregoing paragraph, in the event that the Independent Contractor assesses that the development of the Nimba Project in accordance with the TGR Option would be:

- (i) viable pursuant to the tests applied under the Simandou Investment Framework (with the Independent Contractor answering “yes” to both Questions 2.a and 2.b); but
- (ii) not viable pursuant to the tests applied under the Initial Convention (with the Independent Contractor answering “no” to either Question 1.a or 1.b),

then the Company and the State shall each actively contribute in good faith to discussing a solution which enables a conclusion to be reached as to whether the development of the Nimba Project in accordance with the TGR Option is viable or unviable in such circumstances.

c) Determination of the tariff applicable to the use of the TGR Infrastructure

The tariffs associated with the use of the TGR Infrastructure will be determined in accordance with the procedure described in the Simandou Investment Framework, following discussions with Simfer SA and/or any other party involved in the development of the TGR Infrastructure.

Prior to any meeting with Simfer SA, the Independent Contractor, using the Simandou Investment Framework, will determine which elements of the TGR Infrastructure can be shared with SMFG and which will have to be duplicated for SMFG’s use. Having made such a determination, the Independent Contractor will make an order of magnitude estimate of the capital and operating costs of using the TGR Infrastructure based on the Simandou Investment Framework and any additional pricing conditions or methodology agreed between Simfer SA and the Government of Guinea.

In the event that Simfer SA (and/or any other party involved in the development of the TGR Infrastructure) refuses or unreasonably delays entering into discussions with the Independent Contractor so that the latter cannot complete its Mission, the Government of Guinea will assist the Independent Contractor in accessing to such parties, provided that the Independent Contractor shall document and establish such refusal or unreasonable delay to the State’s reasonable satisfaction.

If, 60 days after the Independent Contractor has written to the State seeking assistance, the Independent Contractor determines that it has not received reasonable co-operation from Simfer SA, or that the information provided by Simfer SA cannot be independently verified to the reasonable satisfaction of the Independent Contractor, then the Independent Contractor shall:

- (a) notify the State, Simfer SA and the Company of its concerns, and such parties shall meet to seek to resolve such matters within 30 days of such notification; and
- (b) if the Independent Contractor’s concerns are not, in the Independent Contractor’s professional opinion, adequately addressed, the Independent Contractor shall estimate the tariffs on the basis of (i) earlier studies conducted in respect of the TGR Infrastructure; (ii) an appropriate methodology determined by the Independent Contractor for bringing the TGR cost estimates to present day terms at an order of magnitude level or better; and (iii) the terms of the Simandou Investment Framework.

The State and the Company shall be invited to participate in any meeting convened between Simfer SA (and/or any other party involved in the development of the TGR Infrastructure) and the Independent Contractor.

d) Identification of the parameters that may affect the viability of using the TGR

The Independent Contractor shall identify any assumption deemed material to its conclusions or analysis, and provide a sensitivity analysis reporting the impact of a change in such assumption on the results obtained for the viability tests described above.

This shall include at a minimum sensitivity analyses against:

- change in major costs;
- change in tariffs;
- potential delays in the implementation of the Project;
- potential delays in the implementation of the TGR Infrastructure; and
- change in iron ore prices.

5. PERFORMANCE OF THE MISSION

a) Documents and information to be made available to the Independent Contractor

The Company and the State will give access to the Independent Contractor (subject to the prior conclusion of standard confidentiality agreements and the prior approval of all third-party authorisations required for such access) to all relevant sites/information/documents necessary for the completion of the Mission.

The Company shall procure that SMFG shall provide the Independent Contractor with access to relevant studies and reports that have been prepared by or on behalf of SMFG in respect of the development of the Project and which have previously been delivered to the State, and shall also provide the Independent Contractor with access to:

- (i) The 2008 option study prepared by SMFG in respect of the use of the TGR Infrastructure, provided that such study can only be used to determined Cost Estimates in relation to the development of the mine and any infrastructure required to link the mine to the TGR Infrastructure that is to be developed by Simfer SA; *and*
- (ii) Any Proposed Methodology, as applicable.

Subject to the foregoing caveat, the State will provide the Independent Contractor with access to:

- (i) any studies and reports previously prepared in relation to the TGR Option (including the bankable feasibility studies which were prepared in relation to the TGR Infrastructure system, and submitted to the State on or around May 2016); *and*
- (ii) the main components of the Simandou Investment Framework, which are accessible at the following address: <https://www.contratsminiersguinee.org/>.

The Independent Contractor shall in reviewing such studies and reports take due account of the outcomes for the development of the TGR Infrastructure resulting following such studies and reports.

b) Provision of assistance to the Independent Contractor

Each of the Company and the State will assist the Independent Contractor to the best of their abilities, in particular with respect to accessing data, sources, studies, persons or information required by the Independent Contractor in the course of performing its Mission pursuant to these Terms of Reference.



The Independent Contractor will, in the course of carrying out its Mission pursuant to these Terms of Reference, confer and consult with the Company and the State on progress, methodology, assumptions and data. These consultations will enable the Company and the State to facilitate access to historical reports and information, and ensure that the work carried out by the Independent Contractor complies with the Company and the State's expectations.

The Independent Contractor may ask any question to the Company and the State that would appear appropriate or useful to it for achieving its Mission and request the communication of any additional document or information.

c) Compliance with the principle of adversarial proceedings

The Independent Contractor, the Company and the State will be expected, during the entire duration of the Independent Contractor's engagement pursuant to these Terms of Reference, to comply with the principle of adversarial proceedings and, in particular, with the principles set out below:

- All questions that the Independent Contractor has shall be directed simultaneously to both the State and the Company (using the contact details set out in this document), who each should have the right to reply to the Independent Contractor's question;
- All material correspondence sent by the Independent Contractor (whether by e-mail, letter or otherwise) shall be sent simultaneously to both the State and the Company, who each should have the right to reply to the Independent Contractor's question;
- The State and the Company shall, where the Independent Contractor considers it appropriate, both be invited by the Independent Contractor to attend to any meeting, conference call, video-conference or any other form of interaction. Where the Independent Contractor considers that a matter is best dealt with through separate meetings, the Independent Contractor shall be entitled to proceed on this basis, provided that a principle of balanced interaction is applied, such that the State and the Company shall each be afforded the same opportunity to discuss the relevant matter(s) at hand with the Independent Contractor; and
- All documents and information (whether constituting a deliverable under these Terms of Reference or not, and whatever the support / medium) that the Independent Contractor wants to share shall be sent simultaneously to the State and the Company.

The foregoing principles also apply to questions, correspondence, meetings, documents and information issued by the State or the Company, as the case may be.

d) Timeline for completion of the Mission

The Independent Contractor shall carry out its Mission pursuant to these Terms of Reference in accordance with the following timeline:

- (i) Kick-off meeting – the Independent Contractor will organize a kick-off meeting (whether by a conference call or a physical meeting) during which the Independent Contractor will present and propose to the Company and the State an action plan for the completion of its objectives;
- (ii) Proposed viability tests – within a timeframe to be agreed between the Independent Contractor, the State and the Company during the kick-off meeting referred to in the foregoing paragraph, the Independent Contractor will, pursuant to Paragraph 4.b), notify the State and the Company with its proposed viability tests;



(iii) Interim report – the Independent Contractor will deliver an interim report within the timeframe specified in the Independent Contractor's terms of engagement (which timeframe shall be agreed by the Company and the State, each acting reasonably);

(iv) Preliminary comments – upon receipt of the interim report, the Company and the State will have a thirty (30)-day period to send comments to the Independent Contractor on the interim report. Alternatively, a physical meeting may be arranged.

(v) Final report – the final report of the Independent Contractor, containing all the deliverables set out in these Terms of References (and any additional deliverables that the Independent Contractor, the State and the Company may agree to add), will be delivered within the timeframe specified in the Independent Contractor's terms of engagement (which timeframe shall be agreed by the Company and the State, each acting reasonably).

(vi) Final presentation meeting – following the receipt of the final report, the Independent Contractor may be requested to present the outcomes of its study to the Company and the Minister of Mines and Geology of the Republic of Guinea and/or other Guinea officials.

P_w

APPENDIX – ADDITIONAL DEFINITIONS

Company	means Societe des Mines de Fer de Guinee, a limited company whose registered office is located at the City Railway, Building Faranah, Conakry and registered with the Trade Registry and Credit Conakry furniture under number GC – KRY / 01.861 / 2003
Euronimba	means Euronimba Limited, a company governed by the Laws of Jersey, whose head office is located at 13 Castle Street, St Helier, Jersey, Channel Islands
Independent Contractor	has the meaning given in Section 2
Mission	means the mission entrusted to the Independent Contractor, as it is described in these Terms of Reference
Mtpa	means million metric tonnes per annum
Project or Nimba Project	means the project aiming to explore, develop and operate the iron ore deposits contained on a specific perimeter of the Nimba mountains
Simfer SA	means a limited company being part of the Rio Tinto Group with its registered office located at Immeuble Bellevue, Boulevard Bellevue, D.I. 536 Commune de Dixinn, BP 848, Conakry, incorporated under Guinean law with the RCCM of Conakry, under the number RCCM/GCKRY/0867A/2003
Terms of Reference	means this document
TGR Infrastructure	Means the infrastructure to be built and operated by Simfer SA and other parties under the Simandou Investment Framework, comprising of, in particular (i) the Transguinean railway line linking the mining perimeter developed by Simfer SA and a port facility located South of Conakry, (ii) a port facility located South of Conakry, and (ii) associated facilities, infrastructure, plants and equipment required for the use of the TGR as the basis of evacuation of Mining Product from the Project.



Appendix 4 – Tax and Fiscal Regime

General principles

Unless otherwise provided for under the terms of this present document, the Investor shall be liable for and shall pay all taxes and duties in keeping with applicable fiscal legislation, provided that:

- for the entire duration of the Stabilisation Period, the tax and custom regime applicable to the Project will be the one detailed in the 1995 Mining Code and the Law on Direct Taxes, as amended by and subject to the provisions of this Appendix 4 ;
- upon the expiry of the Stabilisation Period:
 - the provisions of Article 38.3 shall apply; *and*
 - any change in the tax and custom regime then applicable to the Project, which is not identified by the Investor or the Company (pursuant to Article 38.3) as having an adverse economic or fiscal effect on the Investor or the Company, shall become applicable to the Project from the end of the Stabilisation Period, provided that the provisions of this Appendix 4 will remain applicable as long as they are not inconsistent with any such change in the tax and custom regime applicable to the Project, and if they are inconsistent, then such change in the tax and custom regime shall apply to the Project.


For such time as the provisions of this Appendix 4 remain applicable to the Project, references in this Appendix 4 (including in the definitions that are included herein) to any law, legislation, regulation, order or rules shall, unless expressly stated otherwise herein or deemed otherwise further to the expiry of the Stabilisation Period, be deemed to be a reference to such law, legislation, regulation, order or rules in the form that it took as at 25 April 2003, being the date of the Initial Convention (the “**Effective Time**”).

Nothing in this Appendix 4 shall limit or restrict the rights of any Party pursuant to Article 38, including, but not limited to, the Investor’s and the Company’s right to apply to the Project any modifications to any law, legislation, regulation, orders or rules made after the Effective Time or during the Stabilisation Period which they consider to be favourable to them (including, without limitation, in respect of any matter set out in this Appendix 4), pursuant to and subject to the terms of Article 38.

Part 1 – Fiscal Regime

1. Mining Taxes

The Company shall pay a Mining Tax in compliance with the terms and provisions of the paragraphs below:

- (a) Mining Tax shall be calculated on the basis of the value of the ore sold by the Company, based on a rate of 3,5 % of the price per tonne for exported concentrated ore;
 - (b) For exported ore that does not achieve such a high quality, the rate under the 1995 Mining Code becomes applicable.
- 

Should the scenario arise where the Operating Income of the Company was in a loss position for three consecutive years, the Parties shall meet together without delay, in order to set down the terms for dealing with this situation.

2. Tax on Income:

Tax on Industrial and Commercial Profit:

The Company shall pay a tax on Industrial and Commercial Profit ("BIC"). The rate of such tax, calculated on the net taxable profit is 35%, in compliance with article 143.1 of the 1995 Mining Code, it being agreed that the Government of the Republic of Guinea shall reduce this rate if necessary in order to guarantee an internal rate of return of 12,5 % for the shareholders of the Investor.

Annual net taxable profit shall be determined each year by calculating the difference between the income of the Company and all of its charges which are allowed to be deducted for tax purposes, including, in particular, but not limited to, current operating costs, finance charges, amortisation and provisions, investment credits made during the course of the financial year, including provisions for the rehabilitation of mining sites, provision for the restoring deposits, and deductible fees, rentals, taxes and duties.

Tax on Industrial and Commercial Profits shall be paid each year in compliance with the terms and dispositions of the Law on Direct Taxes, in two provisional instalments, each one of these being equal to one third of the tax paid in respect of the profits from the previous year. The final third shall be paid at the latest four months after the close of the Company's tax year.

The National Directorate of Taxation, who shall, as the case may be, initial the Company's advice slip, shall issue an acknowledgement of payment of tax.

3. Other Taxes, Duties, Fees and Contributions

Over and above the taxes, duties and fees provided for under Part 1 Sections 2 and 3 above, the Company shall make payment to the State of the following taxes, duties and fees:

4. Taxes, duties and fees:

- Flat rate payment of six per cent (6%) of salaries paid by the Company within Guinea and outside of Guinea;
- Contribution for training at the rate of 1,5% of the total payroll, unless expenditures on training directly borne by the Company exceed the total amount of this contribution, or unless the Company creates its own training centre;
- Single tax on vehicles, with the exclusion of any vehicles and machines used on mine sites and sites of loading of the ore, at the ruling rate;
- Contribution to Local Development, through a contribution of an amount of 0,5% of the Operating Income of the Company to a community development fund, in accordance with the provisions of the 2011 Mining Code (in the form set out as at the date of the Consent) and its implementing provisions (in each case in the form set out as at the date of the Consent). The

Parties shall enter into appropriate agreements governing the contribution to, and the control and expenditure of, such funds, in accordance with applicable anti-bribery and corruption laws and the anti-bribery and corruption policies of the Company.

Such contributions and taxes shall be deductible for purposes of calculating the net taxable profit of the Company

5. Social Security Contributions:

The employer's portion of the Social Security Contributions on the gross salaries of its employees, with the exception of salaries paid to expatriate staff, shall be paid at the rate applicable according to applicable legislation.

Such contributions shall be deductible for purposes of calculating the net taxable profits of the Company.

6. Withholding Taxes:

Unless otherwise agreed herein, the Company shall pay to the State all withholding taxes provided for under Guinean fiscal legislation as at the Effective Time, namely:

- The withholding tax in the amount of 10% of net salaries paid to expatriate personnel. Such withholding tax shall be in full discharge of any other tax on income and salaries payable by expatriate personnel in Guinea;
- The withholding tax in the amount of 10% of fees, allocations and services rendered, invoiced by foreign Companies or persons without an office in Guinea.

Withholding taxes shall not be deductible for purposes of calculating the net taxable profit.

7. Insurance Contracts:

Insurance contracts entered into by the Company with foreign firms without a base in Guinea, shall be subject to applicable legislation.

8. Value Added Tax (VAT) ("TVA") on purchases of goods and services transacted within Guinea

The Company shall make payment of VAT on its purchases of goods and services transacted within Guinea. Such tax shall be reimbursed by the Tax Administration of Guinea, in adherence to whatever timing, procedures and terms are applicable, in such a way as to ensure, for each tax year in question, that neutralisation is achieved for such in terms of the current operating costs and cash flow of the Company.

Part 2 – Customs Scheme

1. Personal effects:

All personal vehicles, goods and equipment imported by the personnel of the Company or by the direct sub-contractors thereof shall benefit from the temporary

admission scheme and shall be exempted from all customs fees and duties at the time of the entry thereof into the Republic of Guinea.

In the case of resale of such personal effects within the territory of Guinea, such customs fees and duties shall become payable in compliance with applicable legislation, and in accordance with the stipulations of Article 154 of the 1995 Mining Code.

2. Value Added Tax (VAT) ("TVA") on Imported Goods and Services

The Company and its direct sub-contractors shall, for the purposes of VAT, be subject to the terms and dispositions of Decree D/97/153/PRG/SGG passed on 15th July 1997 on the subject of the terms of application of Value Added Tax on businesses holding mineral rights and mining exploration permits.

3. Customs Scheme Applicable To the Exploration and Study Phase

In compliance with the terms of Articles 154 and 156 of the 1995 Mining Code, all equipment, hardware, machines, apparatus, commercial vehicles, machinery and generating sets imported by the Company or its direct subcontractors, destined for the exploration and study work, shall fall under the customs scheme of temporary admission on the basis of "prorata temporis" free of charge for the duration of said work. The duration of such a scheme shall be in conformity with the scheme provided for under applicable mining regulations.

At the end of the exploration and study work, such goods admitted temporarily must be re-exported.

The Company and its direct sub-contractors shall be required to submit to the State (acting through the Ministry and the National Directorate of Customs), during the first quarter of each year, a statement in respect of such goods admitted under the temporary admission scheme.

Should said goods be re-sold within the territory of Guinea, the duties shall be payable in compliance with applicable legislation, and in conformity with Article 154 of the 1995 Mining Code.

All materials and replacement parts needed for business equipment and hardware to operate, shall benefit from a total exemption from customs duties, taxes and fees.

Part 3 – Fiscal and Customs Relief

1. Unless otherwise agreed to under this present Convention, the Company shall be exempted completely from:
 - the Minimum Standard Tax ("IMF");
 - the licence tax ("Contribution des Patentes");
 - Registration Fees and Stamp Duties;

- Land Taxes (“Taxes Foncierres”);
- BIC, but for a period of ten (10) years starting from the Stabilisation Date;
- Tax on Income from Securities (“IRVM”), dividends, directors’ percentages and fees, and other profits distributed to shareholders, and interest paid on the loans received by the Company;
- Taxes on quarry products;
- Surface Area Royalties.

2. During the Financing and Development Phase

Up until the close of the financial year during which First Commercial Production takes place, the Company and its direct subcontractors shall benefit from a total exemption of all customs duties, taxes and fees on all capital goods, equipment, major tooling, machinery and vehicles (with the exception of private vehicles), as well as on supplies imported which fall under the first category cited under Article 153 of the 1995 Mining Code, as well as on all spare parts, diesel and lubricants accompanying such equipment and goods.

However, such imports are nevertheless subject to a payment of a registration duty of 0,5% of the CIF value of such imports. The total amount levied to this effect may not exceed the maximum amount as laid down under Finance Law.

Such duty shall be deductible for the purposes of calculating net taxable profits of the Company.

3. During the Exploitation Phase

3.1 System for the Importation of Supplies and Consumables

- All supplies imported which fall under the second category as cited under Article 153 of the 1995 Mining Code, and which are destined for the transformation on site of the ore into finished products and semi-finished products (pellets, agglomeration fines) are exempt from all customs duties and taxes;
- All supplies imported which fall under the first and third categories as cited under Article 153 of the 1995 Mining Code and which are destined for purposes of extracting and commercially developing the ore shall be taxed on importation at the rate of 5,6 % of the FOB value of such;
- All fuels, lubricants and other petroleum products imported, falling under the fourth category as cited under Article 153 of the 1995 Mining Code shall be procured under the price structure applicable to the mining sector as at the Effective Time.

3.2 Scheme for the Amortisation of Fixed Assets

The Company shall amortise its tangible and intangible assets by applying the reducing balance amortisation system as authorised under Article 144 of the 1995 Mining Code.

3.3 Provision for the Reconstitution of the Deposit

The Company may build up a provision for the reconstitution of the deposits, of a maximum amount of 10% of taxable income at the end of each financial year, free from tax on income;

This provision must be used within two years of its constitution for financing any exploration work or mining exploitation work within the territory of the Republic of Guinea. Any part of this provision that has not been utilised must be brought back into the profits for the third financial year following the one during which it was constituted.

This provision is deductible for purposes of calculating the net taxable profit of the Company.

3.4 Investment Allocation

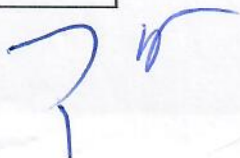
The Company shall benefit from an investment allocation in the amount of 5% of all investments carried out during the course of the financial year. Such allocation is deductible for purposes of calculating the net taxable profit of the Company.

3.5 Other Taxes and Fiscal or Special Tax Charges

For as long as this present Convention remains in force, the Company, its direct subcontractors and consultants shall be exempt from all direct or indirect taxes, fiscal charges and special taxes, export and import duties, fees, duties, deductions, customs duties and all other fiscal or special taxation charges, other than those which are defined under the terms of this present Convention.

For the purposes of this Appendix 4, the following terms shall have the following meanings:

Definition	Meaning
"Contribution des Patentes"	has the meaning given in the General Tax Code of the Republic of Guinea.
"Finance Law"	has the meaning given in the Constitution of the Republic of Guinea.
"General Tax Code"	means the <i>Code General des Impots de la République de Guinée</i> , in its version applicable as at the Effective time.
"Land Taxes" or "Taxes Foncières"	has the meaning given in the General Tax Code of the Republic of Guinea.



"Law on Direct Taxes"	has the meaning given in the General Tax Code of the Republic of Guinea.
"Minimum Standard Tax" or "IMF"	has the meaning given in the General Tax Code of the Republic of Guinea.
"Mining Tax"	has the meaning given in the 1995 Mining Code.
"National Directorate of Customs"	means the National Directorate of Customs of the Republic of Guinea.
"National Directorate of Taxation"	means the National Directorate of Taxation of the Republic of Guinea.
"Operating Income"	has the meaning given in the General Tax Code of the Republic of Guinea.
"Registration Fees and Stamp Duties"	has the meaning given in the General Tax Code of the Republic of Guinea.
"Social Security Contributions"	has the meaning given in the 1995 Mining Code.
"Surface Area Royalties"	has the meaning given in the 1995 Mining Code.
"Tax"	means taxes, duties, levies, fees, assessments, governmental charges of any kind and employment-related contributions (whether employee or employer contributions) imposed by any governmental authority or any other competent institution, whether payable directly or by withholding or otherwise, including income, property, sales, customs, value added, employment, gains and social security taxes or contributions, together with any interests, fines or penalties related thereto.
"Tax Administration of Guinea"	means all the agencies in charge of establishing the tax base, its collection and its monitoring in Republic of Guinea.
"Tax on Income from Securities" or "IRVM"	has the meaning given in the 1995 Mining Code.
"Tax on Industrial and Commercial Profit" or "BIC"	has the meaning given in the 1995 Mining Code.
"VAT" or "TVA"	has the meaning given in the General Tax Code of the Republic of Guinea.

Appendix 5 – Mining Perimeter

Part 1: Mining Perimeter (as set out in the Mining Concession)

Block I:

	Longitude (West)	Latitude (North)
A	8° 23' 13"	7° 40' 56"
B	8° 21' 41"	7° 40' 56"
C	8° 21' 41"	7° 40' 11"
D	8° 23' 13"	7° 40' 11"

Block II:

	Longitude (West)	Latitude (North)
A	8° 22' 49"	7° 40' 11"
B	8° 22' 00"	7° 40' 11"
C	8° 22' 00"	7° 39' 23"
D	8° 22' 25"	7° 39' 23"

Part 2: Perimeter identified by UNESCO

Nimba Mining Permit Area				
Corner Point	WGS84 / UTM29N Projected		WGS84 Geographic Coordinates	
	Easting	Northing	Longitude	Latitude
A	567 698.54	848 978.11	8°23'10.15" W	7°40'48.26" N
B	570 507.25	848 980.74	8°21'38.47" W	7°40'48.21" N
C	570 508.86	847 266.53	8°21'38.50" W	7°39'52.40" N
D	567 700.15	847 263.90	8°23'10.17" W	7°39'52.44" N
E	568 434.81	847 264.58	8°22'46.19" W	7°39'52.43" N
F	569 989.10	847 266.04	8°21'55.46" W	7°39'52.40" N
G	569 990.21	846 074.09	8°21'55.48" W	7°39'13.59" N
H	569 140.60	846 073.29	8°22'23.21" W	7°39'13.60" N

Source: "UNESCO World Heritage Boundary, Datum Establishment and Survey Audit" (Surtech) - August 2007

Appendix 6 – English Translation of the Convention

(The English version of the Convention appears in the following pages)

Pr

Appendix 7 – Recommendations of the World Heritage Committee

(The recommendations of the World Heritage Committee appear in the following pages)

P 10

MISSION REPORT (MAY 1993)

**MOUNT NIMBA (Guinea)
WORLD HERITAGE SITE**

**UNESCO WORLD HERITAGE CENTRE
7 PLACE DE FONTENOY
PARIS
JULY 1993**

P. W.

Since 1986, the mining project has gained importance due to the exhaustion of the Liberian mine. A joint company called NIMCO was created in 1990 with the participation of Guinea, Liberia and private investors.

The mining project has made important modifications in technological concepts to help protect the variety of ecologic wealth of Mount Nimba, notably:

- building a railroad with the station being outside the reserve;
- concentrating debris in one valley;
- protective measures downstream of the hydraulic reserves;
- active participation of the government conservation officials;
- participation with the Planning Director of Regional Development.

Environmental measures will cost an estimated 10.5 million dollars, the price to pay for clean mining, as the mining project recognizes its responsibility in the natural cultural and social environment.

2. Environmental impact statement - NIMCO, 1990

From the perspective of the mission:

The 1990 Environmental Impact Study by B.C.E.O.M. provides a sound basis to make the major decisions related to the World Heritage site and the potential impacts of the mining operations.

Specific and more detailed impact studies will be required as more technical details become available with respect to the mining operations, e.g. the Conveyor.

With the cooperation and participation of the NGOs, the "Environmental Convention" (10 June, 1991) between the Government of Guinea and the mining company is to be re-negotiated to reflect the recommendations of this mission.

3. The mission noted with satisfaction correspondence between the Government of Guinea and NIMCO respecting an annual grant of \$500,000 for conservation once the mine becomes operational. The mission indicated that this, as a base-level, should be in constant dollars.

VIII. RECOMMENDATIONS

The multidisciplinary mission that took place on Mount Nimba from 15 to 30 May, 1993 gives the Committee the following recommendations for the attention of the Government of Guinea and the UNDP:

A. The Guinean Government

1. After examination of the documents and after field visits, the mission declared that at the time of inscription of Mount Nimba on the World Heritage List in 1981, the damage caused by mining prospecting on the northern part of the range was already

visible. Therefore, the mission recommends to the Government of Guinea to accept the inclusion to the World Heritage site the parts of the northern zone not concerned with the mining activities and to re-address and send to the Committee the new request for inscription of the site.

2. In the institutional plan, the mission welcomes the creation of the pilot project by the Guinean Government whose role was essential in the last several years in protecting the site as well as in all endeavours seeking to promote the improvement of living conditions in rural areas. It should play an even greater role in the second phase for the construction of a public establishment. In light of this, the mission recommends the creation as soon as possible of a Protection Office of Mount Nimba run by an inter-ministry team and under the President of the Republic.

3. The mission also congratulates the Government's decision to ratify the Environmental Convention with the mining company in order to minimize the environmental impact of the mine on the World Heritage site. The Mission therefore recommends that the World Heritage Committee support the Guinean Government in seeking association with UNDP, UNEP and other international agencies.

NGOs, national and international, should be associated with all stages of this programme and follow the environmental convention to be signed by the government and the mining company.

4. The mission recommends that the mining company provides financial support for the promotion of integrated rural development in the Cavally Basin and for the protection of the environment, particularly of the World Heritage site.

5. The mission recommends that the detailed impact study be carried out with the mining project engineering study so that all environmental consequences be identified and taken into consideration before mining begins. This impact study is to be financed by the mining company in conformity with the Guinean environmental code.

6. The mission accepts that the northern part of the Pierre Richaud Range be maintained in the mining zone but desires that part be left at least temporarily in its current state from the north latitudinal coordinate 850,300. We fear that with lack of sufficient studies, work on the ridge from this point would cause consequences detrimental to the climate as recommended in the environmental evaluation (Map VI).

7. That all debris from mining be disposed of in Zie Valley which shall be prepared before mining begins: retaining walls and basins. In particular, no debris be placed near the eastern slope during construction and mining.

8. The mission accepts that the boundary of the World Heritage site in the region corresponding to the Conveyor is situated on the ridge line of Zougne. At any time, this limit may be modified for obvious necessary technical reasons up to the degraded zone.

9. In approving the strategy of protection foreseen by the Biosphere Reserve Management Plan, the mission recommends that the Guinean National Committee for MAB reformulates and implements this management plan as soon as possible, in conformity with the precisions specified for the boundaries of the World Heritage site, considered as the central area of the Biosphere Reserve of Mount Nimba.

10. That the Mount Nimba Protection Office is responsible for setting up demonstration projects in new agricultural techniques by transferring, evaluating and applying knowledge already acquired in these domains in other regions, to the pilot projects and the public awareness work carried out with the participation of the local people.

11. That the villages surrounding the World Heritage site which are in a particularly critical situation and which consider the site as a hindrance, be given first priority in benefiting from these actions.

12. That the integrated development actions be particularly geared toward the following:

- intensifying and diversifying agricultural products by introducing new techniques that are more effective; lowland cultivation, agro-forestry, crop rotation, better fallowing, market-gardening, etc..
- improving production and marketing of saleable products (coffee, coconut oil...)
- development of animal products: poultry, certain cattle breeds, raising of certain wild animals for fur, fishing, etc...
- forestry: reforestation of disturbed slopes and management of flowing hydrologic basin resources into firewood and lumber.
- improving slopes and combating erosion
- upgrading and developing traditional arts and crafts.

13. Recommend to the Guinean Government that priority be given to developing the roads which are already under construction in the Guinean forest to provide better access to the villages in the Nimba area.

14. Recalling the spirit of the Rio Declaration, and considering the document entitled Agenda 21 as a strategic document in achieving the objectives of this Declaration, the mission recommends that the Guinean Government adopt Agenda 21 and the Biodiversity Convention as a general strategy for an integrated ecosystem management of Mount Nimba.

B. United Nations Development Programme (UNDP)

15. Aware of:

- on the one hand, the value of the Government pilot programme's contribution in developing an efficient long-term process for the conservation of the World Heritage site, and on the other, establishing the bases for the rational management of natural resources necessary for sustainable development in the zone of influence of Mount Nimba;

- the importance of the participation of UNDP in financing the pilot project, the mission highly recommends to the UNDP the following:

(a) the termination of the pilot project, in absence of any other structure able to assure the Reserve's protection, would prove detrimental to the balance of the human and natural milieu of Mount Nimba and the potential economy of the region;

(b) to follow up on the efforts to implement the next phase;

(c) that the pilot project activities to be implemented with UNESCO and in collaboration with other international agencies (FAO, UNEP, etc...) be oriented toward the following priorities:

- creation of a public establishment, serving as an inter-ministerial office for environmental protection, management and conservation of natural resources (institutional and practical aspects) initiating international legal links (World Heritage Centre, NGOs and international organizations);
- analysis of the human and environmental impact of the iron-ore mining project;
- creation of a demonstration farm;
- integrated rural development of the zone of influence of Mount Nimba with primary consideration given to the needs of the people living around the World Heritage site;
- educate and sensitize the population, particularly the women and children;
- participation of the local authorities and others in the development of the region.

Mount Nimba, 27 May, 1993

Appendix 8 – Renewal Submission Documents

- 1) Renewal application letter specifying the details of the Concession;
- 2) Geographical coordinates of the Concession;
- 3) General report attesting the continuation of the mining activity during the period elapsed;
- 4) Detailed report of the works carried out on the Mining Perimeter under the Concession;
- 5) An update to the Bankable Feasibility Study in the form of a report justifying the existence of sufficient reserves for the continuation of the exploitation of the iron ore deposits during the requested Renewal Term;
- 6) Report on any research works undertaken by the Company and on the state of iron ore deposit reserves.



**ANNEXE 7 – RECOMMANDATIONS DU COMITE DU PATRIMOINE
MONDIAL**

(les recommandations du Comité du Patrimoine Mondial sont décrites dans les pages suivantes)

Q n

SITE DU PATRIMOINE MONDIAL
MONTS. NIMBA

MISSION DU SUIVI
15-30 MAI 1993

UNESCO CENTRE DU PATRIMOINE MONDIAL
7, PLACE DE FONTENAY
PARIS
JUILLET 1993

dy

W

7

W

découverts (Pierré Richaud, Sempéré, Grands Rodres, Château).

Depuis 1986, le projet minier a évolué avec l'épuisement de la mine libérienne. Une société mixte (NIMCO) est créée en 1990 avec la participation de la Guinée, du Libéria et les investisseurs privés.

Compte tenu de la variété des richesses écologiques des Monts Nimba, le projet minier a apporté d'importantes modifications dans sa conception technique; il s'agit notamment:

- l'implantation de la voie ferrée, la station de concassage hors de la réserve;
- concentration des stériles dans une seule vallée;
- mesures de protection du réseau hydraulique aval;
- participation active à la protection de la réserve;
- participation au schéma directeur du développement régional.

Cet ensemble de mesures a un coût: il est estimé à 10,5 millions de dollars. C'est le prix à payer pour faire une mine propre. Le projet minier s'insère ainsi dans un environnement naturel, social et culturel.

2. Etudes d'impact sur l'établissement - NIMCO, 1990

Du point de vue de la mission:

L'étude d'impact sur l'environnement de 1990 établi par le B.C.E.O.M. fournit une base sûre pour prendre les décisions concernant le site du patrimoine mondial et les impacts prévisibles de l'exploitation minière.

Des études d'impact plus spécifiques et plus détaillées seront nécessaires quand davantage de précisions techniques seront disponibles concernant l'exploitation minière et notamment le transporteur.

Avec la coopération des ONG, la Convention pour l'environnement du 10 juin 1991 entre le Gouvernement guinéen et la compagnie minière doit être renégociée afin de tenir compte des recommandations de la mission.

3. La mission a noté avec satisfaction un accord entre le Gouvernement guinéen et le NIMCO concernant une dotation annuelle de 500,000 dollars pour la conservation une fois que la mine deviendra opérationnelle. La mission a indiqué que ceci en tant que niveau de base devrait être en dollars constants.

VIII. Recommandations

La mission pluridisciplinaire qui a séjourné aux Monts Nimba du 15 au 30 mai 1993 adresse au Bureau du Comité du patrimoine mondial les recommandations suivantes à l'attention du gouvernement guinéen et du PNUD.

Jay

P M W

A. Gouvernement guinéen

1. Après examen de la documentation mise à sa disposition et suite aux visites effectuées sur le terrain, la mission constate qu'au moment de l'inscription du site des Monts Nimba sur la Liste du patrimoine mondial en 1981, les dégradations dues aux prospections minières dans la partie septentrionale de la chaîne sont déjà visibles. En conséquence, la mission recommande au gouvernement d'accepter d'inclure dans le site du patrimoine mondial toutes les parties de la zone septentrionale non concernées par les activités minières (voir carte no....) et de bien vouloir reformuler et transmettre au Bureau du Comité la demande d'inscription du site.

Sur le plan institutionnel, la mission se félicite de la création par le gouvernement du Projet pilote des Mts. Nimba dont le rôle a été essentiel au cours des dernières années dans la protection du site comme dans toutes les entreprises visant à promouvoir des mesures en vue d'améliorer des conditions de vie du monde rural environnant. Son rôle doit être plus important encore dans la seconde phase de son activité pour poser les bases d'un établissement public. Dans cet esprit, la mission recommande la création, dans les meilleurs délais, d'un office de protection des Mts. Nimba dirigé par un comité de gestion interministériel et placé sous la tutelle directe du Président de la République.

3. La mission se félicite également de la décision du gouvernement de ratifier une convention environnement avec la compagnie minière dans le but de minimiser les impacts négatifs de la mine sur l'environnement, en particulier sur le site du patrimoine mondial. A cet effet, elle recommande au Comité du patrimoine mondial d'apporter son soutien au gouvernement dans l'élaboration de cette convention et souhaite vivement que soient associées le PNUD, le PNUE et d'autres agences internationales.

3bis Que les ONG nationales et internationale soient associées à tous les stades de la conception et du suivi environnement qui sera signée par le gouvernement et la compagnie minière.

4. La mission recommande que la société minière NIMCO apporte son soutien financier pour la promotion du développement rural intégré du haut bassin du Cavally et pour la protection de l'environnement en particulier dans le site du patrimoine mondial.

5. Que l'étude d'impact détaillée soit réalisée en relation avec l'étude d'ingénieur pour le projet minier pour que toutes les conséquences sur l'environnement soient identifiées avant le démarrage du complexe minier et prise en considération. Cette étude d'impact est à la charge de la compagnie minière conformément au code guinéen de l'environnement.

ty

P M

6. La mission admet que la partie septentrionale de la chaîne refermant le Pierré-Richaud soit maintenue dans la zone minière mais souhaite que cette partie soit laissée au moins temporairement dans son état actuel au nord du point longitude 64228 et latitude 850301. On peut craindre en effet, qu'en l'absence d'études suffisantes, que l'abaissement de la crête à partir de ce point entraîne des conséquences fâcheuses sur le climat comme le recommande l'évaluation environnementale, 90.

7. Que tous les rejets de la mine soient dirigés et déposés dans la vallée du Zié qui devra être aménagée en conséquence avant le début de l'exploitation: barrages de retenue et bassins de décantation. En particulier, aucun rejet ne devra être fait dans la mesure du possible sur le versant oriental pendant la phase de construction et la période d'exploitation.

8. La mission admet que la limite du site du patrimoine dans la région qui correspond au passage du convoyeur est situé sur la ligne de crête de la colline de Zougné. Toutefois, cette limite pourrait être modifiée en cas de nécessité technique pleinement justifiée jusqu'à la limite de la zone dégradée.

9. Approuvant la stratégie de protection envisagée par le plan de gestion de la réserve de la biosphère, la mission recommande que le comité national guinéen pour le MAB s'attèle, dans les meilleurs délais, à la reformulation et la mise en oeuvre de ce plan de gestion conformément aux précisions apportées aux limites du patrimoine mondial, considéré comme aire centrale de la réserve de la biosphère de Mts. Nimba.

10. Que l'Office de protection des Mts. Nimba s'attache à la réalisation de projets de démonstration de pratiques agricoles nouvelles par un transfert, une valorisation et une application de connaissances déjà acquises dans ces domaines dans d'autres régions, grâce à des opérations pilotes et de vulgarisation menées avec la participation des paysans.

11. Que les villages limitrophes du site du patrimoine mondial, placés dans des situations particulièrement critiques, et pour qui la réserve apparaît aujourd'hui comme une entrave, puissent bénéficier en priorité et d'urgence de ces actions.

12. Que des actions de développement intégré soient particulièrement entreprises dans les domaines suivants:

- intensification et diversification des productions agricoles par l'introduction de techniques nouvelles et de variétés plus performantes; cultures de bas-fonds, agro-foresterie, assolement, amélioration de jachères, maraîchage, etc;

- amélioration de la production et de la commercialisation des cultures de rente (café, palmier à huile...);

- développement des productions animales: volailles, petit bétail, race de bovins trypan-tolérants, élevage de la faune

sauvage (tula code, productions fourragères, promotion de la pisciculture);

- foresterie: reboisement des pentes et gestion des ressources hydraulique des bassins versants, création de ressources en bois de feu et bois d'oeuvre;

- aménagement des versants et lutte anti-érosive;

- valorisation et développement des produits traditionnels de l'artisanat.

13. Recommande au gouvernement guinéen de développer en priorité dans la région du Nimba la compagnie de pistes rurales en cours en Guinée forestière pour le désenclavement des villages.

14. Rappelant l'esprit de la déclaration de Rio, appréciant le document intitulé Agenda 21 comme document stratégique pour réaliser les objectifs de la Déclaration de Rio, la mission recommande que le gouvernement guinéen adopte la stratégie de l'Agenda 21 et de la Convention sur la biodiversité comme cadre général stratégique d'un aménagement intégré des écosystèmes des Mts. Nimba.

B. Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

15. Consciente:

- de la valeur de la contribution du Projet pilote du gouvernement pour, d'une part, la création d'un processus efficace à long terme de la conservation du site du Patrimoine mondial et, d'autre part, poser les bases de la gestion rationnelle des ressources naturelles nécessaires au développement durable de la zone d'influence des Mts. Nimba,
- de l'importance de la participation du PNUD au financement du Projet pilote, la mission multidisciplinaire recommande vivement au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD):

insuffisante de PNUD PNUD
a) d'éviter l'interruption du Projet pilote qui, en absence de toute autre structure susceptible d'assurer la protection de la Réserve, serait très préjudiciable au maintien en équilibre des milieux naturels et humains du Nimba et aux perspectives d'essor économique réel de la région.

b) de poursuivre les efforts qu'il a déjà entrepris en facilitant le démarrage de la phase étendue du Projet pilote des Mts. Nimba

c) que les activités du Projet pilote à entreprendre avec l'UNESCO et la collaboration d'autres agences internationales (FAO, PNUE, etc...) soient orientées en priorité vers:

- la création de l'Etablissement public à vocation d'Office interministériel de protection de l'environnement, de conservation et de gestion des ressources naturelles (aspects institutionnels et pratique) en initiant des liens internationaux

légaux (Centre du Patrimoine mondial, organisations internationales et ONG);

- l'analyse de l'impact environnemental et humain du projet d'exploitation du minéral de fer;
- la création d'une ferme de démonstration;
- le développement rural intégré de la zone d'influence des Mts. Nimba en considérant en premier lieu les besoins des populations riveraines du site du patrimoine mondial;
- l'éducation et la sensibilisation de la population en associant particulièrement les femmes et les enfants;
- la participation des autorités locales et d'autres acteurs du développement régional.

Nimba, le 27 mai 1993

ky

W

n

ANNEXE 8 - DOCUMENTS A SOUMETTRE POUR UNE DEMANDE DE RENOUVELLEMENT

1. Lettre de demande de renouvellement précisant les modalités de la Concession ;
2. Coordonnées géographiques de la Concession ;
3. Rapport général attestant la poursuite de l'activité minière durant la période écoulée ;
4. Rapport détaillé des travaux réalisés sur le Périmètre Minier de la Concession ;
5. Une mise à jour de l'Étude de Faisabilité Bancable sous la forme d'un rapport justifiant l'existence de réserves suffisantes pour la poursuite de l'exploitation des gisements de minerai de fer pendant la Durée Renouvelée demandée ;
6. Rapport des travaux de recherche entrepris par la Société et de l'état des réserves des gisements de minerai de fer.

